

POSSIBILITES D'INDUSTRIALISATION des Etats africains et malgache associés

IV

**Burundi, Rwanda et région Centre-orientale du Congo (Kinshasa)
(région des Grands Lacs)**

Volume 1 : RAPPORT

L'étude sur les possibilités d'industrialisation de la Région des Lacs a été réalisée par le Centre de Recherches des Pays en Développement de l'Université de Louvain sous la direction du Professeur F. BEZY. Ont collaboré à cette étude Melle Fr. CHENOIX, MM. P. FRIX, O. LE BRUN, A. LECOINTRE, J.Ph. PEEMANS et Gh. ROBYN.

Le Centre de Recherches des Pays en Développement exprime sa gratitude aux Gouvernements de la République du Burundi, de la République Démocratique du Congo et de la République du Rwanda, à la Chambre de Commerce de Bujumbura et ses membres affiliés qui lui ont obligeamment prêté leur concours.

TABLE DES MATIERES.

0.- INTRODUCTION.	1
01.- Les caractéristiques communes du sous-développement dans la Région des Lacs	2
02.- Principes pour une stratégie d'industrialisation coordonnée dans la Région des Lacs	12
021.- Le rôle de l'industrialisation dans la Région des Lacs	12
022.- Ressources communes et base d'une coopération possible	15
023.- Propositions pour une industrialisation concertée	24
1.- FACTEURS DE PRODUCTION.	33
11.- La main-d'oeuvre	33
111.- Structure de l'emploi dans la région	33
112.- Le Rwanda	36
113.- Le Burundi	40
12.- Les ressources naturelles	42
121.- Les ressources agricoles et forestières	42
122.- Les ressources animales	72
123.- Les ressources minérales	83
13.- L'énergie	88
131.- L'énergie électrique	88
132.- Les autres ressources énergétiques	92
2.- LES MARCHES.	97
21.- Situation des transports dans le bassin économique des Grands Lacs	97
211.- Liaisons avec l'extérieur	97
212.- Transports régionaux	99
213.- Perspectives à moyen terme	105
214.- Perspectives à long terme	110

22.-	La population	110
221.-	Le bassin économique de Bujumbura	110
222.-	Evolution démographique récente au Rwanda et au Burundi	114
23.-	Le revenu et la consommation	119
231.-	Analyse comparative des marchés des pays d'Afrique du Centre et de l'Est	119
232.-	La dimension du marché de la Région des Lacs	127
233.-	Evolution du Burundi	133
234.-	Marché actuel au Rwanda	135
235.-	Hypothèses de projection du produit intérieur brut du Burundi et du Rwanda	140
236.-	Evolution du revenu dans l'Est du Congo	142
237.-	Ouest de la Tanzanie	143
3.-	L'INDUSTRIE.	145
31.-	Analyse rétrospective du processus d'industrialisation dans la Région des Lacs	145
311.-	La situation avant 1945	146
312.-	Les facteurs de développement pendant la période 1950-1960	154
313.-	L'évolution de la situation entre 1960 et 1965	174
32.-	Situation actuelle de l'industrie dans la Région des Lacs	196
4.-	SELECTION DES PROJETS INDUSTRIELS.	203
41.-	Méthodologie	203
411.-	Les critères positifs	203
412.-	Les critères négatifs	212
42.-	Monographies justifiant les rejets	213
43.-	Tableaux des projets rejetés et retenus	222
5.-	COUTS DES FACTEURS ET LOCALISATION.	227
51.-	Coûts des facteurs généraux	227
511.-	Prix des matières premières impliquées dans le processus de fabrication des produits sélectionnés	227

512.- Prix de l'énergie dans la Région des Lacs dans une ou plusieurs entreprises	235
513.- Coût de la main-d'oeuvre et des cadres	236
52.- Localisation	242
6.- ETUDE ECONOMIQUE DES PROJETS.	251
61.- Commentaire de synthèse des projets	251
62.- Tableau d'ensemble, récapitulatif et comparatif	293
7.- LIAISONS INTER-INDUSTRIELLES ET INTERREGIONALES.	295
8.- MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.	301
81.- Mesures sur les plans technique et financier	301
811.- Energie	301
812.- Transports	304
813.- Mesures contingentaires et tarifaires	309
814.- Le pôle agricole de la Ruzizi	314.

0.- INTRODUCTION.

On se propose d'exposer ici brièvement les raisons pour lesquelles il est impératif de concevoir un programme d'industrialisation pour le Rwanda et le Burundi, dans la perspective d'un regroupement régional englobant également l'Est du Congo (spécialement le Kivu), et impliquant une coopération poussée avec la Tanzanie et l'Uganda.

L'optique d'un programme d'industrialisation ne coïncide pas nécessairement avec celle d'un plan national de développement. Pour les petits pays, surtout lorsqu'ils sont pauvres et ne peuvent spéculer sur des avantages naturels évidents, les conditions de l'industrialisation sont implacables. Les seuils de viabilité des entreprises industrielles ne peuvent être abaissés en dessous d'un minimum, qui requiert un marché de produits et une offre de facteurs d'une certaine dimension. Or, cette dimension a tendance à s'accroître au fur et à mesure que les progrès techniques des pays avancés abaissent les coûts de production dans le cadre d'entreprises travaillant pour des vastes marchés, et que les coûts de transport internationaux cessent d'assurer une protection efficace à la plus grande partie des produits manufacturés. Cette contrainte pèse le plus lourdement sur les pays exigus, particulièrement pauvres et retardés par rapport à des voisins favorisés par une taille, une situation géographique et une dotation en facteurs qui ont permis de faire démarrer de nombreuses entreprises industrielles.

Dans cette situation, il faut renoncer à envisager un programme d'industrialisation si, dès le départ, on n'est pas résolu à regarder au-delà des frontières nationales, à moins de réduire le concept d'industrialisation à l'implantation de quelques petites entreprises marginales, sans liens d'interdépendance, incapables de remplir leur fonction d'accumulation du capital, de fonder un développement diversifié de l'industrie à long terme et de modifier durablement les structures d'une société traditionnelle dominée. Cette situation est celle de la plupart des pays de l'intérieur de l'Afrique "balkanisée" d'aujourd'hui.

Elle est précisément celle du Rwanda et du Burundi. Mais paradoxalement, l'indépendance séparée des deux pays issus d'un même territoire "sous tutelle" s'est réalisée presque contre le gré du colonisateur et sur le voeu formel de chaque nation, non seulement à cause d'une nette volonté de retour au statu quo ante, mais surtout en raison de différences sociales et politiques aussi récentes qu'évidentes : radicalement transformées au Rwanda, les structures séculaires de la société féodale traditionnelle se sont maintenues au Burundi. Il en est résulté, pour des raisons multiples, une tension entre les deux Etats nouveaux qui, après avoir connu une phase d'exaspération qui a entraîné la rupture de toutes relations en 1964, semble à l'heure actuelle faire place à l'apaisement et à la recherche de relations de bon voisinage. On est certes encore loin d'une volonté étendue et manifeste de coopération, mais, travaillant dans une perspective de dix ans, il ne paraît pas excessivement téméraire de préjuger d'une collaboration future entre des pays auxquels la géographie et l'économie donnent un visage commun et unique en Afrique. Si l'histoire coloniale les a regroupés malgré eux, c'est au cours de cette période qu'ils furent ouverts, dans l'unité, aux échanges internationaux. En tout état de cause, cette hypothèse est indispensable pour esquisser les voies d'une industrialisation qui ne s'opérerait pas au profit exclusif d'un des deux partenaires; sans elle, la présente étude se réduirait à un procès-verbal de carence purement et simplement.

01.- LES CARACTERISTIQUES COMMUNES DU SOUS-DEVELOPPEMENT DANS LA REGION DES LACS.

A. Le Burundi et le Rwanda constituent au coeur de l'Afrique deux pays présentant des caractéristiques communes, qui les différencient profondément des pays qui les entourent. Particuliers par leur configuration montagneuse contrastant à l'Est avec les plateaux et les savanes de l'Ouganda et de la Tanzanie, à l'Ouest avec la cuvette équatoriale du Congo, ils offrent de plus des caractéristiques démographiques exceptionnelles. Au milieu de pays qui ont une densité de population variant entre 10 et 30 habitants au km², le Burundi atteint une densité de 100 et le Rwanda de 120 au km². Ils se distinguent en outre par une fertilité qui leur donne un taux d'accroissement parmi les plus élevés au monde (3%), c'est-à-dire, un doublement de la population en 23 ans. Autre caractéristique particulière, cette population est dispersée à l'extrême sur tout le pays et il n'existe que très peu de villages.

a) La densité de l'occupation humaine (6 millions d'habitants environ pour les deux pays) combinée avec la présence d'un million de bovins soulève de graves problèmes pour le maintien de l'équilibre population/subsistance. Ces problèmes ont des causes multiples. En dépit de leur exigüité, les deux pays n'ont pas une répartition égale de la population; leur partie orientale est très peu peuplée, tandis que l'on rencontre des concentrations massives sur la crête Congo-Nil, au Centre et à l'Ouest, le long des lacs Kivu et Tanganyika. Dans ces régions, la croissance accélérée de la population au cours des dernières décennies a entraîné une suroccupation des terres, en obligeant les paysans à raccourcir sans cesse la période de jachère. Il en est résulté une détérioration progressive de la fertilité naturelle élevée des terres, sans qu'interviennent, pour y pallier, des changements décisifs dans les méthodes culturales traditionnelles. S'il est vrai que celles-ci ne permettent pas au paysan de cultiver plus d'1,20 ha en moyenne, la disponibilité de 1 à 1,5 ha par famille seulement, jachères comprises, dans de nombreuses régions, est insuffisante pour la reconstitution des sols. Dans de nombreuses régions, on est entré ainsi dans une phase où les limitations physiques de la productivité du facteur travail en économie traditionnelle se combinent avec la rareté relative croissante du facteur terre, pour faire entrer la production dans la zone des rendements décroissants et rendre précaire l'équilibre population/subsistance. Pour maintenir celui-ci, un effort incessant est requis des populations en vue d'améliorer les pratiques culturales et d'intensifier les rendements.

L'extension des superficies cultivables n'offre que des perspectives limitées, même si les évaluations des terres cultivables faites par le Plan Décennal paraissent trop conservatrices : en se basant sur ces chiffres, en 1960, le Rwanda et le Burundi auraient déjà mis en valeur 95 pour cent de leurs terres cultivables (évaluées à 40 pour cent de la superficie totale). Mais, comme le soulignait le rapport de l'AESED (a), il semble bien que des enquêtes plus approfondies pour déterminer la vocation et la qualité des sols, devraient faire apparaître des disponibilités plus importantes, augmentant, pour certaines régions, de 25 à 40 pour cent les estimations anciennes.

(a) Association Européenne de Sociétés d'Etudes pour le Développement (AESED), "Etude globale du Développement du Rwanda et du Burundi", 1961, pp. 123 et 124.

En plus des nouvelles terres à mettre en valeur à l'Est, des marais à assécher, il y a la récupération possible de terres traditionnellement considérées comme étant seulement appropriées pour le pâturage (27 pour cent de la superficie totale). Jusques en 1959 au Rwanda, jusqu'à présent au Burundi, l'importance du bovin fut beaucoup plus socio-politique qu'économique. Symbole et fondement des relations de vassalité et de clientèle dans la société féodale, le troupeau n'avait qu'une valeur économique dérisoire (8,2 pour cent du produit agricole en 1959) par rapport à la terre occupée. Dans le cadre des pratiques d'élevage en cours, un bovin doit occuper au moins 1 ha, c'est-à-dire, la surface cultivée par une famille, pour donner une production de lait et de viande minimales. Dans ces conditions, - la pression de la population grignotant progressivement les pâturages naturels -, les effectifs du cheptel ne progressèrent plus entre 1949 et 1959, stagnant aux environs d'un million de têtes. L'élevage présente en fait les mêmes déficiences que l'agriculture : les rendements de la superficie occupée et du producteur sont largement inférieurs à leur productivité potentielle. Cette sous-utilisation générale des facteurs peut prendre un aspect aigu de caractère saisonnier : à la fin de la saison sèche, il y a une sous-alimentation générale du troupeau liée au surpâturage, tandis que la période de soudure entraîne souvent un déficit alimentaire chez les humains, en dépit du vaste éventail de cultures présentées par l'agriculture traditionnelle. Si l'on doit insister ici sur des problèmes qui sont communs à toutes les économies sous-développées, c'est parce qu'au Rwanda et au Burundi, ils ont souvent pris une allure dramatique : hécatombe de bétail, disettes graves ou famine généralisée (la dernière datant d'il y a une vingtaine d'années à peine). L'Administration tutélaire s'efforça de pallier cette carence en imposant le manioc, culture non saisonnière. Il s'agissait d'une mesure qui s'inscrivait dans l'effort d'ensemble entrepris dans le cadre du Plan Décennal pour maintenir l'équilibre entre les populations et les ressources : lutte contre l'érosion, cultures en terrasses, diffusion de semences sélectionnées. Cet effort permit d'absorber la forte expansion démographique des années cinquante et d'améliorer légèrement les rendements. Mais l'examen de la production vivrière par culture montre qu'en excluant les bananes (leur teneur en calories est faible et elles servent aux deux-tiers à la production de bière artisanale), l'augmentation de la production correspondait tout juste à celui de la population. Aucune modification profonde des pratiques culturelles n'était intervenue, aucun surplus vivrier n'avait été durablement accumulé, tandis que la stagnation de l'effectif bovin entraînait une diminution par tête de la consommation du lait et de la viande, insuffisamment compensée par la croissance du petit bétail. En outre, l'encadrement était mince et les méthodes contraignantes n'avaient guère entraîné l'adhésion profonde des masses paysannes. Aussi, au lendemain de l'indépendance, il semble que se soit produit un relâchement général, qui provoqua une

régression de la production vivrière. Les bananes cependant firent exception. L'expansion de celles-ci doit être partiellement liée à la régression de l'économie monétaire, car la baisse des faibles revenus entraîne, particulièrement dans les années de mauvaise conjoncture caféière, la substitution de la bière de bananes à la bière industrielle. La réduction du troupeau, surtout celle du petit bétail, signifie non seulement une réduction générale des disponibilités alimentaires, mais encore une véritable consommation de capital dans ces pays où le troupeaux est un élément important de la fortune nationale.

Tableau Ol.a.

Indice d'évolution : population, culture et élevage au Rwanda et au Burundi de 1949 à 1964.

(1949 = 100)

	1959 Total Rwanda et Burundi	1964 Total Rwanda et Burundi
<u>A. Cultures vivrières</u>		
a) toutes cultures excepté bananes (1.000 tonnes)	126	118
b) bananes seules (1.000 tonnes)	243	480
<u>B. Cultures industrielles</u> (1.000 tonnes)	333	220
<u>C. Superficie</u>		
a) cultures vivrières moins bananes (1.000 ha)	110	104
b) bananes (1.000 ha)	149	174
c) cultures industrielles (1.000 ha)	226	-
<u>D. Elevage sur pied</u>		
a) bovins	105	104
b) porcins	151	111
c) ovins	147	85
d) caprins	140	65
<u>E. Population</u>	125	149

b) Les problèmes évoqués ci-dessus permettent de comprendre aisément pourquoi l'économie de subsistance pèse lourdement dans le produit national des deux pays : 53 pour cent du produit intérieur brut, si l'on en croit les statistiques de 1959, chiffre qui s'est sans doute relevé depuis. Mais d'autres freins ont retardé longuement le démarrage de l'économie monétaire : le cloisonnement interrégional très poussé et surtout l'isolement international. Situé à 1.200 kilomètres du port maritime le plus proche, les deux pays ont leurs termes d'échanges lourdement grevés par les coûts de transport : à l'heure actuelle encore, environ 20 pour cent de leurs maigres ressources en devises sont absorbées par les coûts de transport (a).

L'effort entrepris dès les années trente pour développer les cultures industrielles fut vigoureusement intensifié durant les années cinquante (b). Un éventail assez large de riches cultures s'avéra praticable, mais seul le café s'imposa réellement jusqu'à devenir l'élément moteur de l'expansion monétaire : en 1959, les revenus du café représentaient 85 pour cent du revenu agricole et près de 50 pour cent du revenu total des Africains. C'est dire que l'économie monétaire du Rwanda et du Burundi dépend étroitement d'une monoculture, qui, de surcroît, est écoulee presque exclusivement vers un seul marché : celui des Etats-Unis. Les autres productions primaires restant quantitativement limitées (notamment l'extraction de cassitérite au Rwanda), le revenu monétaire (environ 100 millions de dollars soit 20 dollars par tête) et l'emploi (10 pour cent des hommes adultes) stagnèrent à un niveau dérisoire (c). Les dépenses d'infrastructure consenties au cours du Plan Décennal 1950-1960 et le développement du secteur administratif n'ont pas réussi à modifier durablement cet état de choses. Aussi, le marché restait-il très étroit et dépendant surtout des importations. Ainsi, en 1959, le montant du commerce extérieur représentait 60 pour cent du revenu monétaire; 53,5 pour cent des importations provenaient du Congo et de la Belgique; 76,5 pour cent des exportations allaient vers les U.S.A. Depuis l'indépendance politique, la seule modification survenue dans ces manifestations de dépendance économique fut une diminution des importations en provenance du Congo (d).

En ce qui concerne le café, la dépendance est demeurée absolue à l'égard du marché américain et l'économie monétaire reste entièrement exposée aux fluctuations de cette spéculation. Depuis 1960, on assiste à une

(a) Voir à ce sujet le paragraphe 21.

(b) Voir à ce sujet le paragraphe 31.

(c) Voir paragraphes 22 et 33.

(d) Voir paragraphe 31.3.

stagnation de la production, entrecoupée par des chutes importantes. Cette régression du café a des répercussions particulièrement graves sur l'économie monétaire du Burundi, tandis qu'au Rwanda, elle est légèrement amortie par la stabilité de la production de cassitérite et par la progression continue du thé, dont l'importance ne reste pas moins marginale. Depuis la récolte record de 1959 (36.000 tonnes), dont les chiffres n'ont d'ailleurs plus jamais été atteints, la contraction du marché apparaît dans le mouvement des importations nettes, qui, pour les deux pays ensemble, sont tombées de 1.635 millions de francs belges à 1.342 millions (a).

La crise actuelle ne doit cependant pas faire oublier le rôle modernisateur joué par la culture du café dans la société traditionnelle (nouvelles méthodes de protection et d'entretien, cultures organisées et coopératives), même si ces innovations n'ont encore qu'une répercussion très modeste. Autre facteur positif : au Rwanda et au Burundi, les 70 millions de caféiers arabica sont pratiquement dans les mains de planteurs nationaux, situation qui contraste fortement avec celle qui prévaut au Congo et surtout au Kenya, où les plantations appartiennent surtout à des colons étrangers. La faiblesse du colonat étranger est d'ailleurs une caractéristique originale du Rwanda et du Burundi. Si elle s'avère aujourd'hui un facteur positif du point de vue de l'indépendance politique concrète, son explication historique se trouve dans la pauvreté des deux pays (rareté des ressources du sol et du sous-sol), leur isolement et le sous-développement administratif au temps de la Tutelle.

c) L'exiguïté du marché (5 à 5,4 dollars d'importations par tête, respectivement au Rwanda et au Burundi en 1964) a réduit à l'extrême les possibilités de l'import-substitution durant la Tutelle et après. Elle s'est limitée à quelques produits pondéreux ou dont la demande offre une grande élasticité aux revenus et aux prix. Un embryon industriel s'est développé à Bujumbura, capitale administrative de la Tutelle, port et centre du commerce d'import-export (b). Avant 1960, Bujumbura semblait promise au rôle de capitale pour l'ensemble économique comprenant le Rwanda et le Kivu. Il s'en fallait de beaucoup évidemment qu'elle fût une véritable plaque tournante du Centre de l'Afrique. Située au coeur d'une région très pauvre, elle ne disposait d'aucune complémentarité par rapport aux pôles de croissance des côtes occidentales et

(a) Pour l'évolution des principaux indicateurs économiques depuis 1960, voir 22, 23 et 31.

(b) Voir paragraphe 31.

orientales, extraverties vers les métropoles coloniales ou desservant des hinterlands dont les frontières d'isocoûts coïncidaient précisément avec celles de la Région des Lacs. L'effondrement économique que subit, dès 1961, la province du Kivu ainsi que la rupture des relations économiques entre le Rwanda et le Burundi en 1964 mirent pratiquement fin à ce rôle et Bujumbura se trouva alors, toutes proportions gardées, dans une position analogue à celle de Dakar après la dislocation de l'ex-A.O.F.: une ville aux capacités de production et à l'infrastructure disproportionnées par rapport à son arrière pays.

B. Le Kivu est ici défini dans les frontières correspondant à celles de l'ancienne province du même nom du Congo belge, moins le district du Maniema, c'est-à-dire, aujourd'hui, les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu du Congo-Kinshasa. Ainsi défini, le Kivu présente de nombreuses analogies avec le Rwanda et le Burundi : pays montagneux, forte densité humaine et bovine, surpeuplement dans certaines régions, cloisonnement interrégional. Isolé géographiquement, tardivement ouvert aux échanges internationaux, il accusait à la fin de la période coloniale un fort retard par rapport à l'ensemble du Congo (a). La grande différence avec le Rwanda et le Burundi sous la période coloniale tenait à l'importance du colonat européen, qui, au Kivu, fut véritablement le moteur de l'expansion économique, occupant d'importantes superficies agricoles et pratiquant un élevage de qualité. Les productions des colons étaient expédiées à la fois vers les marchés de consommation européens de Léopoldville et Elisabethville (produits alimentaires frais) et vers l'outre-mer (café, pyrèthre, quinquina, thé). Le développement de ce colonat de peuplement s'expliquait à la fois par les excellentes conditions climatiques, la disponibilité de terres dans certaines régions et l'insuffisante protection des terres appartenant aux populations congolaises dans d'autres. Après l'indépendance, la succession de mutineries militaires, d'anarchie, de révoltes paysannes et d'actions de guérilla y provoquèrent un exode massif des colons et l'effondrement de la production du secteur monétaire dominé par les étrangers, contraignant les nationaux à se replier sur l'économie de subsistance.

C. Le Rwanda, le Burundi et le Kivu n'ont pas seulement en commun de nombreuses caractéristiques géographiques, humaines et économiques et un passé récent qui les a unis par des relations étroites. Ils ont surtout une problématique et des potentialités de développement communes.

On a déjà noté qu'à la fin de la précédente décennie, le Kivu fut englobé dans l'arrière pays de Bujumbura. C'était normal tant que de

(a) Voir paragraphe 31.

meilleures communications ne le reliaient pas à Kisangani. Il faut donc distinguer nettement la position relative du Kivu par rapport au Rwanda et au Burundi du rapport global existant entre le Congo et les deux pays. Cette position tendait à corriger l'effet de domination exercé par le Congo sur le Rwanda et le Burundi, dans le cadre de l'union économique et douanière, qui unit les trois pays de 1925 à 1960 et permettait aux nouvelles entreprises congolaises, bénéficiant d'une protection douanière ad hoc, d'inclure le Rwanda et le Burundi dans leurs débouchés grâce à ces tarifs de transport préférentiels. Comme aucun facteur ne favorisait la localisation à Bujumbura d'entreprises pouvant desservir l'ensemble de l'union douanière, les consommateurs rwandais et burundi contribuèrent ainsi à financer l'industrialisation du Congo. Mais l'incidence de la protection et des transports sur les prix des produits congolais, en grevant lourdement les termes d'échanges au producteur, freinèrent sans doute l'expansion du marché au Rwanda et au Burundi. Une politique d'importation au meilleur prix aurait sans doute été plus favorable tant que les deux pays tiraient tous les revenus de leur production primaire et que l'étroitesse du marché rendait impossible un début d'industrialisation. En outre, les déficits du budget et de la balance commerciale étant comblés par l'aide en devises de la puissance tutélaire, l'avantage de l'union monétaire avec le Congo consistant à rendre possible une politique régionale de "déficit-spending" favorable au développement, ne pouvait jouer : la demande d'importation supérieure à la capacité d'exportation pouvait malgré tout s'orienter vers les fournisseurs étrangers. Il faut noter cependant que dans l'optique coloniale qui considérait le Rwanda-Urundi comme une région économique de l'Afrique belge, il n'était pas totalement désavantageux d'être intégré à l'hinterland des industries congolaises : tout en contribuant à augmenter les économies d'échelle de celles-ci, le Rwanda-Urundi en bénéficiait aussi, car l'étroitesse de leur marché n'aurait rendu viables des productions industrielles (à l'exception des plus pondéreuses) qu'au prix d'une protection exorbitante. Mais dans ce même cadre de l'Afrique belge, négliger une politique de délocalisation au profit de Bujumbura devenait un phénomène de domination injustifiable pour les industries qui pouvaient trouver leur marché principal au Rwanda-Urundi à condition d'avoir des débouchés complémentaires au Congo.

Cependant, dans le cadre colonial, deux obstacles s'opposaient à pareille politique de délocalisation. D'une part, elle allait à l'encontre des critères de localisation en régime de capitalisme libéral, selon lesquels le Rwanda et le Burundi auraient dû rester l'hinterland de Kinshasa et Lubumbashi. D'autre part, il y avait surtout la différence de législation d'établissement et de statut des deux pays dont le régime

de tutelle, contrôlé par l'ONU, n'offrait guère d'avantage comparatif, au point de vue de la sécurité des capitaux, à des investisseurs qui jusques en 1958 gardèrent généralement une confiance aveugle dans les destinées du capitalisme européen au Congo. On s'explique difficilement sinon, le choix d'Albertville, sur la rive congolaise du lac Tanganyika, en vue de délocaliser certaines entreprises dont le marché principal se trouvait au Rwanda et au Burundi. Il aurait donc fallu beaucoup pour provoquer un net renversement des tendances existantes : en dépit des déficiences statistiques, on peut estimer qu'entre 1950 et 1960, les exportations du Ruanda-Urundi vers le Congo ne dépassèrent pas la moitié en valeur des importations en provenance du Congo. L'intensification des exportations vers le Kivu, amorcée à la fin de la période, aurait pu devenir un facteur du changement nécessaire.

Au lendemain de l'indépendance séparée du Rwanda et du Burundi, on a évoqué le même effet de domination décrit ci-dessus pour les relations Congo-Rwanda-Burundi, en ce qui concerne les rapports entre le Burundi et le Rwanda, en voyant dans ce dernier la victime du développement privilégié de Bujumbura et d'une sorte d'effet de domination au troisième degré dans la hiérarchie coloniale. Sans doute, l'on peut être étonné de l'absence d'entreprises industrielles au Rwanda. Mais, une fois de plus, il faut souligner que la puissance tutélaire considérait toujours le Ruanda-Urundi comme une entité dont Usumbura était la capitale commune. Le développement privilégié de Bujumbura contrastait avec le dénuement de l'ensemble de l'arrière-pays rural, aussi bien celui du Burundi que celui du Rwanda, et Kitega n'avait guère plus d'industrie que Kigali. Aussi, le Burundi indépendant se retrouva-t-il avec une capitale suréquipée par rapport à ses modestes besoins. Dans un régime de laisser-faire, la prédominance de Bujumbura était inévitable sur l'ensemble du territoire sous tutelle, tout autant que la prédominance de Kinshasa sur l'ensemble de l'Union douanière. D'un strict point de vue industrialiste, cette polarisation présentait d'ailleurs des avantages certains.

Quoi qu'il en soit, l'indépendance séparée des trois territoires a définitivement mis fin à tout ce système, provoquant une vigoureuse réaction de nationalisme économique de la part du Rwanda et du Burundi à l'égard du Congo et aussi l'un à l'égard de l'autre. Il n'est pas étonnant que la réaction ait été la plus vive de la part du Rwanda. A l'égard du Burundi, les principales manifestations en sont la reconversion radicale depuis 1964 du commerce d'import-export vers l'Uganda, le Kenya et Mombasa, l'obligation faite aux firmes de Bujumbura de transférer une partie de leur équipement à Kigali sous peine de se voir interdire le marché rwandais.

A l'égard du Congo, il faut citer les projets de cimenterie à Cyangugu à 40 kilomètres de la cimenterie du Kivu à Katana, et le réseau électrique purement national afin de se rendre indépendant de la centrale de la Ruzizi, suréquipée et sise sur la frontière commune des deux pays. D'autres mesures peu aptes à favoriser un climat de coopération s'inscrivent dans ce contexte : obligation pour les Congolais de payer en devises étrangères le transit de marchandises par le Rwanda et de payer à l'aéroport de Bukavu-Cyangugu (situé en territoire rwandais), par lequel ils doivent passer pour se rendre à Goma en territoire congolais, une taxe de transit équivalente au prix du trajet. Pareille mesure a amené le gouvernement du Kivu à envisager la création, à cinquante kilomètres de Bukavu, d'une plaine pour gros porteurs à réaction, ce qui serait évidemment un gaspillage aberrant de ressources pour une ville où 10.000 enfants souffrent de malnutrition grave.

Sur le plan économique, toutes ces mesures ont entraîné des conséquences malheureuses pour le Rwanda et l'ensemble de la région : détérioration très nette des termes d'échange pour le producteur rwandais dû à la hausse des coûts de transports; sous-utilisation des installations hydroélectriques (Mururu) et portuaires (Bujumbura); surcapacités de production industrielle (Bujumbura).

Les répercussions internationales des tensions politiques et ethniques internes, très graves, qui ont secoué le Rwanda et le Burundi, ne sont d'ailleurs pas étrangères à cette vague de nationalisme économique. Ainsi, la coupure de fournitures de courant électrique à Bujumbura par les autorités du Kivu, pour des raisons purement politiques, a entraîné de la part du Gouvernement du Burundi, une volonté d'indépendance énergique bien compréhensible mais qui serait un autre grave gaspillage de ressources. Or, les ressources en capital sont extrêmement rares dans la région : leur sous-utilisation est très grave et une véritable indépendance économique exigera dans l'avenir leur allocation aux secteurs dont la productivité sociale globale sera optimale.

On tentera ci-dessous de montrer que l'indépendance économique des trois pays, indissociable du progrès économique et social, n'est nullement incompatible avec une interdépendance dans le domaine de l'exploitation des ressources communes et de l'industrialisation. Cette interdépendance est possible, sans risquer en rien de reconduire les liens de domination "à plusieurs degrés" de l'époque coloniale : elle peut être organisée en tenant compte de la volonté légitime de chaque pays de ne pas être que le marché, la mine ou la plantation des autres.

La stagnation ou la régression grave que connaissent actuellement les pays du Centre-Afrique exigent des mesures radicales : celles qui concernent l'industrialisation doivent venir se greffer sur ce programme. Elles impliquent une division du travail et une organisation de l'espace économique sur des bases nouvelles, dans une optique volontariste du développement et dans le respect délibéré de la vocation à l'égalité des partenaires.

02.- PRINCIPES POUR UNE STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION COORDONNEE DANS LA REGION DES LACS.

021.- Le rôle de l'industrialisation dans la Région des Lacs.

Dans la Région des Lacs, une politique d'industrialisation ne peut se concevoir qu'articulée sur les objectifs prioritaires de la politique de développement. Or, ces objectifs prioritaires sont agricoles (cultures vivrières et industrielles) et par la nature même des choses dans la région, les décisions concernant l'agriculture sont appelées à rester, en tout état de cause, du domaine de la souveraineté nationale. C'est là une caractéristique très importante dans des pays où le sous-développement est de "type asiatique" (densité de la population, rareté croissante des terres), c'est-à-dire où la mobilisation et l'organisation des masses rurales revêtent un aspect vital dans une société dominée à 95 pour cent par la paysannerie traditionnelle. On peut donc affirmer que dans les années à venir, les fondements mêmes de la maîtrise du développement économique et social resteront du domaine exclusif des choix et décisions nationales, en fonction des buts et des politiques poursuivis par chaque pays.

Mais l'augmentation du revenu par tête basé uniquement sur l'accroissement du produit agricole national resterait limitée, et serait surtout un processus extrêmement lent. En effet, la capacité d'exportation resterait limitée aux cultures très riches, capables de supporter les coûts de transport, tandis que la faible capacité d'importation devrait être répartie à la fois entre les besoins de consommation essentiels et les biens d'équipement et d'approvisionnement indispensables au progrès agricole.

Dans ce cadre étroit, il n'y aurait guère de perspective pour l'industrialisation avant plusieurs décennies ni pour l'industrialisation fondée sur l'"import-substitution" pour la demande finale ou la demande intermédiaire, ni pour l'industrialisation fondée sur la transformation des ressources primaires locales. Les raisons sont d'ailleurs identiques: à l'exception de quelques produits, les marchés nationaux sont très exiguës ou les ressources locales trop limitées. L'éparpillement d'investissements

concurrents destinés à créer des marchés extrêmement exigus ne peut fonder une industrialisation diversifiée à long terme. Les seuils techniques de rentabilité ne seront pas atteints avant longtemps pour la plupart des produits, dans chaque pays pris isolément, tandis que, dans de nombreux cas, le fractionnement des investissements diminuera directement la productivité marginale du capital investi dans un secteur à l'échelle de toute la région. Dès lors, chaque pays devrait limiter ses ambitions à réaliser l'équilibre population/subsistance, à atteindre le plafond d'exportations fixé par les coûts de transport et les contingents internationaux, et à limiter son industrialisation à quelques projets, la plupart du temps marginaux et financés par l'aide internationale.

Dans cette perspective, l'industrialisation ne saurait en aucun cas devenir un moteur du développement. Or, tel pourrait bien être son rôle, à condition qu'elle soit intégrée en amont et en aval au développement agricole prioritaire pour en accélérer la réalisation (production d'engrais, d'outils, d'insecticides, d'aliments pour bétail), et en maximiser les effets (élargissement de la gamme des exportations par valorisation et transformation de produits inexportables à l'état brut).

En contribuant ainsi directement à l'augmentation du produit agricole, base de l'expansion du revenu, ces industries élargiront la demande finale et susciteront les débouchés pour l'industrie manufacturière. A ce moment, on aura atteint le "take-off" et l'expansion industrielle créera ses propres débouchés, en utilisant et valorisant un volume croissant de facteurs. Ce schéma pourrait parfaitement s'appliquer à la Région des Lacs : les besoins en produits intermédiaires pour l'agriculture sont énormes, les possibilités de diversification des exportations agricoles transformées sont très grandes, les ressources naturelles abondantes et le marché de consommation potentiel (10 millions d'habitants) est important à l'échelle de l'Afrique et géographiquement très concentré. Le concept économique de "Région des Lacs" devient ainsi complémentaire de l'action nationale de développement. Il n'en amoindrit ni les possibilités ni la nécessité, mais permet d'en maximiser les effets.

La définition de la politique visant à la révolution des campagnes, base de tout changement socio-économique profond et de la lutte contre le sous-développement reste du domaine de l'indépendance nationale.

La nécessité d'une collaboration et d'une coordination interrégionale joue dans les domaines où l'exiguïté des marchés et la modicité des ressources économiques ne permettent pas leur valorisation à l'échelle

nationale ou en restreignent fortement l'efficacité. Il s'agit donc non seulement de l'industrie proprement dite, mais aussi de toutes les ressources dont l'exploitation accompagne ou conditionne l'industrialisation et des secteurs d'activité qui requièrent des méthodes de production et d'organisation exigeant l'utilisation de facteurs rares : -capital et "know-how"-, et présentent des avantages nets du côté des économies d'échelle. Dans ce but, il est utile que les partenaires possibles, en vue d'élaborer une politique commune, prennent en considération l'ensemble des ressources à valoriser et des marchés à approvisionner : ressources agronomiques, mise en valeur des grands espaces favorables aux cultures industrielles intensives, chimisation et mécanisation de l'agriculture, conditionnement et commercialisation des produits; ressources piscicoles (lacs Kivu et Tanganyika), et de l'élevage (bovin, porc, volaille); aménagement de l'infrastructure de transport; distribution des marchés dans le cadre d'un courant d'échanges tendant à l'équilibre entre les partenaires; enfin, répartition des industries de traitement des produits primaires, des biens intermédiaires et des biens de consommation.

De nombreux facteurs objectifs militent en faveur d'une interdépendance dans l'industrialisation de la Région des Lacs. La configuration géographique de la région et la localisation des ressources naturelles semblent se prêter particulièrement à une coordination des politiques économiques et des investissements. Les villes de Bujumbura, Kigali, Goma et Bukavu encadrent un périmètre qui pourrait devenir la base d'une région-pôle à quatre points d'appui. Les frontières de l'hinterland de cette région-pôle sont décrites ailleurs (a), ainsi que ses caractéristiques détaillées de structure de la population et des revenus (b).

Du point de vue démographique, les anciens territoires tels qu'ils ont été délimités par l'administration coloniale ou tutélaire) englobés dans ce périmètre ou immédiatement limitrophes ont une population d'environ cinq millions d'habitants. La population urbaine des quatre villes atteint globalement 100.000 personnes. Cette proportion peut paraître modeste, mais dans cette région d'Afrique centrale, caractérisée par une prédominance écrasante de l'économie de subsistance, la concentration relative de ce noyau d'"urbanisés" est un facteur très important pour le démarrage d'une politique d'industrialisation. Or, les fonctions tertiaires de ces quatre villes sont appelées à croître dans l'avenir, puisque toutes sont des capitales nationales (Bujumbura, Kigali) ou provinciales (Bukavu, Goma). Le développement des services administratifs

(a) Voir paragraphe 21.

(b) Voir paragraphes 22, 23.

y garantit à la fois la croissance de la population, celle des revenus relativement élevés par rapport au reste de la région, la présence d'organismes de décision politique et enfin la concentration d'un personnel d'encadrement à mentalité relativement progressiste.

Au point de vue de la structure des transports, la région-pôle proposée semble particulièrement favorisée. Les quatre villes délimitant le périmètre envisagé sont reliées entre elles par des axes de transport terrestre de bonne qualité ou modernisables : Bujumbura-Bukavu (route asphaltée), Bukavu-Goma (route via Ruhengeri), Kigali-Bujumbura (route via Cyangugu-Bugarama ou via Butare-Nyanza). Elles sont dotées chacune d'une plaine d'aviation capable d'accueillir au moins des avions du type DC-3 et Bujumbura, comme Kigali, dispose d'un aéroport de classe internationale. Enfin, chacun des points d'appui de la région-pôle se trouve relié à l'un ou l'autre axe de transport qui le met, lui et les autres, en communication, soit avec les autres centres de développement d'Afrique centrale (Kisangani, Lubumbashi, Kampala, Nairobi) soit avec les ports de la côte occidentale (Matadi, Lobito) et de la côte orientale (Mombasa, Dar-Es-Salam).

Au point de vue des ressources naturelles à valoriser, le périmètre se trouve axé du Nord au Sud, de Goma-Kisenyi à Bujumbura, sur une "chaîne" de facteurs énergétiques et de matières premières industrielles ou agricoles dont la localisation coïncide en même temps grosso modo avec les frontières communes aux trois pays : le lac Kivu, la rivière Ruzizi, la plaine alluvionnaire du même nom et le lac Tanganyika.

022.- Ressources communes et bases d'une coopération possible.

1. Ressources énergétiques.

La présence d'abondantes ressources énergétiques doit devenir un grand atout pour l'industrialisation de la région. La localisation des plus importantes d'entr'elles sur les frontières mêmes des trois pays en fait un puissant acteur d'intégration dans un secteur qui influencera grandement les conditions de l'industrialisation (a). C'est d'ailleurs dans ce domaine que les avantages et aussi les impératifs de la coopération sont les plus évidents. Comme il s'agit

(a) Voir paragraphe énergie.

d'un secteur stratégique, l'élaboration d'une politique énergétique interdépendante favorisera la collaboration dans d'autres.

a) Le gaz méthane du lac Kivu, découvert il y a dix ans, est un gisement réparti sur les parties rwandaises et congolaises du lac. Jusque récemment, les études n'avaient pas dépassé le stade de l'analyse technique et aucune décision politique n'avait été prise quant à l'étude de l'exploitation économique, qui semblait sans doute une perspective trop lointaine, voire utopique, à cause de la pauvreté de l'environnement et de l'ampleur des investissements requis. La décision prise par la sous-commission régionale de la C.E.A. pour l'Afrique de l'Est, lors de sa réunion de Lusaka en novembre 1965 a changé complètement cette attitude. La conférence a demandé au Fonds spécial des Nations Unies l'élaboration d'un projet sous-régional pour la mise en valeur du gaz méthane du lac Kivu et une étude détaillée de ses possibilités d'utilisation. Jusque récemment, on devait regretter vivement que la résolution spécifiait clairement qu'il ne s'agissait que de la partie rwandaise du gisement, car il aurait été impensable que le Congo soit laissé à l'écart de ce projet ou que lui-même ne demande pas d'y être intéressé activement. Mais les choses ont changé depuis la conférence tenue à Kinshasa, en août 1966, entre les représentants des trois pays qui a décidé la création d'un bureau d'études pour l'exploitation du gisement.

L'utilisation du méthane peut être soit énergétique, soit chimique. La première pourrait être sérieusement envisagée, mais l'utilisation chimique semble préférable en raison de la surabondance de l'énergie hydroélectrique dans la région. A condition que des études poussées confirment celles qui ont été faites jusqu'à présent, la première réalisation serait une usine d'engrais azotés qui, plus tard, pourrait également fabriquer des engrais composés, puisqu'on trouve au Kivu, à proximité, des phosphates et des laves potassiques. L'usine serait située à Goma-Kisenyi.

b) Les ressources hydroélectriques et hydrauliques devraient également être exploitées en commun. La plus importante, la rivière de la Ruzizi, au potentiel énorme, pourrait servir de base à l'électrification de la région et produire la force motrice pour l'ensemble des projets industriels. Elle délimite la frontière entre le Congo d'une part et le Burundi d'autre part et relie le lac Kivu au lac Tanganyika après un parcours de 130 kilomètres et une dénivellation totale de 700 mètres environ. La centrale de Mururu dessert actuellement Bukavu, Cyangugu et Bujumbura. En desservant également Butare et Kigali, elle deviendrait l'épine dorsale d'un réseau d'interconnections reliant tous les centres de la région-pôle : centrales de Sebeya (Kisenyi-Goma) de N'Taruka (Ruhengeri), à compléter

par la réalisation des projets de centrale de la Nyawarongo-Tshohoha Sud (frontière entre le Rwanda et le Burundi), et de la Kiliba (pour l'électrification et l'irrigation de la plaine de la Ruzizi partagée entre les trois pays) envisagé par le Second Plan Décennal du Congo. Les projets de constitution de réseaux électriques strictement nationaux par le Rwanda et le Burundi doivent être découragés. Trop onéreux, ils entraîneraient une mauvaise allocation des ressources en capital, compte tenu de l'ensemble des besoins à moyen terme.

2. Ressources agricoles.

L'agriculture de la Région des Lacs présente de fortes similitudes de structures et de problèmes, de part et d'autre des frontières nationales.

La production vivrière destinée à la consommation locale devra être intensifiée vigoureusement pour faire face à l'expansion démographique. Il faudra améliorer et rationaliser l'élevage bovin si l'on veut remédier au déséquilibre alimentaire actuel; l'expansion des cultures industrielles de valeur, - brute ou ajoutée -, élevée, sera le facteur le plus important de la croissance du revenu monétaire.

a) En ce qui concerne les cultures vivrières, les décisions de politique agricole doivent normalement rester du domaine de la compétence nationale exclusive, tant en ce qui concerne l'organisation de la production que de la commercialisation. On voit mal quel pourrait être l'avantage d'une spécialisation des cultures entre les différents pays, pour des produits pondéreux destinés essentiellement à assurer l'alimentation de base. C'est dans ce secteur que devra jouer le plus complètement la liberté dans les choix des méthodes les plus aptes à accroître la production et les rendements. En effet, les solutions envisagées par chaque pays pourront être, soit uniquement économiques, soit à la fois économiques et sociales, si l'on décide de combiner l'indispensable accroissement de la production avec la transformation socio-culturelle de la vie rurale. La diversification de la production vivrière, requise pour pallier la carence grave en lipides, pourra également s'opérer sur une base nationale en ce qui concerne le Rwanda (arachides et soja) et le Burundi (huile de palme).

b) Les cultures industrielles ou d'exportation devraient faire l'objet d'une coopération entre les pays, qui serait variable selon les types de cultures.

Si actuellement l'agriculture monétarisée de la région dépend étroitement des exportations de café, les nouvelles cultures en expansion, projetées ou possibles, forment une gamme très diversifiée (a): thé, coton, tabac, pyrèthre, plantes à parfums, orge etc.

1° Les cultures d'exportation vers l'outre-mer (café, thé, coton longue fibre, pyrèthre) sont celles dont l'usinage et le conditionnement peuvent s'accompagner d'une base purement nationale. La concentration de l'usinage dans une seule unité, avec approvisionnement plurinational, s'avère cependant indispensable dans certains cas, afin de bénéficier des économies d'échelle : il est manifeste par exemple que, l'usine d'extraction de pyrèthrine projetée par le Rwanda devrait pouvoir traiter les fleurs séchées du Nord-Kivu, à l'avantage des deux pays. Il en serait de même, si les cultures de quinquina et les plantes à parfums étaient étendues ou entreprises dans les divers pays.

C'est donc dans le domaine des mesures d'accompagnement, en amont et en aval de la production d'exportation, que la collaboration entre les trois pays pourrait être la plus utile.

En amont, en ce qui concerne la recherche agronomique, il existe déjà une base privilégiée de coopération, grâce aux institutions et centres de recherches mis en place avant 1960, à Mulungu (INEAC) et Lwiro (IRSAC) au Kivu, à Butare (ESAR) et Rubona au Rwanda, à Bujumbura (ISABU) et Ngozi au Burundi. S'il est prématuré d'envisager, selon le critère de rendement optimum, jusqu'à une spécialisation des cultures par région, la collaboration dans ce domaine permettrait d'unifier les méthodes culturales et de diffuser rapidement les progrès techniques dont pourrait bénéficier une même culture.

En aval, la collaboration, en ce qui concerne la commercialisation des produits, serait des plus utiles. Comme les exportations vers l'outre-mer présentent pour les trois pays des caractéristiques similaires, une étroite coopération dans le contrôle de la qualité et aussi dans la prospection de nouveaux débouchés permettrait de renforcer leur position. Ceci vaut particulièrement pour le café, dangereusement dépendant à l'heure actuelle du seul marché nord-américain et pour lequel il serait expédient de rechercher activement, en commun, des débouchés en Europe occidentale et orientale.

Cette coopération, à laquelle pourraient être associés les pays anglophones de l'Est africain, devrait aussi s'appliquer à élargir la gamme des exportations possibles, notamment en demandant aux pays de la

(a) Voir paragraphe ressources naturelles.

Communauté Economique Européenne des tarifs préférentiels pour des exportations nouvelles, valorisant des produits locaux (jus et conserves de fruits) qui, actuellement, à cause des coûts de transport, ne pourraient être concurrentiels avec les fournisseurs traditionnels de l'Europe.

2° A moyen terme, le marché des cultures industrielles nouvelles, réalisable dans la Région des Lacs, semble plutôt devoir se situer dans les centres industriels du Congo-Kinshasa.

Dans une vue d'ensemble des problèmes de développement et de débouchés pour la production, on peut affirmer que le Gouvernement congolais a intérêt à coopérer avec le Rwanda et le Burundi, pour permettre notamment la mise en valeur du Kivu (a). Dans cette perspective, le développement des cultures industrielles destinées à l'approvisionnement de l'industrie ou de la consommation des centres urbains congolais (orge pour malterie, fruits et légumes pour conserves, jus et confitures), deviendrait un des facteurs les plus importants de la croissance de l'économie monétaire dans la Région des Lacs. Mais alors, une collaboration plurinationale s'avère indispensable, si l'on veut favoriser au maximum l'intégration intersectorielle entre l'industrie et l'agriculture de type moderne. Afin de profiter des économies d'échelle, il s'agit de coordonner les investissements industriels en amont de l'agriculture intensive (insecticides, engrais, outils etc.), la mise en oeuvre des cultures industrielles en vue d'organiser une utilisation et une mobilité optimales des facteurs de production les plus rares (spécialisation des périmètres agricoles, chimisation, irrigation, mécanisation, encadrement technique importé), et enfin les investissements industriels en aval de la culture intensive (transformation et conditionnement des produits agricoles).

Cette coopération souhaitable peut se fonder sur une répartition internationale des cultures à réaliser et des industries à mettre sur pied, dans le cadre général d'accords sur les garanties d'approvisionnements, les débouchés, les prix et les contingents pour les divers produits concernés. Pareille division du travail, conçue sur la base des avantages comparatifs et des intérêts réciproques ne serait pas incompatible avec un large exercice de la souveraineté économique nationale, puisque chaque pays resterait propriétaire des projets agricoles et industriels réalisés sur son sol, en vertu des spécialisations qui lui seraient imparties.

(a) Voir 023.

Elle laisserait notamment une totale liberté en ce qui concerne les méthodes de gestion ou d'organisation choisies par les divers partenaires (coopératives de production, petites ou grandes plantations, pour l'agriculture; investissement privé, mixte, en régie ou d'Etat, pour l'industrie) en fonction des principes généraux de leur politique de développement.

C'est dans cette optique qu'une coopération active pour la mise en valeur de la plaine de la Ruzizi serait particulièrement importante. La plaine de la Ruzizi a une superficie de 249.000 Ha dont 70.000 ha au Congo et 179.000 au Burundi et au Rwanda. C'est une plaine alluvionnaire qui se prête à l'irrigation à grande échelle à partir de l'eau des affluents de la Ruzizi et où le climat est tropical. Avec une organisation agricole et un encadrement technique approprié, elle pourrait être le centre privilégié d'une agriculture très diversifiée et à hauts rendements. Sous l'administration coloniale et de tutelle, une action de mise en valeur avait été entreprise du côté congolais (établissement de paysannats, culture de coton et de la canne à sucre) et du côté du Ruanda-Urundi (lotissements de population immigrées des régions surpeuplées, c'est-à-dire 1.000 familles environ, culture du coton, développement des rizières et des cultures vivrières). Les résultats obtenus étaient vraiment exceptionnels : hauts rendements à l'hectare des cultures vivrières et industrielles et revenus huit fois plus élevés pour le paysan de la plaine que la moyenne du Burundi et du Rwanda. A la fin de la période coloniale, experts agricoles et autorités administratives étaient persuadés que l'aménagement de la Ruzizi devait être entrepris intensivement et faire l'objet d'un plan de développement élaboré en commun par le Congo, le Rwanda et le Burundi. A cet effet, fut créée la Commission pour la Coopération Technique de la Vallée de la Ruzizi (C.C.T.V.R.).

Dans la perspective de la création d'un pôle de croissance, le développement intensif de la Ruzizi a un rôle stratégique à jouer. D'une part, il peut être la base de cultures vivrières multiples qui, avec les produits de l'élevage, fourniraient aux centres urbains industrialisés une alimentation riche et diversifiée : lait, viande, riz, arachides, huile de palme, fruits et légumes plus tous les produits de l'agriculture traditionnelle. Un large surplus de produits alimentaires riches serait de plus exportable vers d'autres centres et régions. En outre, le développement des cultures industrielles pourrait approvisionner largement les industries du pôle en coton, canne à sucre, agrumes, fruits et légumes pour l'industrie de la conserve. D'autre part, l'agriculture intensive de la Ruzizi réunit un ensemble de conditions particulièrement favorables pour exercer une influence décisive sur la transformation de la mentalité des paysans traditionnalistes et un effet de démonstration puissant sur les régions rurales avoisinantes.

Tout ceci résulterait de l'action de plusieurs facteurs : possibilité de mettre en oeuvre une organisation rationnelle de la production agricole sur un vaste espace fertile; une organisation rationnelle de la commercialisation des produits agricoles dans des conditions favorables; possibilités d'appliquer les techniques les plus modernes de culture : engrais, irrigation, mécanisation, mixed-farming. Il constituerait ainsi un noyau très important de colons-paysans (plusieurs dizaines de milliers de familles) dans un milieu transformé, regroupé dans des unités agro-pastorales coopératives, vivant dans des villages modernes jouissant de revenus relativement élevés. De plus, localisés à proximité de deux centres urbains appelés à se développer, ils leur seraient liés par des relations commerciales intenses. On voit immédiatement la transformation radicale de la condition paysanne qui pourrait résulter de cette situation en Centre-Afrique. Les colons paysans de la Ruzizi eux-mêmes réaliseraient à l'intérieur du pôle l'intégration entre une agriculture moderne intense et les centres industriels : leur situation privilégiée exercerait une puissante attraction sur les populations paysannes environnantes, qui verraient les résultats tangibles d'une modification des techniques ancestrales. Même si le milieu naturel y était moins favorable, la diffusion d'une agriculture moderne serait sans doute facilitée à condition que l'encadrement et l'organisation des paysans soient suffisamment efficaces pour que l' "horizon-Ruzizi" ne semble pas totalement inaccessible.

Puisque les trois pays sont également intéressés à la création de ce pôle d'agriculture moderne à l'intérieur de la région-pôle envisagée, l'élaboration d'un Plan unique de développement de la plaine devrait être une des bases de leur coopération économique. Elle permettrait de définir, dans le cadre géographique de l'ensemble de la plaine, les localisations optimales pour les grands travaux d'infrastructure et d'irrigation comme pour les zones d'habitat, ainsi que les installations industrielles, les centres commerciaux et les centres de mécanisation, pour la spécialisation des terres dans les cultures vivrières et industrielles. Chaque pays pourrait dans ce cadre entreprendre la réalisation de la spécialisation qui lui a été dévolue, selon les méthodes qu'il choisirait. C'est pourquoi le plan devrait prévoir la réalisation d'un circuit de production agro-industriel complet pour une même culture dans un même pays. Par exemple, le pays ayant sur son sol la conserverie de tomates devrait avoir aussi les plus importantes superficies plantées de tomates; en temps normal, des plantations situées dans la plaine, mais sur le sol d'un autre pays approvisionneraient également l'usine. C'est de qui se pratique déjà actuellement pour le sucre.

En plus des avantages immédiats qui en découleraient pour l'élaboration d'une stratégie unique, il en résulterait d'importantes économies du côté des coûts fixes : rémunération des experts, des techniciens, coût des grands travaux, amortissements du parc machines, tracteurs et véhicules, formation de cadres dans les coopératives et tout l'équipement social.

Le Plan de développement de la Ruzizi est donc une des actions-clé à entreprendre en commun par les trois pays pour intégrer une vaste zone d'agriculture intensive dans la région-pôle dont elle serait d'ailleurs un des facteurs prépondérants de croissance.

c) Les ressources de l'élevage et de la pêche pourraient également faire l'objet d'une répartition entre projets de développement nationaux et internationaux.

1° L'élevage bovin a une vocation essentiellement nationale. Son amélioration est une nécessité impérieuse pour contribuer à l'expansion des ressources alimentaires et surtout pour assurer un meilleur équilibre nutritif de la population. C'est une oeuvre de très longue haleine, dont les résultats ne doivent pas être attendus avant une vingtaine d'années d'efforts intenses, qui devraient être consentis dans le cadre national et intégrés à l'action générale d'intensification et de transformation de l'agriculture. A condition que cette action soit menée vigoureusement, l'effectif bovin actuel pourrait croître sur des superficies plus réduites et connaître une hausse considérable des rendements. Si les méthodes qui conduisent à ce résultat sont diverses, toutes nécessiteront une réorganisation radicale du système d'élevage en vigueur, notamment l'instauration de coopératives d'élevage qui pourront prendre les mesures peu coûteuses en capital, nécessaires à la conservation, à l'amélioration des pâturages et utiliser ultérieurement les crédits destinés à la régénération des pâturages (engrais) et à l'alimentation artificielle du bétail en saison sèche. La production de ces biens intermédiaires ne pourrait évidemment devenir rentable que si elle est concentrée dans une seule entreprise travaillant pour l'ensemble de la région.

2° L'élevage du petit bétail ne devrait pas seulement être envisagé comme complément de l'alimentation fournie par le bovin. En ce qui concerne particulièrement le porc, il devrait faire l'objet d'un élevage moderne, intensif, sous forme de coopérative gérées par un personnel technique compétent. Valorisé sous forme de viande congelée ou de conserves de viande, il pourrait être exporté vers les grands marchés urbains du Congo-Kinshasa, déficitaires en viande. La contribution de pareil élevage à l'expansion du revenu monétaire dans la Région des Lacs serait décisive à la fois par la

création de revenus tirés directement de l'élevage et de la transformation industrielle et par les revenus induits de l'expansion de la demande pour les produits vivriers et l'utilisation de sous-produits et déchets valorisables sous forme d'aliments pour bétail.

3° Les ressources piscicoles sous-exploitées jusqu'à présent peuvent fournir un appoint protéinique considérable. Jusqu'à présent, la consommation de poisson a été relativement faible, sauf pour les populations riveraines des lacs. Le Rwanda a un projet de mise en valeur, dans une optique nationale, des ressources piscicoles de ses nombreux lacs intérieurs. Mais la pêche pourrait devenir également un élément du panier d'exportations de la Région des Lacs. Notamment le lac Tanganyika devrait faire l'objet d'une exploitation commune à laquelle le Kivu et le Burundi, tous deux riverains, devraient être particulièrement intéressés. Leur collaboration porterait surtout sur l'exploitation à grande échelle des ressources piscicoles du lac, qui sont de loin les plus importantes de la région. La pêche artisanale et industrielle est déjà bien développée mais on est loin d'avoir épuisé ses potentialités. Il s'agit, ici, de dépasser le cadre du marché de la région et d'envisager la valorisation et la commercialisation du poisson pour conquérir les marchés urbains congolais.

3. Ressources touristiques.

Il est inutile de s'étendre longuement sur les beautés naturelles que recèle la Région des Lacs. Elles sont connues de tous les voyageurs. Régions de lacs, de montagnes, de volcans, de savanes immenses, elles possèdent toutes les ressources de la flore et de la faune tropicale et semi-tropicale. Jusqu'ici, ces régions sont restées totalement à l'écart des grands courants du tourisme international. Le début d'expansion des années cinquante n'a guère survécu aux situations troublées des années soixante. Et l'équipement touristique mis en place à cette époque s'est fortement détérioré. Tout reste à faire, mais les possibilités sont immenses.

A l'heure où de grandes organisations de "tourisme populaire" organisent des camps à Tahiti et à Dakar, où le Kenya et la Tanzanie accueillent chaque année des dizaines de milliers de touristes européens et américains, il n'est pas utopique de penser que d'ici une dizaine d'années, le Kivu, le Rwanda et le Burundi, pourront être intégrés dans tout périple vers l'Afrique centrale, organisé depuis Londres, New-York ou Paris.

Les gouvernements des trois pays concernés ont tout intérêt à coordonner étroitement la politique touristique, qui pourrait bientôt procurer un montant de devises plus important que beaucoup de cultures d'exportation. Leur principale responsabilité serait à la fois de valoriser et de préserver les sites incomparables dont ils sont les gardiens (parc Albert, parc de la Kagera, lacs intérieurs et lac Kivu, régions de volcans et des grands marais tect.) et de concevoir une structure d'accueil capable en même temps d'avoir les meilleurs effets sur la balance des paiements et de ne pas corrompre des populations pauvres et simples, qu'il faut mobiliser en vue du développement. Ce dernier point n'est pas secondaire, car des pays sous-développés ouverts au tourisme donnent souvent l'aspect affligeant d'"un effet de corruption" de masse omniprésent, du à l'afflux incontrôlé de touristes, dont le comportement local contribue à accentuer l'effet de domination global exercé par les pays industrialisés. Toute mobilisation des masses en vue d'un développement indépendant devient alors impossible.

Cette grave réserve faite, et à condition que les mesures d'encadrement appropriées soient prises, les ressources touristiques devraient faire dès à présent, l'objet d'une coopération étroite et d'études approfondies de la part des gouvernements intéressés, dans le domaine de la propagande, de l'infrastructure, de l'équipement hôtelier et de la préservation des sites.

023.- Propositions pour une industrialisation concertée.

On a souligné plus haut que seule une coordination plurinationale des investissements pouvait donner son impulsion à l'industrialisation dans la région des lacs. Sans elle, on ne pourrait envisager que quelques réalisations éparses dans les cadres nationaux trop exigus. Par contre, un processus concerté provoquerait dans les dix années à venir, le démarrage d'une industrialisation plurisectorielle et diminuerait les temps opératoires des différentes phases de l'industrialisation. En effet, la répartition des investissements industriels permettra de faire jouer au maximum les économies de dimension et les économies externes dans tous les secteurs : traitement des produits primaires, production des biens de consommation intermédiaire et finale.

Dans le cadre géopolitique envisagé, les avantages économiques de l'industrialisation concertée deviennent de plus en plus grands au fur et à mesure que l'aire des ressources et des marchés pris en considération s'agrandit, mais ils sont contrebalancés par les problèmes croissants du point de vue de l'harmonisation des politiques.

Dans une perspective maximaliste, l'industrialisation concertée impliquerait des accords de spécialisation entre tous les pays de l'Afrique centrale (Congo-Kinshasa, Rwanda, Burundi, Kenya, Uganda, Tanzanie). Elle s'inscrirait dans une collaboration générale pour la mise en valeur de la Région des Lacs qui englobe non seulement le Rwanda et le Burundi, mais aussi les arrières pays du Congo(K) et de la Tanzanie, qui ont intérêt à voir ces régions sortir du sous-développement extrême dans lequel les confine leur isolement actuel. Il y a une solution intermédiaire qui implique une collaboration particulière entre le Rwanda, le Burundi et le Congo(K). Il y a enfin une solution minimale qui réduit la collaboration aux seuls Rwanda et Burundi. Le cadre strictement national n'est pas examiné ici, puisque'il ne saurait y être question d'industrialisation au sens propre et que l'artisanat ou les méthodes semi-industrielles ne relèvent pas de cette étude.

a) L'hypothèse minimale qui met en présence les seuls Rwanda et Burundi apparaîtra à beaucoup comme la seule réaliste, et à certains comme déjà trop optimiste. Dans ce cadre, le primat du développement serait comme les autres propositions, la mobilisation des masses rurales en vue d'accroître la production vivrière et les cultures d'exportation. Cependant, cette révolution des campagnes serait pratiquement la seule ressource sur laquelle pourrait être fondée l'expansion du produit national. Le taux d'investissement serait ramené uniquement à celui de l'investissement travail consenti et aux aides étrangères. Les ressources potentielles seraient limitées à l'expansion des produits bruts de haute valeur exportables vers l'outre-mer. La capacité d'importation limitée à ces ressources devrait être ventilée entre biens de consommation finale et intermédiaire sur la base d'une politique d'importation au meilleur prix, excluant par là même pour la plupart des produits manufacturés ceux des industries des pays limitrophes, surtout du Congo.

Les activités transformatrices relèveraient essentiellement de l'artisanat, des méthodes semi-industrielles ou de la micro-industrie. Quelques entreprises industrielles pourraient être réparties entre les deux pays, avec garantie d'accès au marché de l'ensemble des deux pays. La gamme d'"import-substitution" serait limitée aux produits pondéreux ou à quelques produits manufacturés, dont la demande présente la plus forte élasticité à la progression des revenus. Dans une première phase, ces entreprises devraient pour être rentabilisées, recevoir une forte protection, ce qui risquerait d'avoir des répercussions sur l'expansion des cultures d'exportation en pesant sur les termes d'échange au paysan. Il ne resterait aucune perspective pour la production de biens intermédiaires destinés à l'agriculture, à cause de l'exiguïté du marché. Les progrès de la productivité devraient dès lors provenir surtout d'une meilleure

organisation du travail, de la rationalisation des méthodes culturales et de l'emploi d'engrais naturels. On ne saurait renoncer à l'importation d'engrais, d'insecticides et d'outils.

De toute manière, dans ce contexte, les progrès du revenu par tête ne pourraient être que très limités, compte tenu des contraintes naturelles, de l'expansion démographique et de la limitation des gammes de productions exportables. Le temps requis pour l'accumulation d'un surplus monétarisé, capable de créer des débouchés pour l'expansion auto-entretenu d'industries diversifiées, serait extrêmement long. Le retard du Rwanda et du Burundi par rapport à leurs voisins serait probablement aggravé.

b) L'hypothèse intermédiaire est celle qui présente le plus d'avantages pour l'intégration plurinationale et multisectorielle. La coopération entre le Rwanda, le Burundi et le Congo(K), pour en effet justifier la mise en valeur des ressources naturelles communes aux trois pays en leur ouvrant des débouchés rentables, et créer de nouveaux marchés pour une diversification de la production de la Région des Lacs.

Dans ce cadre, l'industrialisation permet d'envisager une spécialisation poussée des productions à l'avantage de tous les partenaires. D'une part, le Congo(K) a intérêt à favoriser le développement du Kivu pour mieux l'intégrer dans l'ensemble du pays et à accepter que le Rwanda et le Burundi demeurent ouverts à ses produits manufacturés, puisque ce sont des marchés potentiels importants. D'autre part, à eux seuls, le Rwanda et le Burundi ne peuvent valoriser les ressources naturelles susceptibles de favoriser l'industrialisation (soit parce que ces ressources appartiennent également au Congo, soit parce que les débouchés sont insuffisants) tandis que le Congo(K) est le seul marché qui lui permette d'écouler de nouvelles productions locales.

Pour l'utilisation du gaz méthane du lac Kivu, de l'énergie hydroélectrique de la Ruzizi, des affluents de celle-ci pour l'irrigation de la plaine, des ressources piscicoles du lac Tanganyika, le Rwanda et le Burundi ont besoin de l'accord et de la collaboration du Congo(K). En outre, l'élargissement de la gamme des productions exportables par valorisation sur place de nouvelles cultures industrielles ne pourra se réaliser qu'au cas où les marchés urbains du Congo seront accessibles à ces produits et recevront même un traitement préférentiel. Un marché, qui se développera à moyen terme, existe dans les villes congolaises pour les conserves de viande, de poisson, de fruits et légumes, la viande et les produits végétaux frais et réfrigérés. Au contraire, on ne peut attendre que ces exportations se dirigent vers les pays d'Afrique orientale qui sont eux-mêmes exportateurs,

tandis que l'exportation vers les pays de la C.E.E. ne semble pouvoir entrer en ligne de compte avant très longtemps, à cause de la forte concurrence en prix et qualités, propre au secteur. Enfin, le développement de la plupart des industries de biens intermédiaires requis par le développement de l'agriculture ne pourrait être rentabilisé qu'à condition d'assurer l'écoulement d'une partie de leur production vers l'Est du Congo et la même condition sera requise par plusieurs industries de biens de consommation. C'est le cas de l'outillage agricole, des engrais, des insecticides, des articles de ménage, des emballages métalliques, articles en fibro-ciment, etc.

L'exportation de cette gamme de produits vers le Congo changerait complètement la nature des échanges qui existaient entre le Congo et le Rwanda-Urundi pendant la période coloniale et créerait de nouveaux courants commerciaux. Avant 1960, le Rwanda et le Burundi exportaient uniquement des produits vivriers pondéreux vers le Kivu et achetaient au Congo 40 pour cent de leurs produits manufacturés. En exportant dorénavant des produits élaborés de valeur ajoutée plus élevée, leur aire de marchés s'en trouvera considérablement étendue. Les relations antérieures de type "colonial" entre colonies céderont la place à des courants d'échanges équilibrés, dont le Congo tirera d'ailleurs profit. En effet, l'industrialisation de la Région des Lacs, Kivu inclus, ne pourra que stimuler la demande pour les produits de l'industrie congolaise dont ni la localisation des facteurs naturels de production, ni celle des marchés n'incitent à envisager la création à très long terme dans la Région des Lacs. De ce point de vue, le Congo sera toujours avantagé à la fois par son avance prise dans l'industrialisation, par la diversité de ses ressources et la dimension de son marché. En ce qui concerne les relations avec le Rwanda et le Burundi, il a donc intérêt à abandonner systématiquement l'expédition à longue distance de produits manufacturés à faible valeur unitaire et de façon plus générale, à se spécialiser dans les productions exigeant des entreprises de grande dimension et une technologie relativement avancée. Ceci devient particulièrement évident dans l'hypothèse de la création d'un pôle industriel à Kisangani : les principales industries du pôle (pneumatiques, bicyclettes, camions et autobus, tissus de coton et synthétiques de haute valeur unitaire) se verraient garantir un important débouché dans la Région des Lacs. Les produits de Kisangani ne seraient du reste pas les seuls à trouver un débouché dans la Région des Lacs. Le coton du Nord-Katanga approvisionnerait l'industrie textile du Rwanda et du Burundi, dont la création est en cours, mais qui n'utilise pas le coton longue fibre qui sera mieux valorisé à l'exportation. Le ciment et certains produits textiles d'Albertville

continueraient à trouver un débouché en expansion dans le pôle et les engrais seront peut-être localisés à Albertville si, pour les matières premières, le choix se porte vers les charbons de Greinerville plutôt que vers le gaz méthane. Les "grandes industries" de Kinshasa et celles du futur complexe d'Inga (produits chimiques, métallurgiques et sidérurgiques) y renforceraient leur position.

Un vaste courant d'échanges pourrait ainsi être créé, à moyen terme, entraînant à la fois l'augmentation des exportations industrielles congolaises et assurant un débouché croissant aux industries naissantes de la Région des Lacs.

L'axe principal de ces échanges sera naturellement la nouvelle route Bukavu-Kisangani, dont l'asphaltage sera terminé en 1970 et qui mettra Kisangani à deux jours du pôle des Lacs. Prolongée par la route asphaltée Bukavu-Bujumbura, cette route deviendra aussi tout à fait stratégique pour l'intégration de la Région des Lacs à l'ensemble économique congolais et son achèvement doit figurer parmi les priorités absolues des travaux publics.

Toutes autres choses restant égales, la réalisation de cette route serait devenue une simple voie de pénétration congolaise englobant Bukavu dans l'hinterland de Kisangani et ouvrant le Rwanda et le Burundi à l'invasion des produits congolais en accentuant la dépendance de ces pays à l'égard du Congo. Le but de ces propositions est d'en faire une véritable voie d'échanges. Le Congo doit en effet se persuader que le Rwanda et le Burundi indépendants n'accepteront plus jamais pareil système, parce que leur intérêt légitime les orienterait alors et définitivement vers l'importation à meilleur prix par la voie orientale. Ils n'accepteront plus jamais de n'être que des marchés d'appoint pour les industries d'Albertville ou de Kisangani. Dès lors, il est de l'intérêt mutuel des partenaires d'établir une spécialisation des productions industrielles et une division du travail qui viendraient s'inscrire dans une coopération générale fondée sur les données de la géographie et des ressources naturelles. La reconnaissance par le Congo de la spécificité des problèmes du Kivu et de leurs similitudes avec ceux du Rwanda et du Burundi devrait faciliter cette collaboration jusqu'à la considérer comme un facteur de base dans l'élaboration des plans nationaux de développement. Elle permettrait alors d'envisager le démarrage de la Région des Lacs et le processus de développement intégrant industrie, agriculture moderne et travaux d'infrastructure.

Cette solution requerra l'élaboration d'un ensemble de mesures préférentielles par secteur dans les domaines des tarifs douaniers et de transport et une coordination des politiques économiques et financières. Elle demandera surtout une politique de localisation des projets industriels, qui tiendra tout autant compte des avantages comparatifs "à acquérir" que des avantages naturels acquis, afin de réaliser un partage équilibré des investissements qui ne frustrerait aucun partenaire. Les critères strictement économiques devront souvent être pondérés par des considérations politiques dans une perspective de long terme (a).

c) La solution maximaliste est celle qui implique une collaboration entre le Rwanda, le Burundi, le Congo(K), l'Uganda, la Tanzanie et le Kenya. En fait, dans cette hypothèse, l'épicentre de cette coopération serait essentiellement le Rwanda et le Burundi, la Tanzanie et l'Uganda. Dans une première phase le Congo(K) y participerait dans la mesure où le Kivu serait associé aux projets industriels de la Région des Lacs, tandis que le Kenya se verrait maintenu partiellement dans son rôle de réexportateur. A long terme, le pôle de la Région des Lacs jouerait un rôle important dans l'intraversion des courants d'échanges africains, en devenant progressivement une plaque tournante entre les grands centres de production du Congo et des pays d'Afrique orientale. L'établissement d'une zone franche à Bujumbura serait un facteur important de cette position charnière. C'est là une perspective de très longue période, qui favoriserait définitivement l'indépendance et la prospérité de la Région des Lacs.

Dans l'immédiat, une collaboration poussée entre le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et l'Uganda devrait être envisagée. Elle est recommandée par la Commission Economique pour l'Afrique (sous-commission de l'Afrique de l'Est) et est vivement souhaitée par les gouvernements du Rwanda et du Burundi. On sait d'ailleurs que c'est dans ce sens que les deux pays ont reconverti leurs échanges extérieurs depuis l'indépendance.

Ces relations privilégiées s'expliquent aisément : le Rwanda et le Burundi désirent échapper au danger d'absorption et de domination par le "Géant congolais". Cette attitude est normale et il est donc souhaitable que la coopération "trilatérale Congo-Rwanda-Burundi" envisagée plus haut soit équilibrée par des accords bilatéraux similaires avec la Tanzanie et l'Uganda surtout. Il n'y a là aucune incompatibilité car l'éventail de la coopération et des spécialisations possibles est très vaste. En effet, comme dans le cas des relations avec le Congo,

(a) Voir 52, localisations.

la collaboration est possible à la fois pour la mise en valeur des ressources communes et dans la spécialisation industrielle.

La partie occidentale de la Tanzanie, contiguë aux régions orientales du Rwanda et du Burundi, est, comme ces dernières, relativement inoccupée et peu mise en valeur. Une coopération serait possible dans ce domaine pour développer conjointement le Mosso, la région de Kibungu et les régions du West Lake et de Kigoma, en Tanzanie. Elle pourrait revêtir les mêmes formes que celles qui sont suggérées pour la mise en valeur de la plaine de la Ruzizi. Elle serait complétée par la construction d'une centrale hydroélectrique vers le Kagera, rivière frontière entre les deux pays, dont la création a été décidée en septembre 1966 par les Gouvernements rwandais et tanzanien et destinée à fournir l'énergie à l'ensemble de la région. Elle compléterait ainsi le réseau hydroélectrique décrit plus haut et serait l'amorce d'une interconnection des réseaux d'Afrique centrale et orientale.

Enfin, la réalisation de la route Kibungu-Isaka, via Rusumu-Falls décidée également en 1966 a une très grande importance, puisqu'elle mettra Kigali pratiquement à la même distance de Dar-Es-Salam que Bujumbura, c'est-à-dire à moins de 1.500 kilomètres (dont 1000 kilomètres par rail jusque Isaka) de l'Océan. D'une part, le coût de transport en sera considérablement abaissé. D'autre part, le Rwanda reconvertira largement son commerce import-export vers la Tanzanie et Dar-Es-Salam, ce qui lui permettra d'accentuer son indépendance et de ne plus être tributaire des deux pays pour ses opérations de transit, puisque tout le parcours sera situé en territoire tanzanien. Pour le Rwanda et le Burundi, les relations avec la Tanzanie pourraient ainsi, à l'avenir, avoir un caractère tout aussi privilégié que les relations avec le Congo.

La coopération entre le Rwanda et l'Uganda sera également importante; elle se concrétise actuellement par l'aménagement en commun de la vallée de la Mulindi, qui chevauche la frontière des deux pays. D'une manière générale, une stratégie concertée, dans le domaine de l'industrialisation, avec les pays d'Afrique orientale, impliquera surtout des échanges entre la région-pôle des lacs (le quadrilatère Bujumbura-Kigali-Goma-Bukavu) et la future région-pôle du lac Victoria. Le lac Victoria joue le rôle d'une immense mer intérieure qui unit, grâce à un bon réseau de navigation lacustre, plusieurs villes situées sur ses rives, de part et d'autre des frontières politiques : Kampala (Uganda, Bukoba et Miwaza (Tanzanie), Kisumu (Kenya et Jinja (Uganda), qui figurent parmi les villes les plus importantes des trois pays et comptent chacune de nombreuses entreprises industrielles. De nombreux projets industriels y sont en cours

d'exécution ou sont envisagés. C'est dire qu'à l'avenir les rives du lac Victoria deviendront le foyer d'une région-pôle industrielle, présentant une gamme de productions très diversifiée y compris dans le domaine de l'industrie lourde (projets de sidérurgie) qui pourrait mettre en péril tout effort d'industrialisation de la Région des Lacs, si des accords de spécialisation ne sont pas conclus. Au cas où ces accords pourraient être obtenus, le lac Victoria serait, par rapport au quadrilatère proposé, dans la position du pôle de Kisangani, tandis que Dar-Es-Salam surtout, Mombasa et Nairobi à un degré moindre, se trouveraient dans une position similaire à celle de Kinshasa. L'harmonisation nécessaire serait axée sur une répartition des marchés des industries manufacturières et de l'industrie. Dans le domaine de la valorisation des produits agricoles, les partenaires ne sont pas complémentaires et n'ont pas intérêt à le devenir à moyen terme. Les industries du pôle des lacs pourraient exporter vers l'Uganda et l'Ouest de la Tanzanie des engrais azotés, du malt, des peaux tannées, des aliments pour bétail et importer des engrais phosphatés, de l'acide sulfurique, des tôles et fer galvanisés de Jinja et Tororo en Uganda, du pétrole raffiné, des textiles, des produits pharmaceutiques, des sacs et des chaussures de Tanzanie.

L'élaboration d'une telle politique concertée d'industrialisation requerra naturellement la mise en place d'organismes nationaux de droit public chargés de la réalisation du programme industriel et d'institutions internationales responsables de la coordination. Le Rwanda et le Burundi auraient, sur le plan des organismes nationaux, avantage à s'inspirer de l'exemple de la Tanzanie dont la National Development Corporation offre un excellent modèle d'organisation souple et efficiente pour promouvoir l'industrialisation.

Les institutions et mécanismes de coopération mis en place par l'EACSO (Organisation des Services communs Est africains) et par l'UDEAC pourraient servir d'exemple dans les relations à établir entre les différents partenaires : tarifs douaniers et de transport préférentiels, accords de spécialisation complétés par un régime de licence d'établissement obligatoire, mesures compensatoires en ce qui concerne les recettes fiscales et douanières. Si les institutions de l'UDEAC donnent apparemment satisfaction, celles de l'EACSO sont actuellement contestées. Toutefois, il ne semble pas que cette contestation provienne de la nature même des règlements et organismes prévue mais plutôt des facteurs politiques et économiques qui opposent la Tanzanie et le Kenya. En effet, si les deux pays ont des ressources démographiques et naturelles comparables, la différence de statut colonial a donné en matière d'industrialisation un solide avantage à Nairobi et Mombasa, sur Dar-Es-Salam.

La Tanzanie, soucieuse de rattraper ce retard, objectivement injustifié, s'accommode mal d'une division du travail qui consacre les prépondérances acquises. D'où, une volonté très nette d'indépendance accrue en ce qui concerne l'industrialisation et son refus de continuer à être le marché privilégié des industries Kényennes. Des orientations politiques sensiblement différentes accentuent cette volonté de "décrochage", puisque la Tanzanie a choisi résolument la voie du neutralisme et du développement où l'initiative nationale joue un rôle moteur en comptant d'abord sur ses propres forces.

Les avatars de l'EACSO pourraient se reproduire, si le Rwanda et le Burundi étaient laissés seuls face à face, car on verrait surgir, à une échelle réduite, les mêmes problèmes que ceux qui opposent la Tanzanie et le Kenya. Une façon d'éviter cet écueil est précisément la coopération multilatérale. En effet, des relations équilibrées avec surtout la Tanzanie et le Congo(K), deux pays dont les potentialités et les ressources sont beaucoup plus vastes que celles du Rwanda et du Burundi, devraient permettre à ces derniers de mieux situer leur vocation et leurs possibilités propres. La coopération multilatérale permettrait de dépasser les conflits inévitables entre deux partenaires inégalement dotés au départ, mais dont le plus défavorisé aspire à l'égalité, tandis que les ressources à partager sont très maigres. Elle situerait dans le contexte général d'une industrialisation concertée en Afrique centrale et orientale, la position non négligeable à acquérir par les deux pays entre leurs voisins qui, faute d'accords de spécialisation, ne tarderaient pas à les inonder de leurs productions sans rien leur acheter en contrepartie.

La tâche n'est pas aisée. Le schéma général esquissé ici peut paraître ambitieux et utopique, mais par sa nature même il constitue une proposition générale, l'esquisse d'une voie à suivre. Il n'est pas nécessairement à réaliser d'un seul bloc, mais il est souhaitable que toute initiative isolée dans le domaine de l'industrialisation tienne compte de la vue d'ensemble à long terme. Celle-ci exige que l'on scrute toutes les possibilités et que l'avenir ne soit pas seulement envisagé dans le cadre de découpages politiques et économiques qui ont, surtout dans l'Afrique d'aujourd'hui, une certaine part d'artifice et d'arbitraire.

Il convenait de montrer que si le poids de l'histoire coloniale a fait trop lourdement pencher le Rwanda et le Burundi vers l'Ouest, les réajustements nécessaires de la décolonisation risquent de les lier trop exclusivement à l'Est. Car la vocation des deux pays à long terme est d'être une plaque tournante au centre d'une Afrique intégrée, c'est-à-dire, vraiment décolonisée.

1.- FACTEURS DE PRODUCTION

11.- LA MAIN-D'OEUVRE**111.- Structure de l'emploi dans la région**

Pour mesurer le volume de l'emploi dans la région, il faut remonter aux dernières années de la décennie 1950. On ne dispose, en effet, ni pour le Burundi ni pour l'Est du Congo, de données plus récentes qui soient suffisamment précises.

En 1959, les salariés étaient deux fois plus nombreux dans la zone congolaise de la région qu'au Rwanda et Burundi réunis : respectivement 210.000 et 103.000 unités. La contribution prépondérante de l'Est du Congo au volume régional de l'emploi est particulièrement sensible dans les branches d'activité directement productives (agriculture, mines et industries) ainsi que le montre le tableau suivant :

Tableau 111.a

Répartition de la main-d'oeuvre occupée dans les activités directement productives en 1959.

(en 1.000 unités)

Secteur	Zone congo-laise	Rwanda et Burundi	Région des Lacs	Ensemble Congo Rwanda Burundi (CRB)	Part de la région dans le CRB
Agriculture	88	23,4	111,4	303	37 %
Industrie	19	6,3	25,3	108,2	23,5 %
Mines	21	10	31	88,7	30 %

Dans le tableau 111.b, on compare la structure de l'emploi pour l'ensemble des activités professionnelles entre le Rwanda, le Burundi et l'ancienne province du Kivu (a). Il ressort de ce tableau que le volume de l'emploi est à peu près le même au Rwanda

(a) Il convient de rappeler que le Maniema, qui faisait partie de la province du Kivu, n'est pas inclus dans la région des Lacs.

et au Burundi et que la répartition de la main-d'oeuvre entre les différentes branches d'activité est, à l'exclusion du secteur minier, sensiblement pareille dans ces deux pays. De plus, ceux-ci occupent, chacun dans le secteur moderne, 2 % à peine de leur population. En fait, le volume de l'emploi est moins important encore puisque la majorité des salariés est constituée d'ouvriers saisonniers, temporaires ou journaliers, qui représentaient, en 1959, 54 % de l'effectif global des salariés de l'ensemble Rwanda-Burundi.

Tableau 111.b

Répartition de la main-d'oeuvre par branche d'activité au Rwanda, au Burundi et au Kivu en 1957-59.

Secteurs	Rwanda		Burundi		Kivu	
	1959	%	1959	%	1957	%
Agriculture	12.989	25	10.452	20,5	81.837	37,8
Mines	7.903	15	2.081	4,1	34.817	16,1
Industrie	2.778	5,5	3.460	7	13.000	6,0
Construction	5.425	10,5	8.019	16	19.551	9,0
Transports	5.530	10,5	7.373	14,5	9.206	4,2
Commerce	4.765	9,1	6.592	13,0	9.487	4,4
Services	9.229	17,5	10.087	19,5	5.570	2,7
Autres	3.676	7	2.789	5,5	42.850	19,8
Total	52.295	100	50.863	100	216.516	100
<u>Emploi</u> population		2		2,3		10

L'importance numérique des salariés de ces pays est par contre supérieure : en 1959, 80.000 ressortissants du Rwanda et du Burundi travaillaient à l'extérieur du pays. Toutefois, parmi ceux-ci, 7 % seulement bénéficiaient d'un emploi stable.

Dans l'ancien territoire du Ruanda-Urundi, le niveau de l'emploi n'a pas progressé entre 1949 et 1959 : il s'est maintenu à environ 103.000 unités. La part des salariés dans l'effectif des hommes adultes valides s'est ainsi réduite : elle est passée de 13 à 11 %. Ces derniers étaient en 1959 au nombre de 914.000. Les

810.000 hommes adultes valides, qui vaquent à des occupations agricoles et pastorales de type familial, constituent un important réservoir de main-d'oeuvre. Ils sont en grande majorité candidats à un travail salarié qui seul leur permettrait d'élever leur niveau de vie. Leur emploi s'impose d'autant plus, qu'il ne provoquerait nullement une baisse de la production agricole traditionnelle. Cette situation de chômage déguisé, révèle l'existence d'importantes disponibilités potentielles, non seulement de main-d'oeuvre mais également d'épargne. Comme l'a montré NURSKE (a), les travailleurs productifs dans l'agriculture réalisent une épargne "virtuelle", en produisant plus qu'ils ne consomment. Mais cette épargne est gaspillée puisqu'elle est absorbée par la consommation improductive des chômeurs déguisés. Elle deviendrait productive si la masse de ces chômeurs pouvait être affectée à la réalisation de projets de formation de capital, tout en continuant à être entretenus par les paysans productifs. D'importants investissements peuvent ainsi être financés sans qu'il faille recourir aux sources déjà existantes d'épargne. Cette possibilité d'utiliser les chômeurs déguisés à des fins d'accumulation du capital permet d'apprécier la richesse que constituent les ressources humaines au Rwanda et au Burundi.

Dans l'ancienne province du Kivu, l'emploi était en 1957 nettement supérieur tant en nombre absolu que relatif. Les 216.500 salariés représentaient 10 % de la population et 43 % des hommes adultes valides de la province. Comme l'indique le tableau III.b, l'agriculture occupe plus des deux tiers de la main-d'oeuvre de cette province contre un quart au Rwanda et un cinquième au Burundi. Mais la part différentielle de l'emploi agricole dans l'emploi global ne doit pas être interprétée comme une différence dans la structure économique. Cette situation ne fait que refléter une différence dans l'organisation de la production. Au Kivu, les colons européens avaient une importance prépondérante dans l'activité agricole, alors qu'au Rwanda et au Burundi elle était principalement le fait des cultivateurs nationaux.

On examinera, ci-dessous, les disponibilités actuelles et potentielles de main-d'oeuvre dans chacune des zones constitutives de la région des Lacs.

(a) NURSKE R., Les problèmes de la formation de capital dans les pays sous-développés. Paris, Institut pour le Développement Economique, BIRD, 1963.

112.- Le Rwanda

a) Disponibilités actuelles

Les salariés, qui sont en 1964 au nombre de 51.400, ne représentent que 5 % de la population active masculine et féminine. En fait, le volume de l'emploi est moins important encore, puisque près du quart des travailleurs rwandais ne sont pas permanents. Comme le montre le tableau 111.b, c'est naturellement dans le secteur agricole que la proportion des non permanents est la plus importante. Ceux-ci représentent en effet 45 % des effectifs de ce secteur. Cependant, à ces 51.400 travailleurs, dont on décrira ci-dessous la répartition par branche, par région et par qualification, il faut ajouter, pour avoir une vue complète de l'emploi au Rwanda, 7.900 fonctionnaires, 5.550 enseignants, + 6.000 domestiques et un nombre non déterminé de militaires. Compte non tenu de ces derniers, l'emploi s'élève à environ 75.000 unités.

Si le volume de l'emploi dans les branches d'activités reprises au tableau 111.b est identique en 1964 à celui de 1959, la répartition des travailleurs par branche d'activité s'est toutefois modifiée au cours de la période. (cfr. tableau 112.a)

Tableau 112.a

Répartition de la main-d'oeuvre par branche d'activité en 1959 et 1964. (a)

Branches d'activité	1959	1964	
	Effectif total	Effectif total	Trav. permanents
Agriculture	12.990	9.930	5.450
Mines	7.900	7.440	7.390
Industries manufacturières	2.780	2.280	1.350
Construction	5.430	11.570	11.050
Eau, gaz, électricité	2.130	2.050	2.050
Commerce	4.770	1.850	1.710
Transports	5.550	520	450
Services	9.260	15.790	11.040
Divers	1.550	-	
Total	52.300	51.400	40.480

(a) Travailleurs permanents, journaliers, saisonniers, et occasionnels à l'exclusion des enseignants, des fonctionnaires, des militaires et des domestiques.

Tableau 112.b

Rwanda : répartition par branches d'activité professionnelle des travailleurs selon leur qualification professionnelle et selon le caractère permanent ou non de leur emploi en 1964.

Branches d'activité professionnelle	Nombre de travailleurs par qualification professionnelle :								Nombre total de travailleurs permanents (P) et non permanents (NP)
	Employés		Ouvriers		Manoeuvres		Main-d'oeuvre juvénile		
	P	NP	P	NP	P	NP	P	NP	
Agriculture Sylviculture	664	-	2.310	237	1.599	2636	872	1.627	P:5.445 NP:4.490
Industries extractives	152	-	1.154	-	6.080	21	-	-	P:7.386 NP:21
Industries manufacturières	84	-	813	-	450	935	-	-	P:1.347 NP:935
Constructions	81	-	1.338	114	9.627	409	-	-	P:1046 NP:523
Eau, Electricité, Service sanitaire	340	-	592	-	1.113	-	-	-	P:2045 NP: -
Commerce, Banque	397	-	786	7	528	132	-	-	P:1711 NP:139
Transports, Entrepôts	59	-	272	10	123	56	-	-	P:454 NP:669
Services	2.882	-	5.059	1.411	3.103	3337	-	-	P:11044
<u>Total général</u>	4.659	-	12.324	1.779	22.623	7516	872	1.627	P:40.478 NP:10.922
Répartition en %	9 %		28 %		58 %		5 %		100

Source : Bulletin de statistiques, n° 9, avril 1966, p. 17.

Il ressort du tableau 112.a que l'emploi a régressé dans tous les secteurs, à l'exclusion de la construction et des services. Les effectifs employés dans la construction ont plus que doublé : ils sont passés de 10 à 22 % du montant total de l'emploi. Le secteur des services, qui occupait en 1959 17 % de la main-d'oeuvre salariée, en occupe en 1964 30 %. C'est donc grâce à l'expansion de ces deux secteurs, que le niveau de l'emploi a pu se maintenir. On a en effet enregistré dans tous les autres secteurs un fléchissement de l'emploi. Les effectifs occupés dans les activités directement productives (agriculture, industrie minière et manufacturière) se sont réduits de 16 %: ils sont passés de 23.670 en 1959 à 19.630 en 1964.

Les deux-tiers de la main-d'oeuvre occupée dans le secteur moderne sont concentrés dans la préfecture de Kigali. Le troisième tiers est réparti de manière plus ou moins égale entre les 9 autres préfectures. Parmi celles-ci, seules les préfectures de Ruhengeri et de Butare comptent plus de 5.000 travailleurs.

La répartition des travailleurs par qualification professionnelle dans les différents secteurs est donnée au tableau 112.b.

b) Disponibilités potentielles

- Main-d'oeuvre non qualifiée

Ces disponibilités sont si importantes que la main-d'oeuvre peut être considérée comme la principale richesse du Rwanda. Pour les raisons décrites plus haut, la majorité des hommes adultes valides occupés dans le secteur traditionnel sont candidats à un travail salarié. Depuis longtemps d'ailleurs, de nombreux jeunes gens ont dû émigrer pour trouver un emploi. La diminution rapide du nombre d'hommes entre 20 et 30 ans, révélée par la pyramide des âges au Rwanda, illustre ce phénomène d'émigration. Depuis de nombreuses années, les entreprises agricoles et minières des pays voisins ont recruté une part importante de leur main-d'oeuvre au Rwanda. L'émigration en direction du Congo a été davantage "organisée" (a) que celle en direction de la Tanzanie et de l'Uganda, davantage spontanée. Les travailleurs rwandais sont généralement fort appréciés : lorsqu'ils peuvent bénéficier d'une alimentation satisfaisante, ils ont des rendements nettement supérieurs à la moyenne des travailleurs africains. Cette supériorité que l'on attribue à une conscience professionnelle fortement développée a pu être établie dans les exploitations de l'Union Minière du Haut Katanga.

(a) L'Union Minière du Haut Katanga dispose d'un centre de recrutement dans la préfecture de Ruhengeri.

- Main-d'oeuvre qualifiée et cadres

Les effectifs scolaires, qui permettent de dégager les disponibilités potentielles en main-d'oeuvre qualifiée et cadres, se répartissent pour l'année 1964-65 de la manière suivante :

Enseignement primaire	352.405
secondaire	7.800
supérieur	320

Le taux de scolarisation est très faible pour l'enseignement secondaire : il est pour les garçons et pour les filles respectivement de 1,43 % et de 0,59 %. Les 7.800 élèves de cet enseignement se répartissent comme suit :

Cycle d'orientation	2.932
Ecoles techniques	
artisanales	146
techniques inférieures	360
techniques moyennes	190
Ecoles de formation pédagogique	1.320
Humanités modernes	88
Humanités classiques	1.758
	<hr/>
	7.800

L'enseignement technique secondaire fournit annuellement 23 mécaniciens et soudeurs, 80 menuisiers, ébénistes et sculpteurs, 10 tailleurs et couturiers, 50 maçons et 10 techniciens divers.

Des 320 étudiants de l'enseignement supérieur, enregistrés en 1965, 85 sont à l'université de Butare et 235 sont boursiers à l'étranger. Parmi ces derniers, 105 sont dans l'enseignement technique spécialisé et 130 dans l'enseignement universitaire. Ces boursiers se répartissent par discipline de la manière suivante :

Agronomie	12
Ingénieur civil	7
Ingénieur technicien	7
Sciences chimiques	4
Physique et mathématiques	7
Médecin vétérinaire	3
Médecine	18
Sciences économiques	9

Sciences commerciales	9
Sciences politiques et sociales	6
Droit	19
Philologie	8

113.- Le Burundi

a) Disponibilités actuelles

En 1959, les travailleurs salariés étaient dans ce pays au nombre de 51.000. Dans le tableau 111.b, on a donné la répartition de cette main-d'oeuvre par branche d'activité. On ne dispose guère de statistiques qui permettent de dégager une vue globale de la structure actuelle de l'emploi. Dans les industries manufacturières et la construction, on a enregistré, au lendemain de l'indépendance, une nette régression des effectifs. Le nombre de travailleurs occupés dans ces deux secteurs s'élevait en 1959 à 11.480 unités, dont 3.460 dans l'industrie manufacturière et 8.020 dans la construction. Dans les entreprises de ces deux secteurs visitées par la mission Van La-beke (a), le rapport entre la main-d'oeuvre employée effectivement en 1963 (1.660 travailleurs) et l'effectif normal (3.650 travailleurs) était de 45 %.

On mesure mieux l'ampleur de cette régression, lorsque l'on sait que Bujumbura concentre la majeure partie de la main-d'oeuvre occupée dans ces deux secteurs. En 1959, les travailleurs africains occupés dans l'industrie manufacturière à Bujumbura représentaient 46 % de l'effectif total de ce secteur pour l'ensemble Rwanda et Burundi. Dans la construction, la part de Bujumbura était de 30 %. Il semble que la main-d'oeuvre européenne ait diminuée dans une moindre mesure que la main-d'oeuvre africaine.

b) Disponibilités potentielles

En 1960, un exode saisonnier de 30.000 travailleurs, ajouté au nombre considérable des travailleurs émigrés, permettait d'apprécier l'importance de l'offre de travail qui ne trouvait pas de débouchés dans le pays. Il y a donc au Burundi, à l'instar du Rwanda, pléthore de main-d'oeuvre sans qualification. La main-d'oeuvre qualifiée est, par contre, extrêmement rare au point que beaucoup d'ou-

(a) SCET/COOPERATION-SERMI, Possibilités de développement de la petite industrie et de l'artisanat au Royaume du Burundi.

vriers spécialisés sont originaires du Congo.

Pour remédier à cette situation, le Burundi a mis sur pieds un important réseau d'enseignement technique (9 écoles) et agricole (2 écoles). Par branche d'activités professionnelles, les effectifs de l'année 1965-66 se répartissent de la manière suivante :

Electricité	69
Mécanique	101
Menuiserie, ébénisterie	216
Garage	39
Bâtiment	224
Couture	67
Agriculture	112
Sciences radiophoniques	5
Total	833

Les 101 étudiants inscrits à l'Université de Bujumbura pour l'année académique 1963-64 se répartissaient comme suit :

Etudiants étrangers en 1ère année	: 48
burundi " " "	: 27
Etudiants en 2ème année	: 26
Total	101

En 1965-66, les étudiants sont plus de 200.

114.- L'Est du Congo

Il n'a pas été possible de chiffrer la réduction de l'emploi agricole qui a résulté du départ de nombreux colons européens au lendemain de l'indépendance. Il semble que la réduction des effectifs dans les plantations du Kivu ait été en partie compensée par l'accroissement du nombre de petits planteurs africains de cultures industrielles. L'expansion considérable des paysannats de café dans la région de Rutshuru illustre ce phénomène. Pour apprécier les disponibilités potentielles en main-d'oeuvre qualifiée et cadres dans cette région, il suffit de considérer l'équipement scolaire dont dispose Bukavu. Cette ville, en plus d'importants établissements d'enseignement secondaire, possède l'Institut National des Mines qui forme le personnel de cadres des mines (3 années d'études). Une section pré-universitaire de l'Université Lovanium vient en outre d'y être inaugurée.

12.- LES RESSOURCES NATURELLES

121. Ressources agricoles et forestières

Ressources agricoles : remarque liminaire

L'agriculture au Rwanda et au Burundi a toujours été essentiellement consacrée aux cultures vivrières destinées à satisfaire les besoins de la population et plus accessoirement orientée vers les cultures d'exportation. Ces cultures étaient et sont encore pour la plupart aux mains des autochtones (I), comme on peut s'en rendre compte à la lecture du tableau 121.a, dans lequel seules certaines cultures économiques sont mentionnées comme étant pratiquées en partie par des Européens (E).

A. Agriculture au Rwanda

a. Cultures industrielles

1. Café

Le caféier Arabica, la seule espèce répandue au Rwanda est cultivé entre 1250 et 1900 mètres d'altitude.

Les plantations de café sont pratiquement toutes aux mains de producteurs autochtones dont elles constituent le revenu principal, et la grosse majorité des plantations sont dispersées sur les collines en milieu agricole coutumier. Toutefois, 40 % de celles-ci sont groupées en blocs ou disposées en bandes, ce qui facilite fortement l'application de certaines techniques culturales telles que la taille, la désinsectisation des arbres, le traitement de la récolte etc...

Les superficies des plantations de caféiers en rapport et les productions totales en café parche et marchand sont indiquées dans le tableau 121.b pour les années 1959 à 1964.

Voici, pour 1959, - année pouvant être considérée comme très favorable à l'agriculture - quelles ont été les superficies et productions respectives des diverses cultures pour l'ensemble des deux pays (a).

Cultures		Superficie des planta- tions en rap- port (ha)	Production (T)
<u>Céréales</u>			
Froment	(I)	8.983	6.509
Maïs	(I)	135.799	175.042
Riz (paddy)	(I)	764	2.630
Eleusine	(I)	34.191	24.254
Sorgho	(I)	172.340	110.905
Orge	(I)	1.210	1.089
<u>Tubercules</u>			
Pommes de terre	(I)	17.174	104.044
Patates douces	(I)	145.332	1.118.815
Manioc	(I)	125.478	1.600.866
Autres tubercules	(I)	8.191	49.143
<u>Oléagineux</u>			
Arachides (en coques)	(I)	10.171	5.450
Huile de palme (plants d'élacis disper- sés)	(I)	7.350	1.050
	(E)	125	66
Amandes palmistes	(I)		160
	(E)		5
<u>Plantes textiles</u>			
Coton graines	(I)	8.441	10.313
<u>Fruits</u>			
Bananes	(I)	226.277	2.398.772
Fruits divers	(E)	135	135
<u>Autres cultures</u>			
Haricots	(I)	353.657	295.967
Pois	(I)	98.227	81.655
Soja	(I)	687	300
Autres cultures vivrières	(I)	2.650	5.896
	(E)	660	2.265
Tabac (plants dispersés)	(I)	2.100	1.250
Café arabica (parche) (marchand)	(I)	30.502	36.045
	(E)	477	274
Café robusta (marchand)	(I)	90	80
	(E)	513	226
Thé	(E)	339	90
Plantes à parfum	(E)	120	0,8
Quinquina	(E)	264	100
Pyrèthre	(I)	255	222
	(E)	959	466
Ricin (plants dispersés)	(I)	6.320	1.059

(a) Ministère des Affaires africaines, La situation économique du Congo-Belge et du Ruanda-Urundi en 1959, 1960, p. 55.

Tableau 121.b

Années	Superficie des arbres en rapport (Ha)	Production totale café parche (T)	Production totale café marchand (T)
1959	13.920	18.350	13.700
1960	15.360	14.240	10.600
1961	16.350	13.300	9.900
1962	17.190	12.700	9.500
1963	17.550	6.270	4.700
1964	17.710	10.800	8.100

Ce tableau montre la diminution constante de la production totale de café depuis 1960 jusqu'en 1963, due d'une part aux événements politiques et sociaux qu'a connus le pays de 1960 à 1963, d'autre part aux conditions climatiques désastreuses de cette dernière année. La reprise de la production en 1964 n'atteignait pas encore le chiffre de 8.800 tonnes prévu par le Ministère de l'Agriculture.

Jusqu'ici, les chiffres de production de café pour 1965 ne sont pas connus, mais les prévisions faites par le Ministère de l'Agriculture étaient de 10.500 tonnes. Pour 1966, 1967 et 1968, les prévisions sont respectivement de 14.000, 18.000 et 19.000 tonnes de café marchand. D'après les études faites sur la question, le Rwanda devrait pouvoir atteindre une production approximative de 23.000 tonnes de café marchand en 1970. Cet objectif ne pourra être réalisé qu'avec la mise sur pieds d'un programme d'intensification et d'extension de la culture du caféier dans les zones particulièrement favorables (Bugoyi-Sud, Kanage, Rubengera, de Cyan-gugu à Kibuye) et par la reconversion des zones de faible productivité. Une mission d'assistance technique a entrepris, dès 1965, la préparation de l'exécution des travaux prévus par le projet de développement de la caféiculture au Rwanda. Ce programme de plantations nouvelles et d'intensification de la productivité des plantations existantes sera réalisé grâce à la mise à la disposition des planteurs d'un matériel adapté, de produits insecticides divers, de semences de qualité et à l'emploi d'une fumure adéquate.

2. Coton

En 1959, sur les 8.440 hectares consacrés à la culture du coton, dans les territoires du Ruanda-Urundi, 3 % seulement étaient situés au Rwanda. Cependant, le potentiel des terres aptes à la

culture du coton s'élève à 9.000 hectares, concentrés dans les régions de Bugarama et du Bugesera.

Dans la plaine de Bugarama, une superficie de 3.000 hectares est disponible. En 1963, 660 hectares ont été cultivés en coton, et si le rendement potentiel de ces terrains est estimé à environ 1360 kilos de coton-graines par hectare, leur rendement réel, au cours de l'année envisagée n'a été que de 530 kilos. Bien que la production de cette zone pourrait s'élever à 600 tonnes de coton-graines par an, dans les conditions actuelles, les tonnages produits, de 1959 à 1964, n'ont atteint qu'une fois ce chiffre. Ils ont été les suivants :

1959	1960	1961	1962	1963	1964
344	631	283	198	248	320

Dans le Bugesera, dont la mise en valeur est au programme des travaux du 2e FED, 2.000 hectares de vallées sèches sont utilisables pour la culture cotonnière, moyennant certains aménagements fonciers (drainage, défoncement et régénération) et, en bordure de ces extensions où s'étendent des alluvions de bas de pente, 4.000 hectares au moins seraient ainsi immédiatement aptes à la culture.

Des études et des essais sont en cours en vue d'intensifier, de développer ou d'implanter la culture cotonnière sur toutes les superficies de terres disponibles favorables au cotonnier.

En ce qui concerne les prévisions de production, et en considérant que le tonnage de 600 tonnes est un plafond pour la zone de Bugarama, on peut avancer les chiffres ci-après :
(en tonnes de coton-graines)

Tableau 121.c

Terres de culture	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Plaine de Bugarama	350	400	500	600	600	600
Plateau de Bugesera	-	-	200	500	750	1.000
	350	400	700	1100	1350	1.600

Cette production permettrait l'installation d'une usine d'égrénage sur le sol rwandais.

3. Thé

Jusqu'en 1958, il se cultivait uniquement en altitude au Rwanda. Le théier demande une pluviosité d'au moins 1.300 à 1.500 mm, une saison sèche qui n'excède pas trois mois et une température moyenne de 28° c. Mais depuis 1958, le Rwanda a entrepris de grands programmes de plantations de culture de thé dans certaines zones favorables, et actuellement, 400 hectares sont en production dans la préfecture de Cyangugu (plantation de Bigutu : 110 hectares, plantation de Kibazi : + 280 hectares) et 200 hectares dans celle de Byumba (plantations de la Mulindi et Nyamulindi).

Les productions en thé sec, au cours des sept dernières années, ont été les suivantes :

(en tonnes)

Tableau 121.d

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
	100	110	160	210	300	320

Les productions moyennes à l'hectare vont de 800 à 1000 kilos sur terres de colline et de 1.200 à 1.400 kilos en marais, après 6 à 7 ans de plantation.

Outre ces 600 hectares en production, le Rwanda, avec l'aide de la C.E.E., développe encore des plantations de thé dans les préfectures de Cyangugu, de Byumba et de Gikongoro. Il était prévu, initialement :

- en 1963 : deux projets de 500 hectares chacun dans la région de la Mulindi et celle de Gatandara Shagasha;
- en 1964 : un projet de 500 hectares : Mwaga-Gisakura;
- en 1965 : deux projets de 500 hectares : Butoze et Kitabi;
- en 1966 : un complexe de marais de 1.000 hectares.

Selon l'état de la situation, au 30 juin 1966, des projets du 1er FED en exécution, le dossier d'appel à la concurrence pour la création de 500 hectares de théiers dans la région de la Mulindi, est en préparation, et la création de 500 autres hectares dans la région de Gatandara Shagasha (Cyangugu) est en cours de réalisation depuis mai 1963. De même, selon l'état de la situation au 30 juin 1966, des projets du 2e FED, le dossier d'appel à la concurrence pour la plantation de 500 hectares de théiers à Mwaga-Gisakura

(Cyangugu) est en préparation, et des études sont en cours en vue de l'introduction du thé en milieu villageois, et de l'installation d'une ligne électrique pour le vaste projet thé de la région de Cyangugu.

Les études concernant les futurs projets de développement de la culture du théier au Rwanda, notamment les éventuelles plantations dans les régions de Butoze et Kitabi sont reprises également au programme de la nouvelle Mission "thé", dans le cadre du second Fonds.

Si la production de 1964 (320 T) a été sensiblement inférieure aux prévisions (400 T) qui avaient été établies en 1962 lors de la mise en route de ce programme "théiculture" au Rwanda, on peut espérer que ces prévisions s'avèreront exactes pour les années ultérieures et que la production atteindra les chiffres suivants (en tonnes de thé sec) :

<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u>
430	520	665	880	1.170	1.520

4. Pyrèthre

La culture du pyrèthre est pratiquée depuis plus de 20 ans au Rwanda. Elle y réussit particulièrement bien sur les terres volcaniques d'altitude élevée du Nord du pays (préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri) et se rencontre également dans la préfecture de Byumba.

En 1959, la superficie des cultures de pyrèthre était de 1.244 hectares répartis entre les colons planteurs et les autochtones dans les proportions respectives de 79 et 21 %.

L'évolution, de 1953 à 1959, montre que les superficies cultivées, récoltes et rendements à l'hectare sont passés par un maximum en 1955-1956, pour décroître ensuite constamment.

Tableau 121.e

Année	Superficie (ha)	Production de fleurs sèches (tonnes)	Rendement (kg/ha)
1953	1.851	1.045	564
1954	1.680	1.050	625
1955	1.795	1.226	681
1956	1.876	1.187	579
1957	1.205	759	630
1958	1.137	769	600
1959	1.214	688	566

Quant aux productions totales de fleurs sèches de 1960 à 1964, elles ont été les suivantes (en tonnes) :

Tableau 121.f

1960	1961	1962	1963	1964
762	408	430	337	340

Cette chute est due en partie aux difficultés de commercialisation du pyrèthre à l'état de fleurs sèches rencontrées actuellement à la suite de l'équipement de l'Est Africain en usines d'extraction.

La teneur en pyrèthrine des fleurs récoltées au Rwanda atteint une moyenne de 1,6 %, rendement supérieur à celui obtenu dans la plupart des autres pays producteurs. La relance de la production du pyrèthre au Rwanda peut être organisée immédiatement sur 1.890 hectares de terres disponibles dont 1.150 hectares sont aux mains de cultivateurs rwandais et 740 hectares aux mains de cultivateurs étrangers. Le potentiel actuel de production du Rwanda est de 1.430 tonnes de fleurs séchées par an, tonnage suffisant pour envisager le traitement de fleurs de pyrèthre sur le lieu de leur production, puisque le seuil de rentabilité d'une usine d'extraction est de 1.000 tonnes par an. Mais s'il était mis en culture, les 10.000 hectares de terres à vocation pyrèthre qui ont été recensées dans les régions de Ruhengeri et de Gisenyi, la production de fleurs de pyrèthre séchées pourrait atteindre alors 3.000 tonnes annuellement dès 1970. Le développement de la culture du pyrèthre au Rwanda est d'ailleurs prévu dans le programme du deuxième F.E.D., ce qui permet d'envisager les productions indiquées dans le tableau 121.g pour les prochaines années.

Tableau 121.g

Catégorie planteurs	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Rwandais	220	470	720	1.070	1.500	2.000
Européens	280	330	380	430	500	500
	<u>500</u>	<u>800</u>	<u>1.100</u>	<u>1.500</u>	<u>2.000</u>	<u>2.500</u>

5. Orge

La culture de l'orge intéresse exclusivement les cultivateurs autochtones des régions de haute altitude de Ndorwa et du Buberuka (au-dessus de 1.800 m) de la préfecture de Byumba. Le nombre de paysans vivant en milieu coutumier non organisé et pratiquant la culture de l'orge s'élève à environ 4.500. Ils ont produit les tonnages suivants :

1959	1960	1961	1962	1963	1964
<u>1.425</u>	<u>100</u>	<u>37</u>	<u>275</u>	<u>300</u>	<u>806</u>

Un effort d'encadrement et de vulgarisation permettrait de revenir aisément à la production de 1.500 tonnes d'orge par an, volume qui pourrait satisfaire les besoins actuels de la Brasserie de Gisenyi, qui actuellement importe du malt de Tchécoslovaquie.

En outre, si l'effort entrepris par les planteurs devant la dernière campagne peut être soutenu suivant le même rythme, l'objectif de 2.000 tonnes d'orge peut parfaitement être obtenu dans 5 ans. Ce programme suppose évidemment une augmentation du nombre de planteurs, un renforcement du personnel de cadre, une bonne organisation à l'échelon préfecture et commune afin de prévoir et répartir judicieusement les semences nécessaires aux campagnes suivantes.

Les prévisions de récoltes et les moyens à mettre en oeuvre peuvent se chiffrer comme indiqué dans le tableau suivant.

Tableau 121.h

Année	Production totale (T)	Tonnage semences nécessaires pour campagne suivante	Superficie totale à emblaver (Ha)	Nombre de planteurs
1965	1.000	100	916	4.600
1966	1.200	125	1.187	5.800
1967	1.500	146	1.372	6.800
1968	1.750	167	1.598	8.000
1969	2.000	167	1.805	9.000
1970	2.000	167	1.805	9.000

6. Tabac

La culture du tabac est surtout développée à l'échelon familial dans les régions de Ruhengeri et de Gisenyi. En partie autoconsommé, ce tabac n'est commercialisé qu'à l'intérieur du pays. Le Rwanda présente cependant un grand nombre de facteurs favorables au développement de la culture du tabac et, par l'amélioration des méthodes culturales, la production de la région nord du pays tout particulièrement, pourrait être sensiblement accrue jusqu'à mettre à la disposition d'une éventuelle industrie des tonnages de 350 à 400 tonnes de tabac par an. Des essais concluants dans la région du Bugesera permettent, en outre, d'espérer un développement de la culture du tabac de Sumatra dans cette région nouvellement mise en valeur, et qui fournirait alors des tonnages beaucoup plus importants aux industries locales ou à l'exportation.

b. Cultures vivrières

Les chiffres de la production agricole vivrière restent encore fort imprécis, cette production étant autoconsommée à plus de 90 %. Ils donnent néanmoins un ordre de grandeur valable et permettent de mieux se rendre compte de l'évolution des diverses cultures vivrières.

Tableau 121.1

Evolution de la production agricole vivrière de 1959 à 1964 (a).

Cultures	1959	1961	1962	1963	1964
<u>Céréales</u>					
Froment	1.519	1.200	1.385	1.744	321
Maïs	39.464	28.434	68.774	71.843	21.311
Eleusine	5.684	2.824	3.113	2.144	1.203
Sorgho	130.525	100.525	167.769	126.959	147.231
<u>Tubercules</u>					
Pommes de terre	83.645	96.500	73.512	66.209	30.398
Patates douces	487.159	452.002	656.616	421.274	238.767
Manioc	170.264	125.144	134.062	47.513	174.188
<u>Oléagineux</u>					
Arachides	2.467	18.337	1.305	2.208	4.936
<u>Fruits</u>					
Bananes	849.550	986.976	1.471.830	879.180	1.033.343
<u>Autres</u>					
Haricots	96.675	86.575	92.320	169.320	69.914
Pois	39.076	29.006	40.300	38.915	27.887

Seules, certaines d'entre elles, vont faire ici l'objet d'un bref commentaire, vu l'intérêt qu'elles ont ou qu'elles pourraient avoir dans l'alimentation des populations.

1. Froment

Le production actuelle de froment s'établit aux environs de 1.500 tonnes par an, exception faite pour 1964, année pour laquelle les résultats de cette culture furent déplorables. Des possibilités de développement de la culture du froment existent

(a) Ministère du Plan de la Coopération et de l'assistance technique, Bulletin de Statistique, n° 4, janvier 1965, p. 7.

dans les régions d'altitude de Gikongoro, de Kibuye et de Ruhengeri - et, suivant les estimations du Ministère de l'Agriculture, 10.000 tonnes de froment par an pourraient être produites localement. Le Rwanda pourrait ainsi stopper ses importations de farine étrangère et même exporter sa production excédentaire.

2. Sorgho

Le sorgho sert essentiellement à la fabrication - à l'échelon familial - d'une bière fort répandue dans le pays. La production est importante et ne cesse de croître puisqu'elle est passée de 130.525 tonnes en 1959 à 147.231 tonnes en 1964.

3. Arachides

Actuellement, la ration alimentaire de la population rwandaise se caractérise par une carence en lipides, d'origine végétale notamment. Si les importations d'huile comestible restent très faibles au Rwanda, les disponibilités locales sont loin d'être suffisantes. En 1963, elles n'étaient que de 300 grammes d'huile par habitant, quantité fournie par une production nationale de 1.500 tonnes d'arachide en amandes. Il est donc indispensable de développer la production d'arachide dans des gîtes agricoles spécialisés et d'en assurer la commercialisation à bas prix à travers tout le pays - après une transformation en huile comestible de qualité - afin de satisfaire une demande toujours croissante.

La zone choisie en vue d'intensifier la culture de l'arachide est celle du Gisaka-Buganza-Mirenge (Kibungo) où, en 1963, 2.000 hectares déjà lui étaient consacrés, donnant en moyenne 800 kilos de gousses par hectare de terre cultivée. Les objectifs à poursuivre dans cette zone d'action sont les suivants :

1. augmenter à 25 ares par famille, la superficie cultivée par saison;
2. cultiver l'arachide en rotation pendant 2 saisons par an;
3. multiplier et diffuser des semences de haute qualité industrielle;
4. vulgariser les techniques aptes à accroître la productivité;
5. valoriser les produits obtenus par le système de la coopérative de commercialisation qui doit assurer le conditionnement modernisé des récoltes, l'organisation de réseaux d'achat, la création et la gestion d'un réseau d'usines d'extraction.

La réalisation du 1er programme permettra de produire en trois ans 250 tonnes d'amandes. Simultanément, une action sera entreprise en vue de la vulgarisation de l'emploi d'un outillage et d'un petit matériel adapté à la culture pour l'amélioration des techniques culturelles traditionnelles, de la propagande, de l'animation et de l'encadrement rural.

Lorsque la culture de l'arachide aura atteint un degré suffisant d'intensification et d'extension dans la zone choisie pour le démarrage du programme, une procédure identique sera entreprise dans une nouvelle zone.

4. Bananes

En 1962, année de la plus forte production depuis 1959, les plantations de bananiers s'étendaient sur plus de 147.000 hectares dispersés sur tout le territoire. Elles produisaient près d'un million et demi de tonnes de bananes - tonnage qui s'est quelque peu réduit depuis - soit outre la chair de la banane un potentiel disponible de plus de 5.000 tonnes de fibres de bananes par an. Une infime partie de ces fibres, seulement, utilisée dans la fabrication de tapis et dans le tressage de cordelettes, alors qu'elles pourraient servir également à la fabrication des sacs pour le café et la cassitérite, dont les besoins annuels vont de 300.000 à 400.000 sacs, soit 300 à 400 tonnes de fibres. Jusqu'ici, les bananes sont essentiellement consommées sous forme de bière, appelée "Pombey". Elles pourraient, cependant, constituer la matière première de nombreux autres produits, : jus de bananes, vin de bananes, vinaigre, eau de vie...

5. Riz

Actuellement, les besoins en riz du Rwanda s'élèvent à 3.000 tonnes environ, volume entièrement importé, le pays n'ayant encore qu'une production rizicole au stade expérimental. Celle-ci est une réalisation de l'aide technique du gouvernement de Taïwan et est l'oeuvre d'agronomes chinois aux environs de Kigali.

D'après les essais effectués en 1959/1960 et en 1964 dans la vallée de la Nyabarongo, la culture du riz en rizières à plan d'eau réglable serait une opération techniquement réalisable au Rwanda.

De plus, le problème de l'implantation de la riziculture dans les vallées, les grands et les petits marais, est inscrit au programme de la préparation des projets de mise en valeur à la fois de la Nyabarongo et des marais. La vallée de la Nyabarongo seule pourrait offrir 2.600 hectares de terres favorables à la culture du riz. Ces terres donneraient dans 10 ans une production approximative de 4.700 tonnes de riz, annuellement, correspondant au niveau de la consommation prévu dans une décennie au Rwanda, c'est-à-dire entre 4.500 et 5.000 tonnes.

B. Ressources agricoles du Burundi

Au Burundi comme au Rwanda, la principale activité est l'agriculture qui comprend et les cultures industrielles destinées essentiellement à l'exportation, et les cultures vivrières assurant l'alimentation de la population.

a. Cultures industrielles

Parmi les cultures industrielles d'exportation du Burundi, deux surtout sont primordiales par l'importance de leur contribution dans les recettes totales en devises du pays. Il s'agit de la caféiculture et de la culture du coton qui, ensemble, représentent près de 90 %. Le tableau suivant montre clairement l'évolution du pourcentage d'intervention de ces deux cultures dans les recettes du pays. (a)

Tableau 121.j

Année	Contribution en % des exportations totales dans les recettes de la balance des paiements	Contribution en % des exportations :			Importance relative en % du coton par rapport au café.
		de coton	de café	de l'ensemble café + coton	
1962	93,5	3,5	67,7	71,2	5,17
1963	49,4	5,1	28,0	33,1	18,32
1964	80,5	4,7	73,3	78,0	4,33
1965	69,0	6,9	55,0	61,9	12,63

(a) Chiffres extraits du Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n° 8, février 1966.

1. Café

C'est surtout le caféier Arabica qu'on cultive au Burundi, et très accessoirement le caféier Robusta qui ne se rencontre que sur les bords du lac Tanganyika et dans la plaine de la Ruzizi. La production de café Robusta représente environ 5 % de la production totale de café, qui se chiffrait comme suit au cours des dernières années (en tonnes) :

Tableau 121.k

Arabica + Robusta	moyenne (a) 1950-1959	1962	1963	1964	1965
Café marchand	16.000	13.000	8.900	17.500	13.500

Pour 1966, on prévoit une production de 11.000 à 13.000 tonnes de café marchand.

Les ressources en devises représentées par les exportations de café atteignent environ 50 % des recettes totales du pays, pourcentage qui montre bien l'importance de cette production dans la vie économique du Burundi. Il faut donc inciter les producteurs à mieux soigner et à étendre leurs plantations qui, non seulement sont d'une importance primordiale dans la conjoncture actuelle du pays, mais pourraient sans modification profonde de des structures produire 20 à 25.000 tonnes de café par an. Un meilleur encadrement des planteurs par la création de paysannats caféicoles, la restauration de certaines plantations et la continuation des recherches entreprises, la spécialisation des terrains et la création de coopératives faciliteraient grandement dans les années à venir la réalisation de cet objectif de production.

2. Coton

Après le café, le coton occupe la deuxième place dans les cultures industrielles du Burundi. La culture du coton se pratique exclusivement dans les régions de l'Imbo et du Mosso. L'Imbo comprend la plaine de la Ruzizi dont la superficie à vocation cotonnière va de 25 à 30.000 hectares et la plaine du lac Tanganyika, qui compte de 2 à 3.000 hectares favorables à la cultures du coton,

(a) On ne possède pas de chiffres de la production de café au Burundi seul, pour les années 1960 et 1961.

soit une superficie totale à vocation coton de 27 à 33.000 hectares.

Les emblavures coton sont situées soit dans les différents paysannats, où chaque planteur cultive annuellement 80 ares, soit dans les blocs hors paysannats, dans lesquels il dispose alors de 40 ares de plantations. Toutes les emblavures coton appartiennent à des autochtones encadrés par le personnel du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales, provinciales et communales. De plus, les recherches et études agronomiques telles que la sélection, la production de semences pures, les essais et l'introduction de nouvelles variétés, les essais de lutte préventive et curative contre les déprédateurs, sont effectués par l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi.

La saison culturale débute vers le 1er novembre et se termine avec la récolte, le séchage et le triage du coton-graines.

Le tableau 121.1 montre quelle a été l'évolution de la production coton-graines, et coton-fibres au Burundi et au Rwanda pour les années culturales 1953-1954 à 1964-1965, étant entendu que le Rwanda n'intervient qu'approximativement pour 250 à 350 tonnes de coton-graines par an.

On le voit, la culture de coton rencontre la faveur des planteurs puisque le nombre de ces derniers ne cesse de croître. On comptait en effet 19.088 familles réparties sur 10.650 hectares au cours de la saison 1964-1965 contre 17.633 sur 8.930 hectares la saison précédente.

Disons enfin, qu'à l'égrénage, trois kilos de coton-graines donnent en moyenne un kilo de coton-fibres, et que l'huile de coton est extraite des graines de coton laissant les tourteaux comme résidus.

En ce qui concerne l'objectif à atteindre dans le domaine de la culture cotonnière, l'Institut des Sciences Agronomiques au Burundi avance le chiffre de 15.000 tonnes de coton-graines à produire dans les toutes prochaines années, qui passerait plus tard à 20.000 tonnes. Il s'agit donc de restaurer au maximum la culture cotonnière, et de porter avant tout les efforts sur les travaux de protection et de sélection, sur la création d'une station de recherches et sur les possibilités de mécaniser le travail agricole.

Tableau 121.3

Production coton-graines et coton-fibres pour les années :
1953-1954 à 1964-1965.

COTON - GRAINES				COTON - FIBRES		
Année cultu- rale	Production kilos			Super- ficies embla- vées Ha	Production kilos	
	Blanc	Jaune	Total		Blanc	Jaune
1953-54	5.641.000	1.586.000	7.227.000	-	1.904.000	532.444
1954-55	5.561.000	1.723.000	7.284.000	-	1.893.928	602.740
1955-56	3.903.000	1.282.000	5.135.000	-	1.331.196	432.764
1956-57	4.467.000	1.554.000	6.000.000	-	1.661.218	548.926
1957-58	4.812.699	1.172.759	5.985.458	7.039	1.622.604	393.704
1958-59	8.101.541	2.183.664	10.285.205	8.441	2.726.244	730.570
1959-60	7.963.816	1.518.956	9.482.792	10.092	2.525.828	531.940
1960-61	7.867.997	1.599.655	9.467.652	12.148	2.704.563	506.434
1961-62	4.083.156	848.090	4.931.246	7.649	1.449.862	289.850
1962-63	3.702.478	1.305.748	5.008.226	9.870	1.270.667	424.118
1963-64	5.562.177	1.213.760	6.775.937	8.930	1.929.832	426.037
1964-65	5.090.867	1.016.312	6.107.179	10.650	1.870.828	363.986

Source : Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n° 10,
mai 1966, pp. 16 et 17.

3. Ricin

Le ricin ne fait pas à proprement parler l'objet d'une culture au Burundi; c'est un produit de cueillette. Les plants dispersés sur tout le territoire couvrent une superficie totale d'environ 8.350 hectares. En 1964, le tonnage vendu a atteint 1.563 tonnes (a), les cultivateurs ayant été encouragés par le prix avantageux (6 frs le kg) que leur offraient les commerçants arabes, les seuls qui soient intéressés par le ricin.

Il est difficile de connaître la quantité exacte de ricin produite et commercialisée chaque année. Le seul chiffre que l'on possède pour 1965 est celui des exportations de graines de ricin : elles s'élèvent à 167 tonnes.

Bien que le ricin ait aujourd'hui des débouchés importants dans l'industrie chimique (résines, textiles artificiels), il ne semble pas qu'il faille espérer son développement au Burundi, du fait surtout de l'handicap du transport de la graine ou de l'huile jusqu'à la mer. Seul, un accroissement suffisant de la production permettrait d'envisager l'installation d'une usine d'extraction, et il faudrait alors spécialiser certaines régions - comme le Mosso par exemple - à faire du ricin plus qu'une culture de case et un produit de cueillette.

4. Palmier à huile

La culture du palmier à huile se localise sur les bords du lac Tanganyika, où elle trouve les conditions voulues : pluviosité annuelle de 1.500 mm bien répartie toute l'année et température moyenne de 20° C.

La production d'huile de palme s'élevait à 1.116 tonnes en 1959, tandis que 165 tonnes de noix palmistes étaient commercialisées vu la superficie totale des palmeraies à l'époque, le rendement de 450 à 650 kilos d'huile de palme à l'hectare, en comptant cent palmiers à l'hectare, était déjà très faible. Actuellement, on ne trouve même plus la trace de cette production dans les statistiques. Il s'agit donc de développer cette culture dans les

(a) D'après le rapport annuel 1964 du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Bujumbura, avril 1965.

zones écologiques où elle est possible et de procéder aux études et essais cultureux nécessaires dans les régions qui ont été retenues comme favorables à cette culture (principalement l'Imbo-Sud).

5. Tabac

Cette culture existe déjà un peu partout dans le pays sous forme de plantations familiales pour l'autoconsommation. Depuis 1963, cependant, des parcelles d'acclimatation en vue d'une culture semi-industrielle ont fait l'objet d'essais et deux variétés de tabac ont ainsi été retenues. En 1964, le Burundi avait produit 712 tonnes de l'unique variété Ikirambi, préférée jusqu'alors pour son rendement, sur une superficie totale de 895 hectares et grâce au travail de 226.120 planteurs. En 1965, 10 hectares nouveaux ont été plantés pour la culture du type industriel et ont fourni 10 tonnes de feuilles séchées destinées à l'étranger. 20 autres hectares (10 pour des essais, 10 pour la culture industrielle) seront utilisés en 1966 et un projet a été présenté en vue d'une extension à 150 hectares. L'objectif à atteindre est de saturer le marché local, puis de produire pour l'exportation vers les usines du Congo-Kinshasa, avant d'envisager plus tard une production de cigarettes dans la Région des Lacs. Il sera donc indispensable de poursuivre, parallèlement au développement de la culture du tabac dans toutes les régions susceptibles de s'y prêter (Mosso-Bugesera-Busoni ...), les études concernant les variétés de tabac adaptées pour l'industrie de la cigarette.

6. Quinquina

D'après le rapport annuel du Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour 1964, l'exploitation du quinquina est loin d'être rentable, compte tenu de la teneur des écorces de quinquina en sulfate de quinine (4 %), du travail, des frais d'expédition et du prix payé au kilo au producteur. D'après une étude faite sur le quinquina de Muramvya, et toujours selon le même rapport, on y faisait après transformation une perte égale au prix offert par kilo de matière. En 1964, la superficie consacrée à cette culture n'atteignait plus 100 hectares.

7. Thé

Dans le cadre du développement et de la diversification économique du pays, une grande importance a été attribuée à l'implantation de la culture du thé et à son extension dans les zones d'altitude supérieure convenant particulièrement bien pour cette activité. Une étude d'ensemble menée durant les années 1961-1962 ainsi qu'un réseau de parcelles de comportement installé en même temps ont démontré que la culture du thé pouvait devenir la deuxième culture d'exportation du Burundi avec une production d'au moins 4 à 5.000 tonnes de thé marchand dans les années 1975-80.

Comme la théiculture est chose possible et rentable au Burundi, elle bénéficie pour son implantation d'un important financement du Fonds Européen de Développement de la Communauté Economique Européenne. Deux projets de théiculture de 500 ha (Bugarama et Rwegura) sont déjà en cours d'exécution depuis 1963 et leur réalisation a été confiée par le Gouvernement du Burundi et la C.E.E. à une Association formée de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) et de la Société H.G.TH. CRONE N.V. d'Amsterdam spécialisée en technologie. Deux autres projets de même importance, 500 ha chacun au moins (Tora et Buhoro) ont aussi été étudiés et présentés au financement; l'un commencera ses réalisations au début 1966, l'autre verra débuter en fin 1966 ou début 1967 des travaux hydrauliques qui sont actuellement en cours d'études. Cette première réalisation de quatre fois 500 ha (2.000 ha) épuise les possibilités d'implantation sur terrains libres de droits privatifs.

Les extensions ultérieures, soit environ 3.000 ha, sont possibles autour de 4 premiers projets sous la forme de culture familiale, dans laquelle les paysans établis au voisinage des blocs pourront pratiquer cette culture et profiter de l'infrastructure établie (usines). De cette façon, le potentiel théicole du Burundi se situe aux environs de 5.000 ha dans une première phase d'implantation.

Le thé que le Burundi se propose de produire, étant cultivé dans des zones de haute altitude (2.000 à 2.200 m), on peut escompter obtenir un produit de haute qualité pour lequel la saturation du marché n'est pas à craindre dans un proche avenir.

Ajoutons encore que la culture du thé est prévue dans des régions dépourvues de toute culture industrielle et qu'elle ne concurrence aucune culture déjà établie. Elle apportera donc ainsi des ressources substantielles, bien réparties durant l'année, aux paysans qui la pratiqueront, tout en diversifiant l'économie du pays.

Le tableau suivant résume parfaitement la situation actuelle et future de la théiculture au Burundi.

Tableau 121.m

Production théorique de thé prévue de 1965 à 1979

Projets	1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972	
	Pl(a)	Pr (b)	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr
Bugarama	150	-	250	-	400	12	500	57	500	129	500	215	500	285	500	340
Rwegura	-	-	150	-	300	-	400	-	500	375	500	97.5	500	175	500	275
Tora	-	-	-	-	150	-	300	-	400	-	500	37.5	500	97.5	500	175
Buhoro	-	-	-	-	-	-	150	-	300	-	400	-	500	37.5	500	97.5
TOTAUX :																
Ha plantation	150	-	400	-	850	-	1.450	-	1.700	-	1.900	-	2.000	-	2.000	-
Production tonnes	-	-	-	-	12	57	166.5	350	595	887,5						
(a) Pl.= Plantation réalisée. (b) Pr.= Production en tonnes.																

Projets	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979	
	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr	Pl	Pr
Bugarama	500	387	500	427	500	447	500	457	500	500	500	500	500	500
Rwegura	500	355	500	428	500	470	500	490	500	500	500	500	500	500
Tora	500	275	500	385	500	425	500	470	500	490	500	500	500	500
Buhoro	500	175	500	275	500	355	500	425	500	470	500	490	500	500
Totaux :														
Ha Planta- tion	2.000	-	2.000	-	2.000	-	2.000	-	2.000	-	2.000	-	2.000	-
Production tonnes		1.192		1.482		1.697		1.842		1960		1990		2.000

b. Cultures vivrières

Outre les cultures industrielles citées précédemment, la production de denrées alimentaires traditionnelles fait également partie de l'activité économique de la population autochtone. Chaque famille subvient généralement à ses besoins et cultive pour son propre compte des produits bien déterminés dont le manioc, la patate douce et la banane sont les principaux. En 1964, ils ont représenté, en effet, comme il est possible de s'en rendre compte à l'examen des chiffres suivants, près de 90 % de la production vivrière totale.

Tableau 121.n

Cultures	1964	
	Estimation des superficies (milliers ha) (a)	Estimation de la production (milliers tonnes) (a)
- Céréales		
Froment	12,9	6,4
Maïs	179,3	109,2
Riz (paddy)	1,03	3,1
Eleusine	69,0	20,6
Sorgho	107,8	71,2
- Tubercules		
Pommes de terre	9,3	93,6
Patates douces	89,7	896,7
Manioc	75,2	1.491,3
Autres tubercules	27,7	253,9
- Oléagineux		
Arachides (coques)	6,3	4,0
- Fruits	169,4	3.791,8
Bananes		
- Autres cultures		
Haricots	180,8	114,3
Pois	81,5	34,6

(a) D'après le rapport annuel de 1964 de la Direction Générale de l'agriculture.

La commercialisation de ces produits est faible : la part de la production soustraite à l'autoconsommation ne dépasserait pas 10 %.

La banane occupe de loin la première place dans la production vivrière, et constitue aux yeux de la population autochtone l'un des produits les plus utiles. Les deux tiers de la production environ sont directement destinés à la fabrication de bières locales. Le bananier se rencontre généralement près des huttes familiales ou sur les flancs des collines. Les rendements, peuvent atteindre 10.000 kilos à l'hectare.

La patate douce se cultive a peu près partout, à l'exception des régions de très haute altitude. Le rendement moyen est de 7.500 kilos à l'hectare.

Quant au manioc, il est cultivé sur l'ensemble du territoire, son rendement moyen à l'hectare est de 15.000 kilos et sa culture présente l'avantage de ne pas dépendre des saisons.

Le haricot fournit en partie les protéines indispensables à une alimentation équilibrée et ses récoltes s'échelonnent sur toute l'année.

Le sorgho sert principalement à la fabrication de bières locales, tandis que l'arachide et le froment sont encore des cultures peu développées jusqu'ici au Burundi et qu'il conviendrait d'encourager, vu leur valeur alimentaire.

Le riz enfin, est une culture en expansion, qui aura à jouer un rôle important pour assurer dans l'avenir l'équilibre alimentaire des Burundi.

Jusqu'en 1953, la culture du riz était exclusivement pratiquée dans les plaines bordant le lac Tanganyika qui, mal irriguées, donnaient des récoltes plus ou moins abondantes selon l'importance et la régularité des pluies.

Les premières rizières furent aménagées dès la fin de 1953 dans la plaine de la Ruzizi et la région du Mosso. Depuis cette année, les superficies consacrées à la riziculture n'ont cessé de s'accroître, comme en témoigne le tableau 121.0 (a).

(a) Rapport du Ministère de l'Agriculture du Burundi.

Tableau 121.o
Culture du paddy depuis 1954.

Années	Nombre de planteurs	Surface irriguée (Ha)	Superficie emblavée (Ha)
1954-1955	199	204	153
1955-1956	236	241	190
1956-1957	389	548	366
1957-1958	581	813	538
1958-1959	635	968	595
1959-1960	817	1.460	703
1960-1961	807	1.500	829
1961-1962	-	crues exceptionnelles	-
1962-1963	953	1.500	960
1963-1964	1.120	1.500	1.200

Bien qu'il soit certain que la demande de riz ne cesse de croître au Burundi, ces dernières années, il est difficile de connaître avec précision son évolution. En effet, jusqu'en mai 1964, les statistiques douanières étaient communes au Rwanda et au Burundi, et en évaluant la part du Burundi à 60 % des importations totales, on ne peut obtenir qu'une estimation. De plus, dans les importations, il convient de distinguer d'une part, le riz destiné à la consommation et d'autre part, les brisures de riz utilisées pour la fabrication de la bière industrielle. Ces réserves étant faites, on peut estimer que le volume du riz consommé au Burundi ces dernières années, a évolué comme suit: (a)

Tableau 121.p

En tonnes de riz marchand	1962	1963	1964	1965 (estimation)
Production nationale	1.100	3.000	3.105	3.250
Importations de riz destiné à la consommation	2.590	271	762	900
Sous-total	3.690	3.271	3.867	4.150
Brisures de riz pour la brasserie	480	420	500	500
TOTAL	4.170	3.691	4.367	4.650

(a) Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n° 6, août 1965, p. 9.

On le voit, le développement de la production de riz permettrait de réduire progressivement les importations de riz alimentaire et de riz de brasserie, qui représentent pour le pays des dépenses en devises non négligeables (28 millions de F.Bu pour 1965). Le projet Imbo proposé par l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi envisage l'aménagement progressif, en 5 ans, d'une superficie de 5.000 hectares sur lesquels seraient plantés du riz en cultures irriguées, du coton et des palmiers à huile en association avec une polyculture vivrière et des pâturages.

C. Ressources agricoles du Kivu

a. Cultures industrielles (a)

Jusqu'à l'indépendance congolaise, la province du Kivu venait en bonne place dans la plupart des productions agricoles du pays. Les efforts réalisés dans ce domaine au cours des années cinquante commençaient, en effet, à porter leurs fruits, et l'agriculture du Kivu connaissait déjà une prospérité appelée à s'accroître d'année en année. L'accession du pays à l'indépendance et les troubles répétés, qui ont affecté la région, ont remis à un avenir assez lointain son plein développement agricole.

Dans les conditions présentes, il est impossible, non seulement de prévoir quand le Kivu retrouvera sa situation économique de 1959, mais également de connaître l'état réel de ses diverses activités agricoles, les statistiques et renseignements valables faisant encore totalement défaut. On se contentera donc de voir quelle était la situation de l'agriculture de la province juste avant les événements politiques des années 1960 à 1964, qui ont perturbé toute l'organisation économique établie.

Comme au Rwanda et au Burundi, le coton et le café représentaient les deux plus importants produits d'exportation du Kivu, tant selon les tonnages atteints que selon les superficies occupées et le nombre de personnes employées par ces cultures.

La culture du coton, uniquement assurée par des planteurs autochtones, donnait une production entièrement commercia-

(a) Tous les chiffres repris ici sont extraits, soit de "La Situation Economique au Congo-belge au Ruanda-Urundi en 1959, pp. 33-48, soit du Rapport annuel de 1959, du Service Provincial de l'agriculture au Kivu.

lisée.

Tableau 121.q

Superficies cultivées et productions de coton-graines.

	Superficies emblavées (ha)		Productions (tonnes)	
	1958	1959	1958	1959
Nord Kivu	263	877	172	575
Sud Kivu	13.441	15.796	11.248	17.618
Maniema	21.101	24.063	13.407	14.323
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Kivu	34.805	40.736	24.827	32.516
Congo	339.556	368.404	142.578	79.660
Rendement à l'hectare			713 kgs	789 kgs

Deux espèces de caféiers sont cultivées au Kivu : le Robusta et l'Arabica. La majeure partie des plantations étaient aux mains des Européens, ainsi que le révèle le tableau 121.s.

Si la culture du café au Kivu ne connaît plus, aujourd'hui, l'importance qu'elle avait en 1959, elle se poursuit cependant toujours, ce qui laisse supposer qu'elle retrouverait son rythme d'expansion d'avant l'indépendance si la situation redevenait normale dans la région.

Dès 1957, la culture de la canne à sucre avait pris un bon départ dans l'Est du Congo. La Sucrerie et Raffinerie de l'Afrique centrale (SUCRAF), créée en 1956, disposait en effet dans la basse vallée de la Ruzizi d'une concession de 8.500 ha situées en un bloc d'un seul tenant au Kivu (6.900 ha) et au Burundi (1.600 ha). Elle disposait en plus d'un droit de choix sur une superficie de 2.500 hectares. A l'époque, on prévoyait que la superficie récoltée annuellement dès 1961, s'établirait aux environs de 2.000 hectares. En réalité, les plantations ont débuté en 1957 et fin 1958, elles atteignaient déjà 800 hectares.

En 1959, la superficie plantée était de 1.100 hectares dont 400 hectares avaient déjà donné une production de 3.000 tonnes de sucre en 1958. Malheureusement, les événements qui ont suivi l'indépendance, et la rébellion de 1964, ont marqué un temps d'arrêt dans l'extension de cette culture. Depuis lors, la firme a repris ses plantations de cannes. En 1965, la SUCRAF a produit 11.061 tonnes de sucre. Il existe pour cette culture un potentiel

considérable de production et de grandes possibilités d'extension de la superficie cultivée, mais pour développer l'exploitation de la canne à sucre, il est indispensable de promouvoir la culture en milieu rural par l'installation de nouveaux paysannats avec tout ce que comporte une telle organisation agricole.

La culture du théier trouve au Kivu les conditions idéales pour son développement. Le rapport annuel 1959 du Service Provincial de l'Agriculture, pour la province du Kivu, avance les chiffres suivants concernant la théiculture :

Tableau 121.r

	1958	1959
Superficies des plantations en rapport (ha)	3.557	4.726
Production de thé sec (tonnes)	2.521	3.545
Rendement kg/ha	712	771

Cette culture était donc en pleine expansion au Kivu, dans le Nord principalement, et malgré les difficultés connues dans la région après l'indépendance, elle présentait encore en 1962 un développement continu. Il a néanmoins fallu limiter la cueillette des feuilles par suite d'un manque de personnel compétent dans les usines de pièces de rechange pour le matériel employé, d'une désorganisation dans les apports de feuilles et de bois de chauffe, et enfin, à cause du mauvais état des routes. Mais une action axée dans les années à venir sur la multiplication des petites plantations autochtones, pourrait donner un nouveau départ à la théiculture au Kivu. Certains estiment à 15.000 tonnes de thé sec par an le potentiel de production de la région; chiffre avancé sous toutes réserves, mais qui semble plausible vu les possibilités d'extension des plantations qui existent dans la province.

La province du Kivu produirait également des quantités importantes de pyrèthre, de quinquina et d'essences de parfum (citronelle, vétiver, lemongrass, géranium rosat) dont la plus grande partie était fournie par les plantations des expatriés.

b. Cultures vivrières

Les productions vivrières du Kivu sont fort diversifiées. Avant l'indépendance, en plus des cultures africaines traditionnelles (bananes, maïs, manioc, patates douces), il existait des spéculations commercialisées qui soit contribuaient à diversifier et à enrichir la consommation alimentaire africaine (riz, arachides) soit approvisionnaient l'industrie ou la consommation européenne (orge, froment, légumes, fruits). La gamme des productions vivrières du Kivu est potentiellement une des plus étendues d'Afrique centrale, et les conditions climatologiques et écologiques se prêtent fort bien à l'intensification de productions agricoles destinées aux industries alimentaires (conserves et jus de fruits et légumes).

Les tableaux suivants résument l'ensemble des productions agricoles du Kivu-Maniema en 1958-1959 suivant leur origine : secteur européen ou secteur africain.

Tableau 121.s

1. Production européenne (a)						
vivrière (en tonnes)			non vivrière (en tonnes)			
Produits	1958	1959	Produits	1957	1958	1959
Orge	-	20	Café arabica (marchand)	6.375	7.094	8.299
Manioc (cassettes)	110	115	Café Robusta (marchand)	3.339	4.114	6.668
Bananes	1.140	680	Thé usiné	1.995	2.521	3.545
Maïs	38	83	Caoutchouc	25	16	38
Arachides décor-tiquées	1	-	Quinquina (écor-cés)	1.324	3.400	2.985
Riz paddy	2	-	Papaïne	65	103	140
Pois et haricots	8	20	Pyrèthre (fleurs séchés)	861	831	771
Pommes de terre	45	101				
Oignons et légu-mes	662	575				
Fruits	185	39				
Totaux	2.191	1.633	Totaux	13.982	18.079	22.446

(a) Service des Affaires Economiques de la Province du Kivu, "Rapport annuel 1959", avril 1960, p. IX - 31.

2. Production des Congolais (a)

A. Vivrière (en tonnes)

Produits	Production totale		Production commercia- lisée	
	1958	1959	1958	1959
Arachides en cosses	12.524	11.454	4.956	5.650
Bananes fraîches	596.298	335.994	145.542	136.334
Bananes (cossettes et farine)	-	53.091	-	2.252
Maïs en grains	18.296	21.483	3.152	3.642
Manioc (en cossettes)	174.718	143.923	42.729	35.757
Pois et haricots	40.008	46.260	13.586	15.144
Riz paddy	49.500	50.497	32.354	37.244
Froment	2.159	1.894	560	283
Légumes et oignons	8.643	8.163	6.795	6.252
Pommes de terre	11.560	9.176	7.229	4.861
Fruits	132	-	67	-
Patates douces	173.650	171.495	10.030	19.106
Colocase	990	866	56	57
Millet	435	450	43	10
Orge	840	345	650	283
Sorgho	420	2.970	150	644
Soja	130	-	120	-
Total	1.090.263	858.001	268.011	267.519
Total 1956	1.078.060		174.485	
Total 1957	913.949		283.034	

B. Non vivrière (en tonnes)

Produits	1957	1958	1959
Coton-graines	23.184	24.828	32.516
Huile de palme	2.000	1.200	1.200
Palmistes	2.528	2.000	2.000
Fruits de palme	2.805	3.897	NC (b)
Thé vert	-	9	131
Café Arabica parche	675	1.233	1.567
Café Robusta (baies sèches)	282	568	485
Lemongrass (matière verte)	3.516	4.237	2.000
Fibres	10	5	5
Pyrèthre (fleurs fraîches)	228	236	500
Tabac	70	137	135
Totaux	35.298	38.350	40.539

(a) Services des Affaires Economiques de la Province du Kivu, Rapport annuel 1959, avril 1960, pp. IX-6, IX-23.

(b) La production de fruits de palme serait comprise entre 2.200 tonnes et 4.000 tonnes.

D. Ressources forestières

En 1959, 155.000 hectares seulement du territoire du Ruanda-Urundi étaient recouverts de forêts, soit un taux de boisement très bas de 3 %, savanes xérophiles exclues. En fait, à part le massif de Kigweva et les bambous du Mosso, on ne trouvait déjà plus guère de traces de forêts en-dessous de 2.000 mètres et parmi les forêts d'altitude, il ne subsistait que celles de la Crête du Congo-Nil ou forêt de la Kibira, du Massif des Volcans, de l'île Wahu et du massif du Bururi, toutes constituées en réserves et dans lesquelles seuls les autochtones peuvent continuer à exercer leur droit coutumier de coupe de bois destiné à leur usage personnel. Aucune exploitation industrielle ne pouvait être envisagée et la quasi totalité des bois d'oeuvre utilisés au Ruanda-Urundi était fournie par le Congo.

Quant à la savane boisée, elle ne pouvait qu'approvisionner la population locale en bois de chauffage.

a. Ressources du Rwanda

Actuellement, le Rwanda compte 50.000 hectares de forêt primaire, 25.000 hectares d'eucalyptus et 1.000 hectares de cyprès, pins et grévilles, ayant respectivement un rendement moyen exploitable de 10 m³, 200 m³ et 400 m³ de grumes par hectare. Sur la base d'un programme de reboisement, des plantations de bois sont encouragées et développées dans l'ensemble du pays.

b. Ressources du Burundi

Au Burundi, les forêts plantées couvrent 22.500 hectares dont la presque totalité appartient aux communes. Jusqu'ici, les nouvelles plantations ont été très faibles chaque année. Toutefois, dans le cadre du développement de la théiculture, il est prévu 150 hectares de boisement par bloc de 500 hectares de thé. En outre, les services spécialisés projettent d'étendre la forêt dans le Sud-ouest du pays (Bururi) afin d'y établir une réserve de bois de qualité, produit qui fait toujours défaut au Burundi et doit encore être importé en totalité du Congo. Ces services ont également à s'opposer à l'installation clandestine de cultivateurs dans la forêt de la crête Congo-Nil, occupation qui risquerait de détruire les quelques réserves forestières qui ont été constituées.

c. Ressources du Kivu

Les exploitations forestières traversaient une période particulièrement pénible, juste avant l'indépendance. En effet, à côté du rétrécissement du marché intérieur, de la chute des prix, de la concurrence sur les marchés extérieurs du bois du Kasai, de l'Angola et des ex-territoires français de la côte ouest de l'Afrique, les exploitations forestières du Kivu souffraient de tarifs de transport à l'exportation qui les défavorisaient tout particulièrement vis à vis de la concurrence.

Le production forestière du Kivu par rapport à celle du Congo s'établissait comme suit :

Tableau 121. t

Nature des produits	Kivu		Congo	
	1958	1959	1958	1959
<u>Bois en grumes (m3)</u>				
Volume total abattu	145.004	136.540	789.433	702.813
<u>Bois débités (m3)</u>				
Production totale	71.590	61.300	316.470	262.484
Volume exporté	2.269	1.565	55.745	67.025
Consommation locale	69.321	59.735	260.725	195.459
<u>Bois de chauffage (St)</u>	319.285	427.239	2.673.53	2.039.166
<u>Bois de mines (m3)</u>	918.447	1.110.785	2.045.005	1.348.545

122.- Ressources animalesA. L'élevagea. Au Burundi et au Rwanda

L'existence d'un cheptel de gros bétail au Rwanda et au Burundi est moins le résultat d'une préoccupation économique initiale que celui d'un système politique féodal. Néanmoins, l'élevage joue un rôle assez considérable dans l'économie interne de ces territoires et la vente de gros et de petit bétail fait l'objet d'un commerce inter-

régional très important.

L'alimentation de ce bétail est constituée pour la quasi totalité par l'herbe des pâturages naturels et des haies antiérosives, et l'abreuvement se fait la plupart du temps aux rivières et ruisseaux relativement nombreux dans ces régions. La superficie réellement occupée par les pâturages permanents devrait se situer entre 1.515.000 et 1.730.000 hectares, en 1959, selon les estimations des différents rapports sur la question; elle ne s'est pas sensiblement modifiée depuis lors. Les terres réservées aux pâturages sont généralement les moins bonnes - les meilleures étant affectées aux cultures - et sont souvent en pente. Il se pose dès lors le grave problème de la dégradation du sol due à l'érosion, aggravé encore par la surpâturage et le piétinement des animaux autour des points d'abreuvement naturel et le long des pistes à bétail menant des pâturages aux abreuvoirs. Il va sans dire que, malgré les efforts déjà réalisés dans le domaine de l'élevage dans ces pays, il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne la sélection et l'amélioration du bétail, ainsi qu'une meilleure qualité des pâturages, les possesseurs de bétail n'ayant qu'une compétence très limitée en la matière.

Tableau 122.a

Estimation du nombre de têtes de bétail au Rwanda depuis 1959.

Effectifs	1959 (a)	1962 (b)	1963 (c)
Bovins	564.185	443.900	472.624
Caprins	983.272	1.000.000	974.341
Ovins	295.807	300.000	303.818
Porcins	49.901	60.000	68.961

(a) Ministère des affaires africaines, "La situation économique du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1959", 1960, p. 56.

(b) Chiffres communiqués par le Service de l'agriculture rwandais.

(c) Chiffres communiqués par la Direction Générale de l'Elevage.

Pour le Burundi, les chiffres sont les suivants :

Tableau 122.b

Effectifs	1959 (a)	1964 (b)	1965 (b)
Bovins	467.488	462.332	464.000
Caprins	777.282	358.878	394.000
Ovins	295.185	140.739	160.000
Porcins	4.064	3.940	7.600

Comme on peut le remarquer, le nombre de gros bétail à tendance à se stabiliser. Quant au petit bétail, il continue de progresser, particulièrement les ovins et les porcins dont la demande en boucherie ne cesse de se développer. Pour les bovins, le rendement en viande, qui est généralement de 40 à 45 %, peut cependant aller jusqu'à 50 %. Les porcins sont malheureusement infestés de cysticerose en quasi-totalité (90 %), bien que dans l'ensemble, la production ait bon aspect; leur rendement en viande atteint 70 %. Quant aux ovins, la race rencontrée est bien conformée et parfaitement adaptée au pays; leur rendement dépasse 55 %. Les caprins, enfin, donnent un bon rendement en viande pouvant atteindre et même dépasser 55 %.

Quant à la production laitière, elle est relativement faible. En effet, les vaches ne donnent en moyenne que 300 litres de lait par an, lorsqu'elles ont un veau, et comme elles ne donnent généralement qu'un veau tous les deux ans, leur rendement doit être divisé par deux et n'atteint donc plus que 150 litres annuellement. En 1959, la production totale de lait pour les deux pays, s'élevait à 65 millions de litres, dont les 9/10 étaient consommés frais ou caillés, et le reste transformé en beurre africain (samli). Les laits et ses dérivés étaient alors principalement auto-consommés par les producteurs - comme actuellement d'ailleurs -, l'industrie laitière n'ayant produit pour 1959 que 45 tonnes de beurre, 17 tonnes de fromage et un peu plus de 900.000 litres de lait pasteurisé.

(a) cfr. le (a) de la page précédente.

(b) Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, avril 1966, n° 9, 1965, p. 9

On ne possède pas de données chiffrées concernant la production laitière du Burundi durant ces dernières années, mais d'après J. de Lavallée (a), celle du Rwanda aurait été de 7 millions de litres en 1963 par moins de 50.000 vaches représentant grosso modo le dixième du cheptel actuel du pays.

Les cuirs et les peaux, enfin, sont exportés en quasi-totalité. Au cours de 1959, 74.190 peaux de bovidés et 377.888 peaux de capridés et d'ovidés ont fait l'objet d'exportation, et ce pour les deux pays. Mais la moyenne des exportations des années 1954-1959 était nettement meilleure : elle s'élevait à 134.000 peaux de bovins, 506.000 peaux de caprins et 60.000 peaux d'ovins, soit 1.092 tonnes de peaux séchées pour les deux pays.

Actuellement, le niveau des exportations semble avoir retrouvé sa moyenne. Pour le seul Rwanda, le montant des exportations pour l'année 1963 était estimé à 500 tonnes représentant 65.000 peaux de bovins et 220.000 peaux de caprins, sans compter la part non négligeable de la production exportée en contrebande. Les chiffres des peaux commercialisées (b) étaient les suivants (c) :

Tableau 122.c

	1964		1965	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
Bovins	67.000	367	70.000	384
Caprins	80.000	40	88.000	44
Ovins	54.000	38	48.000	34
Total		445		462

b. Au Kivu

Jusqu'avant l'Indépendance du Congo, l'élevage coutumier des régions pastorales traditionnelles, comme les grands élevages de type capitaliste, étaient en plein développement dans la pro-

(a) "Etudes préalables à la création et au développement de l'industrie au Rwanda", Rapport n° 7, p. 36.

(b) On ne dispose pas des chiffres pour 1963.

(c) Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, avril 1966, n° 9, p. 10.

vince du Kivu. Les troubles des dernières années, en 1964 particulièrement, ont entraîné une diminution considérable du gros bétail appartenant aux Congolais. Les élevages européens ont, eux aussi, enregistré des pertes sévères.

Les effectifs du cheptel actuel du Kivu étant inconnus, seules les dernières statistiques de 1959 peuvent fournir certaines indications.

Tableau 122.d
Effectif du cheptel en 1959 (a) (b)

Spécifications	Année	Nombre de têtes au Kivu				Nombre de têtes au Congo		
		Elev. européen.	Elev. congolais	Total	Elev. Kivu en % de l'Elev. du Congo	Elev. européen.	Elev. congolais	Total
Bovidés	1958	17.880	196.524	214.404	21,3	468.782	536.980	1.005.762
	1959	18.166	207.130	225.296	21,7	482.525	552.524	1.035.049
Suidés	1958	3.102	60.598	63.700	18,0	45.890	307.619	353.509
	1959	3.974	45.008	48.982	13,3	49.888	318.528	368.416
Ovidés	1958	893	130.147	131.040	17,7	20.464	720.254	740.718
	1959	1.038	113.504	114.542	17,9	19.900	621.156	641.056
Capridés	1958	109	312.809	312.918	16,4	3.998	1900.513	1.904.511
	1959	250	267.646	267.896	12,5	4.011	2135.425	2.139.436

On le voit, les Européens s'adonnaient surtout à l'élevage des bovidés au Kivu, alors que les autochtones s'appliquaient en premier lieu à l'élevage des capridés.

Pour toute la province, on comptait, à l'époque, 13.800 hectares de provinces et pâturages permanents, artificiels et aménagés.

(a) Ministère des affaires africaines, La situation économique du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1959, 1960, p. 51.

(b) Rapport annuel 1959 du Service Provincial de l'Agriculture, Province du Kivu, pp. 6-7, 10-14.

On ne possède pas de chiffres concernant la production en viande de l'élevage au Kivu. Quant à la production laitière, les statistiques dont on dispose remontent à 1959 (a).

Tableau 122.e

	Année	Lait (1000 litres)		Beurre (1000 kilos)		Fromage (1000 kilos)	
		Elev. européen	Elev. congolais	Elev. européen	Elev. congolais	Elev. européen	Elev. congolais
Kivu	1958	2.733	515	97.183	4.045	14.764	-
	1959	2.950	521	100.200	4.050	15.100	-
Congo	1958	9.473	2.925	485.643	10.056	130.776	-
	1959	8.047	3.157	406.287	9.850	174.145	-

Avant l'indépendance, l'élevage et ses sous-produits représentaient donc une partie fort importante de l'activité économique du Kivu. Mais depuis 1960, ces activités ont regressé sinon totalement disparu dans certaines régions.

B. La pêche

a. Au Burundi

La pêche est pratiquée au Burundi presque exclusivement dans le lac Tanganyika, dont 1.652 km² lui appartiennent, au Rwanda, dans la partie du lac Kivu qui est sous sa souveraineté ainsi que dans les lacs intérieurs.

Dans le lac Tanganyika, la pêche est soit individuelle et africaine, soit artisanale ou industrielle, et pratiquée par des sociétés européennes.

L'évolution de la production du lac Tanganyika depuis 1952, en poissons frais, se présente comme dans le tableau suivant (en tonnes).

(a) Ministère des Affaires Africaines, La situation économique du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1959, 1960, p. 51.

Tableau 122.f

Années	Pêche coutumiè- re	Pêche artisa- nale	Pêche indus- trielle	Total
1952	2.500	-	-	2.500
1954	4.000	-	100	4.100
1956	2.675	-	1.817	4.492
1958	6.675	247	2.995	9.917
1959	6.117	620	3.345	10.082
1960	4.912	328	2.881	8.121
1961	2.867	410	1.963	5.240
1962	3.934	1.021	2.195	7.150
1963	7.332	896	2.396	10.624
1964	5.478	1.479	2.598	9.555
1965	8.728	1.921	2.685	13.334

Le tonnage total de la production en 1965 a donc atteint un niveau exceptionnel. Il est la conséquence du développement constant de la demande en poissons le long du Lac et même à l'intérieur, et de l'accroissement sensible du nombre de pêcheurs. Les autorités responsables essaient d'introduire l'usage des moteurs sur pirogues pour la pêche coutumière et un projet, approuvé par la F.A.O., envisage d'équiper 30 cotamarans qui seront répartis entre divers centres de pêche artisanale.

b. Au Rwanda

Le lac Kivu, d'une superficie de 2.500 km² dont 850 km² dans sa portion rwandaise, est pauvre en poissons et, jusqu'en 1959, sa production annuelle n'a pas dépassé 1.300 tonnes, dont 500 tonnes pour le Rwanda. Actuellement, sa production qui s'est encore considérablement réduite ne serait plus que de 100 tonnes par an pour la partie rwandaise, soit un peu plus d'un kilo à l'hectare par an. La population piscicole du lac est essentiellement limitée à celle des petites rivières qui s'y jettent : tilapia nilotica surtout, clarias peu abondants, barbus de moindre qualité et quelques autres espèces d'importance négligeable.

Le Rwanda compte, en outre, plus d'une douzaine de lacs intérieurs assez régulièrement répartis sur son territoire et qui sont :

1. les lacs profonds d'altitude :
 - lac Bulera 5.280 hectares
 - lac Luhondo 2.610 " 7.890 hectares

2. les grands lacs peu profonds du plateau :

- lac Mugesera	3.925	hectares	
- lac Muhazi	3.412	"	
- lac Rwehikama	2.157	"	
- lac Rugwero (en partie)	1.868	"	
- lac Sake	1.437	"	
- lac Rwampanga	948	"	
- lac Tshohoha (en partie)	630	"	14.377 hec- tares

3. les petits lacs peu profonds du plateau :

- lac Tshohoha Nord	600		
- lac Birira	535		
- lac Iwapibali	358		
- lac Rumira	280		
- lac Milay	232		
- lac Kilimbi	230		
- lac Gaharwa	230		2.465 hec- tares
			<hr/> 24.732 hec- tares

Mais tous sont pauvres en poissons. Les lac d'altitude sont essentiellement peuplés de diverses espèces de tilapia, souvent d'introduction récente. La production du lac Bulera a été pratiquement nulle jusqu'ici, mais celle du lac Luhondo est actuellement de 40 tonnes de poissons frais par an, soit 15 kilos par hectare.

Parmi les lacs peu profonds du plateau, seuls les lacs Mugesera, Muhazi et Rugwero offrent un certain intérêt pour la pêche. Le lac Mugesera, le plus important en superficie, ne contient comme espèces économiques que le tilapia nilotica introduit en 1936 et le tilapia melanopleura introduit récemment sur une très petite échelle. Sa production annuelle se situe aux environs de 130 tonnes, soit 33 kilos par hectare. Le lac Muhazi est surtout peuplé de diverses espèces de tilapia, introduites au cours des dix dernières années. D'autres espèces pullulent, mais sont sans valeur économique. L'exploitation du lac a débuté en 1955, avec l'introduction du tilapia; elle a donné, cette année-là, 260 tonnes de poissons, soit plus de 75 kilos à l'hectare. Depuis lors, la production n'a fait que décroître pour n'être plus que de 70 tonnes par an, actuellement, soit environ 20 kilos par hectare. Le lac Rugwero, également, est peuplé

de *Tilapia nilotica*, seule espèce économique, les autres étant sans aucun intérêt. Quant à sa production, elle est indéterminée, mais sa productivité potentielle en tilapia est certainement égale, sinon supérieure à celle du lac Muhazi, soit au moins 36 tonnes par an pour la portion rwandaise du lac. Les autres lacs, enfin, ont une production globale estimée à 50 tonnes par an. Ce faible rendement s'explique du fait que le *Tilapia* n'a pas encore été introduit dans certains d'entre eux, qui restent dès lors inexploités. La production des lacs s'est considérablement réduite en quelques années, quand on sait qu'elle atteignait 2.000 tonnes en 1959 et qu'elle n'est plus que de 350 tonnes actuellement.

Tableau 122.g

Comparaison de la production piscicole totale en 1959 et en 1965

Pays	Lacs	Tonnages		Variations en %
		1959	1965	
Rwanda	Lac Kivu	500	100	
	Lacs intérieurs	2.000	350	
Total		2.550	450	- 82

A l'examen des chiffres ci-dessus, il paraît donc indispensable de mettre en valeur les lacs du Rwanda. Cette valorisation ne peut réussir que par l'introduction de nouvelles espèces de poissons adaptées aux conditions locales des eaux. Un important projet de développement de la pêche est présenté depuis février 1966 par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Rwanda. Sa réalisation améliorerait à la fois la nutrition de la population et son revenu et fournirait en outre de nouveaux emplois à bon nombre de personnes.

c. Au Kivu

Il est impossible de se faire une idée précise de la situation actuelle de la pêche dans la Province du Kivu. Jusqu'en 1960, cependant, la pêche y était relativement bien développée quoique assez inégalement répartie.

De 1953 à 1959, la production totale de la province en poissons frais, a évolué comme suit (en tonnes) (a) :

Tableau 122.h

Année	Tanganyika	Kivu	Edouard	Lualaba et rivières	Vivriers	Total
1953	2.000	250	2.836	non communiqué	NC	5.086
1954	3.200	200	3.241	600	463	7.085
1955	5.050	300	3.001	2.590	763	11.705
1956	5.050	350	3.138	2.875	845	12.228
1957	8.100	730	2.920	3.440	1.020	16.210
1958	19.190	965	4.211	8.043	NC	33.229
1959	22.548	860	5.715	8.050	NC	37.173

Pour 1959, la production du Lac Tanganyika (côté Kivu) seule, représentait plus de 60 % de la production totale de la province. Elle se répartissait de la manière suivante: (a)

Tableau 122.i

(en tonnes)	Ndagalas	Voraces	Total
Pêche coutumière	17.439	-	17.439
Pêche artisanale	614	52	666
Pêche semi-industrielle	367	19	386
Pêche industrielle	1.801 (44%)	2.256 (56 %)	4.057
Total	20.221	2.327	22.548

Le pourcentage de voraces ou planctonophages étaient donc de 10,3 % pour 89,7 % de Ndagalas, dans l'ensemble de la production du lac.

Si l'on sait que le potentiel du lac Tanganyika (côté Kivu) est estimé à 30.000 tonnes de poissons frais, il restait encore, en 1959, un développement potentiel de 8.000 tonnes.

(a) Rapport annuel 1959 du Service Provincial de l'Agriculture, Province du Kivu, Section Eaux et Forêts, Troisième partie: Pêche et Pisciculture, pp. 1-13.

Mais à cette époque, déjà, la pêche y rencontrait certaines difficultés concernant les techniques à employer, le transport et l'écoulement de la production. La pêche industrielle tout particulièrement était dans une situation précaire.

L'estimation de la production totale du lac Kivu pour 1959 s'élevait, quant à elle, à 1.360 tonnes, dont 500 tonnes environ pêchées dans les territoires de Kibuye et Ciangugu au Rwanda, soit 860 tonnes pour le Kivu, constituées de Tilapias, Barbus et Clairas. Mais le lac Kivu pourrait encore donner bien davantage le jour où se réaliserait l'introduction d'un poisson susceptible de consommer les grandes quantités de zooplancton actuellement perdues. Son potentiel de production deviendrait alors de l'ordre de 35.000 tonnes par an, ce qui en ferait un des lacs les plus poissonneux d'Afrique. De plus, l'exploitation du gaz méthane en profondeur aurait aussi une répercussion très favorable sur la production du lac, car elle enrichirait en sels nutritifs les eaux de surface et favoriserait un développement abondant du plancton.

La production du lac Edouard peut être considérée comme relativement très importante. C'est grâce à l'utilisation d'un matériel moderne de pêche et à une plus forte densité des populations ichtyologiques qu'il a été possible d'atteindre de tels chiffres.

Enfin, on peut considérer que la production des rivières, des lacs Mokotos et des biefs non dénommés s'élevait à près de 8.150 tonnes pour 1959.

Tous ces chiffres de production étaient encore susceptibles d'amélioration par l'adoption de meilleures techniques de pêche, la modernisation du matériel et une réorganisation générale du transport et de l'écoulement du poisson frais. On peut cependant considérer qu'à l'heure actuelle, on est loin de retrouver ce niveau atteint en 1959, sans pouvoir préciser davantage. A plus forte raison, faut-il renoncer à toute prévision de production pour les prochaines années, toutes autres choses restant égales.

123.- Ressources minérales

a. Au Burundi

Au Burundi, la production minière est localisée autour de Bubanza dans l'extrême Nord du pays. Elle a toujours été et reste négligeable, et les quelques minerais produits - la cassitérite surtout - n'ont qu'une très minime importance.

En 1965, seules deux petites mines ont été exploitées : la première qui limite son activité à l'achat de cassitérite à ses anciens travailleurs qui extraient pour leur compte avec un matériel vétuste laissé à leur disposition (la production a été de l'ordre de 16 tonnes); la seconde, dont l'activité remonte à quelques mois et qui exploite de la bastanassite contenant de l'europlum, minerai rare utilisé pour la télévision en couleur.- 75 tonnes de minerai ont été extraites en 1965 et on prévoit une production de 300 tonnes pour 1966.

En outre, des prospections ont été entreprises dans le Mosso particulièrement, où pourraient exister des gisements de diamants, et où deux gisements de fer ont été reconnus. Des échantillons de ce dernier sont en cours d'analyse, car si le fer lui-même n'est pas intéressant en raison de la situation géographique du pays, d'autres éléments plus rares, tels que le nickel, le cobalt etc... pourraient l'accompagner et rendre alors son exploitation rentable.

Enfin, un programme de prospection concernant le kaolin est à l'étude. Ce produit serait du plus grand intérêt immédiat, puisqu'il sert de support aux insecticides utilisés par le pays et de matière première à l'industrie de la céramique.

b. Au Rwanda

Le Rwanda connaît une plus grande activité minière que le Burundi et les minerais qui y sont exploités sont la cassitérite, la colombo-tantalite, la wolframite, l'amblygonite, le beryllium et l'or. Jusqu'ici, l'or n'a été extrait que de gisements alluvionnaires et par des méthodes rudimentaires, si bien que de 871 kilos en 1941, la production est descendue à 97 kilos en 1959 et à 2 kilos en 1964, non par épuisement des réserves, mais par manque d'organisation dans l'exploitation des gisements connus. En réalité, non seulement les alluvions exploités jusqu'alors ont

encore des teneurs rentables, mais des roches-mères encore inataquées sont repérées dans beaucoup d'endroits, ce qui laisse espérer une future augmentation de la production aurifère.

La cassitérite, minéral d'étain, constitue en valeur comme en quantité la production minière essentielle du Rwanda. Jusqu'en 1958, la cadence annuelle d'extraction était d'environ 2.000 tonnes, mais elle a décru au cours de ces dernières années; ses réserves apparentes sont estimées à 90.000 tonnes.

La columbo-tantalite, liée minéralogiquement à la cassitérite, est obtenue comme produit accessoire de l'extraction de cette dernière. La production n'a fait que décroître de 1959 à 1964 en passant de 64 à 29 tonnes.

Les gisements de wolframite se situent surtout au Nord du Rwanda, dans la région du lac Bulera. Leur exploitation se fait à ciel ouvert et la production n'a jamais dépassé 535 tonnes au cours des dernières années, étant d'ailleurs plus souvent bien inférieure à ce chiffre puisqu'elle n'atteignait que 12 tonnes en 1963.

L'extraction de l'amblygonite a commencé en 1953. Le gisement de Rongi, le seul en exploitation, se présente également sous la forme d'une carrière à ciel ouvert. Sa production est en chute constante depuis 1959.

Enfin, les minerais de beryllium sont exploités, quant à eux, depuis 1956 seulement. (voir tableau 122.j)

Outre ces produits miniers, le Rwanda dispose également d'autres produits minéraux, à savoir le calcaire, le sable, l'argile, le kaolin et la tourbe. Les gisements de calcaire existent en plusieurs points du pays et l'évaluation des principaux d'entre eux a donné les résultats suivants :

- environ 60.000 tonnes de bonne qualité au gisement de Rwaza;
- 150.000 tonnes de qualité médiocre au gisement de Cyabararika;
- 120.000 tonnes de bonne qualité au gisement de Masangano;
- et 2.000.000 de tonnes de bonne qualité au gisement d'Amashiuza.

Les trois premiers gisements cités conviennent pour la fabrication de la chaux destinée à la construction et à l'agriculture. Quant au gisement d'Amashiuza, au Sud de Cyangugu, il est le seul dont les réserves disponibles justifieraient l'implantation d'une cimenterie.

Tableau 123.a

Minerais extraits au Rwanda de 1959 à 1964 (a).

(en tonnes)

Nature du mine- rai	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Cassitérite	1.578	1.755	2.033	1.838	1.896	1.897
Colombo-tantalite	64	48	46	39	30	29
Wolfram	143	422	535	138	12	138
Amblygonite	2.690	2.331	1.682	326	368	295
Beryl	170	281	476	357	256	117
Or (en kg)	97	49	28	0,9	1	2
Total (or non compris)	4.645	4.837	4.772	2.698	2.562	2.476

Les sables de Nyabarongo conviendraient exclusivement pour la fabrication du verre à bouteille. Des recherches se poursuivent afin de reconnaître l'existence de gisements de sable à quartz équi-granulaire fin et pur, mais jusqu'ici, on n'a pu enregistrer aucun résultat positif.

Le Rwanda dispose aussi, un peu partout sur son territoire, de dépôts d'argile convenant bien à la fabrication de produits en terre cuite. De même, le kaolin se rencontre en de nombreux points du pays. Mais un gisement seulement se prêterait à une exploitation industrielle: celui du Bugesera au Sud de Zaza. On ne connaît jusqu'ici ni ses dimensions, ni la qualité du kaolin qui restent à définir.

Enfin, il existe au Rwanda, dans les marais d'altitude, d'importants gisements tourbeux immédiatement disponibles, dont les principaux sont les suivants :

- Rugezi, entre les préfectures de Byumba et de Ruhengeri: ses réserves sont estimées à 500 millions de m³;

(a) Chiffres donnés par la Direction Générale des Mines et de la Géologie et par la Direction Générale des statistiques.

- dans la préfecture de Cyangugu: Kamiranzovu aux réserves estimées à 50 millions de m³;
Gishoma, déjà en exploitation et dont les réserves probables sont évaluées à 12 millions de m³;
Kabira, n'ayant qu'un million de m³ de réserves;
- dans la préfecture de Butare: Akanyaru, à la frontière du Burundi, qui aurait des réserves dépassant 1.500 millions de m³;
Ngirya, avec 50 millions de m³;
- et à la frontière du Tanganyika, le gisement de Kagera, dont les réserves seraient considérables mais toujours indéterminées jusqu'à ce jour.

Ces différents gisements pourraient être mis en valeur de deux manières distinctes: soit être exploités directement par la culture, soit être utilisés pour l'agriculture d'une manière indirecte en fournissant une matière première utilisable comme engrais (plus de 60 % de matières organiques). En effet, la tourbe conditionnée industriellement pourrait servir de substrat organique et colloïdal aux engrais et permettre ainsi, dans certains cas, d'augmenter fortement l'effet favorable exercé par les fertilisants chimiques sur la productivité des terres. L'intensification des cultures industrielles, du caféier et du théier tout particulièrement, imposera à brève échéance, un emploi massif d'engrais chimiques, qui, s'ils doivent toujours être importés, pèseraient très lourdement dans le bilan national futur de la production agricole nette. C'est pourquoi, l'examen des possibilités d'une extraction industrielle de la tourbe à des fins agricoles doit être intégré dans le programme de mise en valeur des marais du Rwanda.

c. Au Kivu

Les principaux produits miniers extraits dans la province du Kivu sont la cassitérite, le colombo-tantalite, la wolframite, l'or et, plus accessoirement, le béryl.

La production minière de la province, en 1959, comparée à celle du Congo tout entier est indiquée dans le tableau suivant.

Tableau 123.b

Produits (tonnes)	Province du Kivu	Congo
Or fin (kg)	3.438	10.823
Cassitérite	8.055	11.261
Tantalo-Colombite	9	180
Wolframite	551	551
Mixte Cassitérite-Tantalo-Colombite	1.243	1.243
Mixte Cassitérite-Wolframite	668	668
Béryl	254	254

On ne possède malheureusement pas de statistiques plus récentes mais on peut affirmer, sans risque de se tromper, que toutes les productions minières ont subi des reculs plus ou moins importants depuis l'indépendance du Congo et surtout depuis la rébellion de 1964. Ces diminutions sont dues en premier lieu à des facteurs que l'on peut espérer temporaires : troubles politiques, ruptures des voies de communication, départ en nombre du personnel d'encadrement, épuisement progressif des stocks de matériel, et pièces de rechange, mais aussi à l'appauvrissement des réserves de minerais de surface et au manque de moyens techniques, plus perfectionnés pour envisager des exploitations souterraines. De plus, la hausse des rémunérations a fortement compromis la rentabilité des exploitations non mécanisées, qui constituent la majeure partie des entreprises de la zone.

(a) Ministère des Affaires Africaines, La Situation Economique du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1959, 1960, p. 57.

13.- ENERGIE131.- Energie électrique

Les puissances installées dans les différents pays ou parties de pays de la région sont les suivantes :

Tableau 131.a

Puissances installées dans les régions des lacs. (en MW)

Pays ou partie de pays	Hydroélectrique		Thermique	Ensemble installé	
	installée	disponible	installée	en MW	en %
1. En commun Rwanda, Burundi, Congo (Ruzizi)	12,6	6,3	-	12,6	30
2. Est du Congo	17,2	8,6	7	17,2	40
3. Rwanda	8,6	4,3	1,2	9,8	22,5
4. Burundi	-	-	3,1	3,1	7,5
Total	38,4	19,2	4,3	42,7	100

Cette région, qui peut se prévaloir d'une puissance installée supérieure à celle de nombreux pays associés, est la moins équipée du Centre et de l'Est Africain (voir tableau 131.b).

Tableau 131.b

Comparaison des puissances installées et des consommations d'électricité entre la région des lacs et les pays voisins.

Pays et régions	Puissance installée en MW	Consommation en 1963	
		Total en millions KWH	Par habitant
Congo	728,5	2.641	185
Uganda	136,2	340	47
Kenya	100,5	468	52,6
Tanzanie	50,1	180	18,2
Région des Lacs	42,7	85,6	9,3

Les sources d'énergie existantes et leurs aires de distribution sont décrites ci-dessous pour chacune des zones constitutives de la région :

A. Sources communes aux trois pays.

La Centrale hydro-électrique du Mururu est installée à cheval sur la frontière Congo-Rwanda, une partie des installations étant située en territoire congolais et l'autre en territoire rwandais. Elle est localisée près de Bukavu, à 5 km de la sortie de la rivière Ruzizi du Lac Kivu. Cette centrale dont l'aménagement a été achevé en 1958 est susceptible de développer une puissance de 28.200 KW par 4 groupes. A l'heure actuelle, elle n'est équipée que de deux groupes de 6.300 KW chacun, dont un de réserve. Dans un deuxième stade, on installera un troisième groupe de 7.800 KW. Un quatrième groupe de même puissance sera installé au cours d'un stade final. La capacité de production annuelle avec équipement complet (4 groupes) atteindra 105 millions de KWH.

La demande, qui, avant l'indépendance, s'élevait à 6.000 KW, soit à peu près la totalité de la puissance disponible, s'est stabilisée depuis à 4.800-5.000 KW. Cette diminution est due essentiellement à l'arrêt de la cimenterie de Katana, dont la consommation était en 1959 de 1.200 KW. La centrale alimente Bukavu, Katana et Uvira au Congo, Cyangugu et Kamembe au Rwanda et Bujumbura au Burundi. Elle intéresse donc au premier chef les trois zones constitutives de la région des Lacs, le Rwanda, le Burundi et l'Est du Congo. Dans le chapitre consacré aux mesures d'accompagnement, on propose l'octroi d'un statut international à la centrale du Mururu. Les modalités de la coopération entre ces trois pays sur le plan énergétique sont exposés dans ce chapitre.

B. Le Rwanda

1) Centrales hydro-électriques

Centrale de la Ntaruka

Située à 20 km au Nord-Est de Ruhengeri, entre les lacs Bulera et Luhondo, elle est équipée de deux groupes de 3.750 KW chacun, dont un groupe de réserve. Il y a place, pour un troisième groupe dont l'installation permettra de développer une puissance de 11.250 KW.

La capacité de production annuelle est de 20 millions de KWH. Grâce à une ligne haute-tension, la centrale alimente Kigali, la station d'émission radio de la "Deutsche Welle", les mines de Rutongo, Musha et Rwinkavu. Une antenne greffée sur la ligne Ntaruka-Kigali permettra d'alimenter la région de Byumba et les usines à thé de la Mulindi.

Centrale de la Sebeya à Gisenyi

Beaucoup plus limitée, cette centrale développe une puissance de 1.100 KW par deux groupes de 550 KW chacun. Sa capacité de production de 5 millions de KWH par an n'est pas susceptible d'augmentation. Une grande partie de cette production est absorbée par la ville de Goma au Congo.

2) Centrales thermo-électriques

L'aire de distribution de ces centrales se limite aux stations où elles ont été établies.

Centrale de Butare

Sa puissance installée de 555 KW dépasse largement le niveau des besoins actuels, qui se situent à 120 KW environ. La production annuelle est de 500.000 KWH.

Centrale de Nyanza

Sa puissance installée est de 70 KW.

Centrale de Gisenyi

Sa puissance installée est de 525 KW. Depuis la mise en route de la centrale hydraulique de la Sebeya, la centrale thermique est conservée comme réserve.

Le tableau suivant rassemble les données relatives à la puissance installée et à la production dans les centrales hydro-électriques. Il permet de dégager la part de la puissance demandée dans la puissance installée.

Il ressort de ce tableau que la puissance demandée n'est qu'une faible partie de celle qui est actuellement disponible. On a en effet : $\frac{7.760}{21.200} = 36 \%$.

Tableau 131.c

Puissance installée et production dans les centrales hydro-électriques

Centrales	Pointe actuelle KW	Puissance actuelle KW	Puissance maximum potentiel- le KW	Production millions KWH actuelle	Production millions KWH act. possi- ble (a)	Production millions KWH totale poten- tielle
Mururu	5.700	12.600	28.200	26	70	105
Ntaruka	1.510	7.500	11.250	9	20	20
Gisenyi	550	1.100	1.100	2,5	5	5
Total	7.760	21.200	40.550	37,5	95	130

Dans l'hypothèse de l'équipement complet des centrales, c'est-à-dire, complété par les groupes dont la place est prévue, on a :

$$\frac{7.760}{40.550} = 19 \text{ \%}.$$

Pour la centrale de la Ntaruka, la puissance demandée ne représente que 20 % de la puissance actuelle.

C. Le Burundi

Le Burundi ne dispose pas de centrale hydro-électrique. Les villes de Bujumbura et de Kitega sont équipées de centrales thermiques (diesel) qui développent ensemble une puissance de 3.135 KW. La puissance installée de la centrale de Bujumbura est de 3.040 KW tandis que celle de Kitega s'élève à peine à 95 KW.

La production de ces centrales en 1958 était de 9,4 millions de KWH. A la même époque, les importations du Burundi s'élevaient à 11 millions de KWH. Ces importations proviennent de l'usine hydro-électrique de Mururu, qui est reliée à Bujumbura par une ligne H.T. de 70.000 V. Cette source d'énergie est loin d'être saturée, puisque la puissance demandée à la centrale de Mururu, dans l'état actuel de son équipement, représente 45 % de la puis-

(a) Valeurs estimées.

sance installée. Dans l'hypothèse de l'équipement complet de cette centrale, le rapport s'abaisse à 20 %.

La centrale de Mururu est donc en mesure de satisfaire encore longtemps les besoins du Burundi en électricité. Le problème sera de développer le réseau de distribution au fur et à mesure de l'augmentation de la demande. Dans un souci d'indépendance énergétique, le Gouvernement envisage de procéder à certains aménagements, au nombre desquels la construction d'un barrage sur la Ruvubu. Mais ce projet n'est encore qu'à l'étude. Dans le chapitre consacré aux mesures d'accompagnement, on exposera les raisons qui militent en faveur du rejet de ce projet.

D. L'Est du Congo

En plus de la centrale de Mururu, la zone congolaise du bassin économique de Bujumbura dispose de la centrale de la Kiyambi située à 120 km au Nord d'Albertville. La centrale est prévue pour 5 groupes de 8.600 KW chacun, dont deux seulement sont installés aujourd'hui. Comme un de ces groupes est de réserve, la puissance de la centrale est de 8.600 KW. Cette centrale alimente Albertville ainsi que la cimenterie de Kabimba.

Dans l'ancienne province du Kivu, si l'on fait abstraction de la centrale de Mururu, la puissance installée est de 17.000 KW. Cette puissance est disséminée dans les petites centrales des sociétés minières du Maniema (Symetain, Cobelmin et MGL). En plus du fait qu'elles se situent en dehors de la région, ces centrales ne sont pas en mesure de satisfaire la demande extérieure d'électricité, car elles ne disposent pas de réserves en cas d'avaries. De plus, étant donné l'équipement actuel de ces centrales, la production des mines diminue pendant la saison sèche. De toute manière, comme 20 % seulement de la puissance installée maximum de la centrale de Mururu est demandée aujourd'hui, cette région est encore loin de manquer d'énergie électrique.

132.- Autres ressources énergétiques

a) Le gaz méthane du Lac Kivu

Le Lac Kivu contient d'importantes quantités de gaz méthane, qui est maintenu en dissolution dans l'eau à partir d'une profondeur de 300 mètres sous l'effet de la pression hydrostatique. La stratification particulièrement stable des eaux du lac empêche la migration des gaz qui pourraient provoquer les mouve-

ments de "turn over" du lac. Selon les études du professeur CAPART de l'Institut des Sciences Naturelles de Belgique, le gisement du Lac Kivu est estimé à 57 milliards de m³ de méthane. Ce volume se réduit à 44 milliards de m³ lorsque le gaz est ramené des conditions moyennes d'ambiance aux conditions standard. Le potentiel de gaz méthane du lac Kivu représente l'équivalent calorique de 36 millions de tonnes de gasoil (ou d'essence) ou 76 millions de tonnes de houille.

Les études de G. BORGNIEZ ont donné lieu aux estimations suivantes aux conditions ambiantes à la surface du lac, soit 25 ° et 640 mm Hg (a):

- 61 milliards de m³ de méthane (CH₄);
- 270 milliards de m³ d'anhydride carbonique (CO₂);
- 1 milliard de m³ d'hydrogène sulfuré (H₂S) correspondant à 1,4 million de tonnes de soufre;
- 10 milliards de m³ d'azote (N₂);
- 10 millions de tonnes de phosphates (environ 70 gr par m³ dans les eaux profondes);
- 455 millions de tonnes de sels divers: sels de soude, de potasse, de magnésie et de chaux (environ 3 kg 500 par m³). (voir tableau 132.a).

Une installation pilote d'extraction du méthane a été établie à Gisenyi. Le gaz retiré du Lac fait déjà l'objet d'un usage industriel en servant de combustible pour une des chaudières de la brasserie Bralima de Gisenyi.

Ce gaz appartient en commun au Congo et au Rwanda. Il constitue un facteur supplémentaire et non des moindres de coopération entre le Rwanda et le Kivu.

b) Le charbon

La région possède en outre le gisement de charbon de Lukuga à Greinerville (Nord Katanga). La réserve actuellement évaluée est de 50 millions de tonnes. Cette estimation ne se limite cependant qu'à une partie restreinte du bassin houiller. Alors qu'il est

(a) BORGNIEZ, G., "Données pour la mise en valeur du gisement de méthane du Lac Kivu".

médiocre à cause de sa haute teneur en cendres et en matières volatiles, qui le rendent non cokéfiable, ce charbon n'en est pas moins exploité.

Tableau 132.a

Teneur des eaux profondes du Lac Kivu en gaz désorbables et importance des volumes de gaz mesurés aux conditions locales (a).

(ref. m)	Composition du gaz désor- bable			Composition de la nappe en gaz désorbable			Importance des volumes de gaz désor- bables mesurés aux conditions loca- les (25 °-640 mm)							
	CH ₄	CO ₂	Div.	Rapport des vo- lumes			Vol. eau (km3)	CH ₄		CO ₂		Divers		Gaz total (km3)
				Gaz tot.	CH ₄	CO ₂		CH ₄	Vol.	CO ₂	Vol.	Div.	Vol.	
275	26,2	71,7	2,1	1,20	0,316	0,860	26,5	0,363	9,6	1,03	27,3	0,027	0,71	37,61
300	24,8	73,4	1,8	1,62	0,412	1,190								
325	24,1	74,0	1,9	1,86	0,448	1,375	45,9	0,443	20,3	1,38	63,0	0,035	1,61	84,91
350	22,9	75,0	2,1	2,06	0,471	1,540								
375	22,4	75,8	1,8	2,12	0,475	1,610	32,4	0,476	15,4	1,61	52,0	0,038	1,23	68,63
400	21,7	77,3	1,0	2,22	0,480	1,720								
425	20,7	78,1	1,2	2,32	0,480	1,810	19,5	0,487	9,5	1,81	37,0	0,028	0,55	47,05
450														
Gaz désorbables : Totaux et moyennes							129,4	0,443	57,3	1,438	184,5	0,032	4,20	251,00
Gaz totaux : Totaux et moyennes estimés								0,473	60,6	2,198	269,8	?	?	

c) La tourbe

Tant au Kivu qu'au Rwanda et au Burundi, on trouve de nombreux gisements de tourbe. Celle-ci est susceptible d'usages énergétiques. Elle est utilisée comme combustible par certaines briqueteries du Kivu. L'exploitation d'une importante tourbière proche

(a) BORGNIEZ, G., Données sur la mise en valeur du gisement de méthane du Lac Kivu.

de Bujumbura était envisagée jadis en vue de l'approvisionnement éventuel de la cimenterie de Katana pour le chauffage des fours. Dans des régions pauvres en charbon et en bois, la tourbe peut être utilisée comme combustible domestique. De plus, par carbonisation, la tourbe peut fournir en moyenne $\pm 200 \text{ m}^3$ de gaz à $\pm 1.500 \text{ Kcal/m}^3$ par le fait du cracking de son goudron, et environ 300 kgs de coke par tonne de matière à 20 % d'eau. Ce coke jouit d'une propriété intéressante, surtout pour gazogène de traction: il est très dense (450 kgs/m³ contre 250 pour le coke de houille) (a).

(a) CLERFAYT, A., "Le développement énergétique du Congo belge et du Ruanda-Uruhdi", Académie Royale des Sciences d'Outre Mer, 1960, p. 94.

2.- LES MARCHES.

21.- SITUATION DES TRANSPORTS DANS LE BASSIN ECONOMIQUE DES GRANDS LACS.

211.- Liaisons avec l'extérieur.

Les régions Est du Congo et du Rwanda et Burundi sont situées au coeur du continent africain à une distance approximative de 2.000 kilomètres de l'Océan Atlantique et 1.200 kilomètres de l'Océan Indien.

Cinq voies de pénétration convergent, sans se rejoindre, vers ces régions en leur ouvrant des voies d'accès vers la mer :

1. Bujumbura-Kigoma-Dar-Es-Salam (à travers la Tanzanie)
2. Kigali-Kampala-Mombasa (à travers l'Uganda et le Kenya)
3. Bujumbura-Albertville-Lobito (à travers le Katanga et l'Angola)
4. Bujumbura-Albertville-Kamina-Matadi (par la voie nationale congolaise)
5. Bujumbura-Bukavu-Kisangani (en construction) -Matadi.

La quasi-totalité du trafic extérieur s'oriente vers l'Est, où il se répartit entre les voies de Dar-Es-Salam et Mombasa.

A. Orientation vers l'Est.

Les possibilités d'accès plus faciles (distances plus courtes, ruptures de charges moins nombreuses) orientent spontanément le trafic vers les ports de l'Est. Cependant, des mesures de politique tarifaire particulièrement favorables sur les réseaux congolais visaient à inclure ces régions dans l'hinterland de la voie nationale de Matadi. En dépit de cette politique, 77 pour cent des exportations du Rwanda et du Burundi prenaient en 1959 la voie de Dar-Es-Salam; 22 pour cent seulement celle d'Albertville. Les importations se répartissaient comme suit : 44 pour cent par Albertville, Matadi et Lobito, 39 pour cent par Dar-Es-Salam et Mombasa, 17 pour cent en provenance du Congo. Depuis l'indépendance du Rwanda et du Burundi, la voie de Matadi n'est pratiquement plus utilisée.

B. Répartition du trafic entre les voies de Dar-Es-Salam et Mombasa.

Le Burundi est entièrement compris dans l'hinterland de Dar-Es-Salam. Au Rwanda, par contre, se pose le problème du choix entre la voie Nord et la voie Sud. Si l'on tient compte d'éléments de comparaison tels que délai, régularité, sécurité, aucune voie ne l'emporte d'une manière indiscutable.

Si le port de Dar-Es-Salam est pour l'instant moins congestionné et mieux géré que celui de Mombasa, les vols au port de Bujumbura sont fréquents. Quant aux lignes ferroviaires, la ligne Nord supporte actuellement des trafics trois à quatre fois plus forts que la ligne Sud. Dans l'hypothèse prévisible d'un éclatement des "East African Common Service" (a), les tarifs ferroviaires de l'Ouganda et du Kenya seraient certainement moins hauts que ceux de la Tanzanie en raison précisément de leur trafic plus dense.

Au point de vue des seuls coûts de transport, la ligne de partage se situait normalement, en 1962, entre Ruhengeri et Kigali.

Tableau 211.a.

Coûts de transport de Ruhengeri à l'Océan Indien.

Bujumbura-Kigoma-Dar-Es-Salam : francs belges	3.020
Cyanika-Kampala-Mombasa : francs belges	2.790
Cyanika-Rutshuru-Kasese-Mombasa : francs belges	3.070

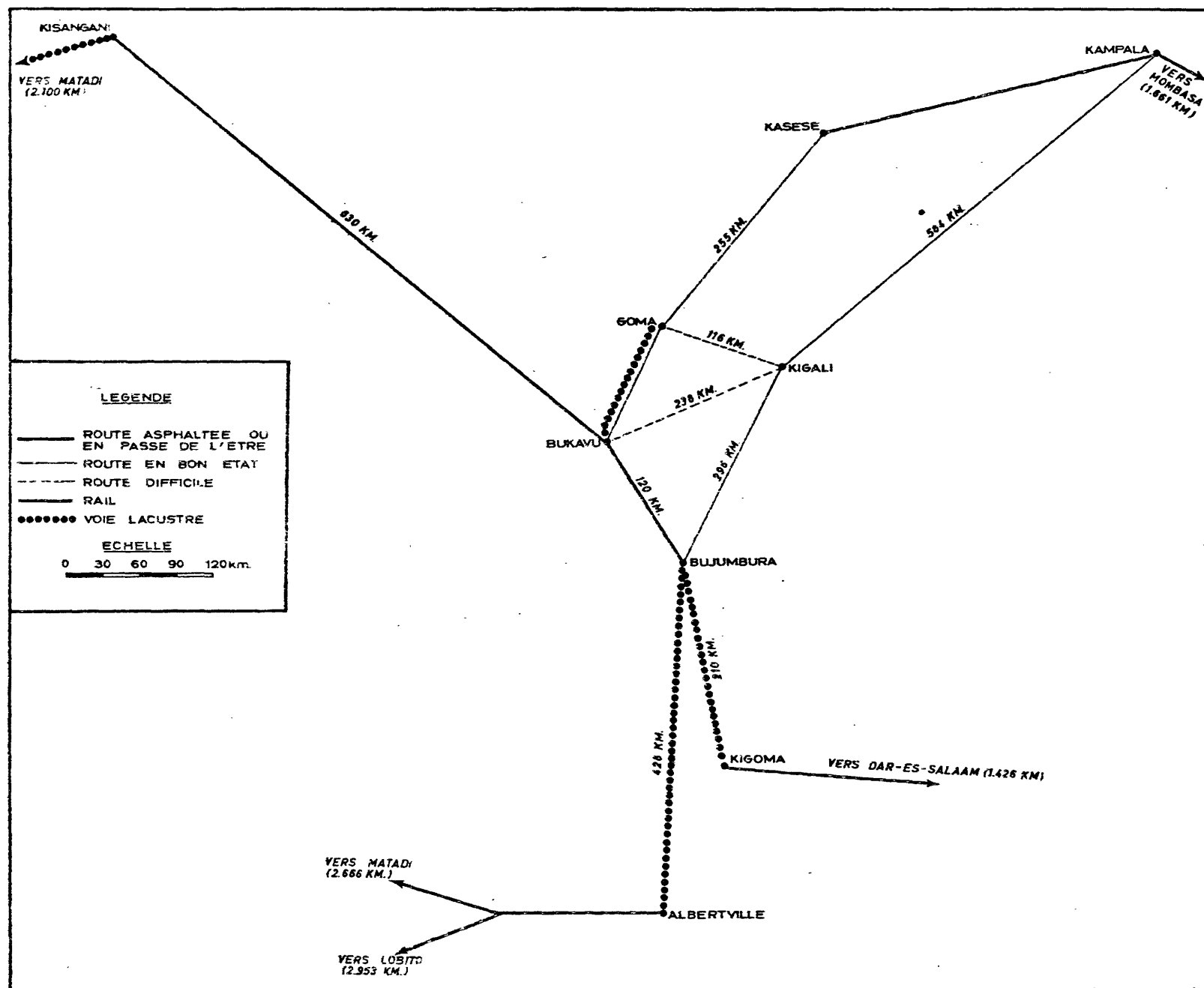
Source : Banque d'émission du Rwanda-Burundi, n°9, septembre 1963, p.13
d'après une étude inédite de M. ANTOINE, expert des Nations Unies.

Actuellement, par suite de pressions politiques, des modifications dans la structure des tarifs de transport expliqueraient que la ligne de partage entre la voie Nord et Sud passe plus au Sud, aux environs de Kitungo-Gitarama et de Kibuye (b).

(a) Cette organisation regroupe un certain nombre de services publics de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie.

(b) Ministère de la Coopération, Etude des transports au Rwanda, 1965, p.11.

Carte 211.a
Schéma d'organisation de l'espace économique de la Région des Lacs.



Carte 211.b

Ligne de séparation entre les hinterlands des ports de Mombasa et de Dar-Es-Salam au Rwanda.

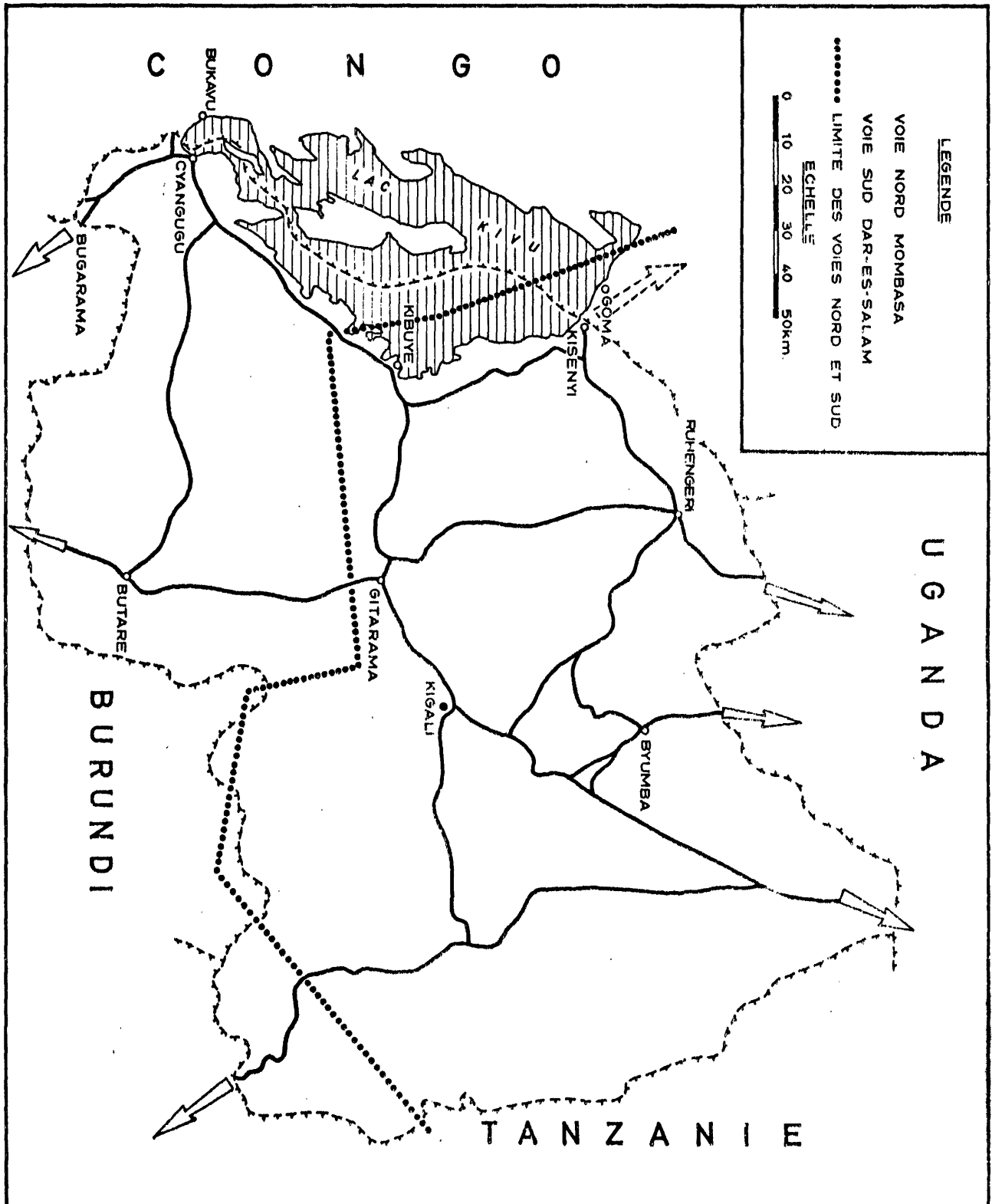


Tableau 211.b.

Coût de transport de Kigali à l'Océan Indien.

Bujumbura-Kigoma-Dar-Es-Salam : francs belges	2.860
Kayanza-Kakitumba-Kampala-Mombasa : francs belges	3.150
Butare-Katitumba-Kampala-Mombasa : francs belges	3.060
Cyanika-Kampala-Mombasa : francs belges	3.180
Kayanza-Kakitumba-Kasese-Mombasa : francs belges	3.420

Source : Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi, op.cit., p.11.

Depuis 1964, date de la rupture entre les deux pays, le libre jeu des mécanismes économiques a été effectivement perturbé. Alors qu'au temps de l'union économique, la voie de Bujumbura-Dar-Es-Salam était de loin la plus importante pour l'évacuation des produits rwandais, 78 pour cent des exportations dont la totalité du café, du pyrèthre et des minerais sont passés en 1964 par la voie Nord ainsi que 70 pour cent des importations et la majeure partie des hydrocarbures.

212.- Les transports régionaux.

Les transports dans l'Est congolais, le Rwanda et le Burundi s'effectuent pour leur plus grosse partie par route et par voie lacustre. L'avion, qui sert surtout au transport des personnes, ne joue qu'un rôle restreint et cela d'autant plus que le nombre d'aérodromes est assez faible (a). En dépit des obstacles présentés par un relief montagneux, le réseau routier est particulièrement dense au Rwanda (323m/km²) et au Burundi (200m/km²). Il totalise pour ces deux pays environ 12.000km de route d'intérêt général et secondaire, dont à peine 140 km sont asphaltés.

A. Les transporteurs.

Les principaux transporteurs publics sont :

a) pour les régions congolaises du bassin des Grands Lacs :

- 1° le VICICONGO qui assure les transports dans les régions de l'ancienne province orientale et du Nord Kivu;
- 2° TRANSCAM. Cette société liée au C.F.L. travaille en pool avec l'Otraco et Transco. Elle est spécialisée dans le transport à partir de Bujumbura vers le Congo et principalement Bukavu;

(a) Outre les aéroports internationaux de Kigali et de Bujumbura, il existe six aérodromes : Kamembe et Butare au Rwanda, Goma et Albertville au Congo, Gitega et Ngozi au Burundi.

- 3° TRANSKAT, dessert les régions du Nord Katanga incluses dans le bassin économique des Grands Lacs;
- 4° CENTRAFRIGO s'occupe du transport de denrées alimentaires en provenance d'Europe et du Kenya (camions frigorifiques).

b) Au Rwanda et au Burundi, les seuls transporteurs publics importants sont des sociétés comme TRANSCAM, SCHIAVON, CITAC, TRANSROUKI qui disposent chacune d'un parc de 10 à 15 camions. Une importante partie des transports est effectuée par des particuliers : entreprises, commerçants (grecs, indiens, arabes) et missions qui se servent de leurs propres camions.

Sur le lac Kivu, le transport est effectué par l'OTRACO entre Goma et Bukavu; sur le lac Tanganyika, par les sociétés C.F.L. et PRODUILAC. Le C.F.L. est concessionnaire des installations du port de Bujumbura. Suite à une convention avec le gouvernement congolais en 1965, la société C.F.L. ne conserve que la moitié de son ancienne flotte, l'autre partie ayant été remise au Congo. La conférence intergouvernementale de Kinshasa d'août 1966 a suggéré entre autres mesures de coopération, la création d'une compagnie de navigation unique pour le Congo et le Burundi en vue d'exploiter en commun le trafic du lac Tanganyika.

B. Le parc automobile.

Les renseignements disponibles pour le bassin des Grands Lacs concernent uniquement le Rwanda et le Burundi.

En 1964, le parc rwandais comptait 2.353 véhicules dont 400 camions, celui du Burundi 3.252 véhicules dont 682 camions. La charge utile moyenne par camion est de 4,7 tonnes. Peu de camions atteignent 8 tonnes.

Les rapports du Ministère français de la coopération sur les transports au Rwanda et au Burundi (a) estiment que le volume du trafic n'était en 1964 que de 30.000.000 de tonnes/km pour le Burundi et de 18.000.000 au Rwanda. Ce volume implique que le parc automobile reste largement sous-employé. Le coefficient de remplissage qui a fortement baissé depuis 1960 se situe entre 50 et 56 pour cent tandis que le kilométrage moyen par véhicule ne dépasse pas les 15.000 km/an.

(a) Ministère de la Coopération, Etude des transports au Rwanda, p. 68
Etude des transports au Burundi.

Les causes de cette situation sont :

1. Le ralentissement économique depuis 1959 (la plupart des retours se font à vide).
2. La proportion importante des véhicules appartenant à des particuliers (50%) et utilisés pour des transports privés avec un mauvais rendement.
3. La vétusté du matériel (l'âge moyen d'un véhicule au Rwanda est de 6 ans) et le manque de pièces de rechange entraîne de longues immobilisations du matériel. Alors que le volume global du parc des deux pays est resté pratiquement inchangé depuis 1960, le renouvellement des véhicules n'est plus régulièrement assuré. Le contingentement des devises tout autant que la dépression économique n'incitent pas à l'achat de matériel neuf.

C. Flux de transport.

L'orientation des échanges extérieurs est la principale déterminante des flux de transport au sein du bassin économique des Grands Lacs. Ce sont les axes conduisant au point de sortie de la région pôle qui connaissent le trafic le plus dense.

Au Rwanda.

Les trois axes principaux sont :

1. La voie Kigali-Kayanza-Kakitumba avec plus de 100 véhicules/jour (peaux, café, thé).
2. La route Ruhengeri-Kisenyi-Goma vers Kasese avec 50 à 100 véhicules/jour.
3. La route Kigali-Gitarama-Butare avec 30 à 50 véhicules/jour. Cet axe se prolonge au Burundi vers Bujumbura par Kiganza. Le trafic vers Bujumbura comprend du café (peu) et des produits vivriers; vers Kigali, des produits divers (importations via Bujumbura et ciment d'Albertville).

Le trafic Goma-Bukavu est faible (à peine 500.000 tonnes/km par an). Quant au flux strictement intérieur, il est constitué surtout de bière et de café parché.

Au Burundi.

On peut considérer comme pratiquement négligeable le trafic routier qui ne concerne pas Bujumbura.

A la descente, les flux sont constitués de produits agricoles d'exportation (café-coton-peaux) et de produits agricoles de consommation à destination de Bujumbura. A la montée, ils comprennent des tissus, de la bière, du fer à béton, du ciment, des tôles ondulées, etc. ainsi que quelques hydrocarbures et du matériel d'équipement pour les missions religieuses. Les liaisons principales sont :

1. La route Bujumbura-Kanyanza vers Kigali au Rwanda. Sa longueur en territoire Burundi est de plus ou moins 150 km et le trafic est évalué à plus ou moins 50.000 tonnes/an.
2. La route Bukavu-Bujumbura. Pour des raisons de sécurité, les marchandises n'empruntent plus la route asphaltée de 124 km située en territoire congolais, mais la route non revêtue, par Rugombo, située en territoire rwandais. Le trafic de plus ou moins 50.000 tonnes comprend, à la montée des hydrocarbures, du ciment, du malt, pour brasseries, du sucre etc.
3. La route Bujumbura-Kitega (2ème ville du pays) est revêtue jusque Muramvya. En période de récolte de café, le trafic y est de 60 à 100 véhicules/jour.
4. La route Bujumbura-Nyanza dessert quelques plantations de palmiers à huile et de coton.

D'une manière générale, le trafic qui atteignait 40.000.000 tonnes/km en 1962 et 48.000.000 en 1964 pour l'ensemble Rwanda et Burundi, reste inférieur de deux à trois fois à ce qu'il était en 1958.

D. Programme d'investissement.

Sur base des flux actuels de transport, l'étude des "transports au Rwanda (a) propose le classement qui suit pour le programme routier de première urgence :

1. Aménagement de l'axe Kigali-Gatsibo-Katitumba.
2. Revêtement de Ruhengeri-Kisenyi.
3. Revêtement de Kigali-Gitarama (axe Kigali-Bujumbura).
4. Aménagement de Gitarama-Butare.
5. Aménagement de Kigali-Ruhengeri.

Au Burundi, les projets les plus justifiés sont :

1. La reconstruction de la route Bugarama-frontière du Rwanda (axe Kigali Bujumbura) (b). Ce sera le premier axe du pays à devoir être revêtu,

(a) Ministère de la Coopération, 1965, op. cit, p.56.

(b) Les crédits pour cette route sont prévus au deuxième F.E.D. qui fera un choix définitif entre l'itinéraire actuel ou un autre situé plus à l'Est et plus proche des zones de productions.

d'une part parce qu'il draine la région la plus peuplée et la plus riche du pays, d'autre part parce que son revêtement abaisserait considérablement les prix et les délais de transport vers Kigali, ce qui attirerait vers Bujumbura une plus grande part du commerce extérieur du Rwanda.

2. Achèvement de l'asphaltage de la route Gitega.
3. Restauration et prolongement éventuel de la route vers Nyanza-Lac.
4. L'amélioration de la route de Bukavu par la vallée de la Ruzizi.

E. Coûts de transport.

Les coûts de transport dans la région des Grands Lacs sont généralement élevés. Selon la nature des marchandises, les tarifs en vigueur, en 1964, sur le réseau routier étaient :

1. pour le cargo général : de 4 à 6 FB la tonne.km
2. pour les marchandises fragiles : 8 FB et plus la tonne/km
3. pour les semi-pondéreux : de 3 à 4 FB la tonne/km
4. pour les pondéreux de première nécessité (par exemple ciment de Bujumbura à Kigali) : 2,4 FB la tonne/km. Ce dernier tarif est minimal. Il correspond aux frais d'exploitation sans amortissement de matériel et ne se pratique que dans les périodes très creuses.
5. pour les hydrocarbures : 6FB la tonne/km.

Ces coûts de transport élevés se maintiennent en dépit d'une concurrence vive entre transporteurs. Ils s'expliquent :

1. Par le quasi monopole de l'agence maritime internationale en ce qui concerne les expéditions de produits d'importation et d'exportation du Rwanda et du Burundi.
2. Par l'état déficient des routes et du parc automobile. La plupart des routes ne sont pas revêtues et sont quasi impraticables à la saison des pluies. Quant aux camions, leur capacité est généralement trop faible et la grande proportion des retours se fait à vide; de plus, le prix des véhicules et des pièces de rechange sont exagérés.

Le tableau suivant estime le montant total des coûts de transport sur quelques itinéraires principaux.

Tableau 212.a.

Les coûts de transports estimés à l'intérieur de la région de base (a).

	Bujumbura	Bukavu	Kigali	Goma
1. POINT D'APPUI DE LA REGION POLE				
Bujumbura	0	438	1.100	708
Bukavu	584	0	1.428	270
Kigali	1.110	1.428	0	696
Goma	854	270	696	0
2. POINT DE SOR- TIE DE LA RE- GION POLE				
Kasese	1.974	1.290	1.716	1.020
Kisangani	3.104	2.520	3.948	2.790
Kigoma	638	1.076	1.738	1.346
Albertville	979	1.417	2.079	1.687
Kampala	3.430	3.758	2.330	3.026

(a) Ce tableau reflète des coûts de transport maxima.

Ils s'appuient sur :

1. Les tarifs Otraco 1959 : - Bujumbura-Bukavu : 584,-frs la tonne
- Bukavu-Bujumbura : 438,-frs la tonne
- Bukavu-Goma : 270,-frs la tonne.
2. Les tarifs C.F.L. 1966 : - Bujumbura-Albertville : 979,-frs la tonne
1959 : - Bujumbura-Kigoma :
pour les trois premières classes :
638,-frs la tonne
sur l'axe Bujumbura-Kigali :
1.100,-frs la tonne
3. Les tarifs Vicicongo sur l'axe Goma-Kasese.
4. Un tarif de 6,-frs la tonne/km sur les axes transversaux.

F. Les cartes d'isocoûts et des bassins économiques.

Construites à partir de la structure locale des coûts de transport, les cartes d'isocoûts et de bassins économiques illustrent combien les liaisons routières sont onéreuses, particulièrement d'Est en Ouest, et cloisonnent ces régions par rapport à l'espace économique congolais.

L'isocoût est le lieu géographique de tous les points d'un territoire pouvant être approvisionné au même coût de transport à partir d'un centre de production donné.

La carte des bassins économiques présente comment se partage géographiquement le marché des Congo-Rwanda-Burundi entre les pôles de croissance de Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et Bujumbura.

Si l'on suppose qu'en chacun de ces points les conditions de rentabilité sont identiques, les frontières entre deux marchés sont les lieux géographiques qui peuvent être approvisionnés au même prix à partir de deux centres de production opposés. Etant donné ces hypothèses, les aires respectives de marché de chacun des pôles dépendent uniquement de l'incidence du coût de transport sur le prix du produit. Le présupposé de la similitude des conditions de rentabilité souligne le caractère théorique des frontières ainsi dessinées. Dans la réalité, pour de nombreux produits, la limite du bassin de Bujumbura se déplacera vers la droite rétrécissant d'autant son aire de marché. Ce déplacement est dû au plus haut coût de transport que doivent supporter les matières premières importées pour atteindre le cœur du continent africain.

Malgré les hypothèses simplificatrices sur lesquelles elle repose, la carte du bassin des Grands Lacs peut utilement servir de base à une première approximation de la dimension du marché des entreprises qui y sont localisées. Il suffit qu'à l'intérieur de chaque espace déterminé soit calculé le volume de la population et l'importance du pouvoir d'achat disponible.

213.- Perspectives à moyen terme.

L'étroitesse des aires du marché du bassin de la région-pôle ne présume aucunement de la non-existence de perspectives d'industrialisation pour ces régions. En effet :

1. Le bassin économique concentre une population à ce point nombreuse qu'elle constitue, malgré la faiblesse du revenu par tête, un marché appréciable.
2. L'éloignement des côtes, assure une protection naturelle aux produits de fabrication locale. Les produits européens, avant de pouvoir concurrencer les produits fabriqués localement, doivent supporter le fret maritime puis de lourdes charges de transport terrestre. Dans ces conditions, des entreprises de taille modeste orientées vers le marché local peuvent être viables sans protections douanières élevées.
3. Les relations commerciales avec l'Afrique de l'Est et surtout avec le Congo sont appelées à se développer.

A. Relations avec le Congo.

L'état actuel de l'infrastructure de transport ne permet pas de liaisons économiques avec les foyers développés du Congo. En ce qui concerne les industries manufacturières, elles devront donc s'appuyer uniquement sur le marché de la région pôle. Par contre, les avantages comparatifs de la région dans la valorisation des produits agricoles (viande, produits de la pêche, etc.), devraient permettre de rencontrer la forte demande potentielle pour ces produits dans les centres industriels congolais qui connaissent un déficit important en protéines.

Dans le cadre d'une union économique entre le Congo, le Rwanda et le Burundi, des mesures d'accompagnement visant à la baisse du coût de transport des denrées alimentaires auront un double effet bénéfique :

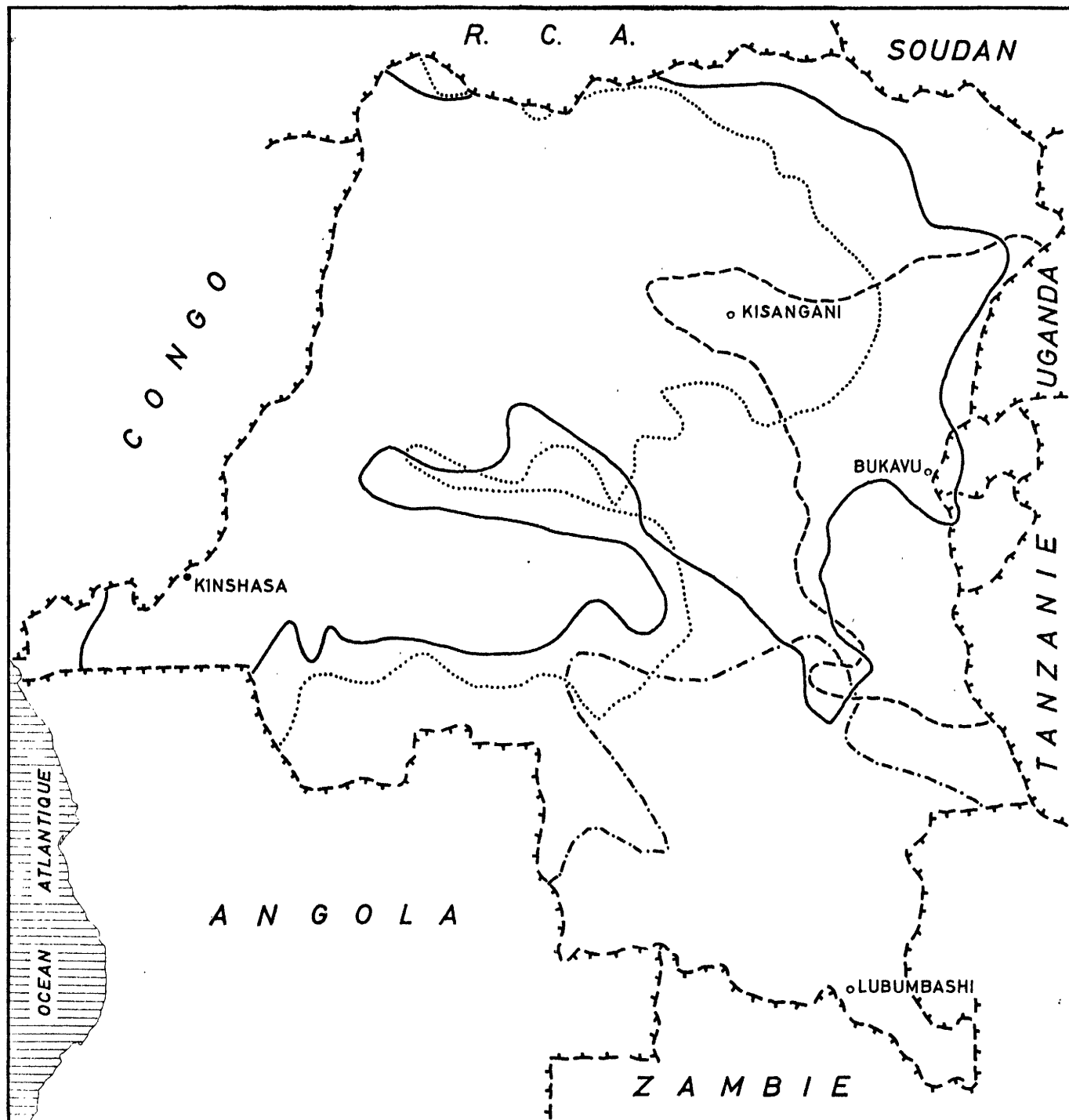
1. Amélioration de l'état alimentaire de la population congolaise grâce à la baisse des prix des produits vitaux.
2. Développement des productions et industries agricoles au Rwanda et au Burundi, qui, en haussant le revenu par tête, vont élargir le marché des industries manufacturières locales.

Il faut signaler ici le rôle stratégique que va jouer le futur axe moderne Kisangani-Lukavu (630 km au lieu de 1.280 actuellement). Cette route réduira de près de moitié les distances économiques séparant Kinshasa de la Région des Lacs et permettra en outre le développement en complémentarité des deux pôles potentiels de Kisangani et des Grands Lacs.

Il conviendrait également d'améliorer les relations à l'intérieur du bassin économique de l'Est, entre régions Congolaises et Rwanda-Burundi, afin qu'elles constituent un tout intégré. Les communications les plus faciles se font actuellement selon l'axe Nord-Sud, tandis que les relations

Carte 211.c

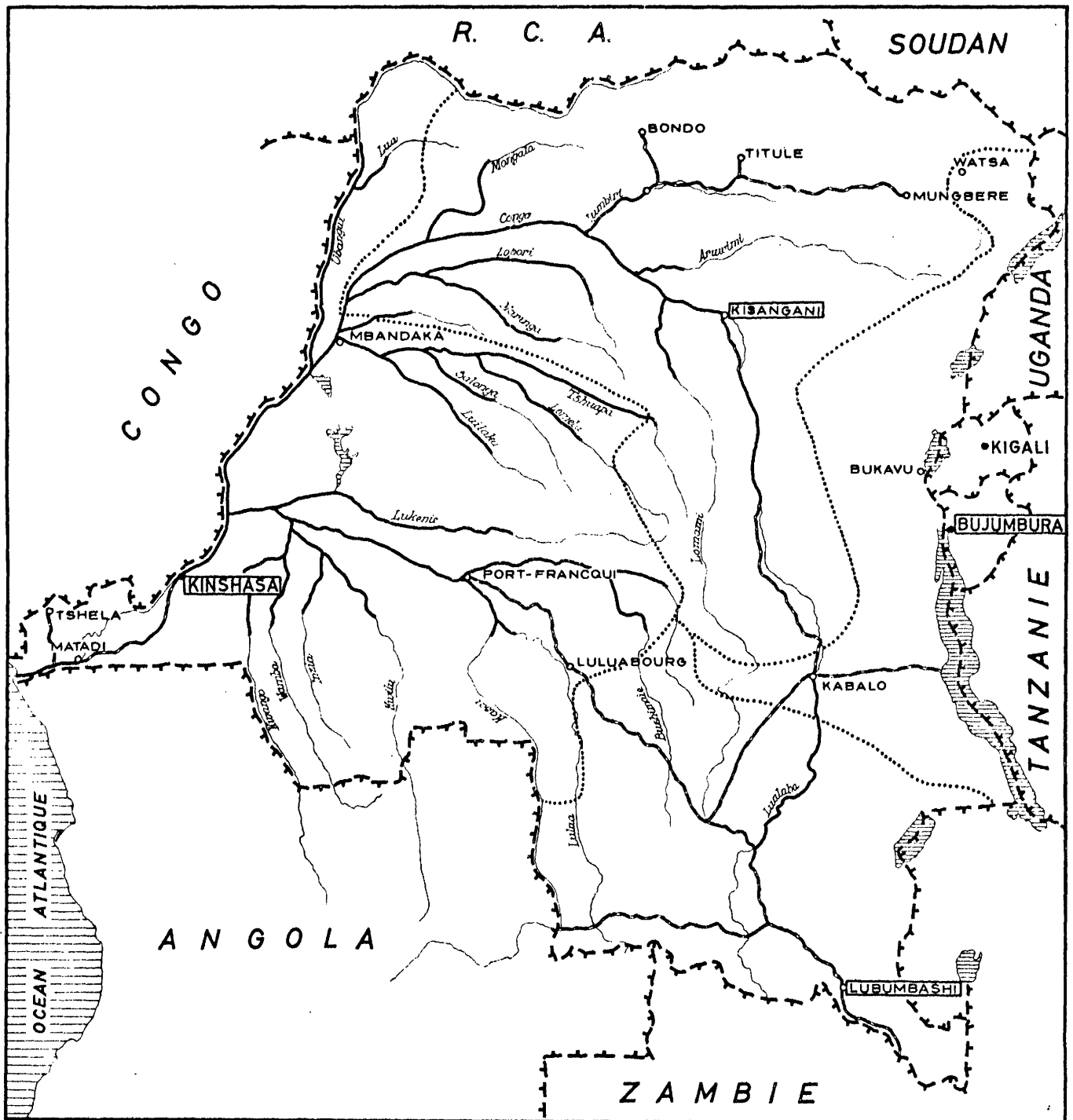
Isocoûts de transport de 3.000 FC - 1960.



LEGENDE

- A PARTIR DE KINSHASA
- A PARTIR DE KISANGANI
- A PARTIR DE BUKAVU
- .-.-. A PARTIR DE LUBUMBASHI

Bassins économiques de Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et Bujumbura.



LEGENDE

- LIMITE DES AIRES DE MARCHES
- CHEMIN DE FER
- RIVIERE NAVIGABLE

Est-Ouest entre Kigali et Goma, Kigali et Bukavu et sur les routes partant vers le Kivu, et le Maniema, sont onéreuses.

Tableau 213.a

Coût de transport interrégional à la tonne.

DE A	Bujumbura	Kisangani	Kinshasa	Matadi	Lubumbashi
Bujumbura	0	2.958	5.042	5.759	3.979
Kisangani	3.104	0	1.600	2.740	5.370
Kinshasa	5.750	1.600	0	1.020	3.774
Lubumbashi	4.949	5.370	3.774	4.400	0

N.B. De haut en bas, le tableau indique le coût de transport à partir de chacun des foyers vers les autres.

Sur les réseaux ferrés et lacustres, cette tarification ne recouvre que les produits des trois premières classes (tarif marchandises générales 1959). Du point de vue transport, toute autre chose restant égale, la situation actuelle de Bujumbura n'est pas concurrentielle. Seuls les produits de haute valeur, expédiés de Bujumbura atteindraient le pôle "potentiel" de Kisangani à un coût de transport inférieur à ceux des produits concurrents expédiés à partir de Lubumbashi. Et cela seulement dans la perspective de la future route de 630 kilomètres entre Bukavu et Kisangani.

B. Relations avec l'Afrique de l'Est.

En 1962, les importations du Rwanda et du Burundi en provenance du Tanganyika, du Kenya et de l'Ouganda se montaient à 77 millions de francs belges (4,7 pour cent du montant total des importations) et les exportations à 14 millions de francs belges à peine (1,4 pour cent du total des exportations).

Un développement industriel supérieur et diversifié en Afrique de l'Est ainsi que l'abondance des ressources agricoles et de l'élevage de ces régions expliquent que le Rwanda et le Burundi :

1. n'exportent pratiquement que des matières premières (graines à huile, huiles végétales, peaux, fleurs de pyrèthre),
2. importent, du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie un certain nombre de produits manufacturés ainsi que des produits alimentaires de première qualité.

Tableau 213.b.

Principales importations en provenance de l'Afrique de l'Est en 1962.

	Valeur (FB)	Poids approximatif (tonnes)
<u>Du Kenya</u>		
- viandes et préparations de viandes	7.000.000	190
- beurre	8.820.000	200
- margarine	1.400.000	60
- articles en papier	2.100.000	100
- bouteilles	9.380.000	1.500
- anneaux d'aluminium	2.240.000	60
- vêtements et chaussures	6.300.000	-
- divers	6.440.000	-
total	43.680.000	
<u>Du Tanganyika (Tanzanie)</u>		
- blé et farine	7.280.000	1.100
- haricots et pois	5.320.000	700
- bois de construction	2.940.000	-
- sel	10.780.000	7.000
- chaussures	1.820.000	-
- divers	2.240.000	-
total	30.380.000	
<u>De l'Ouganda</u>		
total	3.360.000	

La plupart des exportations du Rwanda et du Burundi étant aussi des exportations de l'Afrique de l'Est, le seul espoir de faire grossir les flux commerciaux dans les deux sens réside dans l'amélioration du réseau de transport et des facilités de transit. Ici se pose la question du choix des liaisons les plus avantageuses avec l'Afrique de l'Est. Les voies vers l'Ouganda ont le mérite d'ouvrir le bassin économique des Grands Lacs sur un pays riche et en plein essor (régions industrielles de Kampala et de Jinja).

Quatre itinéraires sont possibles :

- Kisenyi-Goma-Rutshuru-Kasese
- Kigali-Byumba-Gatuna-Kasese
- Kigali-Kayanza-Kakitumba-Kampala ou Bukoba
- Kigali-Gatsibo-Rutare-Kakitumba-Kampala ou Bukoba.

Les calculs économiques effectués par le Ministère français de la Coopération (a) donnent la priorité à l'aménagement de la route Kigali-Gatsibo-Kakitumba qui est moins coûteuse et offre plus de souplesse. Elle permettrait en effet une réorientation vers la Tanzanie en cas de difficulté politique avec l'Ouganda.

Au Sud, les liaisons avec la Tanzanie se font quasi exclusivement et d'une manière satisfaisante par Kigoma et le chemin de fer de Dar-Es-Salam. Les relations routières avec l'Ouest de la Tanzanie sont, à l'heure actuelle, pratiquement inexistantes, faute de réelles complémentarités économiques de part et d'autre de sa frontière. Cependant, cette situation ne va pas perdurer, car le Gouvernement Tanzanien paraît soucieux d'intégrer les territoires périphériques à la croissance générale du pays.

Il faudra donc envisager à l'avenir le développement des communications du pôle des Grands Lacs avec ces régions naturellement incluses dans l'hinterland de Bujumbura. De plus, l'ouverture de pays surpeuplés, comme le Rwanda et le Burundi, sur des zones quasi inhabitées pourrait être à plus ou moins long terme de la plus haute importance.

Aussi, le Rwanda envisage-t-il sérieusement l'aménagement d'une voie directe à travers la Tanzanie par Rusumu, ce qui lui donnerait une sécurité supplémentaire en cas de difficulté politique avec l'Ouganda et le Burundi. En septembre 1966, a d'ailleurs été conclu entre le Rwanda et la Tanzanie un accord important visant à la réalisation d'un grand axe routier commercial sur cet itinéraire.

Au Burundi, au delà de Gitega, deux routes donnent accès à la Tanzanie et mériteraient d'être améliorées : l'une par Muyinga, qui conduit au port de Bukola sur le lac Victoria, l'autre par Kininya qui faciliterait la mise en valeur de la région de Mosso.

(a) Ministère de la Coopération, Etude des Transports au Rwanda, 1960, p. 54.

214.- Perspectives à long terme.

Dans un avenir plus lointain, une mutation de structure dans le développement industriel des régions pourrait survenir et en faire la plaque tournante de l'intégration économique africaine. Les diverses voies de pénétration convergent sans se rejoindre de l'Océan Indien ou Atlantique vers le coeur de l'Afrique et créent plusieurs marchés compartimentés défavorables à la naissance de productions locales.

La création de "voies d'intégration" dans la région des Grands Lacs donnerait aux entreprises s'installant dans la région la possibilité d'approvisionner simultanément plusieurs marchés nationaux africains. L'obstacle dirimant à l'industrialisation que l'on rencontre en pays sous développé serait ainsi vaincu; un marché vaste serait couvert permettant aux entreprises de bénéficier des avantages de la dimension. Cette vue à long terme suppose une franche coopération économique entre les Etats concernés, ainsi que la garantie d'un financement important.

22.- LA POPULATION.221.- Le bassin économique de Bujumbura.

a) Volume de la population.

En 1957, le bassin de Bujumbura rassemblait 7,2 millions d'habitants soit 42 pour cent de la population de l'ensemble Congo-Rwanda-Burundi. En supposant que la population de ce bassin a continué à s'accroître au rythme annuel de 3 pour cent, elle se serait élevée en 1965 à 9.162 millions d'habitants. Dans l'hypothèse d'un taux identique d'accroissement démographique pour les prochaines années, elle doit atteindre en 1970 et 1975 respectivement 10.616 millions et 12.308 millions d'habitants. Le volume de population de 10 millions d'habitants constitue le seuil que doit atteindre une économie pour bénéficier réellement des avantages de la dimension. Avec ses quelques 9 millions d'habitants, le bassin économique de Bujumbura est le seul qui puisse se prévaloir d'une masse critique de population. Ainsi, l'aire de marché du pôle de Bujumbura se trouve justifiée non seulement par les lignes d'isocoûts de transport, mais également par le volume de population qu'elle renferme. On voit dès lors tout l'intérêt que les trois pays ont à coopérer. La possibilité d'atteindre ensemble ce seuil démographique à l'intérieur d'une aire de marché constitue en soi une contrainte d'intégration. La répartition géographique de la population du bassin en 1957 est donnée dans le tableau suivant.

Tableau 221.a.

Répartition géographique de la population du bassin de Bujumbura en 1957.

Pays, provinces ou parties de provinces	Répartition de la population en 1.000 unités		Répartition de la population en pourcentage.	
Rwanda	2.470		34	
Burundi	2.100		29	
Sous-total Rwanda + Burundi		4.570		63
Kivu	1.660		23	
Katanga	297		4,2	
Orientale	665		9,2	
Kasaï	40		0,6	
Sous-total Est du Congo		2.662		37
Total	7.232	7.232	100	100

Le noyau de base de la Région des Lacs, c'est-à-dire le périmètre délimité par Bukavu, Bujumbura, Kigali et Goma rassemble 50 pour cent de la population du bassin. La population de ce noyau en 1958-1959 est ventilée par territoires au tableau 221.b. Le Rwanda contribue pour 55 pour cent au volume de la population de cette région; plus de 95 pour cent de la population de ce pays en fait partie. L'arrière-pensée de cette région comprend 1,18 million d'habitants au Burundi et 1,92 million au Congo.

b) Densité de la population.

Le bassin de Bujumbura peut se prévaloir d'une population à la fois nombreuse et dense : 20 habitants au km² contre 8 pour l'ensemble du Congo-Rwanda-Burundi. A l'intérieur de ce bassin, le noyau de base est particulièrement privilégié. Ne recouvrant que 15 pour cent de la superficie du bassin, il regroupe 59 pour cent de sa population. Aussi, la densité y est-elle exceptionnellement élevée : le chiffre de 78 habitants au km² est un véritable record pour l'Afrique. Dans l'arrière-pensée de ce noyau de base, la population est beaucoup moins concentrée. Sa densité est cependant supérieure à celle du Congo-Kinshasa : respectivement 9 et 6 habitants au km². C'est dans le Nord-Katanga que la densité est la plus faible soit 3,2 habitants au km². Dans l'ancien district de l'Ituri, qui se situe à l'extrémité Nord du bassin de Bujumbura, la densité est de 10 habitants au km².

Tableau 221.b.

Population de la région de base - Effectifs et densités en 1958-1959 (a).

Zones et territoires	Effectifs (1.000)	Superficie en km ²	Densité au km ²
Bukavu	48	5.990	805
Kalche	116	5.707	20,5
Uvira	127	3.148	40,4
Kabare	336	3.708	90,9
Goma	29	469	63,7
Rutshuru	151	5.189	29
Masisi	219	4.734	46,3
Zone congolaise	1.030	28.945	35
Kigali	300	2.624	117,8
Nyanza	260		63,4
Gitarama	218	3.451	75,5
Astrida	476	2.812	169,3
Shangugu	189	2.226	85,1
Kibuye	165	1.227	134,8
Kisenyi	254	2.488	102,2
Ruhengeri	312	1.696	184
Biumba	228	2.734	83,8
Zone Rwandaise	2.422	19.257	126
Bujumbura	75	415	181,9
Ngozi	474	2.862	165,7
Bužanza	263	3.922	67,2
Muramvya	230	1.464	157,9
Zone Burundaise	1.042	8.663	120
Total Région de base	4.494	56.865	78
Total hinterland	3.101	334.358	9
Total bassin économique	7.595	391.223	20
Total Congo-Rwanda-Burundi	19.110	2.354.140	8

(a) Zone congolaise : chiffres du recensement administratif de 1958

Rwanda-Burundi : chiffres de 1959

Seule la population de la région de base a été ventilée par territoire.

Mais la densité absolue telle qu'on l'a envisagée ici n'est pas un concept opérationnel. Il convient de lui substituer, comme l'a fait Hecq (a), la notion de "densité rurale au sein du gîte agricole, abstraction faite des étendues non cultivables telles que montagnes escarpées, parcs et réserves, marais non drainés, exploitations européennes, terres incultes diverses, centres urbains etc". L'écart entre la densité ainsi conçue et la densité absolue peut être important comme en témoigne la chefferie de Bukumu dont la densité absolue est de 40 habitants alors que la densité dans les gîtes agricoles dépasse 150 habitants au km². Cette notion est déterminante dans la mise en valeur des zones agricoles, puisqu'elle permet de dégager le rapport population/terres cultivables. Hecq constate que les zones à potentiel de productivité élevée sont soit pratiquement inoccupées soit densément peuplées. Dans ces dernières plus particulièrement, des mesures d'accompagnement vigoureuses doivent être prises si l'on veut éviter un développement agricole anarchique. L'expansion extraordinaire mais désordonnée des paysannats indigènes de café dans la région de Rutshuru, dont la densité de la population dans les gîtes agricoles est particulièrement forte, en est un exemple frappant. A cet éparpillement de petits champs, il faut préférer la création de grandes plantations. Le rendement des cultures et la qualité du café s'en trouvent considérablement améliorés.

Même dans les endroits les plus densément peuplés, les habitants des campagnes de ces régions sont fort disséminés. Cette absence de concentration résulte d'une organisation sociale sous forme de cellules rurales réduites chacune à la famille. Ainsi, n'existe-t-il pas dans cette région de villages. On a expliqué cette dispersion de l'habitat par la "paix tutsi", mais elle semble plutôt avoir été imposée par les conditions naturelles. Comme l'a écrit Courou (b) : "Ce n'est pas du côté du Congo qu'il faut regarder quand on veut comprendre la géographie humaine du Rwanda-Urundi (et nous dirons plus largement aussi du Kivu), mais du côté de l'Afrique Orientale; or, l'habitat dispersé est de règle chez les agriculteurs des hautes terres de l'Ouganda, du Kenya et du Tanganyika". Il faut noter que ce trait commun au Rwanda, au Burundi et au Kivu entrave le développement économique et humain dans la mesure où il est un facteur de préservation des structures traditionnelles.

-
- (a) Principes directeurs pour l'installation de paysannats en région montagneuses. Synthèse des premiers travaux réalisés au Kivu, Bulletin d'Information de l'INEAC, vol X, n° 3, juin 1961.
- (b) GOUROU P. La Densité de la Population au Rwanda-Urundi, Bruxelles, 1953, p.178.

Si la population du bassin économique de Bujumbura est dense, la population extra-coutumière, c'est-à-dire urbaine y est cependant extrêmement réduite. Elle ne comptait en 1957 que 534.000 unités. Elle ne représente que 17 pour cent de la population urbaine du Congo, du Rwanda et du Burundi alors que le bassin intervient pour plus de 40 pour cent dans la population totale des trois pays. Le taux d'urbanisation n'y est en 1956-1957 que de 2,8 pour cent contre 4,4 pour cent dans l'ancienne province de l'Equateur, 7 pour cent dans la province Orientale et 25 pour cent au Katanga.

222.- Evolution démographique récente au Rwanda et au Burundi.

Le Burundi et le Rwanda sont défavorisés sur le plan démographique à un double titre. D'une part, l'effectif de la population de ces pays et partant le nombre de leurs consommateurs potentiels n'est pas suffisamment important pour compenser la faiblesse du pouvoir d'achat individuel. Le développement industriel ne peut donc y être assuré. D'autre part, le caractère explosif de la démographie pose, étant donné l'état actuel des connaissances et de la technique de ces pays, le problème malthusien. Le rapport défavorable entre la population et les terres cultivables y entrave le développement agricole.

Ces caractères démographiques qui sont négatifs à l'échelon rwandais ou burundais, sont des facteurs de développement dans un cadre plus vaste. La forte densité de peuplement n'est en effet un avantage que dans la mesure où la population est suffisamment nombreuse pour permettre l'exploitation d'économies d'échelle. Dans le cas contraire, les pressions démographiques obèrent le développement économique. Tel est le cas du Rwanda comme celui du Burundi.

a.) Le Rwanda.

Sur base du recensement administratif de 1964, le Rwanda compte 2.978.000 habitants. Selon l'Office des Statistiques, ce résultat comporte une sous-estimation de 2 à 4 pour cent. Le Rwanda dépassait donc déjà en 1964 le cap des trois millions d'habitants. Cette population se caractérise par sa jeunesse : plus de la moitié des rwandais ont moins de 15 ans. La population étrangère est très réduite. Les étrangers d'origine européenne sont moins de 3.000. La population se répartit de manière relativement égale entre les diverses subdivisions administratives du pays, mais les densités régionales moyennes varient fortement.

Tableau 222.a.

Répartition de la population entre les dix préfectures en 1964.

(en 1.000 habitants)

Kigali	301
Byumba	301
Kibungu	221
Gitarama	363
Butare	348
Cyangugu	232
Gikongoro	278
Kiryuye	248
Gisenyi	295
Ruhengeri	392
Total	2.978

Les préfectures peuvent donc se prévaloir chacune d'un effectif de population assez semblable. La densité de peuplement qui est de 115 habitants par km² (1964) varie cependant dans de grandes proportions d'une préfecture à l'autre. Elle évolue entre 230 habitants au km² dans la préfecture de Ruhengeri et 37 dans celle de Kibungu. Cette dernière densité qui est un minimum au Rwanda est très élevée pour l'Afrique : elle est supérieure à celle de tous les pays d'Afrique Noire hormis le Nigéria.

Les rares localités urbaines, qui sont essentiellement des centres commerciaux, sont encore fort peu peuplées. Selon les derniers recensements, la population des principaux centres urbains s'élevait à 17.220 habitants.

Ces données sont aujourd'hui tout-à-fait dépassées car la population urbaine est depuis quelques années en nette expansion. Dans la capitale, la croissance a été particulièrement rapide : la population de Kigali qui était de 4.800 habitants en 1959 est aujourd'hui estimée à 15.000. Malgré ce mouvement, le taux d'urbanisation reste infime : il était en 1959 de 0,6 pour cent. Dans l'hypothèse d'un triplement de la population urbaine par rapport à 1959, ce taux n'atteindrait pas 2 pour cent en 1966. Il s'agit là du taux le plus bas de toute l'Afrique. Le faible degré d'urbanisation du Rwanda s'explique par l'absence combinée de noyaux industriels dans les centres urbains et de surplus agricoles dans les campagnes.

Tableau 222.b.
Population urbaine du Rwanda en 1958-1959.

Kigali	(1959)	4.800
Gisenyi	(1959)	3.955
Butare	(1959)	3.715
Kibungu	(1958)	2.045
Ruhengeri	(1958)	1.160
Nyanza	(1958)	1.110
Cyangugu	(1958)	285
Total		17.220

Le taux d'accroissement naturel de la population est exceptionnellement élevé : selon les dernières recherches qui datent de 1959, il atteindrait 3,5 pour cent. En raison des migrations, le taux d'accroissement réel est cependant moins rapide : de 1958 à 1959, il a été de 3,25 pour cent. Les mouvements migratoires sont en grande partie dirigés vers l'Ouganda. Ils ont souvent été motivés par les mauvaises récoltes de café ou la dépréciation du franc par rapport au shilling. Dans l'Ankole, District au Sud de l'Ouganda, les Rwandais sont plus nombreux que les Ougandais. En supposant que la population s'accroisse au rythme annuel de 3 pour cent, son volume et sa densité évolueront comme indiqué au tableau 222.c.

Tableau 222.c.
Prévisions de l'accroissement démographique au Rwanda de 1965 à 1975.

	Volumes	Densité au km ²
1965	3.130.000	119
1970	3.629.000	138
1975	4.207.000	160

Cette évolution est fort inquiétante car elle risque d'enfermer la population rwandaise dans le cercle malthusien. Cette situation est d'autant plus préoccupante que :

- 1° le taux d'investissement est faible et que les accroissements démographiques tendent à l'emporter sur les investissements productifs;
- 2° que la croissance de la démographie sera pour de longues années encore corrélée positivement à la croissance du revenu.

b) Le Burundi.

La population du Burundi présente les mêmes caractères structuraux que celle du Rwanda : elle est à la fois très dense et très dynamique. Le potentiel démographique de ce pays est inférieur à celui du Rwanda d'environ un demi million d'unités. En 1964, la population s'élevait à 2.450.000 habitants. Elle est en réalité plus importante car cette statistique comporte une sous-estimation d'environ 3 pour cent.

La population se répartissait en 1964 de manière fort inégale entre les provinces.

Tableau 222.d.

Répartition de la population du Burundi en 1964 par provinces.
(en 1.000 habitants)

Bujumbura	85
Bubanza	290
Gitega	426
Moramvya	255
Ngozi	522
Muhinga	330
Ruhigi	159
Rutana	118
Bururi	260
Total	2.445

Les provinces de Gitega et de Ngozi rassemblent à elles seules 39 pour cent de la population totale.

La densité moyenne est de 88 habitants au km² en 1964 contre 79,5 en 1959. Elle varie suivant les régions de 37 habitants au km² dans la province de Ruhigi à 202 dans celle de Bujumbura. Comme au Rwanda, la majeure partie de la population est répartie en "familles" qui vivent disséminées sur les collines. L'urbanisation est cependant plus poussée au Burundi grâce à la localisation dans ce pays de la capitale administrative de l'ancien territoire du Ruanda-Urundi. La population urbaine du Burundi est concentrée dans sa quasi totalité à Bujumbura.

Tableau 222.e.

Répartition de la population urbaine du Burundi en 1959.

Bujumbura	45.700
Bururi	4.830
Gitega	3.680
Total	54.210

Le coefficient d'urbanisation était à cette époque de 2,5 pour cent. Il ne s'est guère profondément modifié depuis lors. Mais l'attraction de la capitale qui s'est manifestée dans la plupart des pays africains au lendemain de l'indépendance n'a pas épargné le Burundi et Bujumbura compterait aujourd'hui plus de 70.000 habitants. Ce mouvement récent a accéléré le taux d'expansion déjà fort rapide atteint pendant la dernière décennie de la Tutelle.

Tableau 222.f.

Evolution de la population de Bujumbura de 1950 à 1966.

Années	Population en unités	Indice
1950	17.520	100
1953	34.015	194
1959	45.700	260
1966	71.000	405

Comme le Rwanda, l'accroissement naturel de la population atteignait à la fin de la période de tutelle le taux record de 3,5 pour cent par an. Ce taux n'est vraisemblablement réduit à la suite du relâchement de l'action médicale.

Le taux d'accroissement réel de 3,53 pour cent enregistré au Burundi durant l'année 1958-1959 est supérieur à celui du Rwanda qui était de 3,25 pour cent. En supposant que la population s'accroisse à l'avenir au rythme annuel de 3 pour cent, on obtient les prévisions indiquées au tableau suivant.

Tableau 222.g.

Prévisions d'accroissement de la population au Burundi 1965-1975.

	Population (1.000)	Densité (habitants par km ²)
1965	2.666	95
1970	3.091	110
1975	3.583	129

23.- LE REVENU ET LA CONSOMMATION.231.- Analyse comparative des marchés des pays d'Afrique du Centre et de l'Est.

Avant d'étudier la structure du revenu et de la consommation dans la Région des Iacs, il a paru utile de situer les caractères fondamentaux des marchés du Rwanda et du Burundi dans le contexte de l'Afrique du Centre et de l'Est. Cette analyse comparative met en lumière les aspects défavorables des marchés du Rwanda et du Burundi, tant sur le plan de la dimension que de la structure. Ainsi par exemple, le revenu monétaire du Rwanda et du Burundi est non seulement fort inférieur au niveau atteint dans les pays voisins mais il représente également une part moindre du revenu global. Cette analyse permettra de mieux comprendre pourquoi une coopération entre le Rwanda, le Burundi et les régions périphériques du Congo et de la Tanzanie s'impose si ces pays veulent progresser sur la voie du développement.

a) Structure démographique.

La démographie joue dans la croissance économique de ces pays un rôle primordial. Le tableau 231.a présente une vue comparative des données démographiques de base des pays considérés.

Les désavantages démographiques absolus du Rwanda et du Burundi ont déjà été mis en lumière au point 22. Le tableau 231.a révèle les désavantages comparatifs du Rwanda et du Burundi par rapport aux pays limitrophes :

- infériorité du volume de la population et partant du nombre de consommateurs potentiels;
- infériorité de l'importance numérique des étrangers et de leur part dans la population totale; l'occupation étrangère est en effet un indice "sûr" de l'importance du secteur moderne dans l'économie. Depuis l'indépendance, ce caractère ne doit cependant plus être considéré comme désavantageux.
- infériorité du taux d'urbanisation qui est excessivement faible. La disparité de peuplement entre Kigali, la plus petite capitale et Kinshasa la plus grande capitale de l'Afrique noire est de 1 à plus de 50.

Tableau 231.a.

Tableau comparatif des éléments démographiques
de dimension et de structure du marché.

	Unités statistiques	Rwanda	Burundi	Rwanda et Bu- rundi	Uganda	Tanza- nie	Kenya	Congo- Kinsha- sa
Population totale (1965)	1.000	3.130	2.660	5.790	7.400	10.500	9.360	15.800
Population étrangère	1.000	3	5	8	100	136	268	115
Taux d'urbanisation	%	0,6	2,5	1,3	3	3,5	10	9
Taux d'accroissement	%	3	3	3	2,2	2	2,25	2,3
Densité au km ² (1965)	1	119	95	107	35,5	12	16,5	6,8
Salariés (1959)	1.000	52,3	50,8	103	221	430	597	961
Salariés/population	%	2	2,3	2,1	3,1	4,4	7	7

Or, le processus d'urbanisation est en liaison directe avec le développement économique. S'il en est une résultante, il en est aussi un stimulant.

- Supériorité du taux d'accroissement démographique. La pression actuelle de la démographie sur les subsistances au Rwanda comme au Burundi empêche de considérer la croissance de la population comme un facteur favorable.
- Nette supériorité de la densité de population.

On a montré plus haut que la forte densité de peuplement si elle favorise le développement industriel entrave le développement agricole. Elle ne

- doit dès lors être considérée avec faveur que dans la perspective d'un marché élargi susceptible d'offrir des débouchés à une industrie locale.
- Moindre part des salariés dans la population totale. Si le taux d'emploi n'est pas un critère décisif, dans la stratégie du développement économique, il y joue néanmoins un rôle considérable. Il importe que la part de la population qui est intégrée ou en voie d'intégration au secteur moderne soit toujours plus élevée.

b) Structure du revenu.

Pour comparer la structure du revenu des pays de l'Afrique de l'Est et du Centre, on a eu recours essentiellement aux données de l'année 1959. Le but poursuivi est en effet de dégager les facteurs principaux de différentiation de structure. Il est certain qu'une analyse comparative des données actuelles eut révélé un retard bien plus considérable du Rwanda et du Burundi par rapport à leurs voisins d'Afrique de l'Est. Pour s'en convaincre, il suffit de mettre en regard la croissance économique de ces pays, au cours des dernières années, et la décroissance des économies rwandaises et burundaises au lendemain de l'indépendance. Le produit intérieur brut a évolué comme suit dans les différents pays considérés (en indices):

Kenya (à prix courants)	1959=100	1964=130
Tanzanie (à prix courants)	1959=100	1964=135
Uganda (à prix constants de 1960)	1959=100	1963=111
Congo K (à prix constants de 1958)	1958=100	1964= 94,5
Rwanda (estimation)	1959=100	1964= 94
Burundi (estimation)	1959=100	1964= 75

1. Le niveau du revenu.

Dans le tableau suivant, on a comparé le produit intérieur brut global et par tête entre les six pays considérés.

Mesurés par leur produit intérieur brut, les marchés du Rwanda et du Burundi sont comparativement plus petits lorsqu'ils sont mesurés par le volume de leur population. Ainsi, par exemple, la disparité entre l'ensemble Rwanda-Burundi et l'Uganda qui représente le moins important des marchés nationaux limitrophes, est en 1959 de 1 à 1,27 pour la population de 1 à 2 pour le produit total et de 1 à 3 pour le produit monétarisé. De cette importance différentielle de la disparité des volumes de population et de celle des produits globaux résultent une forte inégalité du produit par tête. En 1959, la disparité était la suivante :

	PIB total par tête	PIB monétarisé par tête
Rwanda + Burundi	100	100
Tanzanie	131	160
Uganda	155	225
Kenya	190	340
Congo K	225	405

Tableau 231.b.

Produit intérieur brut total et par tête des pays d'Afrique du Centre et de l'Est en 1959.

	Unités statistiques	Rwanda	Burundi	Rwanda et Burundi	Uganda	Tanzanie	Kenya	Congo Kinshasa
Population	10 ⁶ hab.	2,63	2,21	4,85	6,5	9,1	6,5	13,8
P.I.B.	10 ⁹ FC	4,87	5,3	10,2	20,8	24,8	30	65
P.I.B. monétarisé	10 ⁹ FC	-	-	5	15,1	14,9	22,65	57,65
P.I.B. monétarisé/P.I.B.	%	-	-	49	68	67	75	88
P.I.B. par tête	FC	1.840	2.400	2.080	3.200	2.730	4.000	4.515
P.I.B. monétarisé par tête	FC	-	-	1.030	2.320	1.640	3.485	4.180

Comme on l'a indiqué plus haut, la disparité du produit par tête entre le Rwanda et le Burundi d'une part et leurs voisins de l'Est d'autre part est encore plus forte aujourd'hui.

L'économie de subsistance occupe dans le produit intérieur brut de l'ensemble Rwanda-Burundi une part prépondérante : 51 pour cent en 1959 et encore davantage à l'heure actuelle. La contribution de ce secteur au produit intérieur est en Uganda et en Tanzanie de près d'un tiers, au Kenya elle est d'un quart et au Congo de 12 pour cent à peine (en 1959). Certes, les estimations de la production agricole non commercialisée sont sujettes à caution. Ainsi le revenu non monétaire annuel par unité de population rurale est en 1959, au Rwanda-Burundi, sur base des statistiques officielles près de deux fois supérieur à celui du Congo, soit respectivement 1.050 et 600 FB. Dans les pays de l'Est Africain, ce revenu est du même ordre de grandeur que dans l'ensemble Rwanda-Burundi. Il semble dès lors que la

production auto-consommée ait été sous-évaluée au Congo (a). Quoi qu'il en soit, c'est le revenu monétaire qui détermine le marché des produits industriels et qui doit dès lors être pris en considération. Ce revenu qui est la contrepartie du produit monétarisé, est en 1959 dans l'ensemble Rwanda-Burundi dix fois inférieur à celui du Congo alors que la population y représente plus du tiers de la population congolaise. Le revenu monétaire dont disposent l'Uganda et la Tanzanie est en 1959 le triple de celui du Rwanda et du Burundi considérés ensemble tandis que celui du Kenya en est le quadruple.

2. Eléments de la formation du revenu

Les revenus proviennent d'activités productrices soit de biens soit de services. Une analyse de la structure du produit intérieur permettra donc de dégager les éléments de la formation du revenu. Le tableau 231.c qui donne en pourcentage la répartition par branches du produit intérieur brut des pays d'Afrique de l'Est et du Centre, met en évidence le caractère attardé de la structure économique du Rwanda et du Burundi : prépondérance de l'économie de subsistance et part minime du secteur secondaire dans le produit total.

Il n'a pas été possible d'établir cette comparaison pour une seule et même année. Le décalage dans le temps a toutefois ici moins d'importance à cause de la régression économique du Burundi, du Rwanda et du Congo depuis 1960. En effet, les années 1962-1963 ne sont pas représentatives de la structure fondamentale des économies de ces derniers pays. La comparaison dans l'espace est cependant sujette à caution car les modes d'évaluation du produit national diffèrent de pays à pays.

Le retard économique du Rwanda et du Burundi ressort beaucoup moins du tableau 231.d qui compare la répartition de l'emploi salarié entre les différents pays. L'ancien territoire sous tutelle belge compte en effet le plus haut pourcentage de travailleurs occupés dans le secteur secondaire. Mais cet avantage n'est qu'apparent puisque c'est dans ce même territoire que ce secteur contribue pour la plus faible part au produit intérieur brut. Le tableau 231.d pour être significatif doit être analysé en même temps que le tableau 231.c. Il révèle alors une moindre productivité du travail au Rwanda et au Burundi par rapport à leurs voisins.

Dans les différents pays considérés, les exportations ont été l'élément moteur de la formation du revenu. La majeure partie de celui-ci provient en effet soit directement soit indirectement des activités

(a) Voir volume consacré au Congo n° 22.

exportatrices. C'est ainsi que les réalisations d'infrastructure, dont les dépenses ont fortement contribué à la formation du revenu ont été en grande partie induites par les activités orientées vers le marché extérieur. On comprend dès lors pourquoi le Rwanda et le Burundi ont également été défavorisés en matière d'infrastructure. La faiblesse relative de l'investissement public par tête dans l'ancien territoire sous tutelle belge ressort du tableau n° 231.e.

Tableau 231.c.

Répartition du P.I.B. par branche d'activité en pourcentage.

Branches	Rwanda et Burundi 1957	Uganda 1962	Tanzanie 1963	Kerya 1962	Congo Kinshasa 1958
Agriculture					
- non commer- cialisée	53	32	33	25	12
- commercia- lisée	27	32	27	17	18
Industrie mini- ère	1,5	1,7	2	0,3	8
Industrie manu- facturière + énergie + construction	4	7,6	7,2	11	16
Transport	0,5	3,6	4,3	8	7,2
Commerce	4,7	9,2	11,9	13	7,8
Services	1,6	7,3	3,9	9	) 26,3
Administration	5,8	4,4	6,7	12	
Loyers	1,2	2,2	4	3,5	
Total	100	100	100	100	100

Tableau 231.d.

Répartition par secteur de l'emploi salarié en pourcentage.

	Rwanda et Burundi 1959	Uganda 1962	Tanzanie 1963	Kenya 1959	Congo Kinshasa 1959
a) Activités primaires					
- agriculture	22,5	21	51	42,2	29,1
- mines	10	2,5	2,8	1	9,1
Sous-total	32,5	23,5	53,8	43,2	38,2
b) Activités secondaires					
- industrie manufacturière	6	) 11,5	5,6	9	10,6
- énergie	2	)	1,8	0,4	
- construction	13	4,1	11	3,2	9,1
Sous-total	21	15,6	18,4	12,6	19,7
c) Activités tertiaires					
- transport	12,5	1,5	5,5	6,9	7,4
- commerce	11,2	4,5	4,9	6,3	6,8
- autres	21,3	55	17,4	31	28,8
Sous-total	45	61	27,8	44,2	43
Total	100	100	100	100	100

Tableau 231.e.

Investissement public par tête dans les pays d'Afrique de l'Est et du Centre en 1959 et 1960.

Pays	Année	Francs
Ruanda-Urundi	1959	120
Uganda	1960	250
Tanzanie	1960	110
Congo-K	1959	380
Kenya	1960	230

C'est également dans l'ancien territoire du Ruanda-Urundi que les perspectives de croissance étaient au seuil de l'indépendance les moins prometteuses. Le tableau suivant donne pour les pays considérés le taux d'investissement en 1959 mesuré par le rapport entre les Investissements fixes et le PIB.

Tableau 231.f.

Taux d'investissement dans les pays d'Afrique de l'Est et du Centre en 1959.

Pays	Pourcentage
Ruanda-Urundi	9
Uganda	11,5
Tanzanie	11
Kenya	19
Congo Kinshasa	17

3. Structure de la consommation.

L'étroitesse du marché du Rwanda et du Burundi ressort avec force du tableau suivant qui compare la valeur des importations des différents pays :

Tableau 231.g.

Importations nettes en valeur dans les pays d'Afrique du Centre et de l'Est.

Pays	Année	Importations nettes totales (millions FB)	Importations nettes par tête (francs)
Rwanda	1964	600	205
Burundi	1964	762	275
Uganda	1962	4.310	605
Tanzanie	1962	7.000	725
Kenya	1962	9.800	1.100
Congo Kinshasa	1964	14.200	950

La valeur globale et par tête des importations du Rwanda et du Burundi est fort inférieure à celle des pays voisins. Le marché ouvert à l'import substitution y est insignifiant. La consommation y est également beaucoup moins diversifiée que dans les pays limitrophes.

232.- La dimension du marché de la Région des Lacs.

Dans l'introduction, on a montré les raisons pour lesquelles l'industrialisation du Rwanda et du Burundi doit être conçue dans l'optique d'un regroupement régional englobant les régions périphériques de l'Est congolais et de l'Ouest tanzanien. Le principe de constitution de la région des lacs relève d'une approche par élargissements successifs. Le Burundi et le Rwanda peuvent servir de débouché exclusif à la production de quelques établissements industriels locaux, mais la rentabilité de ceux-ci ne sera jamais que marginale. Aussi, ces pays doivent-ils dépasser le cadre étroit de leurs frontières. Le marché que constituent ensemble le Rwanda et le Burundi s'avère capable d'absorber la production d'un certain nombre de projets industriels. Mais ces pays, même réunis, ne disposent pas de débouchés intérieurs suffisants pour amorcer un véritable processus d'industrialisation. On a dégagé plus haut les désavantages de ce marché comparativement aux marchés des pays limitrophes.

Le bassin économique de Bujumbura, qui a été délimité par rapport aux pôles concurrents de Lubumbashi et de Kisangani, rassemble le Rwanda, le Burundi et, à l'Est du Congo, une longue bande qui s'étend du Nord Katanga à l'Ituri (a). Il ne faut pas perdre de vue que déjà à la fin de la décennie précédente le Kivu faisait partie de l'arrière pays de Bujumbura. Ce bassin, bien qu'il dispose de 42 pour cent de la population, de 30 pour cent du produit intérieur brut et de 27 pour cent du pouvoir d'achat (b) de l'ensemble Congo-Rwanda-Burundi, n'en constitue pas moins un marché encore fort étroit.

On peut dès lors élargir ce marché en y incluant les régions tanzaniennes limitrophes du West Lake et de Kigoma. Elles constituent avec le Rwanda, le Burundi et l'Est du Congo une vaste région naturelle et économique que l'on a baptisée "Région des Lacs". Mais dans cette région, le faible degré de monétarisation du revenu limite la capacité d'absorption du marché aux articles de subsistance et de manière générale aux biens dont la demande est élastique par rapport au revenu.

(a) voir carte des bassins économiques.

(b) Sont considérés comme constitutifs du pouvoir d'achat, les revenus des salariés africains, les revenus des salariés européens et les revenus commercialisés des entreprises africaines. Voir volume Congo, n° 24.

Avant de décrire la situation actuelle du marché de chacune des zones constitutives de la Région des Lacs, on s'attachera à mesurer le marché de l'ensemble de la région. Pour ce faire, il faut recourir aux données des années 1957-1959. Les éléments composants de la dimension du marché des différentes zones constitutives de la Région des Lacs sont donnés au tableau suivant :

Tableau 232.a

Répartition du produit intérieur brut et de la population dans la Région des Lacs en 1957.

Sous-régions	Produit intérieur brut (millions de FC)	Produit par tête (FC)	Population (millions) ^a
Rwanda	4,9	1.985	2,47
Burundi	5,3	2.530	2,1
Est du Congo	11,6	4.350	2,66
Ouest de la Tanzanie (a)	2,06	2.300	0,9
Tota région	<u>23,86</u>	2.935	<u>8,13</u>

(a) Les chiffres de 1957 ont été obtenus à partir de ceux de 1963, en supposant que le taux de croissance du produit intérieur ait été le même que celui de la population, en l'occurrence 1,75%.

Dans les deux tableaux suivants (232.b et 232.c), on donne la répartition du produit intérieur brut respectivement du Rwanda et du Burundi en 1959 et du Kivu en 1957. On comparera ensuite dans ces deux régions, au tableau 232.d, la répartition des revenus créés par la production. La structure du produit intérieur brut n'a pas été comparée au sein d'un même tableau, parce que l'on a préféré faire état des données les moins désuètes. Les chiffres de 1959 sont en effet plus représentatifs de la structure économique fondamentale de l'ancien territoire sous tutelle que ceux de 1957.

Tableau 232.b.

Répartition du produit intérieur brut du Rwanda-Urundi estimé en 1959.
(aux prix de 1958)

	Millions de FC	Pourcentage
Cultures vivrières	5.700	56,0
Cultures industrielles	1.100	10,8
Elevage : croît total	480)	
lait	150)	
peaux	20)	
	650	6,4
Pêche	30	0,3
Mines, carrières	120	1,2
Production industrielle	300	2,9
Construction	300	2,9
Transport	100	1,0
Commerce	700	6,9
Logement	160	1,6
Services	220	2,2
Administration (dépenses)	800	7,9
Total	10.180	100

Source : Rapport AESED, op.cit. p.353.

Tableau 232.c.

Répartition du produit intérieur brut dans l'ancienne province du Kivu
en 1957.

	Millions de FC	Pourcentage
Agriculture africaine	1.500	24,9
Agriculture européenne	700	11,9
Mines	980	16,3
Industrie et matières de construction	370	6,1
Construction	410	6,8
Transport	390	6,5
Commerce	470	7,8
Services divers	230	3,8
Services domestiques	130	2,2
Services administratifs	520	8,6
Immeubles et habitations	340	5,7
Impôts indirects	450	7,5
Importations de biens d'approvisionnement	- 470	-7,8
Total	6.020	100

Source : Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, VII, n° 12, décembre 1958.

La contribution du secteur primaire dans la valeur ajoutée brute du Ruanda-Urundi était en 1959 de 75 pour cent, dont 1,2 seulement à l'actif de l'industrie minière. Au Kivu, la contribution du secteur primaire intérieur brut en 1957 était de 53 pour cent. Mais les comparaisons de la part relative de ce secteur dans le produit global sont peu significatives étant donné les divergences dans l'évaluation du produit non commercialisé. La comparaison des valeurs ajoutées absolues des différents secteurs monétaires sont plus intéressantes. La supériorité du Kivu est très nette dans l'industrie minière ainsi que dans les différentes branches constitutives du secteur secondaire. Il faut toutefois remarquer que la production minière de l'ancienne province du Kivu provient pour une grande partie du Maniema, région qui n'est pas incluse dans le bassin économique de Bujumbura.

Mais, il y a lieu dans cette étude relative à la dimension du marché d'approcher la comptabilité nationale davantage dans une optique "revenu" que dans une optique "produit". Le tableau 232.d donne la structure du revenu du Ruanda-Urundi et du Kivu en 1957.

Le revenu agricole non monétarisé du Kivu a été sans nul doute sous évalué : par tête d'habitant, il s'élève en 1957 à 375 FC contre plus de 1.500 FC dans l'ensemble Ruanda-Urundi. Comme on l'a fait remarquer dans le volume consacré au Congo, une telle disproportion est inconcevable entre deux régions où la géographie économique et humaine est aussi semblable.

Cependant, compte tenu de l'objectif de mensuration du marché, l'on retiendra surtout les montants du produit intérieur brut monétarisé. Or, si l'ancien territoire sous tutelle, sous les réserves faites plus haut, peut se prévaloir d'un produit total près de deux fois plus important que celui du Kivu, son produit commercialisé ne lui est que légèrement supérieur. La structure du revenu monétaire qui est la contrepartie du produit commercialisé est toutefois fort différente dans ces deux régions.

Le rapport de la masse des salaires africains et européens au revenu monétaire global est de 57,3 pour cent au Kivu et de 22,5 pour cent au Ruanda-Urundi. Cette situation résulte d'une différence dans l'organisation du secteur agricole moderne. Le régime de tutelle a empêché les Européens de créer au Ruanda-Urundi les grandes plantations que le régime colonial favorisait au Kivu. La production agricole du protectorat a dès lors été essentiellement le fait de petits planteurs africains. Ceux-ci occupaient en 1960 la quasi-totalité des superficies de cultures industrielles, soit 70.400 ha pour 3.300 seulement aux Européens. Le revenu brut monétaire encaissé par les planteurs africains

Tableau 232.d.

Répartition des revenus totaux au Ruanda-Urundi et au Kivu en 1957.

	Ruanda-Urundi			Kivu		
	Millions FC	Pourcentage		Millions FC	Pourcentage	
Revenus des sala- riés africains	800,5	14	7	1.810	34,8	30
Revenus des sala- riés européens	481,4	8,5	4,2	1.170	22,5	19,4
Revenus commercial- isés des entreprises africaines	4.074,8	72	35,8	750	14,4	12,4
Revenus des entre- prises européennes				1.020	19,6	16,9
Amortissements	287	5	2,5			
Impôts indirects	18,2	0,5	0,16	450	8,7	7,5
Produit intérieur b brut monétarisé	5.661,9	100		5.200	100	
Revenus non commer- cialisés des entre- prises africaines	5.818		51	820		13,8
Produit intérieur brut total	11.380		100	6.030		100

de café a été en 1959 de 913 millions FC selon les estimations du service des Affaires Economiques. Pour un effectif de 600.000 planteurs, cette somme représente un revenu brut annuel unitaire de 1.530 FC. Les revenus provenant de la vente du café ont été le principal facteur de monétarisation de l'économie du Burundi, comme de celle du Rwanda. On a estimé que dans les années 1950, pour un prix au producteur d'environ 20 FC au kg, le gain du planteur par jour de travail dans son champ de café était de 40 FC alors que le salaire moyen par jour était de 5 à 10 francs (a). La hausse des revenus procurés par la culture du coton est nettement moindre : elle s'élevait en 1959 à 76 millions de FC. Le revenu par planteur y est cependant près de trois fois supérieur. Compte tenu d'un effectif de 13.970 cultivateurs de coton, ce revenu s'élevait en 1959 à 5.440 FC.

(a) J. CROMBEZ, Koffie in Ruanda-Urundi, Ecole des Sciences Economiques, Louvain, 1957, dactylographié.

Mais, pour apprécier le volume de la demande finale, il ne faut prendre en considération que les éléments du revenu qui sont censés être affectés à des dépenses de consommation. C'est-à-dire la totalité du revenu monétarisé des Africains et le revenu des salariés européens (a). Dans l'ensemble Ruanda-Urundi en 1957, ce revenu au pouvoir d'achat effectif s'élève approximativement à un peu plus de 530 FC par tête d'habitant (b). La répartition géographique du pouvoir d'achat dans la zone congolaise de la Région des Lacs est donnée au tableau suivant :

Tableau 232.e.

Pouvoir d'achat par tête dans le bassin économique de Bujumbura en 1957.

Régions	Population 1.000 unités	Pouvoir d'achat par tête (FC)	Pouvoir d'achat (millions FC)
Fwanda et Urundi	4.570	530	2.400
Kivu	1.660	2.200	3.730
Katanga	297	5.144	1.525
Province Orientale	665	1.930	1.281
Kasaï	40	1.350	54
Total	7.232	1.250	8.880
Ensemble Congo- Ruanda-Urundi	17.251	2.025	34.961

Ce tableau révèle à quel point les habitants du Rwanda et du Burundi sont défavorisés par rapport à leurs voisins congolais. La supériorité du revenu dans la zone congolaise du bassin s'explique par le développement plus important du secteur moderne de cette zone. Les indices de cet avantage de l'Est du Congo sur les anciens protectorats sont nombreux.

Tels par exemple la supériorité numérique des salariés et l'occupation européenne plus intense dans la zone congolaise. En 1959, la population européenne au Rwanda et au Burundi s'élevait à 8.000 unités tandis que dans la seule province du Kivu, elle atteignait près de 14.000 unités.

(a) Ce choix est justifié dans le volume Congo, n° 242.

(b) Le caractère approximatif de cette donnée découle de l'impossibilité de ventiler de manière précise les revenus de la propriété et de l'entreprise entre Africains et Européens.

Dans cette dernière, les salariés sont deux fois plus nombreux qu'au Rwanda et Burundi réunis, ils s'élèvent, respectivement à 217.000 et 110.000 en 1958.

Le revenu monétaire agricole des indigènes non-salariés est également concentré dans la zone congolaise, principalement dans les territoires de Kabare, Uvira, Fizi et le Nord-Katanga. Dans ces territoires, le revenu individuel était avant l'indépendance supérieur à 2.380 francs/an.

Le problème fondamental de la Région des Lacs est donc d'accroître le revenu monétarisé d'une population rurale très dense et en forte expansion.

233.- Evolution du Burundi.

En 1959, le produit intérieur brut du Burundi s'élevait à environ 5,3 milliards de francs congolais. La contribution de ce pays au produit global de l'ancien Ruanda-Urundi était dès lors de 52,2 pour cent. Si le Burundi ne fournissait que 48 pour cent de la production agricole totale, il pouvait cependant se prévaloir de 63 pour cent du produit des cultures industrielles. Dans les secteurs secondaires et tertiaires, la prépondérance du Burundi découlait de la concentration à Bujumbura de la quasi-totalité des entreprises industrielles et productrices de services. La majorité des dépenses budgétaires étaient en outre effectuées au Burundi à cause du rôle de Bujumbura comme capitale administrative de l'ancien territoire sous tutelle. Le Burundi est donc davantage engagé que le Rwanda dans la monétarisation de son économie.

Fort d'un produit total supérieur à celui du Rwanda et d'une population moindre, le Burundi peut se prévaloir d'un produit par tête nettement supérieur à celui de son ancien partenaire, soit en 1959 pour ces deux pays respectivement 2.400 et 1.840 FC. Cet écart s'est aujourd'hui atténué : la régression du café notamment a été beaucoup plus grave au Burundi qu'au Rwanda. De plus, si dans ce dernier pays l'année 1965 offre des perspectives de redressement, elle est au Burundi une année de déclin.

Le revenu monétaire du Burundi a été estimé en 1966 à environ 1,5 milliard de francs burundi, soit 857 millions de francs belges. Le revenu monétaire par tête serait dès lors à peine de 320 francs belges.

On ne dispose pas de statistiques suffisantes pour évaluer valablement la dimension actuelle du marché du Burundi. La valeur des importations par tête d'habitant y était en 1964 de 274 FB contre 206 au Rwanda mais 950 au Congo Kinshasa. En Ouganda, en Tanzanie et au Kenya, cette valeur est respectivement deux, trois et quatre fois supérieure à celle du Burundi. Le marché ouvert à l'Import Substitution y est donc extrêmement réduit, tant pour les biens importés que pour les produits locaux. Parmi ceux-ci, la bière accaparerait actuellement environ la moitié du revenu monétaire des Burundi. C'est dire l'exiguïté du marché des autres produits. Dans le cadre national comme dans le cadre plurinational la hausse du revenu dans le court terme ne pourra résulter que d'un développement à grande échelle des activités orientées vers le marché extérieur. C'est pourquoi on rappellera ci-dessous brièvement (a) l'évolution des revenus provenant des principales cultures industrielles dont l'exportation a constitué jusqu'à présent le moteur de l'économie monétaire.

La culture du café qui est en quasi totalité entre les mains de petits producteurs nationaux a été et reste le principal facteur de monétarisation de l'économie burundaise. La régression de cette culture en est d'autant plus grave. Le tableau suivant retrace l'évolution des revenus provenant des ventes de café.

Tableau 233.a.

Revenus provenant de la culture du café.

Années	Tonnages	Prix au producteur au kg en FB	Revenus injectés (millions FB)
1959	29.600	19	564
1964	18.300	28,5	518
1965	17.000	20	332

Les revenus injectés en milieu rural par la vente de café se sont contractés de 186 millions de FB entre 1964 et 1965. Cette somme représente plus du triple des revenus provenant de la seule culture du coton. Ceux-ci se sont également détériorés par rapport à 1959.

(a) Voir les tableaux annexes du 313 donnant l'évolution d. Burundi et du Rwanda.

Tableau 233.b.
Revenus provenant des ventes de coton graines.

Années	Quantités (tonnes)	Revenus (millions FB)
1959	9.180	56.000
1964	6.000	47.000
1965	6.100	34.850

La production de coton graines est aujourd'hui nettement en deça du niveau atteint en 1959. Un redressement de la production permettrait de relever sensiblement le revenu des planteurs de coton. L'évolution du revenu individuel de ces derniers a été la suivante (a) :

	En francs	En indice
1959/60	4.123	100
1960/61	2.550	63,6
1961/62	1.759	43,8
1962/63	2.185	54,5
1963/64	2.867	71,5
1964/65	2.960	73,8

Les planteurs de coton sont au nombre de 19.000. Ils ne représentent dès lors, contrairement aux planteurs de café, qu'un groupe restreint de consommateurs.

234.- Le marché actuel du Rwanda.

La contribution du Rwanda au produit global de l'ancien territoire sous tutelle peut être estimée pour l'année 1959 à 47,5 pour cent. Le produit intérieur brut du Rwanda se serait donc élevé en cette année à 4.870 millions de FC. Dans les diverses productions primaires, la contribution du Rwanda à la valeur ajoutée brute du Ruanda-Urundi a été la suivante en 1959 :

- cultures vivrières	54%
- cultures industrielles	37%
- élevage	50%
- pêche	17%
- mines, carrières	99%

(a) Bulletin de la Banque Centrale du Royaume du Burundi, n°9, avril 1966.

Dans les secteurs secondaires et tertiaires, la contribution du Rwanda a été nettement inférieure à cause de la concentration à Bujumbura de la majorité des activités industrielles et des services. Ces deux secteurs représentaient en 1959 moins du cinquième du produit rwandais. L'agriculture et les activités annexes, élevage et pêche y intervenaient pour près de 80 pour cent dont 65 pour cent à l'actif des cultures vivrières et 8 pour cent à celui des cultures industrielles. On a calculé dans le tableau suivant le produit de ces deux types de cultures en 1964 aux prix de 1959.

Tableau 234.a.

Valeur de la production des cultures vivrières et industrielles en 1964 aux prix de 1959.

	Prix au kg en 1959	Valeur en 1959 (1.000 FC)	Valeur en 1964 aux prix de 1959 (1.000 FC)
<u>Cultures vivrières.</u>			
Haricots	4	3.867.000	279.656
Petits pois	4,5	175.842	125.491,5
Arachides	4	9.867	19.744
Sorgho	3	391.575	441.693
Maïs	2,5	98.660	53.277,5
Eleusine	3	17.052	3.609
Froment	3	4.557	963
Potatoes douces	1	487.159	238.767
Manioc	0,5	85.132	87.094
Bananes	1,5	1.274.325	1.550.014,5
Orge	4	2.722	3.352
Soja	4	1.200	-
Sous-total		3.130.242	2.864.457,5
<u>Cultures industrielles</u>			
Café	19	348.650	205.200
Thé	40	4.000	12.800
Pyrèthre	42	28.900	14.280
Coton-graines	3 et 5 (a)	2.548	2.368
Ricin	3	450	450
Tabac (b)	60	24.060	24.060
Sous-total		408.608	259.158
Total		3.538.850	3.123.615

(a) Coton blanc 8F/kg \pm 80 % de la production; coton jaune 5 F/kg \pm 20% de la production.

(b) La production de 1959 a été estimée égale à celle de 1964.

La valeur de la production agricole de 1964 aux prix de 1959 exprimée en indice, est par culture la suivante : (1959=100)

- cultures vivrières	91,5
- cultures vivrières sans bananes	71
- cultures industrielles	63,4.

Au chapitre 3, on s'étend plus longuement sur la détermination du niveau de vie des masses rurales du Rwanda. Il convient toutefois d'attirer ici l'attention sur le contraste entre la progression de la culture de la banane dont la valeur nutritive est très faible et la régression des autres cultures vivrières. Le fléchissement de la production des cultures industrielles est tout aussi préoccupant si l'on considère que celle-ci contribuait en 1959 pour près d'un quart au produit intérieur brut monétarisé du Ruanda-Urundi et davantage encore au produit rwandais. Il faut cependant constater comme on le montrera plus loin, le redressement de la production caféière en 1965 et les perspectives favorables offertes à l'économie rwandaise par les extensions de thé et de pyrèthre.

La production des activités pastorales s'est également contractée compte tenu de l'évolution du troupeau tant bovin que caprin, ovin et porcin. On peut considérer que la production de viande et de peaux s'est réduite de 10 pour cent en 1964 par rapport à 1959. Or, à cette époque, l'élevage contribuait pour près de 7 pour cent au produit intérieur brut du Rwanda.

Entre 1959, année où le niveau de production fut exceptionnellement bas et 1964, la production de cassitérite a augmenté pour rejoindre le niveau moyen des années 1955-1960, tandis que les autres minerais régressaient fortement ou disparaissaient. La contribution de l'industrie minière à la valeur ajoutée par le secteur primaire est fort réduite : en 1959, la production minière représentait en valeur environ le tiers des cultures industrielles.

Au total, la production minière stagne et n'a guère pu redresser les effets de la diminution de la production agricole exportable sur le produit monétaire.

Tableau 234.b.

Valeur de la production minière à prix constants en 1964 et 1959 (1.000 FC)

Produits	Valeur en 1959	Valeur en 1964 aux prix 1959
Cassitérite	122.224	147.586
Wolframite	7.171	7.723
Tantalo-columbite	5.848	2.975
Or	5.533	-
Amblygonite	10.765	20
Mixtes cassitérite-tantalo-columbite	1.275	-
Béryl	2.975	5.005
	<u>155.785</u>	<u>163.309</u>

A partir des deux tableaux précédents, il est possible d'apprécier l'importance de la production du secteur primaire du Rwanda en 1964 par rapport à 1959. La valeur de la production de 1964 aux prix de 1959 exprimée en indice est la suivante : (1959=100)

Production agricole	88,5
Production minière	105
Production agricole + minière	89,5

Cette chute de 10 pour cent de la production primaire a été le principal facteur influençant la régression du PIB rwandais entre 1959 et 1964. Elle est cependant légèrement compensée par l'expansion du secteur secondaire, due essentiellement au développement de la construction à Kigali. Cette expansion est révélée par la modification de l'importance relative de l'emploi dans les secteurs de l'économie monétaire entre 1959 et 1964. Entre les trois secteurs d'activité, primaire (agriculture et mines) secondaire (industrie manufacturière, énergie, construction) et tertiaire (autres activités), la répartition des travailleurs (a) s'est modifiée de la manière suivante entre 1959 et 1964:

secteur primaire	39,5 %	33,5 %
secteur secondaire	18,5 %	31,2 %
secteur tertiaire	42,0 %	35,3 %
	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>

(a) Voir n° 11.

L'augmentation de l'importance relative du secteur secondaire est due essentiellement à la construction, dont plus de 70 pour cent de la main-d'oeuvre est concentrée à Kigali. La diminution de la part du secteur tertiaire dans l'emploi total est due à la forte réduction des effectifs employés dans le commerce et le transport. La progression sensible de l'emploi dans les autres services n'a pas été en mesure de compenser cette réduction (a).

La masse des salaires versés dans ces trois secteurs en 1964 s'est élevée à près de 400 millions de francs rwandais. Entre les différentes préfectures, cette masse s'est répartie de la manière suivante :

Tableau 234.c.

Répartition par préfecture du montant global des salaires versés en 1964.

Préfectures	En 1.000 francs rwandais	En pourcentage
Butare	30.907	9,1
Byumba	20.144	6,0
Cyangugu	17.287	5,1
Gikongoro	8.635	2,5
Gisenyi	27.016	8,0
Gitarama	23.217	6,9
Kibungo	14.346	4,2
Kibuye	9.543	2,8
Kigali	160.990	47,4
Ruhengeri	2.751	8,0
Total	339.594	100

Près de la moitié des salaires distribués sont concentrés dans la préfecture de Kigali. Pour un effectif de 51.400 travailleurs, le salaire moyen annuel en 1964 est de 6.600 francs rwandais. Malgré la baisse de l'emploi dans le secteur tertiaire, on peut supposer que la valeur ajoutée à l'économie par ce secteur, n'a pas diminué dans la même proportion. L'expansion du budget au lendemain de l'indépendance en témoigne (b). Or, près de 70 pour cent des dépenses budgétaires sont affectées au paiement du personnel.

(a) Voir n° 11.

(b) Voir n° 313.

Sur base de ces diverses hypothèses et évaluations, on peut estimer que la part du secteur primaire dans le PIB a légèrement diminué par rapport à 1959 (76 pour cent), que celle du secteur secondaire est passée de 6 à 10 pour cent, celle du secteur tertiaire de 14 à 12 pour cent. Au total, il y aurait en 1964 une régression de 6 pour cent du PIB par rapport à celui de 1959. Compte tenu de la pression démographique, la baisse du produit par tête au cours de la période serait de 22 pour cent. Celui-ci serait donc passé de 1.840 F en 1959 à 1.436 en 1964. Il faut toutefois constater qu'en 1965, la situation est déjà plus favorable grâce à la reprise de la production caféière qui s'est accrue par rapport à 1964 de plus de 3.500 tonnes de café parche. Malgré une légère baisse du prix au producteur, le revenu injecté en milieu rural a considérablement augmenté. Les revenus provenant des ventes de café ont évolué comme suit :

1959	349 millions FB
1964	286 millions FB
1965	359 millions FB

Ces revenus sont du même ordre de grandeur que le montant global des salaires distribués qui s'élevait , en 1964 à 340 millions de FB. Dans la culture du thé et du pyrèthre on a également enregistré, en 1965, un net progrès par rapport à 1964.

235.- Hypothèses de projection du produit intérieur brut du Burundi et du Rwanda.

En 1959, le produit intérieur brut du Rwanda et du Burundi a été évalué à environ 10 milliards de FB, soit environ 2.000 FB par tête. Compte tenu de l'action des différents facteurs analysés plus haut, une baisse d'environ 20 pour cent du PIB pour les deux pays pris ensemble peut être raisonnablement supposée pour 1965. L'expansion démographique concomitante a entraîné une baisse d'environ 30 pour cent du PIB par tête.

A supposer que le taux de croissance négatif actuel du PIB fasse place à un taux positif très modéré (2,5 pour cent) inférieur à la croissance démographique jusque 1970, puis à un taux légèrement supérieur (4 pour cent) à celui de la croissance démographique entre 1970 et 1975, le PIB global des deux pays sera en cette dernière année supérieur d'environ 10 pour cent à celui de 1959, mais compte tenu de l'accroissement démographique, le PIB par tête ne sera pas supérieur à celui de 1965.

Un taux de croissance (4 pour cent) légèrement supérieur à celui de l'expansion démographique entre 1965 et 1970 qui implique essentiellement un redressement des exportations traditionnelles (café, coton, pyrèthre, thé, cassitérite) permettra d'atteindre en 1970 un volume du PIB légèrement plus fort qu'en 1959, c'est-à-dire un PIB par tête inférieur de 20 pour cent à celui de cette année. Des mesures très vigoureuses pour développer l'agriculture traditionnelles, améliorer l'élevage, diversifier la production des cultures industrielles pour l'exportation vers l'outre-mer ou vers le Congo après valorisation, pourraient entraîner, dans la période 1970-1975 un taux de croissance (6 pour cent) double du taux d'accroissement démographique. Dans ce cas, en 1975, la somme des PIB des deux pays serait supérieure d'environ 40 pour cent au volume du PIB de 1959, mais inférieure par tête d'environ 15 pour cent au niveau de cette année.

Ces données élémentaires révèlent les obstacles fondamentaux qui s'opposeront au développement de l'industrie manufacturière proprement dite dans les dix prochaines années. Ce secteur ne pourra connaître qu'une diversification limitée, à condition de disposer du marché de l'ensemble de la Région des Lacs et de s'orienter vers quelques produits de consommation de masse dont l'élasticité de la demande au revenu sera très grande parmi les consommateurs bénéficiant le plus directement de la réanimation de l'agriculture. Cette catégorie de producteurs aura sans doute un revenu double de la moyenne des PIB par tête. Tout l'effort d'industrialisation devra porter sur les produits valorisant la production agricole ou servant directement à l'amélioration des pratiques culturelles, ou encore servant à rémunérer et à stimuler les paysans participant activement à l'effort agricole.

Tableau 235.a

Hypothèse de croissance du PIB (Burundi et Rwanda ensemble) 1965-1975.

Année	Population (1.000)	Hypothèse croissance PIB 1965-1970: 2,5% 1970-1975: 4,0%		Hypothèse croissance PIB 1965-1970: 4% 1970-1975: 6%	
		millions	par tête	millions	par tête
1965	5.706	8.000	1.402	8.000	1.402
1970	6.720	9.747	1.346	10.732	1.597
1975	7.790	11.005	1.412	13.803	1.771

236.- Evolution du revenu dans l'Est du Congo.

Comme on l'a montré au paragraphe 241 du volume consacré au Congo, la zone congolaise du bassin économique de Bujumbura est constituée de la manière suivante :

Ancienne province du Kivu :

territoires de Bukavu, Goma, Beni, Walikale, Rutshuru, Masisi, Kalehe, Kabare, Uvira, Mwenga, Fizi, Lubero (9/10), Shabunda (2/3), Kabambare (3/5), Lubutu (1/5), Pubia (1/3).

Ancienne province du Katanga :

territoires de Kabongo (1/5), Manono (1/2), Pweto (1/10), Baudouinville, Albertville, Nyunzu, Kabalo.

Ancienne province Orientale : territoires de Bunia, Djugu, Mahagi, Aru (1/2), Faradje (2/5), Watsa, Mambasa (2/5), Baswasende (1/10).

Au tableau 232.c, on a montré la répartition en 1957 de la population et du pouvoir d'achat, entre les pays, provinces ou parties de provinces constitutives du bassin de Bujumbura.

Il ressort de ce tableau que les régions Est du Congo fournissaient 60 pour cent du pouvoir d'achat mais seulement 37 pour cent de la population du bassin de Bujumbura. Du fait de leur contribution différentielle au volume de population et de pouvoir d'achat du bassin, ces régions peuvent se prévaloir d'un revenu monétaire individuel nettement supérieur à celui du Rwanda et du Burundi. Il est toutefois vraisemblable que la disparité de ce revenu, qui était avant 1960 de 2,5 à 1, se soit aujourd'hui atténuée à cause des troubles dont les régions Est du Congo ont été le théâtre ces dernières années. Le départ massif des colons européens a entraîné au lendemain de l'indépendance une importante réduction de l'emploi agricole. Le pouvoir d'achat a été réduit et le salaire réel s'est profondément détérioré. Ainsi, par exemple, au Nord Kivu, le salaire journalier d'un ouvrier agricole est passé en francs courants, entre les dernières années de la décennie 1950 et l'année 1966, de 20 FC à 40 FC. Le pouvoir d'achat de ce salaire qui était avant l'indépendance de 4 paquets de cigarettes n'est plus en 1966 que d'un paquet. On comprend, dès lors, pourquoi certaines exploitations agricoles, particulièrement de café, en arrivent à manquer de main-d'oeuvre malgré la situation de chômage. De nombreux ouvriers agricoles préfèrent désormais cultiver leurs propres champs de café que de travailler dans les plantations des colons européens. C'est ainsi que dans la région de Rutshuru, on a pu constater un développement extraordinaire de la culture du café sous forme de petits champs. Ceux-ci seront rapidement en mesure de compenser la perte de production qui a résulté de l'abandon de nombreuses plantations. Ils ne pourront cependant jamais atteindre la productivité de ces dernières, car l'amélioration

des terres et surtout la lutte contre les ennemis du caféier ne deviennent rentables qu'à partir d'une certaine échelle. Quoi qu'il en soit, le développement de petites entreprises familiales de cultures industrielles comme le café, est un facteur important de création de revenus monétaires dans les campagnes. Dans les villes, c'est-à-dire essentiellement à Albertville, Bukavu et Goma, la réduction du revenu a pu être atténuée par le phénomène général au Congo de substitution de planteurs africains aux colons européens.

237.- L'Ouest de la Tanzanie.

On a montré plus haut pourquoi un secteur Ouest de la Tanzanie a été englobé dans la Région des Lacs. Le tableau suivant donne les éléments constitutifs de la dimension du marché en 1963 des régions tanzaniennes limitrophes.

Tableau 237.a.

La dimension du marché de la zone tanzanienne de la Région des Lacs en 1963.

Région	PIB (milliards de francs)	Produit par tête (francs)	Population (1,000)
West Lake	1,5	2.520	589
Kigoma	0,8	1.960	414
Total	<u>2,3</u>	<u>2.300</u>	<u>1.003</u>

La disparité du produit par tête entre le West Lake et le Kigoma est du même ordre que celle qui existait avant l'indépendance entre le Burundi et le Rwanda. Si la région de Kigoma n'est pas particulièrement défavorisée dans la Région des Lacs, elle l'est toutefois dans le contexte tanzanien. La région du West Lake est plus développée. La culture du café robusta procure aux habitants de cette région d'importants revenus.

3.- L'INDUSTRIE.

31.- ANALYSE RETROSPECTIVE DU PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DANS LA REGION DES LACS.

Le caractère marginal de la contribution des activités industrielles au produit intérieur du Rwanda et du Burundi dérive du sous-développement extrême de l'économie monétaire dans ces deux pays et de leur intégration tardive aux échanges internationaux. Ils accusent ainsi un retard sur l'ensemble des pays qui les environnent, même les moins favorisés, par exemple le Tanganyika, dont on sait qu'il fut, pendant la période coloniale, nettement désavantagé par suite du développement privilégié de Nairobi.

Tableau 31.a.

Contribution de l'activité industrielle au P.I.B. du Rwanda, Burundi, Congo-Kinshasa, Kenya, Uganda, Tanzanie.

Pays	Année	Contribution en % au P.I.B.	
		Industrie proprement dite	Construction
Burundi	1957	2,3	1,4
Rwanda	1957		
Congo-Kinshasa	1958	9,7	3,7
- dont Kivu	1958	6,1	6,8
Kenya	1960	9,6	3,5
Uganda	1962	5,2	2,4
Tanzanie	1963	3,6	2,9

Les raisons de ce retard résident dans une situation globalement défavorable par rapport aux pays d'Afrique centrale et orientale : le Rwanda et le Burundi ont le produit intérieur le plus faible, au total et par tête, tandis que l'agriculture et l'économie de subsistance y contribuent pour la proportion la plus élevée (respectivement 80% et 53% en 1959). La position de l'industrie du Kivu n'était guère meilleure par rapport à l'ensemble du Congo, si l'on en juge par les chiffres de la fin de la période coloniale : en 1957, le Kivu, qui groupait 16,6 pour cent de la population congolaise, contribuait à peine pour 5,9 pour cent à la valeur ajoutée de la production industrielle congolaise (a). En fait, le développement des quelques industries actuellement existantes au Kivu, au Burundi et au Rwanda, n'a débuté qu'après la seconde guerre mondiale, et après avoir pris une importance croissante mais limitée entre 1950 et 1960, traverse, depuis l'indépendance du Congo en 1960, du Rwanda et du Burundi en 1962, une crise profonde.

311.- La situation avant 1945.

Avant 1945, il n'y avait pratiquement aucune industrie dans la Région des Grands Lacs.

A. La situation du Rwanda et du Burundi.

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, le Rwanda et le Burundi se caractérisaient par la prédominance absolue de l'économie de subsistance, un secteur monétaire très faible, une infrastructure très primitive et un marché extrêmement restreint.

1. La prédominance de l'économie non monétaire découlait du caractère très précaire du rapport population-subsistance qui empêchait la formation d'un surplus commercialisable important. En dépit des efforts entrepris depuis 1925 par l'Administration tutélaire pour imposer des cultures vivrières non saisonnières aux paysans, afin de réduire les risques de famine, l'économie paysanne demeurait incapable non seulement d'accumuler un surplus, mais simplement de différer la consommation dans le temps. Les famines catastrophiques de 1928 et 1943-1944 l'attestent à suffisance. Aucun facteur décisif n'ayant réussi à briser le cloisonnement des régions, les échanges interrégionaux

(a) Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, n°11, n°12, 1958, p. 410 et p. 462.

demeuraient infimes et l'économie de subsistance restait centrée sur les huttes familiales, tandis que les transactions se faisaient, le plus souvent, sous forme de troc, à l'échelle de la colline.

2. Le coût prohibitif du transport interne et les tarifs élevés des transports terrestres vers les ports maritimes empêchaient le décloisonnement interrégional et l'intégration aux marchés internationaux. Le sous-développement du réseau de communications agissait ainsi comme un des principaux freins du démarrage de l'économie monétaire et l'isolement par rapport au marché international était renforcé par l'impossibilité de réaliser un marché national.

Ce sous-développement n'était pas quantitatif (le Ruanda-Urundi comptait, en 1949, 7.800 kilomètres de route soit la plus forte densité d'Afrique centrale (144 mètres de route/km²) mais qualitatif : tracées hâtivement, avec fortes pentes et virages très courts, avec des ouvrages d'art insuffisants, les routes principales et secondaires ne pouvaient supporter respectivement que des charges de 8 et 5 tonnes, tandis que la plus grande partie du réseau n'était accessible qu'aux véhicules de 2,5 tonnes (a). En 1948, sur 699 camions et camionnettes, 614 avaient moins de 3 tonnes et aucun plus de 4 tonnes. Quant aux voies reliant les deux pays aux ports de la côte Est ou de la côte Ouest, elles présentaient en plus de leur grande longueur (1.450 kilomètres au minimum) des caractéristiques qui grevaient lourdement le prix du transport : nombreuses ruptures de charge dans le cas de la voie Ouest vers Matadi, étroitesse de la voie (un mètre) et vétusté du matériel roulant, dans le cas du chemin de fer du Tanganyika.

Le handicap du Ruanda-Urundi à cette époque, par rapport aux régions côtières d'Afrique qui furent les premières intégrées aux échanges internationaux, est illustré par une comparaison : celle de l'importance relative du coût de transport entre les deux villes principales du pays (Kigali-Bujumbura) entre Bujumbura et les ports maritimes les plus proches (Dar-Es-Salam, Mombasa et Matadi), et entre ces ports et Anvers, ports européen le plus important pour le commerce du Ruanda-Urundi. Deux constatations en découlent : d'une part, le coût de transport terrestre grevait lourdement les termes d'échange des deux pays; d'autre part, le Ruanda-Urundi lui-même n'était pas un marché intégré, même en tenant compte que de l'axe principal Kigali-Bujumbura. En effet, le coût de transport entre ces deux villes était si élevé, que chaque région était cloisonnée par rapport à l'autre et dépendant normalement d'une voie différente pour le commerce extérieur (respectivement Mombasa et Dar-Es-Salam).

(a) Plan Décennal du Ruanda-Urundi, p.216.

Ces courant naturels de trafic étaient sans doute partiellement corrigés par la concentration à Bujumbura des sièges sociaux des sociétés commerciales opérant dans les deux pays, et surtout par la présente à Dar-Es-Salam et à Kigoma de "Belbase", fonctionnant en vertu des accords anglo-belges de 1921 et accordant le libre transit à travers le Tanganyika au produits destinés à l'Afrique belge. Il semble cependant que le Rwanda ne jouait pas encore pleinement le rôle d'hinterland stimulant pour Bujumbura, soit parce que les coûts de transport détournaient une partie du trafic vers Mombasa, soit parce qu'ils freinaient le développement du commerce extérieur rwandais. En effet, en 1949, les importations rwandaises à partir d'Usumbura n'auraient représenté que 14.000 tonnes, sur un total d'importations de 54.500 tonnes pour les deux pays (réexportations déduites)(a).

3. L'importance dérisoire du secteur monétaire trouvait son origine dans la faiblesse du secteur primaire exportateur, l'absence de secteur secondaire, le caractère embryonnaire du tertiaire, privé et public.

a) De 1940 à 1949, les exportations de produits primaires vers l'outre-mer stagnèrent complètement, plafonnant à un volume très faible. Le café et la cassitérite qui en représentaient respectivement 47 et 24 pour cent (b) ne progressaient plus depuis dix ans. Le café arabica, diffusé entre 1930 et 1950 par l'Administration en milieu africain, vit ses superficies passer entre 1940 et 1950 de 18.000 à 19.000 ha seulement, tandis que la production passait de 6.000 tonnes à 7.900 tonnes (c); la production de cassitérite tomba de 2.440 tonnes en 1940 à 1.585 tonnes en 1945 pour remonter à 2.260 tonnes en 1949; le coton passa de 3.500 tonnes à 3.700 tonnes en 10 ans, tandis que la production de tabac régressait de 1.360 tonnes à 600 tonnes. La seule expansion intéressante se situait dans le commerce frontalier de vivres et de bétail, produits pauvres en général, avec le Congo : ces exportations à cause de leur caractère pondéreux (73 pour cent du tonnage total exporté en 1949 (d) déterminent l'allure d'une expansion apparente du volume global des exportations, mais elles ne représentaient que 30 pour cent des valeurs totales exportées. Ces exportations vivrières provenaient d'ailleurs surtout du territoire de Cyangugu (35 pour cent du total environ), qui approvisionnait Bukavu.

(a) Plan Décennal du Ruanda-Urundi, p. 249.250.

(b) Plan Décennal du Ruanda-Urundi, p.480

(c) idem p.400

(d) idem p.481.

Comparée au Congo, la valeur globale et par tête de ces exportations accusait le net retard du Rwanda-Burundi.

Tableau 31.b.

Populations et exportations comparées du Congo et du Ruanda-Urundi en 1949
(a)

	Indices			Valeur en francs/tête
	Population	Exportations		
		Quantité	Valeur	
Congo	100	100	100	953
Ruanda-Urundi	34	9	7	188

b) La production du secteur secondaire accuse le même décalage. En 1949, la production industrielle proprement dite du Ruanda-Urundi (à l'exclusion du déparchage du café et l'égrenage du coton) ne dépassait pas 75 millions de francs contre 3.530 millions de francs au Congo, soit respectivement 19 et 320 francs par habitant (b). Cette production, décomposée en valeur, comprenait 35 millions de francs de briques et tuiles et 17 millions de francs de menuiserie, soit 70 pour cent du total!

c) Le sous-développement du secteur tertiaire, autre acteur de stagnation du secteur monétaire, provenait de trois causes : prédominance du petit commerce de traite, absence de colonat européen, caractère embryonnaire de la structure administrative.

La prédominance du petit commerce de traite se manifestait par la prépondérance des établissements tenus par des Asiatiques ou des Africains (62 pour cent de tous les établissements commerciaux et industriels). Le capital investi dans le commerce était d'origine arabe ou indienne pour 30 pour cent, tandis que le capital par établissement commercial était en moyenne inférieur à 300.000 francs (chiffre incluant le commerce de gros tenus par les Européens).

(a) Calcul des (exportations du Congo) effectué en soustrayant de l'ensemble des (exportations totales du Congo et du Ruanda-Urundi) les (exportations totales du Ruanda-Urundi).

(b) Source : Plan Décennal, p. 479 et Bulletin de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, 1959, p.8.

Le très faible peuplement européen s'expliquait par la pauvreté du pays en facteurs naturels susceptibles d'attirer le colonat : rareté des terres exploitables et limitation des ressources du sous-sol. Le Plan Décennal soulignait l'absence de débouchés pour le colonat européen agricole, d'élevage ou forestier et le déconseillait, mais faisait en surcroît une expansion dans l'industrie et le commerce. En 1949, on ne comptait que 1730 colons européens ayant une profession, et parmi eux, 566 missionnaires! Il y avait 385 agents de société et 425 colons, soit 2 agents économiques pour 10.000 Africains; au Congo, en 1949, il y avait 11.138 agents de sociétés et 4.803 colons, soit 104 agents économiques pour 10.000 Africains.

En 1949, les colons européens ne cultivaient que 5.800 ha sur un total de 1.318.000 ha et leur production de café ne représentait que 0,9% de celle des Africains.

Quant au sous-développement administratif, autre facteur de faiblesse du secteur monétaire, en l'absence d'aide extérieure importante, les dépenses publiques étaient très limitées par l'étroitesse de l'assiette fiscale. L'encadrement administratif était maintenu à un niveau insuffisant et n'offrait qu'un nombre limité d'emplois aux Africains.

Jusque 1950, le secteur public resta surtout passif, tributaire qu'il était de l'extrême pauvreté du pays. Il ne jouait pas encore un rôle actif, et ne dépassait pas les limites étroites des possibilités internes de recettes et de financement. Autant dire qu'il rendait impossible un programme d'investissement et de dépenses, capables à long terme de stimuler la croissance économique. La comparaison avec le Congo montre à nouveau le net retard du Ruanda-Urundi (voir tableau 31.c).

c) Le médiocre développement de l'ensemble des activités productives maintenait le revenu monétarisé et l'emploi à un niveau extrêmement bas, comparés à ceux du Congo. La main-d'oeuvre sous contrat ne représentait au Ruanda-Urundi que 9 pour cent des H.A.V. (hommes adultes valides) contre 34 pour cent au Congo. La faiblesse de ce pourcentage et le bas niveau des salaires résultent des autres caractéristiques d'un marché du travail pléthorique : main-d'oeuvre sous-alimentée, mal équipée, et de très basse productivité; prépondérance du travail saisonnier et migrant (80.000 travailleurs en tout contre 71.000 sous contrats).

Tableau 31.c.

Comparaison du rôle du secteur public au Congo et au Ruanda-Urundi en 1949.

	Congo	Ruanda-Urundi
Dépenses budget ordinaire (1.000,-frs)	4.560.582	325.164
Dépenses budget ordinaire par habitant (frs)	414	84
Nombre d'agents Etat Africains sous contrat de travail	112.200	13.200
Idem/homme adulte valide (%)	4	1,8
Nombre d'agents Etat Européens	3.825	358
Idem/1.000 habitants	00,30	0,09

Source : Plan Décennal Ruanda-Urundi p.25 et p.589, Situation Economique du Congo Belge en 1950, p.39.

Tableau 31.d.

Revenu monétaire et emploi au Congo et au Ruanda-Urundi.

	Congo	Ruanda-Urundi
1. <u>Revenus.</u>		
Revenu monétaire total des Africains (millions frs)	8.780 (1950)	683 (1949)
Cont revenus agricoles et commerciaux monétaires	3.600 (1950)	438 (1949)
Salaires (millions frs)	5.180	245
2. <u>Emplois.</u>		
Nombre de travailleurs sous contrat de travail	962.000 (1950)	71.000 (1949)
Nombre de travailleurs HAV en %	33,8 (1950)	9 (1949)
3. Revenu par tête d'africain	798 (1950)	178 (1949)
Salairé moyen des travail- leurs (en frs)	5.412 (1950)	1.938 (1949)

4. Devant résulter de revenus aussi bas, la demande pour les biens manufacturés était très faible, d'autant plus, on l'a vu ailleurs, que toute expansion était handicapée par l'incidence des coûts de transport sur les termes d'échange.

Tableau 31.e.

I. Comparaison de la consommation de biens manufacturés par les Africains au Congo et au Ruanda-Urundi en 1949 (Produits alimentaires exclus).		
	Valeur (en 1.000fr)	Valeur en fr/tête
Congo	4.153.000	377
Ruanda-Urundi	283.420	73
II. Place relative du Ruanda-Urundi dans l'union économique Congo-Ruanda-Urundi du point de vue de la population et des importations en 1949.		
	Union économique Congo-Ruanda-Urundi = 100	
Population	26	
Importations en valeur: total	6	
- dont biens de consommation par Européens	10	
- dont biens de consommation pour Africains	12	
- dont produits d'approvisionnement	5	
- dont biens d'équipement	2	

Sources : Bulletin B.C.C.B.R.U. 5ème année, n°1, p.16
 5ème année, n°12, p.470
 3ème année, n°12, p.527.

Ces chiffres montrent à suffisance qu'aucun facteur ne pouvait favoriser l'implantation d'industries au Ruanda-Urundi avant 1950, puisque, outre leur handicap géographique, ces pays ne représentaient que 6 pour cent du marché de l'union économique Congo-Ruanda-Urundi. De plus, leur intégration même à cette union agissait comme un frein supplémentaire à l'industrialisation. En effet, si leur marché n'offrait aucun avantage comparatif pour l'implantation d'entreprises travaillant pour l'ensemble de l'union économique C.R.U., il était par contre un débouché très intéressant pour les entreprises situées au Congo, à proximité des centres de grande consommation.

Les consommateurs du Ruanda-Urundi contribuaient ainsi à rentabiliser les capacités de production des usines congolaises et à financer cette industrialisation sans guère en bénéficier; les prix des produits qu'ils achetaient au Congo étaient grevés à la fois d'une taxe de protection et de coûts de transport généralement plus élevés que ceux des importations en provenance des ports de l'Océan Indien. Paradoxalement, le Ruanda-Urundi subissait ainsi un effet de domination de la part d'un pays soumis à un régime colonial théoriquement plus rigoureux que son régime de tutelle. En 1949, le Congo fournissait environ 46 pour cent des importations nettes des deux pays (réexportations déduites).

Pour de nombreux produits manufacturés, la proportion des fabrications congolaises était particulièrement élevée.

Tableau 31.f.

Part des produits congolais dans certaines importations du Ruanda-Urundi en 1949 (a).
(en 1.000 francs)

	Importations originaires du Congo	Autres pays
Savon	3.681	11.048
Bière	4.643	2.700
Ciment	6.963	12.262
Cigarettes	2.623	905
Tissus	71.035	90.927
Couvertures	11.206	-
Ouvrages fibro-ciment	2.045	-
Sucre	3.233	-

(a) Réexportations vers le Congo incluses.

B. La situation au Kivu.

On peut assimiler la situation du Kivu dans l'immédiat après guerre à celle du Ruanda-Urundi. Cette province congolaise souffrait aussi d'un net retard par rapport au reste du pays, retard provenant d'ailleurs des mêmes causes que celles qui expliquent celui des territoires sous tutelle: éloignement des côtes, surpeuplement africain dans certaines régions joint au sous-peuplement européen. Cependant, les potentialités de développement du Kivu étaient plus favorables qu'au Ruanda-Urundi, à cause notamment de l'abondance relative de terres fertiles non exploitées dans la partie septentrionale de la province.

Tableau 31.g.

Situation du Kivu par rapport à l'ensemble du Congo en 1950.
Congo = 100

Population africaine	14,4
Main-d'oeuvre africaine	17,2
Population européenne	12,0
Production agricole européenne	10,1
Production agricole africaine totale	7,3
Production agricole africaine commercialisée	8,1
Production minière	10,9
Production industrielle	4

312.- Facteurs de développement pendant la période 1950-1960.

Pendant la décade 1950-1960, des changements importants se produisirent dans la Région des Lacs, qui affectèrent à la fois l'économie traditionnelle et le secteur moderne. Les plus importants furent une très forte expansion démographique, l'augmentation de la population européenne, une meilleure occupation administrative, et surtout l'entrée en vigueur des mesures du Plan Décennal visant à la fois à améliorer l'infrastructure, à préserver les bases de l'économie de subsistance et à développer les cultures industrielles. Il en résulte une expansion de l'économie monétaire et une meilleure intégration aux courants du commerce international, sans qu'à la fin de la décade, la région puisse aligner les conditions requises pour une industrialisation.

A. Facteurs de développement du Ruanda-Urundi.

1. Le facteur le plus fondamental est une expansion démographique extrêmement vigoureuse entre 1950-1960, puisque la population des deux pays augmenta de 25 pour cent en dix ans passant de 3,88 millions en 1949 à 4,83 millions en 1959; l'accroissement fut plus fort au cours des cinq dernières années : 13 pour cent entre 1954 et 1959 contre 9 pour cent entre 1949 et 1959. Cette accélération (3,4 pour cent entre 1958 et 1959 contre 2,6 pour cent entre 1955 et 1956) résultait d'une action hygiénique et médicale, entreprise dans le cadre du Plan Décennal et, dont les résultats se marquèrent surtout après 1955. La lutte contre les grandes maladies endoépidémiques enrégistra alors des résultats remarquables avec un recul très net de la trypanosomiase, du paludisme et du pian, tandis que l'équipement hospitalier se développait de même qu'augmentait le personnel médical et sanitaire.

2. Cette expansion démographique se produisit sans déséquilibre grave entre l'évolution de la population et des subsistances, contrairement à ce qui se produisit au cours de la décade 1940-1950.

L'évaluation de la production vivrière pendant cette décade ne peut être qu'approximative, à cause des déficiences des statistiques agricoles. Mais diverses sources et observations s'accordent à reconnaître que, dans l'ensemble, la production vivrière fut élastique à la croissance démographique, du moins au point de vue strictement quantitatif. Si l'on excepte les bananes, cette expansion quantitative paraît cependant s'être strictement limitée au croît démographique, puisque en 10 ans, l'indice de la population passe de 100 à 125, celui de la production vivrière à 125 (en tonnes), celui des superficies cultivées à 110 seulement. Les bananes au contraire passent à l'indice 149 en superficie et 243 en quantité, mais on ne peut les comptabiliser, à part entière, parmi les productions vivrières pour deux raisons: d'une part, la production de 1959 au Burundi, très surestimée, fausse complètement les données d'ensemble (a); d'autre part, la variété de bananes en cause, d'une valeur nutritive assez faible, est utilisée au moins aux deux-tiers pour la production de bières artisanales à haut degré, dont la consommation était évaluée à 300 litres par homme adulte en 1959.

Les estimations de l'AESED, corrigeant les chiffres excessifs des statistiques officielles de 1959, et portant sur l'ensemble de la production vivrière (bananes incluses), tendent à renforcer l'hypothèse que celle-ci a suivi sans plus la croissance de la population (indice 124 en valeur sur base 1949 (b)). A ce niveau, la production vivrière présentait deux caractéristiques défavorables: d'abord, dans le cadre de l'économie de subsistance, elle maintenait une malnutrition grave due "à un déficit extrêmement important de la ration alimentaire en protides animaux, en lipides, en vitamines, en sels minéraux" (c). Ensuite, elle ne parvenait pas à contribuer au développement de l'économie monétaire, à cause du caractère aléatoire des surplus alimentaires. La commercialisation des produits vivriers restait très faible: maïs 1,9 pour cent, sorgho 2,6 pour cent, haricots 4,7 pour cent, pommes de terre 6,6 pour cent.

Le maintien d'un strict équilibre quantitatif population/subsistance devait être attribué, à peu près à parts égales, à de modestes accroissements de la productivité des terres cultivées (entre 10 et 15 pour cent en dix ans) et de la superficie des terres cultivées. (10 pour

(a) Rapport AESED, p.107-109

(b) Rapport AESED, p.181

(c) Rapport AESED, p.112.

cent également en 10 ans). Des efforts soutenus furent déployés par les services agronomiques pour protéger les sols, lutter contre l'érosion, diffuser les semences sélectionnées et propager les cultures de produits vivriers échappant aux vicissitudes des cycles saisonniers (maison surtout). Mais ces efforts n'affectaient en rien les structures de l'agriculture traditionnelle : les techniques archaïques restaient le principal obstacle à l'augmentation de la productivité du travail du paysan, l'implantation des collectivités agricoles ouvertes au progrès restait marginale, puisque, en 1959, les paysannats n'occupaient encore que un pour cent des terres et 13.000 familles paysannes. D'autre part, les quelques tentatives de colonisation de "terres vierges" (Mosso, Ruzizi), la mise en valeur de zones de marais, la stabilisation du troupeau bovin n'avaient pu empêcher la surpopulation d'atteindre un point critique dans la moitié des territoires, c'est-à-dire, un rapport de 1,7 ha (ou moins) de terres arables, jachères comprises, par homme adulte valide.

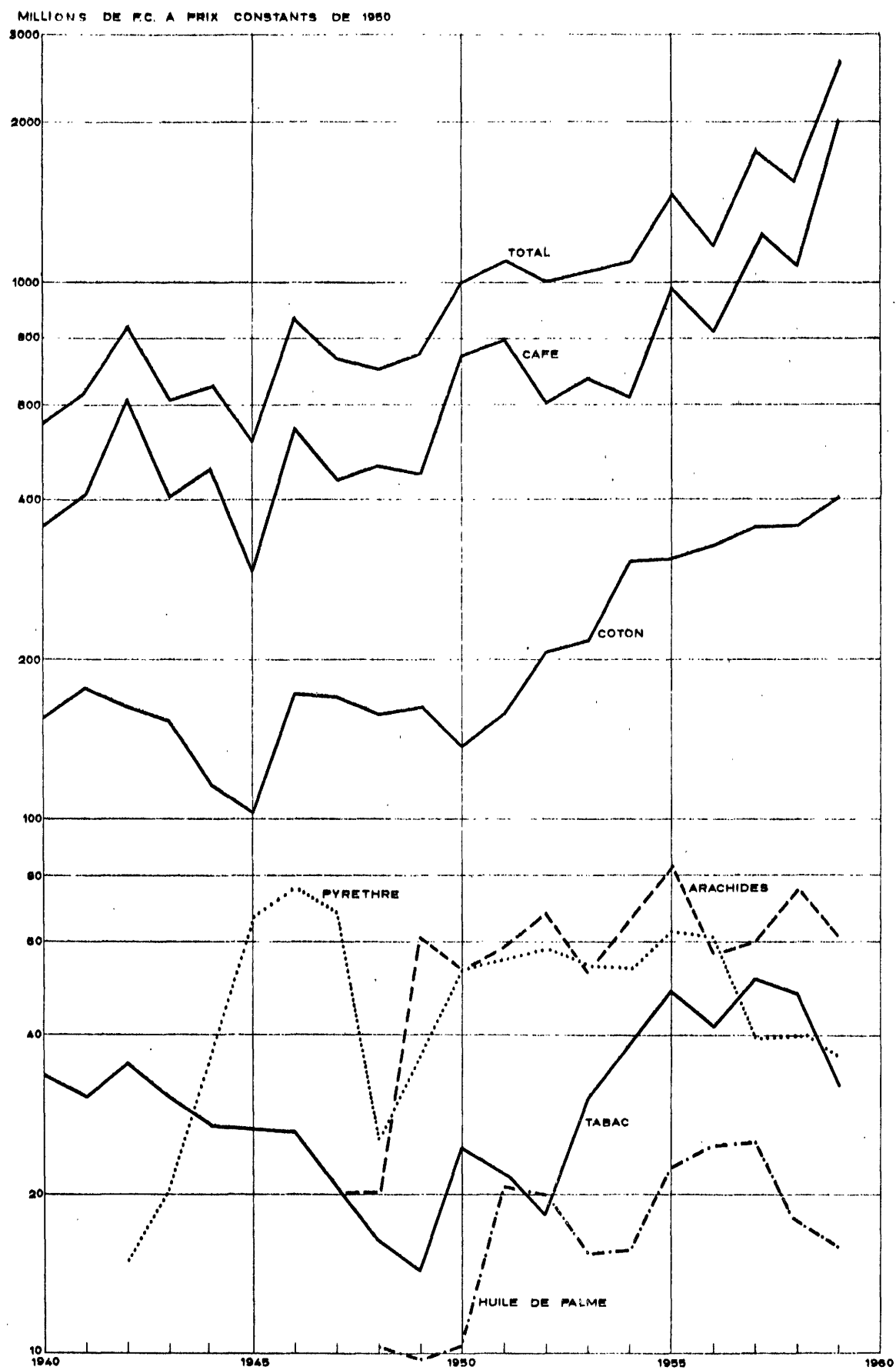
Comme le soulignait le rapport AESED, l'appauvrissement des terres posait un problème urgent de mises en valeur de nouvelles superficies et d'intensification des rendements. La première solution se heurtait à la rareté des terres à fertilité naturelle élevée, puisque si l'on en croit le rapport général pour l'année 1959, 2.045.000 ha étaient cultivés sur 2.200.000 aptes aux cultures. Même si ce dernier chiffre paraissait fort sous-estimé (a), la colonisation de nouvelles terres exigeait des méthodes et un effort plus intensif que ceux consentis auparavant.

3. Si population et cultures vivrières furent des facteurs neutres dans l'expansion de l'économie monétaire entre 1950 et 1960, les cultures industrielles en furent le facteur le plus actif. Entre 1949 et 1959, leur superficie augmenta de 126 pour cent et leur production de 233 pour cent.

a) Le café arabica fournissait, en 1959, 85 pour cent des revenus provenant des cultures d'exportation (925 millions sur 1.100) et 15 pour cent du produit intérieur brut monétarisé (5.660 millions). 600.000 planteurs africains cultivant chacun une cinquantaine d'arbres, tiraient du café un revenu moyen de 1.535,-frs, soit environ 50 pour cent de plus que le revenu monétaire moyen des deux pays. La position stratégique du café était illustrée par le fait que cette culture, tout en représentant environ 15 pour cent de la valeur de la production agricole totale, autoconsommation comprise, et 28 pour cent de la production agricole commercialisée, n'occupait que 3 pour cent des terres cultivées.

(a) Rapport AESED, p.123 et p.142-143.

Graphique 31.a
Productions agricoles d'exportation 1940-1960.



De 1949 à 1959, le nombre de plants passa de 28 à 69 millions, soit 20 pour cent de plus que les prévisions du Plan Décennal. Le rendement était excellent, puisqu'il oscillait entre 600 et 800 kgs à l'ha, c'est-à-dire, à un niveau fort supérieur à celui des autres pays africains. Les exportations du Ruanda-Urundi représentaient, en 1959, environ 7 pour cent des exportations africaines et 0,83 pour cent de la production totale mondiale. 93 pour cent des exportations étaient achetées par les Etats-Unis. L'importance du café pour le secteur monétaire de l'économie dérivait aussi des institutions modernisatrices, dont il était la base, dans le domaine de la technique agricole (OCIRU) ou de l'organisation commerciale (coopération) et qui jouaient vraiment le rôle d'avant-garde pour changer la société rurale traditionnelle.

b) La contribution relative des autres cultures industrielles à l'agriculture commercialisée était moins importante : le coton (6 pour cent de la valeur totale), le tabac (6 pour cent), le pyrèthre (2 pour cent), les produits du palmier (1 pour cent) le thé et le ricin (chacun 0,25 pour cent). Au contraire du café, culture nationale, il s'agissait de cultures régionales : le coton (85 pour cent dans la Ruzizi, le pyrèthre et le tabac (surtout dans le Nord-Ruanda), et le palmier à huile (le long du lac Tanganyika).

Il faut noter que le démarrage du café, comme facteur d'expansion du marché, ne date vraiment que de 1955 et que la récolte de l'année 1959 (36.000 tonnes) fut exceptionnelle. De plus, l'expansion quantitative ne put produire pleinement ses effets à cause d'une évolution défavorable des prix à partir de 1959. Ses effets structurels n'étaient donc guère profonds. Le coton progressa vivement jusqu'en 1955 mais se stabilisa jusqu'en 1958. Le tabac, après avoir fort progressé entre 1949 et 1955, stagna depuis lors, de même que le pyrèthre qui connut une franche régression après les hauts niveaux atteints en 1955. La production de ricin diminua des deux tiers en dix ans. Quant aux produits des palmiers, ils indiquent une très légère progression bien incapable de pallier au déficit de la ration alimentaire en lipides. Bref, un bilan positif mais encore très précaire et relativement marginal par rapport à l'ensemble de la production agricole, dominé par l'économie de subsistance.

c) La production minière, dominée par l'extraction de cassitérite, resta stationnaire en tonnages, mais sa contribution au produit intérieur monétaire en 1959 n'était plus que de 3 pour cent.

4. Le rôle actif, assumé par le secteur public dans une optique de développement, fut un autre facteur décisif de croissance de l'économie monétaire entre 1950 et 1960. Il se traduisit par une augmentation du budget ordinaire et de l'encadrement administratif, et surtout par la mise en oeuvre d'un Plan Décennal d'infrastructure, financé par des prêts récupérables de la Belgique. Pour mesurer l'impact du Plan Décennal, il suffit de dire que les investissements réalisés dans son cadre entre 1950 et 1960, représentèrent 90 pour cent des investissements publics effectués entre 1938 et 1960 (a).

a) Le Plan Décennal prévoyait des dépenses d'équipement pour un montant global de 2.790 millions à réaliser par les services administratifs et 2.075 millions à réaliser par les parastataux. Les investissements réalisés dépassèrent en fait légèrement 5 milliards, soit environ 100,-frs par an et par habitant entre 1950 et 1960. Le Ruanda-Urundi se trouvait ainsi de nouveau défavorisé par rapport au Congo, où les investissements du Plan Décennal dépassèrent 50 milliards, soit 375,-frs par habitant et par an. Mais, à cause de la faiblesse des investissements du secteur privé au Ruanda-Urundi, les investissements du secteur public constituaient le facteur principal de formation du capital avec 50 à 55 pour cent des investissements intérieurs totaux.

Le Plan Décennal était un plan d'infrastructure, dont les dépenses furent affectées pour 22 pour cent aux transports, 27 pour cent au réseau d'eau et d'électricité (investissements du FBEL inclus) et 24 pour cent au logement, bâtiments et urbanisme. Il contribua ainsi à stimuler la demande pour les biens d'équipement et d'approvisionnement, importés et locaux. Plusieurs réalisations favorisèrent directement le progrès du secteur moderne. L'amélioration des grands axes routiers réussit à promouvoir le développement des échanges intérieurs et contribua à intégrer le Ruanda dans l'hinterland de Bujumbura. La construction de la route asphaltée Usumbura-Bukavu joua le même rôle à l'égard du Kivu. L'agrandissement du port d'Usumbura lui permit de s'adapter à l'élargissement de son marché potentiel. Enfin, la mise en place de deux centrales hydroélectriques (celles de Ntaruka et du Mururu) jeta les bases de l'électrification des deux pays.

b) Les dépenses budgétaires ordinaires connurent également une forte expansion, passant de 325 millions en 1950 à 685 millions en 1954 et 1.217 millions en 1959. Cette augmentation était liée directement à la réalisation du Plan Décennal, nécessitant un renforcement de l'encadrement européen et provoquant d'importantes dépenses récurrentes de fonctionnement. L'effectif d'agents européens passa de 358 en 1959 à 847 en 1959, 1.300 si l'on inclut les parastataux.

(a) Bulletin de la Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi, n°8, juin 1963 p.17.

Tableau 31.h.
Investissements du Plan Décennal du Ruanda-Urundi.

Rubriques	Prévisions du Plan Décennal	Dépenses 1949-1960
A. SERVICES ADMINISTRATIFS.		
Transports	1.023,0	1.142,9
Bâtiments, logements et urbanisme	494,3	915,3
Etudes et services scientifiques	169,6	106,4
Education	206,9	454,0
Télécommunications	19,4	77,5
Hygiène	422,5	163,8
Agriculture, pêche, élevage	594,5	458,8
Encadrement agricole	4,8	7,2
Traitement produits agricoles	4,8	30,2
Total (millions)	2.791,2	3.192,3
B. ORGANISMES PARASTATAUX.		
Forces électriques de l'Est	600,0	610,5
Regie des Eaux	372,9	348,1
Office des cités africaines	338,7	322,6
Fonds Bien Etre Indigène	624,5	641,2
INEAC	89,2	68,4
IRSAC	25,5	23,4
Total (millions)	2.075,0	1.913,0

Par contre, l'effectif africain sous contrat ne bénéficia pas de cette expansion : il tomba de 13.400 en 1949 à 11.600 en 1959 : en 1959, le traitement du personnel africain n'absorbait que 11 pour cent du budget contre 31,3 pour cent pour les Européens. Au total, les dépenses de personnel représentaient ainsi 48,4 pour cent du budget, qui contribuait pour environ 20 pour cent à la dépense intérieure monétaire totale. L'accroissement de ces dépenses entraîna un déficit qui passa de 22 millions à 270 millions entre 1953 et 1959 et qui fut couvert par des avances récupérables de la Belgique.

En conclusion, on peut affirmer que les dépenses publiques jouèrent un rôle considérable dans l'expansion du secteur monétaire entre 1950 et 1960. Elles n'augmentèrent cependant pas directement les revenus africains par une augmentation de l'emploi dans les services administratifs. Elles stimulèrent une création induite de salaires par l'expansion des activités industrielles bénéficiant de dépenses d'infrastructure.

5. Le climat d'expansion économique prévalant pendant la décade 1950-1960 favorisa un doublement de la population étrangère, où la proportion des "sans professions" (femmes et enfants) quadrupla. Le nombre d'agents économiques étrangers augmenta sensiblement (colons, commerçants et agents d'entreprises). Le nombre d'entreprises étrangères commerciales et industrielles doubla, tandis que le capital investi par le secteur privé dans ces activités quadrupla.

6. Un autre phénomène très important, associé à l'expansion, est la prolifération du secteur commercial africain représenté surtout par des petits commerces de traite : le nombre de ces "firmes" africaines passa de 181 à 4.566 entre 1949 et 1959. Cette expansion beaucoup plus forte que celle du volume des échanges commerciaux indiquait une intensification de l'occupation commerciale et l'implantation du secteur de distribution dans les régions de l'intérieur. Mais, en même temps, à ce niveau des "centres de négoce", le commerce de détail présentait toutes les caractéristiques d'un secteur parasitaire et pléthorique, car l'insignifiance du chiffre d'affaires se répercutait sur les prix au détriment du consommateur africain, tandis que ces petits détaillants se trouvaient eux-mêmes à la merci des conditions draconiennes des grossistes et autres intermédiaires (a).

7. En conclusion, la décade 1950-1960 fut, à proprement parler celle du démarrage de l'économie monétaire. Mais en 1960, l'importance de la contribution de l'économie de subsistance au P.I.B. (53 pour cent) suffisait à rappeler le caractère relatif des progrès accomplis. Cette économie de subsistance présentait une gamme diversifiée de productions, mais son équilibre demeurait très précaire. Quant à l'économie monétaire, liée aux fluctuations d'une monoculture et au volume des investissements étrangers, publics ou privés, elle n'offrait encore qu'un marché étroit, peu diversifié et géographiquement isolé.

(a) Bulletin BCERU, 1958, p.94.

B. Le développement du Kivu.

Entre 1950 et 1960, le Kivu (incluant ici le Maniema) fit montre également d'une expansion économique vigoureuse. Le taux supérieur de croissance de la plupart des variables économiques par rapport à la moyenne congolaise indiquait surtout un rattrapage du retard antérieur et une meilleure intégration au reste de l'ensemble économique congolais. L'expansion du secteur agricole européen eut un rôle d'entraînement particulièrement dynamique, tandis que les cultures industrielles africaines se développaient intensément. Il n'empêche qu'à la fin de la décade, cette province accusait encore un retard très net : sa contribution au produit intérieur brut était fort inférieure à l'importance de sa population et les revenus y étaient en moyenne plus bas. Autre signe de retard, la main-d'oeuvre, concentrée surtout dans le secteur primaire, avait une productivité fort inférieure à la moyenne congolaise.

C. Expansion et limitation du marché de la Région des Lacs.

Mesuré par les statistiques du Ruanda-Urundi (en incluant ou excluant selon les cas les réexportations vers le Kivu), le mouvement des importations entre 1949 et 1960 est caractérisé par une première phase de forte expansion en quantités et valeurs entre 1949 et 1954, suivie d'une progression modérée entre 1954 et 1960.

Ce phénomène est dû en partie à des facteurs structurels et en partie à des éléments statistiques.

1. Un premier facteur structurel est l'évolution des diverses exportations, des prix sur les marchés mondiaux, et des termes d'échanges, qui déterminent la capacité d'importation. Il faut distinguer nettement les exportations vers le Congo qui ont peu d'importance en valeur mais une forte prépondérance en quantité (produits vivriers et de l'élevage de caractère pondéreux, des produits exportés vers l'outre-mer qui présentent les caractéristiques contraires.

Entre 1949 et 1954, les exportations de produits vivriers vers le Congo impriment une allure d'expansion aux tonnages exportés, mais leur contribution en valeur reste relativement faible et stagne : en 1954, ces exportations représentent 77 pour cent du tonnage et 28 pour cent des valeurs exportées. Par contre, les produits riches, exportés vers l'outre-mer, stagnent en quantités mais bénéficient fortement de la conjoncture favorable sur les marchés internationaux et doublent en valeur.

Tableau 31.i.

Taux comparé d'expansion du Kivu et du Congo entre 1950 et 1957 en %.

Rubriques	Kivu	Congo
Population africaine	+ 34,6	+ 16,3
Accroissement annuel	2,3	2
Main-d'oeuvre africaine	+ 30,4	+ 19,3
Population européenne	+ 116	+ 123
Superficies cultures européennes	+ 26	+ 31
Production cultures européennes	+ 145	+ 101
Productivité du sol	+ 94	+ 40
Production agricole africaine	+ 113	+ 18
Production agricole commercialisée	+ 118	+ 43
Elevage africain	+ 14	+ 35
Elevage européen	+ 306	+ 66
Production minière	+ 19	+ 49
Production industrielle	+ 177	+ 86

Tableau 31.j.

Situation comparée du Kivu dans l'ensemble congolais en 1957 (Congo=100)

Population africaine	16,6	Produit intérieur brut	9,4
Population extra-coutumière	13,1	Production :	
Main-d'oeuvre africaine	18,9	- agriculture africaine	12,0
Main-d'oeuvre africaine :		- agriculture européenne	10,2
- dans l'agriculture	27,7	et traitement des produits	
- dans les mines	34,5	- mines	8,4
- dans l'industrie	10,7	- industrie	5,9
- dans le commerce	13,4	Importations	8,6
- dans les transports	10,8	Revenus africains (total)	11,9
- dans les bureaux	13,6	Revenus par tête (moyenne générale)	74
Population européenne	11,7	Salaires (moyenne)	61

Entre 1954 et 1959, on assiste à la régression apparente des exportations pondéreuses vers le Congo. Mais ces chiffres doivent être interprétés avec une extrême prudence, compte tenu des déficiences statistiques en ce qui concerne le relevé des exportations par les routes et du commerce vivrier frontalier. De toute manière, il semble que le mouvement réel ne soit pas supérieur à une légère progression inférieure à celle des exportations de produits riches vers l'outre-mer. Celles-ci indiquent une forte expansion corollaire de l'effort de production relevé plus haut, mais la progression des valeurs ne suit pas celle des tonnages et les producteurs africains ne bénéficient pas pleinement de l'augmentation de la production: de plus, l'accroissement du revenu global entre 1955 et 1960 s'accompagne d'une augmentation sensible du nombre de planteurs, au point qu'au niveau du revenu individuel, l'amélioration fut moindre encore.

Tableau 31.k.

Evolution des exportations du Ruanda-Urundi vers le Congo et l'outre-mer, de 1949 à 1959.

Années	Vers le Congo		Vers l'outre-mer	
	Quantités 1.000 t.	Valeur millions frs	Quantités 1.000 t.	Valeur millions frs
1949	52	237	19	494
1953	48	331	20	966
1954	66	266	20	926
1955	62	281	30	1.248
1956	63	297	27	1.178
1957	71	314	34	1.601
1958	14	83	31	1.080
1959	-	120	49	1.415

Le ralentissement de la croissance des revenus dû à la détérioration des termes de l'échange empêche la diversification de la demande pour les biens de grande consommation. La forte élasticité de la demande de bière empêchait notamment l'expansion du marché des textiles, surtout pendant les années de conjoncture défavorable pour le café. Si l'on se réfère aux statistiques disponibles, la consommation de bière serait passée de 22 millions en 1949 à 90 millions en 1954 et 350 millions en 1960, soit environ 15 pour cent du revenu monétaire africain. Pendant ce temps, les importations de tissus de coton et synthétiques passaient de 135 à 275 puis 314 millions seulement en 1960. Enfin, l'expansion de la demande

entre 1949 et 1954 entraîna pour quelques produits (couvertures et bières) un processus d'import-substitution dans les cinq années suivantes, ce qui répercuta évidemment très fort sur le rythme d'expansion des importations (a).

2. La tendance des importations de biens d'approvisionnement est également celle d'une stagnation ou d'une régression, entre 1955-1960 après une phase d'expansion très vive entre 1949 et 1954.

Les principaux produits de cette catégorie sont utilisés pour la construction (fers, aciers, ciment, chaux, articles en fibro-ciment, bois de construction) et subissent les fluctuations de celles-ci. Entre 1949 et 1955, les dépenses du secteur public effectuées dans le cadre du plan décennal se conjuguent avec la demande du secteur privé pour stimuler très vivement les activités de construction. Dans les cinq années suivantes, les dépenses publiques se stabilisent, tandis que la demande des particuliers baisse fortement. A cette baisse s'ajoute un phénomène d'import-substitution pour le ciment et le fibro-ciment, qui influença fortement l'allure des volumes importés à cause du caractère pondéreux des produits considérés.

Tableau 31.1.

Autorisation de bâtir délivrées au Ruanda-Urundi 1950-1959.

(en millions de francs)

1950	27,5	1955	118,4
1951	89,2	1956	143,7
1952	177,0	1957	124,7
1953	79,9	1958	91,5
1954	93,9	1959	59,1

3. Certains biens manufacturés témoignèrent dans la période 1955-1960 d'une expansion aussi forte qu'au cours des cinq années précédentes : voitures, produits pharmaceutiques, papiers et cartons, cigarettes et pneumatiques. Mais à l'exception des véhicules, ces produits n'avaient pas assez d'importance, ni en valeur, ni en poids, pour influencer la tendance générale.

(a) Les statistiques d'importation 1949-1965 figurent à l'annexe 4 .
Il s'agit d'importations générales et par produits.

4. Le contraste entre les taux de croissance des importations des années 1950-1955 et 1955-1960 n'est pas dû seulement à des causes structurelles. Le facteur statistique a également une certaine importance. L'union douanière et administrative, instituée depuis 1925 jusqu'en 1960 entre le Congo et le Ruanda-Urundi, avait supprimé les barrières économiques entre les divers territoires empêchant par là de mesurer exactement les échanges entre la Colonie et les Territoires sous tutelle. Or, le port de Bujumbura servant de point de débarquement aux marchandises destinées aux territoires et partiellement au Kivu, les réexportations nettes du Ruanda-Urundi exigeaient une ventilation. Un essai dans ce sens fut réalisé par une analyse du Bulletin de statistiques générales en 1955. Les évaluations ultérieures attribuent une part plus importante des importations brutes aux réexportations vers le Kivu. Elles semblent justifiées par deux facteurs : d'une part, un meilleur comptage après l'établissement d'un relevé statistique au port d'Usumbura, en 1957, de barrières statistiques entre le Congo et le Ruanda-Urundi le premier janvier 1960 ; d'autre part, une augmentation du trafic réel vers le Kivu après l'achèvement de la grande route asphaltée Usumbura-Bukavu. Ceci a joué évidemment dans le sens d'une diminution des importations nettes apparentes après 1957 et la régression très forte des chiffres du textile et des carburants est sans doute influencée par ce phénomène.

5. Mais de toute manière, à la fin des années cinquante, la Région des Lacs restait un marché étroit, sous-développé par rapport aux zones économiques voisines. La demande monétaire de l'économie africaine restait concentrée au Ruanda-Urundi sur une petite gamme de produits où la bière et les textiles dominaient largement (700 millions sur un revenu monétaire africain de 1.900 millions).

Pareille situation est illustrée par la répartition des importations directes des différentes régions de l'Afrique belge : le Kivu et le Ruanda-Urundi restaient marginaux tant du point de vue de la consommation que des structures commerciales. Ils étaient incapables dans le cadre colonial d'offrir un avantage comparatif pour la localisation d'entreprises industrielles. L'industrialisation devait rester limitée à l'usinage brut des cultures industrielles et à quelques substitutions aux importations les plus pondéreuses pour lesquelles la demande présentait la plus forte élasticité.

Tableau 31.m.

Comparaison de la consommation africaine de produits non fournis par l'agriculture africaine au Congo et au Ruanda-Urundi en 1956
(en millions de francs)

	Congo	Ruanda-Urundi
Produits alimentaires	1.004	342
Boissons	1.180	
Textiles et vêtements	3.375	403
Autres produits de consommation dont savon, tabacs, produits d'entretien, articles de ménage, vélos etc.	2.454	255
Total	8.013	1.000

Source : Bulletin BCCBRU, 1956, p.472,473, 1958, p.195.

Tableau 31.n.

Localisation des importations directes par région en 1958 selon la situation des firmes titulaires de licences.

Provinces et territoires	Millions frs	Pourcentage
Léopoldville	10.708	69,6
Equateur	80	0,5
Province Orientale	799	5,2
Katanga	2.953	19,2
Kasaï	206	1,3
Kivu	311	2
Ruanda-Urundi	340	2,2
Total	15.397	100

Source : Bulletin BCCBRU, 1960, p.94.

6. Le développement industriel dans la Région des Lacs entre 1950 et 1960.

L'embryon d'industrialisation qui s'est réalisé entre 1950 et 1960 est marqué par les problèmes analysés plus haut. D'une part, il y eut le développement d'industries de traitement des produits agricoles liées à l'expansion des cultures industrielles; d'autre part, le démarrage de quelques productions manufacturières destinées à se substituer aux importations les plus pondéreuses ou à satisfaire les secteurs de demande manifestant

la plus forte expansion. Ce noyau industriel se développa pour le Ruanda-Urundi exclusivement à Usumbura, tandis que, au Kivu, Bukavu voyait naître aussi quelques entreprises.

a) Au Ruanda-Urundi, la période 1955-1960 vit se développer quelques industries tournées vers le marché intérieur qui viennent se joindre à la gamme limitée des productions antérieures : savon, moutures de ciment, laiterie, beurrerie, biscuiterie, tuileries et fabrication d'eau gazeuse. Ces nouvelles industries furent implantées dans les secteurs où la demande avait connu un marché suffisant pour assurer la rentabilité d'une entreprise de petite dimension aux niveaux des prix existants.

Tableau 31.0

Evolution des importations de biens de consommation africaine au Ruanda-Urundi de 1949 à 1954.

indice de tonnages : 1948 = 100

	Alimentation Boissons	dont bière	Autres pro- duits de consommation	dont couvertu- res	Ustensiles de ménage
1949	172	-	95	-	-
1950	266	202	130	123	120
1951	345		158	283	156
1952	408	967	209	226	116
1953	496	1.388	178	166	120
1954	632	1.827	220	392	276

Si l'on compare les évaluations faites par le plan décennal et l'AESED, les investissements industriels seraient passés de 296 millions FC en 1949 à 1.350 millions FC en 1959 (a). A ce moment, les investissements industriels auraient représenté environ 15 pour cent du capital investi dans le pays (voir tableau 31.q). Ces investissements se sont dirigés essentiellement vers les fabrications dont le caractère pondéreux des inputs ou des produits finis justifiait l'utilisation de matières premières locales (couvertures, mouture de klinker) ou la localisation près des marchés de consommation (bière, articles en fibro-ciment). La nouvelle fabrication devait cependant avoir une capacité de production suffisamment importante pour que les différences du prix de revient ne neutralisent pas l'avantage de la protection naturelle due aux coûts de transport.

(a) Plan Décennal, p.479 et AESED, p.384.

Tableau 31.p.

Evolution de la production industrielle du Ruanda-Urundi de 1950 à 1960.

Produit	Unité statistique	1950	1954	1960
<u>I. Industries agricoles.</u>				
Café marchand	tonnes	11.172	9.989	20.136
Café égrené	tonnes	1.115	2.437	3.150
Thé usiné	tonnes	-	27	90
Huilleries	tonnes	223	5.080	1.500
Minoterie	tonnes	480	1.796	1.200
Rizeries	tonnes	-	340	396
Tourteaux de coton	tonnes	100	5.062	5.500
<u>II. Industries alimentaires</u>				
Laiterie-beurre	tonnes	298	165	46
Brasseries	Hl	-	-	227.389
Eaux gazeuses	Hl	920	4.863	24.500
<u>III. Industries textiles</u>				
Articles confection	tonnes	-	-	478
Couvertures	pièces	-	70.000	498.000
<u>IV. Industrie chimique</u>				
Savonnerie	tonne	980	737	2.087
Oxygène	m3	-	-	39.342
<u>V. Matériaux de construction</u>				
Ciment (mouture)	tonnes	1.993	9.350	2.164
Articles en ciment	tonnes	-	2.400	2.040
Chaux	tonnes	779	2.640	493
Briques	-	74.000.000	-	17.300 tonnes
Tuiles		4.900.000	-	252 tonnes
<u>VI. Casseroles en aluminium</u>				
	tonnes	-	130	(a) 338
<u>VII. Clouterie</u>				
	tonnes	-	75	(b) 356

(a) 1958

(b) 1959

C'est pourquoi l'étroitesse du marché du Centre Afrique et les tarifs à longue distance préférentiels dont jouissaient les productions manufacturières de Léopoldville et Elisabethville restreignaient très fortement les gammes de substitutions possibles.

b) Au Kivu, le développement industriel resta limité principalement au traitement des cultures industrielles en expansion : café, thé, pyrèthre, quinquina, canne à sucre. A Bukavu et dans les environs immédiats, apparurent quelques entreprises travaillant pour le marché local : laiterie, fabrication de meubles, brasserie, cimenterie, bonneterie. Jusqu'à l'ouverture de la route asphaltée Usumbura-Bukavu, cette dernière ville était un marché relativement bien abrité à cause de la longueur et du mauvais état de l'infrastructure routière vers Usumbura et vers Stanleyville. Cependant, cette protection naturelle élevée était compensée par l'étroitesse du marché, pour les raisons étudiées plus haut, et l'avantage d'une localisation à Bukavu n'était évident que dans le cas de produits très pondéreux et de l'existence de matières premières locales. Lors de la réalisation de l'axe routier vers Usumbura, Bukavu se trouva naturellement incluse dans l'hinterland de cette ville et l'achèvement de l'axe Stanleyville-Bukavu aurait supprimé la barrière naturelle qui séparait le chef-lieu du Kivu de l'hinterland de Stanleyville et de Léopoldville. Le développement de l'industrie manufacturière y était donc peu probable à moyen terme.

Tableau 31.q.

Investissements existant au Ruanda-Urundi en 1959 - Total des investissements réalisés en millions de francs constants de 1950.

Agents de l'investissement	Secteurs d'investissement							
	Total	Agriculture, élevage	Eau et électricité	Industrie	Commerce et services	Infra-structure transports	Equipements sociaux	Construction et divers
Etat	2.900	300	-	-	-	1.100	550	950
Parastataux	1.900	130	1.300	-	-	-	150	320
B.I.R.D.	250	-	-	-	-	250	-	-
C.E.E.	110	50	-	-	-	50	10	-
Entreprises privées	3.000	450	-	1.360	1.200	-	-	-
Africains	1.600	1.600	-	-	-	-	-	-
Total	9.760	2.350	1.300	1.360	1.200	1.400	710	1.270
en %	100	27	13	14	12	14	7	13

Source : Rapport AESED, p.384

Le rythme accéléré d'investissements faits par le secteur privé entre 1949 et 1959 est mis en valeur par les statistiques d'apports de capitaux pendant cette période. Celles-ci indiquent bien la tendance générale et l'ampleur du mouvement par rapport aux périodes antérieures, même si on ne peut les ventiler par secteur et si elles ne nous disent rien sur l'évolution de l'auto-financement des entreprises, très important dans l'Afrique coloniale belge (voir tableau 31.r).

Tableau 31.r.

Apports globaux de capitaux au Congo-Kinshasa, au Kivu et au Ruanda-Burundi en valeur monétaires constantes (1.000.000 francs 1950).

	Apports annuels (capital libéré)			Apports cumulés (capital libéré)		
	Congo	Kivu	Ruanda-Urundi	Congo	Kivu	Ruanda-Urundi
1930	1.531	120	128	31.958	649	226
1935	828	42	9	39.386	1.423	369
1940	110	18	2	42.118	1.638	419
1945	108	8	31	42.689	1.656	483
1950	1.742	49	172	50.490	1.895	729
1951	2.889	70	60	53.380	1.966	790
1952	6.210	83	227	59.591	2.050	1.017
1953	4.559	123	179	64.151	2.173	1.196
1954	2.698	219	287	66.849	2.392	1.484
1955	2.846	343	39	69.995	2.736	1.524
1956	3.982	401	126	73.677	3.137	1.650
1957	6.111	105	73	79.789	3.242	1.723
1958	3.955	126	41	83.745	3.368	1.755
1959	2.308	94	39	86.053	3.463	1.804

Sources : Statistiques des Mouvements de Capitaux au Congo belge et au Ruanda-Urundi, 1887-1956, Bruxelles, Ministère des Colonies, 1958

La Situation économique du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1957, 1958, 1959, Bruxelles, 1958, 1959, 1960.

c) Le développement embryonnaire d'un pôle de croissance à Usumbura entre 1959 et 1960 s'explique par la convergence de multiples facteurs qui favorisaient la concentration industrielle de cette ville. Située au bord du lac Tanganyika, sa situation géographique la prédisposait à devenir le centre politico-administratif du Territoire sous tutelle et le port de transit de l'Afrique belge du Centre-Est.

Pour toute la région, elle devait jouer le rôle de plaque tournante et de centre de redistribution que ce soit à partir de la voie la plus avantageuse et la plus courte vers l'océan (Kigoma-Dar-Es-Salam) ou vers celle qui la reliait, grâce au système des préférences tarifaires, aux quatre centres et ports congolais. Le volume du trafic resta relativement faible jusqu'en 1950, tant que l'ensemble de la région ne fut pas doté d'une bonne infrastructure et resta en marge des échanges internationaux; le Ruanda notamment avait avantage à dépendre de la voie de Mombasa via Kagera-Port et le lac Victoria. Mais à ce moment, déjà, la concentration des sièges sociaux des sociétés commerciales à Usumbura lui assurait une position prépondérante d'intermédiaire dans le commerce d'import-export.

Tableau 31.s.

Structure du commerce d'import-export au Ruanda-Urundi, en 1955.

Nombre de firmes à Usumbura	320
Nombre de firmes à l'intérieur	290
Nombre d'établissements à l'intérieur	833

Source : Bulletin BCRBRU, 1958, p.193.

L'expansion des années 1950-1960 alla de pair avec le renforcement de la position d'Usumbura.

Au point de vue du commerce d'import-export, l'agrandissement et l'élargissement du port, l'achèvement du port pétrolier en 1957, l'amélioration de l'équipement mécanique pour les opérations, de manutention, permirent de répondre à l'expansion du trafic;

L'amélioration de la route Usumbura-Kigali entraîna une baisse du coût de transport (d'environ 25 pour cent tonne entre 1949 et 1959) qui, après la désaffectation de Kagera, donnait l'avantage à l'itinéraire Kigali-Usumbura-Dar-Es-Salam sur l'itinéraire Kigali-Kampala-Mombasa. L'absorption du Ruanda dans l'hinterland de Usumbura s'en trouva facilitée mais reposait essentiellement sur la concentration des usines de traitement des produits agricoles et du commerce de gros à Usumbura. En 1959, Usumbura traitait 90 pour cent du café paré pour l'exportation et 48.000 tonnes de café y furent acheminés représentant 37 millions de francs de transport.

Tableau 31.t.

Expansion du trafic du port d'Usumbura entre 1939 et 1959.

en mille tonnes.

Années	Import	Export	Total
1939	17	10	27
1945	27	20	47
1949	52	24	76
1950	68	21	89
1955	130	38	168
1956	140	40	180
1957	172	45	217
1958	181	39	220
1959	153	57	210

Tableau 31.u.

Evolution du coût de transport du café sur l'itinéraire Kigali-Mombasa et Kigali-Dar-Es-Salam 1949-1959.

en francs/tonne

	1949	1959
Kigali-Mombasa via Kagera	1.586	-
Kigali-Mombasa via Kampala	2.392	2.717
Kigali-Usumbura-Dar-Es-Salam	2.174	2.459

L'achèvement de la route asphaltée Usumbura-Bukavu en 1958 ouvrit aussi de nouvelles perspectives d'expansion au commerce et à l'industrie d'Usumbura.

Du point de vue des activités administratives, l'expansion des services de la Tutelle concentra à Usumbura la majorité des employés du service public, européens et africains et entraîna une polarisation de la demande de produits et d'offre d'emplois plus forte qu'auparavant. La population (40.000 habitants) y était en 1959 dix fois plus élevée que dans le deuxième centre urbain du territoire. En même temps, la réalisation d'importantes constructions publiques, l'expansion de la demande immobilière européenne, la construction d'une cité africaine (O.C.A.) concentraient à Usumbura les activités de l'industrie du bâtiment.

L'ensemble de ces facteurs favorise la polarisation des activités secondaires et tertiaire dans la capitale et accentue de plus en plus le décalage entre ses structures et celles de l'intérieur.

Tableau 31.v.

Position relative du territoire d'Usumbura en 1959.

Ensemble du Ruanda-Urundi = 100

Population africaine	1,5
Hommes adultes valides	2,3
Effectifs moyens des salariés	17,6
- dans l'industrie manufacturière	45,5
- dans la construction	29,6
- dans le commerce	30,8
- dans les services	26,7
Salaire moyen	131
Consommation énergie électrique	82

d) L'ensemble de ces changements ne peut masquer le caractère embryonnaire de l'industrie au Ruanda-Urundi à la fin des années cinquante. La valeur ajoutée brute du secteur secondaire ne représentait que 482 millions de francs, soit 8 pour cent du P.I.B. monétarisé évalué à 5.661 millions de francs. Les industries manufacturières et la construction n'occupaient que 20 pour cent de la main-d'oeuvre qui elle-même ne représentait que 11 pour cent des hommes adultes valides. Ce pourcentage, en régression sur celui de 1949 (13 pour cent), illustre suffisamment la précarité de l'économie monétaire au Ruanda-Urundi et le caractère limité de l'industrie existante et possible. Deux conditions restaient à remplir pour permettre un démarrage industriel : d'une part, la consolidation et l'expansion des cultures industrielles, base d'une activité transformatrice et source principale de revenus; d'autre part, une certaine protection contre les industries manufacturières congolaises dans le cadre d'une division du travail et d'une coopération économique entre les trois pays. A moyen terme, le Ruanda-Urundi ne pouvait rester dépendant du Congo pour des produits de grande consommation, dans la même mesure où il l'était en 1959 et ne jouer qu'un rôle de débouchés assurant la rentabilité des nouvelles entreprises congolaises.

Tableau 31.w.

Importations relatives des importations de quelques biens de grande consommation en provenance du Congo en 1959 (en millions de francs congolais).

Produit	Origine	
	Congo	Autres pays
Tissus de coton	214,5	47,9
Cigarettes	127,3	0,2
Ciment klinker	34,3	-
Couvertures	15,5	-

Au total, les importations de produits congolais représentaient 654 millions de francs sur un montant d'importations nettes de 1.635 millions.

313.- L'évolution de la situation entre 1960 et 1965.

L'année 1959 est la dernière année de l'union administrative et douanière entre le Ruanda-Urundi et le Congo. L'indépendance du Congo en 1960 fut la première étape du démembrement de l'union économique réalisée sous la Tutelle et du repli sur des bases strictement nationales. Les troubles qui suivirent l'indépendance congolaise transformèrent rapidement cette séparation juridique en une réalité économique concrète et les courants d'échanges entre le Congo et le Ruanda-Urundi s'amenuisèrent fortement.

La seconde étape du démembrement, encore plus décisive, fut la volonté d'indépendance séparée du Rwanda et du Burundi, réalisée en 1962, et concrétisée par la liquidation progressive des institutions et du patrimoine communs, achevée en 1963. La troisième étape fut la rupture complète des relations économiques entre les deux pays pour des causes politiques, durant le premier trimestre de 1964, situation qui perdure encore largement en 1966.

Dans cet espace économique rétréci, les déséquilibres fondamentaux entre les ressources et les besoins constatés dans la décennie précédente s'aggravèrent à cause de l'affaiblissement des facteurs de compensation mis en oeuvre alors.

Ces déséquilibres apparaissent dans tous les secteurs : dans l'économie d'autoconsommation, dont le poids se renforce, entre l'expansion de la population et celle de la production; dans l'économie monétaire excessivement dépendante de l'extérieur entre la capacité d'exportation et la

demande d'importation, entre les recettes et les dépenses de l'Etat, entre la capacité locale de production industrielle et la demande effective. Ces déséquilibres se sont manifestés dans l'évolution du système des prix et salaires, indice d'une restructuration sociale de la demande. Ils ont entraîné un ensemble de mesures dirigistes, surtout pour le contrôle des importations, problème crucial dans une économie où le secteur monétaire fragile est très ouvert sur l'étranger. Mais ces mesures, dont la rigueur n'était qu'apparente, n'ont jamais pu être accompagnées d'une politique embrayant sur les véritables contraintes du sous-développement. Dès lors, elles ont davantage contribué à accentuer les déséquilibres qu'à les diminuer. Dans cette perspective, leur abandon récent pour des méthodes plus libérales ne résout d'ailleurs rien.

1. Déséquilibre entre population et subsistance.

L'expansion de la population s'est poursuivie vigoureusement après 1960(a). C'est une expansion essentiellement rurale, bien que les deux capitales (Kigali et Bujumbura) aient connu une croissance rapide, surtout Kigali. Le problème de la subsistance a donc pris une plus grande acuité. Or, aucun facteur n'est venu améliorer les techniques traditionnelles de production ni augmenter les rendements. Au contraire, les mesures anti-érosives prises au temps de la Tutelle et les disciplines culturelles résultant des cultures vivrières obligatoires ont été fort relâchées. Il y a donc à la fois un facteur de régression à court terme et à long terme. D'autres éléments ont pesé sur l'effort agricole : les conditions climatiques ont été particulièrement mauvaises entre 1961 et 1963, et les troubles politiques qui ont sévi au Rwanda entre 1960 et 1963, au Burundi entre 1960 et 1965, ont eu dans plusieurs régions des répercussions très défavorables sur les productions vivrières.

Il en est résulté une baisse de la production alimentaire en termes absolus; c'est-à-dire une diminution sensible des disponibilités par tête compte tenu de l'accroissement démographique. Le phénomène est net au Rwanda, où il concerne l'ensemble des cultures vivrières et de l'élevage (b). En effet, la production vivrière a reculé pour la plupart des cultures ou a gardé un caractère très instable. Seules les bananes et les arachides indiquent une expansion. Or, on a vu que les bananes, nutritivement pauvres, servent surtout à la fabrication de

(a) cf paragraphe population.

(b) voir tableau 31.x.

Tableau 31.x.

Evolution de la production agricole au Rwanda 1959 = 100.

	1961	1962	1963	1964
<u>1. Cultures vivrières.</u>				
Haricots	89	95	175	72
Pois	74	103	99	71
Arachides	74	52	89	200
Sorgho	77	128	97	112
Maïs	72	174	182	54
Eleusine	49	54	37	21
Froment	78	91	114	21
Pomme de terre	115	87	79	36
Patate douce	92	134	86	49
Manioc	73	78	27	102
Bananes	116	173	103	121
Total	101	142	95	91
<u>2. Cultures d'exportation.</u>				
Café (marchand)	72	69	34	59
Thé sec	160	210	300	320
Pyrèthre (fleurs sèches)	59	62	48	49
Coton-graines	82	87	72	93
Orge	21	19	21	56
Total	68	65	36	60

Source : Bulletin Statistique du Rwanda, n° 4, janvier 1965, p.8 et 11.

bière et leur expansion témoigne d'abord de la contraction de l'économie monétaire dans les campagnes qui entraîne une substitution de la bière artisanale à la bière industrielle; quant aux arachides, leur redressement est net après un fort recul, mais leur production en termes absolus demeure beaucoup trop faible pour pallier les carences en lipides du pays. Les disponibilités en viande du pays ont diminué, à cause du départ en exil d'une partie importante des éleveurs: si ce départ a relâché à court terme la pression des hommes sur les subsistances vivrières et libéré des terres de pâturages pour les cultures, à long terme, il se traduira par une aggravation du déficit en protéines animales, à moins que des mesures vigoureuses ne soient prises pour améliorer le cheptel bovin resté sur place et développer systématiquement le petit élevage. Au Burundi, le problème est sans

doute similaire, bien que moins rigoureux à cause d'une densité démographique moindre et d'une fertilité naturelle moins dégradée. Mais les statistiques ne permettent guère d'en juger, car elles paraissent surfaites, tant en ce qui concerne les évaluations de base en 1959 (a) qu'en ce qui concerne les évaluations ultérieures.

Cette baisse de la production vivrière s'est répercutée au niveau de la commercialisation : la diminution de celle-ci est particulièrement forte au Rwanda et se traduit par une diminution des exportations de produits alimentaires vers le Congo et une hausse vertigineuse des prix des produits vivriers sur les marchés urbains, surtout à Kigali.

La désorganisation des transports et des circuits commerciaux a d'ailleurs été un facteur important de la diminution de la production vivrière commercialisée : elle a empêché que la hausse de la demande urbaine se répercute au-delà d'une aire géographique limitée et maintenu les prix aux producteurs de l'intérieur trop bas que pour stimuler leur offre et rétablir l'équilibre.

2. Déséquilibre dans l'économie monétaire.

De nombreux facteurs ont contribué à accentuer les déséquilibres de l'économie monétaire, dont la base s'est contractée depuis 1960.

a) Baisse des exportations et des revenus ruraux.

Après 1960, les exportations agricoles sont demeurées le facteur primordial de la dimension du secteur monétaire et du marché intérieur : en 1965, elles représentaient 90 pour cent des exportations en valeur du Burundi et 60 pour cent de celles du Rwanda. Mais dans l'ensemble, elles indiquent une forte régression entre 1959 et 1963 avec une légère tendance au redressement en 1964 et 1965, surtout au Rwanda.

Le mouvement général reste déterminé par l'évolution du café qui conserve une prépondérance écrasante (b). De 1959, année de récolte exceptionnelle, à 1963, année désastreuse, la diminution est de 70 pour cent en volume et 75 pour cent en valeur. Les années intermédiaires indiquent une forte diminution par rapport à 1959 et une légère régression par rapport à la moyenne des années 1955-1960, qui est retrouvée en

(a) Voir remarque faite au 312.

(b) cf annexe 1.

volume en 1964-1965. En valeur, la diminution est très accentuée à cause de la baisse des cours mondiaux : en 1965, un volume d'exportation sensiblement égale à celui de 1957 procure à la paysannerie et aux pays un revenu inférieur de 30 pour cent.

Le débouché du café reste pour près de 90 pour cent le marché des Etats-Unis. La détérioration des termes d'échange qui accentue le déséquilibre de la balance commerciale prend une ampleur catastrophique au niveau du paysan à cause de la hausse des prix intérieurs (voir 4).

Le coton, important surtout au Burundi, négligeable au Rwanda, indique aussi une nette diminution par rapport aux chiffres atteints en 1959-1960. En 1964-1965, on n'a pas encore rejoint le niveau de production de dix ans auparavant. Au niveau du revenu du planteur, la baisse est encore plus accentuée sous l'influence conjuguée de la baisse de la production globale et du rendement par hectare, de la stagnation du prix nominal d'achat et de la multiplication du nombre de planteurs (a).

Les peaux, le pyrèthre, l'orge et le froment qui avaient une importance non négligeable sous la Tutelle, sont aussi en diminution, tandis que la progression du thé au Rwanda et du ricin au Burundi concerne des montants encore trop faibles que pour influencer la dimension du volume global des exportations et du revenu monétaire.

Les exportations de produits alimentaires vers le Congo qui concernent essentiellement le Rwanda ont aussi fortement diminué : elles n'ont pas été compensées par l'expansion, irrégulière mais nette des exportations de minerais (b).

Au total donc, on constate une régression nette des exportations des deux pays qui affecte à la fois les revenus ruraux, la dimension de l'économie monétaire et la balance commerciale.

b) Le déséquilibre de la balance commerciale.

La baisse des exportations en volume et en valeur a abouti les contraintes pesant sur la balance commerciale, dont le déficit ne pouvait dès lors que s'accroître par rapport à celui, quasi-permanent des dernières années de la Tutelle.

(a) cf annexe 3

(b) cf tableaux 31.y et 31.z.

En effet, compte tenu de la structure de la demande interne la discrimination de la capacité d'importation ne devait pas entraîner une adaptation automatique de la demande pour les produits importés. La demande de la population rurale, en forte régression, n'est pas la seule à influencer la demande pour les produits importés. Au contraire, à l'exception des tissus de coton et synthétiques, son pouvoir d'achat affaibli la porte naturellement vers les quelques rares fabrications locales qui absorbent la plus grande partie d'un revenu en contraction. On peut affirmer que, de façon générale, la demande rurale pour les produits importés se contracte avec la baisse des exportations et que dans ce secteur, l'adaptation entre capacité d'exportation et demande d'importation tend à se réaliser.

Mais la demande urbaine n'est pas nécessairement liée à la contraction des revenus d'exportation. Or, dans le cas du Rwanda et du Burundi, l'accession à la souveraineté nationale a entraîné un développement vigoureux du secteur tertiaire urbain, de l'administration et des services, au moment même où la production rurale et la capacité d'exportation régressait vivement. La population étrangère, détentive de hauts revenus s'est maintenue à un niveau important après l'indépendance : au départ des fonctionnaires de la Tutelle, a succédé le développement du personnel des ambassades, des consulats, des organismes internationaux, de l'enseignement, de l'assistance technique tandis que la plupart des industriels et commerçants demeuraient sur place : le personnel employé dans les services est donc très important. Mais c'est surtout l'expansion du personnel de l'administration centrale qui a gonflé la population urbaine dans les deux capitales. Or, la demande de ces catégories urbanisées étrangères et autochtones s'oriente, au-delà d'un certain niveau de dépenses et une gamme de produits diversifiés qui doivent faire l'objet d'importations. En effet, le marché pour ces produits est à la fois trop fragmenté et trop restreint pour justifier l'import-substitution. Il y a donc là une forte pression sur l'équilibre de la balance commerciale, puisque l'évolution de cette catégorie de revenus est largement indépendante de celle des revenus d'exportation.

Pour contenir cette pression, on a édicté dès 1962, une réglementation sévère des importations, en créant à la fois un régime de quotas attribués à divers importateurs et deux régimes de licence : un régime A pour les produits de première utilité, avec allocation de devises au taux officiel, un régime B, pour les produits dits de luxe, sans allocations de devises et donc importées avec des devises achetées au marché libre, marqué par la dépréciation constante de la monnaie locale.

Tableau 31.y.

Evolution des exportations au Rwanda et au Burundi

Valeur, en millions de francs.

	Café	Minerais	Coton et sous-produits	Pyrèthre	Peaux	Autres	Total
1958	583,5	183,7	58,8	27,4	38,4	234,2	1.126,0
1959	1.175,4	96,3	66,6	28,9	27,4	242,4	1.637,0
1960	678,9	178,0	142,2	30,1	25,1	427,7	1.480,0
1961	786,3	220,2	105,8	13,9	23,0	102,1	1.251,3
1962	619,2	212,8	63,5	17,8	16,7	38,9	969,0
1963	276,7	255,2	68,0	14,3	22,5	38,3	675,0
1964 Rw.	314,3	212,5	-	12,6	0,05	37,6	577,5
Bu.	696,2	1,5	63,1	-	8,5	215,1	980,9
							ou
							780,0
							(a)
1965 Rw.	367,6	271,3	-	15,5	1,6	27,8	682,4
							(b)
Bu.	504,0	3,0	76,5	-	11,5	-	701,2

- (a) Les chiffres d'exportation du Burundi révèlent les carences statistiques même dans les domaines les moins complexes. Le chiffre de 980,9 millions en 1964 est donné par le Bulletin de la B.R.B. (février 1965, n°3, p.77) qui renseigne des exportations de café de 696 millions et un poste "divers non ventilé" de 212,6 millions. Il semble que ce chiffre fort élevé doive être attribué aux exportations de diamants fraudés du Congo par Bujumbura. Mais le chiffre de 980,9 millions se voit contredit par le Bulletin de la B.R.B. (avril 1965, n°4, p.17) qui avance un montant de 892,7 millions dont 812,4 millions pour le café. Enfin, le Bulletin de l'I.R.V.S.T.A.T. (n°1, mars 1966, p.12) renseigne un montant de 820 millions où les divers ne figurent que pour 11,8 millions; mais ce chiffre comprend les exportations du Rwanda transitant par Bujumbura durant le premier trimestre de 1964. Pour 1965, le problème est le même. Le Bulletin de l'I.R.V.S.T.A.T. (mars 1966) avance un chiffre d'exportation de 807,5 millions tandis que le Bulletin de B.R.B. (avril 1966, p.22) renseigne un montant de 1.227 millions. La différence ne peut être attribuée à des comptabilisations selon des taux de change différents puisque, évalué en francs belges au taux de change officiel de 1,75 FBU pour 1 FB, le montant de 1.227 millions ne donne que 701 millions. Ce chiffre sera retenu pour 1965, tandis que celui de 780 millions pour 1964 (déduction faite de 200 millions de diamants) apparaît le plus réaliste.
- (b) Exprimé en francs belges.

Tableau 31.z.

Evolution des exportations du Rwanda et du Burundi.

Volume en 1.000 tonnes.

	Café	Minerais	Coton et sous-produits	Pyrèthre	Peaux	Autres	Total
1958	18,4	2,4	5,5	0,7	1,0	-	28,3
1959	37,4	4,1	5,9	0,6	0,7	11,3	60,3
1960	20,2	4,9	5,6	0,7	0,6	4,4	40,6
1961	23,1	4,1	6,9	0,4	0,7	9,3	44,8
1962	23,5	4,1	5,0	0,5	0,6	3,0	38,1
1963 Rw.	10,6	3,6	4,0	0,4	0,9	2,8	22,7
Bu.	8,2	2,5	-	0,4	-	5,7	17,4
1964 Rw.	18,4	3,3	3,4	-	0,3	3,0	25,0
Bu.	10,2	2,7	-	0,4	0,1	3,0	16,4
1965 Rw.	12,5	-	4,1	-	0,5	3,3	20,4
Bu.							

Tableau 31.aa.

Structure géographique des exportations du Rwanda et du Burundi.

(en pourcentages des valeurs)

	Rwanda-Burundi				Rwanda		Burundi	
	1957	1959	1961	1962	1964	1965	1964	1965
Congo	16	13	11	6	2,6	1,6	-	0,4
Etats-Unis	49	71	62	61	57	55	70	77
Belgique	31	11	20	24	35	36	7	13
Kenya								
Uganda	0,1	0,1	0,9	3,0	0,9	0,8	-	4
Tanzanie								

Mise en place à la fin de la Tutelle, cette réglementation communale aux deux pays, destinée à assurer une bonne allocation des ressources rares en devises, ne produisit pas les effets escomptés et contribua plutôt à accentuer les déséquilibres particuliers aux deux pays. D'une part, les produits importés sous licence A étant attribués par quotas se voyaient rationnés en fonction des disponibilités en devises: leur rareté, combinée avec le monopole des importateurs bénéficiaires des quotas, devait entraîner un stockage spéculatif croissant dont les effets se firent rapidement sentir sur les prix. D'autre part, les produits du régime B voyaient leurs prix hausser fortement sous l'effet de la dépréciation des monnaies locales. En effet, l'alimentation du marché parallèle en devises était très limitée tandis que la demande de devises était très forte sous l'emprise de multiples facteurs : liquidation de commerces, d'entreprises, vente d'immeubles, transferts de bénéfices, de dividendes, de traitement, accomplis par des étrangers n'obtenant pas pour ces opérations des devises au taux officiel. De plus, de nombreux commerçants exclus des répartitions de quotas se reconvertirent vers l'importation des produits de la liste B, alimentant le marché des produits inutiles pour les besoins essentiels du pays et destinés aux revenus privilégiés.

Ces différents facteurs entraînèrent une dépréciation des deux monnaies, variant en 1964, entre 2 et 2,5 fois la parité officielle. Finalement, les prix des produits de la liste A avaient tendance à s'aligner sur le taux de dépréciation du marché parallèle, servant surtout aux besoins des étrangers, qui détiennent pratiquement le monopole de l'import-export. Les conséquences en étaient évidemment très graves pour les exportateurs qui se voyaient rémunérés au taux de change officiel ; les paysans voyaient s'effondrer les revenus d'exportation et n'étaient plus incités à la production, tandis que la fraude se développait sur une grande échelle.

Pour pallier cette situation qui compromettait de plus en plus toute possibilité de restauration de l'équilibre économique général, les deux gouvernements, en accord avec les instances monétaires et le F.M.I. procédèrent, au Burundi en 1965, au Rwanda en 1966, à une dévaluation et à une modification complète du régime des importations. Au Burundi, le double taux de change fut supprimé et la monnaie nationale fixée à un taux de change intermédiaire entre le cours officiel et le marché parallèle anciens (1,75 FBU pour 1 FB); le régime des quotas fut aboli, toute licence étant validée à concurrence des disponibilités en devises pour autant que les prix stipulés apparaissent normaux: des autorisations de transfert plus libérales furent mises en vigueur : en même temps l'on haussa les droits de douane sur les produits de l'ancienne liste B. Des assurances formelles

quant à une politique sévère de crédit au secteur privé et d'équilibre budgétaire de l'Etat durent être données au F.M.I. pour en obtenir un crédit "stand by" de quatre millions de dollars renouvelables annuellement. Au Rwanda, la parité choisie fut de 2 FRW pour 1 FB; la réglementation des importations fut également considérablement assouplie, le double régime de licences étant supprimé, mais un marché parallèle des changes fut cependant maintenu pour les autres transactions.

Les résultats de la dévaluation du Rwanda ne peuvent encore être jugés ici, mais celle du Burundi paraît avoir déjà épuisé ses effets. L'esprit de la réforme était nettement libéral et classique, ainsi qu'en témoigne la libéralisation de la politique du crédit privé à la fin de 1965 qui rendit toute liberté d'action aux banques. Elle ne put cependant agir en profondeur sur les structures du sous-développement du pays ni sur le comportement des principaux agents économiques. Du côté du commerce d'importation, la libéralisation rétablit d'abord la concurrence et tendit à stabiliser les prix des produits importés; mais rapidement la réapparition d'un marché des changes clandestins alimenté par les étrangers, fit reprendre un processus de dépréciation de la monnaie qui se répercuta inévitablement sur le niveau des prix des produits. Du côté de l'exportation, les prix au producteur ne furent pas relevés en 1965 dans la proportion de la dévaluation, ce qui se traduisit en 1966 par une baisse de la récolte de café parche. Les exportations n'ont donc pu contribuer à améliorer la capacité d'importation tandis que la pression sur celles-ci ne se relâchait pas. En effet, les agents de l'Etat furent les seuls à bénéficier d'une adaptation substantielle des traitements à la dévaluation, tandis que les troubles politiques persistants requéraient des dépenses "pour le maintien de l'ordre" difficilement compatibles avec un équilibre budgétaire strict. D'une manière générale d'ailleurs, l'équilibre du budget ordinaire et extraordinaire s'avère irréalisable dans les deux pays sans une aide extérieure importante, tandis que l'équilibre de la balance commerciale proprement dite ne peut être maintenu que grâce à des aides en nature élevées (céréales, lait, etc.) pour pallier le déficit alimentaire des deux pays.

3. Le déséquilibre budgétaire.

L'insuffisance des ressources pèse lourdement sur l'équilibre du budget ordinaire et extraordinaire des deux pays. L'étroitesse de la base imposable et l'absence d'épargne interne limite fortement le niveau des dépenses de fonctionnement et rend impossible le financement d'une politique de travaux publics indispensable au développement.

a) Le budget de fonctionnement est en déséquilibre depuis plus de dix ans.

Tableau 31.bb.

Budgets du Rwanda et du Burundi.

(en millions de francs courants)

Année	Recettes propres		Dépenses		Différences	
	Rwanda	Burundi	Rwanda	Burundi	Rwanda	Burundi
1953		559		562		+ 34
1954		663		685		- 22
1955		681		694		+ 13
1956		696		774		- 78
1957		810		957		-146
1958		778		985		-207
1959		854		1.199		-345
1960		907		1.629		-723
1961		1.042		1.511		-469
1962	604(a) 210(b)	572(a)	454(a) 440(b)	700(a)	-150(a) -230(b)	-128(a)
1963	510(a) 361(b)	545(b)	650(a) 547(b)	741(b)	-186(b)	-196(b)
1964		842(b)		917(b)		- 75(b)
1965	711(a)	1.200(b)	846(l)	1.358(b)	-136-a	-158(b)

(a) Prévisions

(b) Résultats.

Source : Bulletin de la Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi, n°8, 1963
Bulletin statistique du Rwanda, n°2, 1964
Bulletin de l'Institut Statistique du Burundi, n°1, 1966.

Ce déséquilibre est lié à l'expansion du rôle de l'Etat au cours de la dernière décennie de la Tutelle, dans les domaines de l'encadrement administratif, de l'éducation et de la santé, jusqu'alors totalement insuffisants. Le déficit budgétaire ordinaire fut intégralement financé par la Belgique jusqu'à l'indépendance, notamment pendant les années qui précédèrent celle-ci et qui virent fortement augmenter les dépenses militaires. Après l'indépendance, les deux Etats continuèrent à bénéficier inégalement de l'aide belge mais ils durent s'engager en 1962 à limiter leur déficit individuel à 150 millions de FB par an. Ce montant, inférieur au niveau du déficit des années précédentes, requerrait une politique d'austérité rigoureuse d'autant

plus difficile à maintenir que l'accession à la souveraineté exigeait de nouvelles dépenses de fonctionnement, particulièrement pour le Rwanda. L'attitude politique de ce dernier lui valut une place privilégiée dans l'aide belge, au détriment du Burundi. L'austérité globale à maintenir pour assurer l'équilibre des recettes et des dépenses n'impliquait pas nécessairement une allocation optimale des maigres ressources et dans plusieurs cas, des dépenses de fonctionnement essentielles ont été remplacées par des dépenses de consommation somptuaires; mais de toute manière, la pauvreté des deux pays limite de façon absolue les dépenses liées à toute action de développement à long terme.

Tableau 31.cc.

Evolution de la contribution belge à l'équilibre du budget ordinaire du Rwanda et du Burundi.
(en millions de francs belges)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Rwanda								
Burundi	125	270	688	360	300	330	280 49	230 80

b) Le budget extraordinaire dépend presque totalement des financements extérieurs. De 1938 à 1961, les investissements réalisés par le secteur public atteignirent environ 5.700 millions de FB, c'est-à-dire 250 millions par an; mais près de 5.000 millions de cette somme furent investis entre 1949 et 1959, c'est-à-dire, une moyenne de 500 millions par an. Ces investissements publics réalisés dans le cadre du Plan Décennal étaient indispensables pour sortir les deux pays de leur sous-développement mais ils durent être évidemment financés presque intégralement par la Belgique, sous forme d'avances d'environ 400 millions de FB par an. La fin du Plan Décennal arrêta cet effort d'investissement que l'aide nouvelle de la BIRD et du FED ne put compenser entre 1958 et 1962. L'aide du FED se monta à environ 500 millions de FB, partagés également entre les deux pays, soit une moyenne d'environ 100 millions de FB par an.

En 1963, une étude de la Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi (BERB) (a) estimait que les investissements conjugués de l'aide de la Belgique, de l'ONU, de la BIRD et du FED s'élevaient à un total de 500 millions pour la période 1963-1968, soit une moyenne de 100 millions par an, c'est-à-dire un cinquième du montant annuel des dépenses du Plan

(a) Bulletin mensuel de la BERB, n°8, juin 1963, p.18.

Décennal. Dans cette somme, les investissements du FED devaient représenter 390 millions de FB, c'est-à-dire une moyenne de 80 millions de FB par an, fort inégalement répartis entre le Rwanda (265 millions) et le Burundi (125 millions). Ce déséquilibre a affecté également l'aide belge. Au total, le Rwanda a reçu pour le budget extraordinaire, depuis l'indépendance, une aide beaucoup plus importante que le Burundi : ainsi, en 1964, le Rwanda avait reçu au total 240 millions de FB pour des projets de développement, contre 50 millions obtenus par le Burundi. Le Burundi restait ainsi au niveau moyen prévu en 1963, tandis que le Rwanda retrouvait presque la moyenne des années du Plan Décennal.

De toute manière, les deux pays restent excessivement dépendants de l'extérieur pour le financement des travaux de développement indispensables et ont trop négligé jusqu'à présent la recommandation impérieuse du rapport de l'AESED de faire contribuer l'épargne-travail pour 50 pour cent au financement du budget extraordinaire. Cette mobilisation de la force de travail des deux pays (à raison de 50 ou 100 heures par an et par homme adulte) est cependant absolument nécessaire si les deux pays veulent briser les contraintes qui les écrasent actuellement.

4. L'évolution des prix et salaires.

Cette évolution a été un facteur puissant de restructuration de la demande au Rwanda et au Burundi depuis 1960.

a) Les prix au consommateur ont connu une hausse d'environ 25 pour cent entre 1960 et l'indépendance sous l'effet notamment de la dépréciation accélérée du francs R.B. sur le marché noir, avant que celui-ci ne soit régularisé en 1962. Au Burundi, le mouvement se poursuivait vivement jusqu'à la dévaluation de 1965, mais se stabilisa après la dévaluation jusqu'à la fin de 1965. Les facteurs qui ont influencé la hausse des prix des produits importés ont été analysés plus haut (voir 2) tandis que les prix des produits vivriers locaux subissaient à la fois la pression de l'expansion de Bujumbura et le repli des producteurs de l'extérieur vers l'économie de subsistance, à cause de la détérioration des transports, des circuits commerciaux et des termes d'échange dans l'intérieur.

Au Rwanda, le phénomène prit encore des proportions beaucoup plus graves qu'au Burundi en 1964 et 1965. Après la rupture des relations commerciales avec le Burundi en 1964, le commerce local fut coupé des grandes maisons d'import-export de Bujumbura qui les approvisionnaient traditionnellement.

Tableau 31.dd.

Prix de détail à Kigali et à Bujumbura 1959-1966.

1. INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL				
	Burundi		Rwanda	
1.07.1960	100		100	
1.04.1963	135		135	
1.01.1964	155	100	155	100
1.04.1964	161	104	169	109
1.07.1964	164	106	164	106
1.10.1964	167	108	170	110
1.01.1965	172	111	187	121
1.04.1965	194	125	209	135
1.07.1965	195	126	226	146
1.10.1965	194	125	246	159
2. INDICE DE QUELQUES PRODUITS MANUFACTURES CONSOMMES PAR LES AFRICAINS EN 1964 (1959=100)				
	Burundi		Rwanda	
Americani	184		146	
Drill kaki	211		155	
Couverture coton	190		133	
Cigarette	200		166	
Bière	123		130	
Savon ménage	127		118	
Moyenne	172		141	

En l'absence d'une organisation publique capable de contrôler ou de centraliser le commerce, et vu l'insuffisance des structures coopératives, la plus grande partie du commerce de gros et détail fut dès lors monopolisée par les commerçants asiatiques, jusque là cantonnés dans les seules activités de traite, qui se virent renforcés par une émigration fraîche en provenance d'Uganda et du Kenya. Cette situation eut des répercussions fâcheuses sur l'évolution des prix au consommateur. D'une part, ces commerçants ont tendance à s'approvisionner à travers une chaîne d'intermédiaires qui sont leurs concitoyens ou leurs coreligionnaires. Aussi, le consommateur rwandais a-t-il dû, non seulement subir le coût de la reconversion géographique des courants d'échanges, mais en outre la rémunération d'intermédiaires asiatiques établis en Uganda et par qui leurs associés du Rwanda font passer tous les produits importés du Kenya.

ou à partir de Mombasa. D'une part, ces commerçants se livrent souvent à la spéculation sur les stocks et provoquent des hausses de prix en accentuant artificiellement les pénuries et les difficultés d'approvisionnement.

Quant aux prix des produits vivriers, ils ont connu aussi des hausses très vives à Kigali, sous l'effet notamment de rentes exorbitantes prélevées par les transporteurs et les intermédiaires.

b) Les prix au producteur (voir tableau 31.ee) ont subi une évolution différente selon les catégories de culture et selon les régions.

Dans l'ensemble, les prix des cultures industrielles ont décroché complètement par rapport à la hausse des prix des produits importés. La comparaison de l'indice des prix de détail et des prix au producteur (voir tableau 31.ff) ne rend d'ailleurs qu'imparfaitement compte de la détérioration des termes d'échange, puisque les indices des produits importés y renseignés sont ceux des capitales, alors que la situation a surtout empiré dans les régions de l'intérieur. La baisse des termes d'échange a été très nette pour les principales cultures (café et coton) (a) et s'explique partiellement par la baisse des cours mondiaux, la baisse de la qualité des productions locales ainsi que les hausses des coûts de transport vers les ports d'embarquement de l'Océan Indien.

Les prix des cultures vivrières ont apparemment beaucoup mieux suivi la hausse des prix des produits manufacturés. Mais ici, une distinction géographique s'impose nettement : la hausse a bénéficié presque uniquement aux cultivateurs localisés près des capitales des deux pays et ce, grâce au niveau élevé qu'y ont atteint les prix de détail des produits vivriers sous l'influence de la demande et de la rente prélevée par les intermédiaires amenant sur ces marchés l'offre de produits vivriers d'origine plus lointaine.

c) Les salaires (voir tableau 31.gg) indiquent aussi une nette différenciation, selon qu'il s'agit des travailleurs qualifiés ou non, et selon qu'il s'agit de catégories d'emplois proches des centres de décision politico-administrative ou non. Dans l'ensemble, jusques 1964, les travailleurs non qualifiés ont vu leur pouvoir d'achat se détériorer gravement : ce phénomène s'explique par la contraction de l'offre d'emplois, alors que l'offre de travail inorganisé accentuait son caractère pléthorique.

(a) Voir annexe 2.

Tableau 31. ee.

Prix d'achat au producteur africain 1964.
(1959 = 100)

	Rwanda	Burundi
Haricots	125	164
Pois	133	200
Arachides	300	400
Sorgho	150	88
Maïs	200	90
Pommes de terre	150	47
Potates douces	200	400
Riz	-	77
Bananes	133	130
moyenne	173	177
Orge	160	-
Café arabica parche	142	157
Coton graines jaune	100	100
Coton graines blanc	100	100
Peaux de bovidés	-	133
Ricin	-	200
Pyrèthre (fleurs sèches)	88	-
moyenne	122	147

Tableau 31. ff.

Indice des prix et salaires au Rwanda et au Burundi.
(1959 = 100)

	Rwanda	Burundi
1. Indice général des prix détail 1964	165	163
2. Indice quelques produits manufacturés consommés par les Africains (1964)	141	172
3. Indice des prix d'achat au producteur		
a) des cultures vivrières (1964)	173	177
b) des cultures industrielles (1964)	122	147
3. Salaires (1964)		
a) travail non qualifié	128	113
b) travail qualifié	227	216
c) employés secteur privé	133	166

Tableau 31.gg.

Salaires.

1. Salaires moyens journaliers.			
	Salaires rwan- dais 1964 (1959=100)	Salaires rwan- dais 1959 (Bujumbura 1959=100)	Salaires rwan- dais 1964 (Bujumbura 1964=100)
<u>A. Travail non qualifié</u>			
1. Manoeuvres agriculture (salaire minimum)	130	-	-
2. Manoeuvres mines et industries construction et manufacturière	104		77
- minimum légal		79	
- marché		59	
3. Travailleurs ordinaires (agricul- ture, mines, ind. manuf.)	120	71	60
4. Veilleur, gardien	136	42	57
5. Domestiques	153	60	87
Moyenne	128	58	70
<u>B. Travail qualifié</u>			
Maçons	172	75	57
Mécaniciens ordinaires	137	91	53
Chauffeurs	173	100	100
Electriciens	227	74	-
Moyenne	177	85	-
<u>C. Employés banque et commerce</u>			
	133	100	80
2. Salaires Bujumbura 1964/1959.			
<u>A. Travail non qualifié</u>			
1. Manoeuvres			106
2. Ouvriers ordinaires			142
3. Veilleur, gardien			100
4. Domestiques			105
Moyenne			113
<u>B. Travail qualifié</u>			
1. Maçons			224
2. Chauffeurs			173
3. Mécaniciens ordinaires			232
4. Electriciens			238
Moyenne			216
<u>C. Employés banque et commerce</u>			
			166

Au contraire, les travailleurs qualifiés sont demeurés fort rares et ont vu leur rémunération s'adapter à la hausse des prix. Les disparités se sont donc accentuées entre la rémunération du travail qualifié et du travail non-qualifié, entre les travailleurs des villes et ceux des régions rurales. Les employés du secteur privé et surtout ceux du secteur public ont bénéficié d'une position relativement favorable par rapport à la masse des travailleurs. Leurs traitements ont été adaptés périodiquement à la hausse des prix, mais avec de grands retards et très imparfaitement.

En conclusion, on peut affirmer que le pouvoir d'achat de la grande majorité des populations des deux pays s'est fort détérioré depuis 1960. Cette détérioration s'est accompagnée d'une accentuation des disparités entre catégories sociales : les masses rurales ont surtout été frappées, les cultivateurs proches des capitales exceptés; la masse des travailleurs a subi soit le chômage, soit la baisse des salaires réels, tandis que les travailleurs spécialisés se maintenaient; les employés ont vu leur niveau de vie reculer, mais ils se sont mieux maintenus que les masses paysannes et que la grosse majorité des travailleurs manuels. Dans l'ensemble, les couches sociales qui jouissaient d'une situation relativement privilégiée antérieurement à l'indépendance ont donc accentué cette position dans le cadre d'une dégradation générale de l'économie. Ce recul général du pouvoir d'achat a entraîné évidemment une contraction globale du marché, qui s'est manifestée différemment selon les catégories de produits et selon qu'il s'agissait de produits importés ou locaux.

5. L'évolution de la demande d'importations.

Le montant global des importations du Rwanda et du Burundi est en nette régression par rapport à la fin de la décennie précédente. La somme des importations des deux pays en 1965 était inférieure à celle de 1955.

Il est difficile de suivre l'évolution des produits importés, catégorie par catégorie (voir annexe 4), puisque des statistiques indépendantes pour le Rwanda et le Burundi ne sont disponibles que depuis 1960, année de la cessation de l'union douanière avec le Congo. Or, les statistiques de 1960 elles-mêmes ne sont d'une part que des évaluations approximatives, d'autre part, reflètent la demande d'un marché en contraction par rapport aux années 1955-1959 qui ont marqué le point culminant de l'économie de marchés dans les deux pays.

Entre 1960 et 1965, on constate que les importations de produits alimentaires ont tendance à prendre une part croissante dans le volume des importations en contraction. Leur évolution est cependant

erratique, au gré des besoins et de l'importance de l'aide étrangère en nature, mais l'expansion est nette surtout pour les céréales et les huiles végétales.

Les produits manufacturés de grande consommation témoignent au contraire d'une régression marquée entre 1960 et 1963 (cigarettes, savons, tissus de coton, articles de friperie et bonneterie, chaussures), avec une reprise inégale selon les articles en 1964 et 1965 ont le niveau rejoint à peine, pour la plupart, celui de 1960. Certains articles au contraire connaissent une progression lente mais sûre : papiers, cartons, tissus synthétiques. Cette catégorie de produits reste entièrement dominée par les tissus de coton synthétiques, ces derniers augmentant continuellement depuis 15 ans leur part relative du marché.

Un autre gros poste d'importations est celui des véhicules, qui, après être fortement tombé entre 1960 et 1964, a dépassé en 1965 le niveau de 1960, particulièrement sous l'effet des importations du Rwanda. Le poste des carburants reste aussi très important, mais il est en baisse depuis 1963 et les importations de 1965 sont inférieures à celles de 1960. Les importations de pneus sont stagnantes. On remarquera combien les importations de véhicules, de pièces de rechanges, de carburants et d'accessoires grevent lourdement la balance commerciale des deux pays : en 1965, elles représentaient un montant sensiblement identique à celui des tissus que l'on peut considérer comme le lieu de consommation de masse par excellence.

Les importations de produits destinés à la construction indiquent dans l'ensemble une progression nette depuis 1963, (ciment, quincaillerie, verrerie de bâtiment, produits sidérurgiques) due essentiellement à l'expansion de la construction à Kigali à des fins administratives.

Globalement, l'analyse des chiffres nationaux de 1964 et de 1965 montre clairement que les importations des deux pays sont dominées par quelques produits demandés soit par la consommation de masse, soit par la consommation privilégiée des villes, soit enfin, par les besoins du secteur public. Ces quelques produits ne peuvent fonder un processus d'import-substitution dans le cadre trop exigü des marchés nationaux, tandis que les autres représentent des montants dérisoires du point de vue d'une industrialisation potentielle.

Depuis 1960, les courants d'importations ont été profondément restructurés. Les deux faits les plus saillants sont l'augmentation continue de la part de la Belgique et des autres pays de la C.E.E. comme fournisseurs et la régression brutale des importations en provenance du Congo. La diminution des importations en provenance du Congo a été provoquée autant par une volonté de se réorienter vers les produits aux meilleurs prix que par les difficultés d'approvisionnement liées à la situation troublée de l'Est

du Congo depuis l'indépendance.

Tableau 31.hh.

Structure géographique des importations du Rwanda et du Burundi en pourcentages des valeurs.

	Ruanda-Urundi				Rwanda		Burundi	
	1957	1959	1961	1962	1964	1965	1964	1965
1. EUROPE	28,2	30,0	38,2	43,4	43,0	51,8	56,0	54,2
a. Belgique	13,2	14,0	19,2	20,4	25,0	26,1	27,3	29,1
b. autres pays C.E.E.	9,0	10,0	12,0	17,0	13,0	18,5	20,3	16,1
c. autres pays	6,0	6,0	7,0	6,0	5,0	7,2	8,4	9,0
2. U.S.A.	13,0	5,0	6,0	15,0	1,8	4,4	5,5	7,7
3. MOYEN ORIENT	0,9	7,0	4,0	5,0	2,0	0,4	6,0	3,5
4. JAPON	1,8	2,0	3,5	5,0	6,0	4,4	12,6	15,1
5. AFRIQUE							14,5	13,8
a. Congo	38,1	39,0	21,0	6,0	5,1	2,0	3,5	3,1
b. Tanzanie	5,0	2,0	3,0	3,0	1,1	2,6	6,4	6,6
c. Kenya					2,0	4,0	3,1	2,1
d. Uganda	2,0	2,0	10,2	9,1	11,2	17,0	-	0,9
e. Rwanda ou Burundi	-	-	-	-	15,0	5,5	0,9	0,2
f. autres	-	-	-	-	-	-	0,6	0,9
6. AUTRES	11,0	13,0	14,1	13,5	10,8	7,9	5,3	5,7
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les effets favorables en prix qu'aurait pu avoir cette reconversion a été largement annulée pour le Rwanda par une dépendance accrue à l'égard de l'Uganda qui a entraîné les phénomènes décrits plus haut (paragraphe 4). Les importations en provenance du Japon ont connu aussi une vigoureuse expansion.

6. L'évolution de l'offre manufacturière locale.

Trois facteurs très défavorables ont influencé l'évolution de la production manufacturière locale : la contraction des revenus les plus divers, la réduction des investissements publics et privés dans la construction, la perte de débouchés au Kivu d'abord, au Rwanda ensuite.

On a vu en effet que l'industrie locale, située quasi uniquement à Bujumbura fournissait une gamme de production presque exclusivement limitée aux besoins de la construction ou de la grande consommation de masse, pour le Burundi et les pays limitrophes. La restructuration de la demande privée au profit des catégories relativement privilégiées de revenus n'a guère bénéficié à l'industrie manufacturière locale inadaptée à cette demande trop diversifiée et sophistiquée.

La baisse des revenus de la masse a entraîné un repli de la demande vers les produits dont l'élasticité au revenu est la plus forte, nomément bière et couvertures; ces deux productions ont dès lors connu une vive expansion au détriment des autres productions locales, mais l'accentuation de la perte du pouvoir d'achat au Burundi en 1965 a contracté la demande de couvertures. La bière seule a profité de ce nouveau repli, accaparant une part exorbitante du revenu monétaire.

A ces rétrécissements internes du marché du Burundi, s'est ajoutée la perte des marchés des pays limitrophes : celle-ci s'intègre dans le phénomène général de recul de Bujumbura, en tant que plaque tournante de la Région des Lacs, illustré par la diminution des activités du port.

Tableau 31.11.

Evolution du trafic du port de Bujumbura 1959-1965.

(en 1.000 tonnes)

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Entrées	153	129	102	102	94	72	93
Sorties	57	50	47	39	18	26	30
Total	210	179	149	141	112	102	123

Source : Rapport AESED, p. 336

Bulletin de la Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi, n°9, 1963, p.15-16

Bulletin de statistique de l'IRVSTAD, n°1, mars 1966, p.5-6.

La reprise de l'activité de la construction au Rwanda à partir de 1963 n'a guère profité aux installations de Bujumbura. En effet, le Rwanda a; soit préféré s'approvisionner à partir du Kenya ou de l'Uganda, soit exigé le transfert partiel à Kigali des capacités de production installées à Bujumbura.

Quelques nouvelles fabrications sont cependant apparues depuis 1960 au Burundi : houes, peintures et chaussures en plastique. Il s'agit d'articles fabriqués à partir de matières premières importées, l'entreprise locale se bornant à une simple opération de montage ou de formulation. La valeur ajoutée locale est dérisoire. L'implantation de ces fabrications est due surtout aux difficultés d'obtenir des licences d'importation et à la protection douanière exorbitante dont bénéficient les entreprises locales. Cette protection a encore été renforcée par la refonte du tarif douanier après la dévaluation de 1965, qui a relevé les droits sur les produits finis, tout en maintenant à un niveau très bas les droits sur les matières premières. Ces mesures, appliquées sans une discrimination suffisante, peuvent alors aboutir à favoriser le développement d'une import-substitution anti-économique, qui détériore plus le pouvoir d'achat et la balance des paiements, qu'elle n'améliore la balance commerciale.

Tableau 31.Jj.

Droits de douane en vigueur en 1966 au Burundi pour les produits manufacturés faisant l'objet d'une production locale ou en projet.

Eaux minérales	85%	Casseroles en aluminium	45%
Bières	18 à 28%	Houes	45%
Chemises en coton	50%	Chaussures en plastique	55%
Singlets en coton	50%	Peintures et vernis	50%
Couvertures	50%	Savons divers	50%
Tissus de coton	35%	Cirages et encaustiques	50%
Ouvrages en fibro-ciment	55%	Meubles métalliques	55%

Les nouveaux investissements prennent dans certains cas un caractère purement spéculatif : assurés d'une forte protection, d'un monopole du marché, utilisant du matériel amorti importé à bas prix, les entreprises peuvent vendre des produits de très mauvaise qualité à un prix très élevé, et réaliser, en dépit de l'exigüité du marché, des bénéfices substantiels, qui sont exportés légalement ou grâce au marché noir de change. Il en résulte une nouvelle détérioration de la position du consommateur qui réagit défavorablement sur la production et diminue la capacité d'exportation, tandis que les gains réalisés du côté des importations sont pratiquement nuls, que la balance des paiements subit les sorties officielles de bénéfices et que la valeur ajoutée locale est dérisoire.

Pareil phénomène ne peut évidemment fonder durablement l'industrialisation et constitue une mauvaise allocation des ressources. Il donne l'illusion d'un renforcement du potentiel industriel du pays en masquant un appauvrissement réel. En effet, les conditions de l'implantation de ces productions sont si défavorables pour le pays, que celui-ci aurait tout intérêt à pratiquer pour pareils produits une politique d'importation au meilleur prix.

Dans le cadre actuel étroit des marchés du Rwanda et du Burundi, il faut cependant reconnaître que ces mesures et ces réalisations sont de simples palliatifs qui traduisent une volonté d'industrialisation réelle, mais qui n'a pas le moyen de se réaliser sur des bases saines.

Pour fonder celles-ci, deux orientations s'imposent impérieusement à la politique économique. D'une part, il faut accroître structurellement les dimensions du marché interne en augmentant le revenu rural, c'est-à-dire en stimulant par une politique énergique d'encadrement rural, de prix et d'investissement-travail, le potentiel d'exportation du pays. Il s'agit à la fois des exportations traditionnelles vers l'outre-mer et de nouvelles productions à valoriser sur place pour l'exportation vers les centres urbains des pays limitrophes.

D'autre part, il faut envisager d'élargir les débouchés d'industries d'import-substitution en mettant en place des accords de spécialisation entre pays (Rwanda, Burundi, Congo-Kinshasa, Uganda, Tanzanie), avec garantie mutuelle d'achat et d'approvisionnement, qui permettront d'atteindre les capacités de production rentables pour les industries manufacturières : l'installation concertée de celles-ci dans la Région des Lacs s'intégrera dans une organisation générale des marchés et des productions entre partenaires, incluant la valorisation industrielle des ressources agricoles et l'exploitation des ressources naturelles communes.

32.- SITUATION ACTUELLE DE L'INDUSTRIE DANS LA REGION DES LACS.

Voir volume 2, tome 3.

ANNEXE 1. Evolution de l'Economie caféière du Rwanda et du Burundi 1957-1965.

		1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Récolte tonnes de café parche	Rwanda	32.787	25.913	48.028	26.993	32.717	27.280	14.120	10.800	14.360
	Burundi								18.300	17.690
Prix moyen payé par kilo de	Rwanda	27,75	22,46	19,01	20,51	17,26	20	18,5	26,65	25
café en parche aux Africains	Burundi								28,50	20(a)
Revenu total injecté en milieu rural (millions francs)	Rwanda	910	582	913	554	565	540	260	286	359
	Burundi								518	(b)332
Cours moyen payé FOB Dar-Es-Salam en cents/LB		50	43	37,5	37	34	29,7	31	43	38
Volume des exportations	Rwanda	23.286	18.404	36.645	20.204	23.311	20.000	10.400	8.273	10.260
Tonnes de café marchand	Burundi								16.900	12.781
Valeur totale des exportations (millions de francs)	Rwanda	1.280	755	1.175	675	784	588	276	314	368
	Burundi								696	504
										(b)

(a) Prix exprimé en francs belges

Prix nominal : 35,-frs après dévaluation.

(b) Exprimé en francs belges

Sources : Bulletin de la Banque d'Emission du Rwanda et du Burundi, n°1, p.35, 1962; n°6, p.10-13, 1963
n°11, p.31, 1963.

Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n°9, avril 1966.

Productions agricoles exportables, Minagri, Rwanda, 1965, p.4.

Bulletin Statistique du Rwanda, n° 4, janvier 1965, n° 8, janvier 1966.

ANNEXE 2. : Evolution de l'économie cotonnière du Rwanda et du Burundi.

	53-54	54-55	55-56	56-57	57-58	58-59	59-60	60-61	61-62	62-63	63-64	64-65
Production de coton-graines en tonnes	7.227	7.284	5.135	6.000	5.985	10.285	9.482	9.467	4.931	5.008	6.775	6.107
Nombre de planteurs	-	-	-	-	13.411	15.840	17.774	21.029	15.805	17.135	17.633	19.088
Rendement par ha en kilos	-	-	-	-	850	1.221	939	778	645	506	759	573
Revenus des planteurs en kgs												
Région Nord	-	-	-	-	-	6.617	6.173	2.958	3.502	3.570	4.666	4.463
Région Centre	-	-	-	-	-	7.887	5.902	4.720	2.716	2.992	4.967	4.168
Région Sud	-	-	-	-	-	2.595	1.465	1.344	632	588	1.125	1.375
Evolution du revenu des planteurs												
Région Nord	-	-	-	-	-	100	93	45	53	53	70	67
Région Centre	-	-	-	-	-	100	75	53	34	38	63	53
Région Sud	-	-	-	-	-	100	56	52	24	23	43	53
Evolution du revenu réel des planteurs (pondéré selon un indice de prix manufacturés)												
Région Nord	-	-	-	-	-	100	93	44	33	34	51	42
Région Centre	-	-	-	-	-	100	75	53	22	24	46	33
Région Sud	-	-	-	-	-	100	56	51	15	14	32	33

Source : Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n° 10, mai 1966, p.17-19.

ANNEXE 3 : Evolution de la balance commerciale du Rwanda et du Burundi 1949-1965,
 Importations, exportations du et vers le Congo comprises (en millions de francs)

Année	Importations	Réexportations (vers le Kivu principalement)	Importations nettes	Exportations nettes	Taux de cou- vertures des importations
1949	805	138	667	731	
1951	1.390	191	1.199		
1952	1.648	273	1.375		
1953	1.525	185	1.340	1.298	0,94
1954	1.838	420	1.418	1.193	0,84
1955	2.006	476	1.530	1.538	1,00
1956	2.304	456	1.848	1.476	0,81
1957	2.367	499	1.868	1.916	1,03
1958	2.397	481	1.841	1.126	0,61
1959	2.284	649	1.635	1.637	1,00
1960	2.509	771	1.738	1.480	0,83
1961	1.720	111	1.609	1.251	0,78
1962	1.613	76	1.538	969	0,63
1963	1.526	21	1.505	675	0,44
1964	600	-	-	577	0,96
Rwanda					
Burundi	857	95	762	981 ou	1,14 ou
	1.457			780(b)	1,02(b)
				1.558 ou	
				1.357(b)	
1965	1.047	-	-	682	0,65
Rwanda					
Burundi	930(a)	32(a)	898(a)	701(a)	0,75
	1.977			1.383	

(a) en francs belges

(b) déduction faite des exportations de diamants fraudés du Congo

Source : Banque d'Emission du Rwanda-Burundi, n° 6, 1963, n°11, 1963.

Bulletin statistique au Rwanda, janvier 1966

Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, février 1965, avril 1966.

ANNEXE 4.: Importations du Rwanda et du Burundi 1949-1965

(en millions de francs belges.)

Rubriques	Rwanda et burundi						Rwanda	Burundi	Total	Rwanda	Burundi	Total
	1949	1954	1960	1961	1962	1963	1964			1965		
Viandes	1,4	6,3	11,0	8,5	10,2	7,4	1,7	4,3	6,0	2,1	3,1	5,2
Produits laitiers			23,1	57,0	24,6	39,6	5,5	5,7	11,2	10,5	10,0	20,5
Produits minoteries, céréales	4,4	21,6	47,1	79,7	61,4	43,6	23,1	23,0	46,1	46,1	72,1	118,2
Bière	12,1	74,8	48,0	12,2	12,2	17,5	11,9	9,1	21,0	11,9	8,1	20,0
Autres boissons												
Malt	-	-	-	36,7	41,5	33,5	-	17,5	-	-	-	-
Huiles végétales	7,3	15,5	17,0	54,3	13,4	23,6	19,8	8,6	27,7	22,2	11,3	33,5
Sel	11,8	23,2	10,0	26,5	13,0	25,6	-	14,4	-	13,7	17,0	30,7
Sucre	3,9	15,8	25,0	5,1	8,1	10,1	6,2	9,8	16,0	9,7	23,0	32,7
Préparation viande et poisson	-	-	-	22,5	2,1	2,4	1,0	2,9	3,9	2,9	3,6	6,5
Cigarettes	19,1	46,3	107,0	26,3	14,3	9,4	3,3	7,3	10,6	2,5	13,0	15,5
Ciments, chaux, clincker	18,3	80,3	10,2	6,0	18,6	27,9	30,2	17,0	47,2	36,8	15,6	52,4
Savons et produits d'entretien	6,2	12,5	10,1	9,0	9,3	8,9	4,0	2,2	6,2	8,0	3,7	11,7
Produits pharmaceutiques	3,7	24,9	36,3	35,3	29,4	46,4	14,9	19,0	33,9	23,5	27,0	50,5
Ouvrages caoutchouc	8,5	15,4	30,3	23,4	34,7	34,1	7,7	17,3	25,0	16,6	15,6	32,2
Papiers, cartons	6,1	12,3	27,4	23,3	27,3	28,3	15,4	14,8	30,2	14,4	16,6	31,0
Tissus de coton	135,3	268,2	221,4	232,0	140,8	145,2	61,0	113,1	174,2	50,8	130,3	181,1
Tissus synthétiques	0,9	107,1	83,2	111,3	116,7	125,6	42,2	99,4	141,6	45,5	100,5	146,0
Bonneterie	1,5	1,2	15,3	18,2	18,2	14,0	4,6	3,8	8,4	10,2	4,1	14,3
Chemises, couvertures, friperie	55,3	99,6	57	42,6	50,9	33,5	30,0	24,5	54,5	51,9	18,0	69,9
Chaussures	1,8	14,9	22	21,8	15,5	14,1	11,3	8,4	19,7	14,7	9,2	23,9
Verrerie, bouteillerie	3,1	5,5	8,1	8,0	5,7	13,3	3,7	3,5	7,2	5,7	11,1	16,8

Rubriques	Rwanda et Burundi						Rwanda	Burundi	Total	Rwanda	Burundi	Total
	1949	1954	1960	1961	1962	1963	1964			1965		
Quincaillerie	5,4	11,6	-	27,0	16,5	22,0	17,7	10,1	27,8	55,2	20,0	75,2
Outillage agricole	28,4	31,2	28	26,8	22,6	31,2						
Engins mécaniques et pièces de rechange				57,0	64,2	79,1	30,2	33,4	63,6	73,1	29,0	102,1
Véhicules automobiles et pièces de rechange	37,0	85,0	191,0	73,0	99,0	92,0	51,2	53,1	104	134,8	68,6	203,0
Carburants et huiles minérales	41,0	131,0	158,0	163,0	206,0	131,0	45,8	78,1	124,0	69,1	54,6	123,0
Produits sidérurgiques	42,0	92,0	103,0	39,0	30,0	43,0	38,0	27,1	65,0	55,3	53,3	108,0
Produits chimiques, désinfectants, insecticides	-	-	-	28,0	20,0	21,0	3,1	8,6	12,0	4,5	13,6	18,0
Bois et ouvrages en bois	7,0	40,0	20,0	13,7	6,6	7,4	5,4	2,9	8,3	13,5	3,0	16,5

Sources : Bulletin mensuel de statistiques générales du Congo belge et du Ruanda-Urundi, n°4, 1955, p.63 à 90
 Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi, 1961, p.
 B.E.R.B., Bulletin n° 2, 1962, p.30-31
 B.E.R.B., Bulletin n°6, 1963, p.38-39
 Bulletin statistique République Rwandaise, n°8, 1966, p.10-11.
 Bulletin de la Banque du Royaume du Burundi, n°3, 1965, p.84
 Institut Rundi de Statistiques, Bulletin n°1, 1966, p.9-10.

4.- SELECTION DES PROJETS INDUSTRIELS.

Rappelons que les travaux de sélection des projets industriels, dont la méthode et les résultats sont présentés ci-dessous, avaient été préparés par une série d'études. Basées sur la méthode de l'import substitution, celles-ci permirent d'établir une liste de 80 unités de production susceptibles d'assurer la production locale de 276 produits importés par les EAMA.

Conçue comme une base de travail commune à toutes les équipes cette liste appelait forcément des aménagements à pratiquer en fonction des problèmes particuliers rencontrés par chaque équipe au niveau de l'espace-plan qui lui était imparti. Entre les multiples possibilités de production locales envisagées par la liste commune, il fallut détecter celles qu'il serait utile et possible de réaliser au niveau de chaque zone. L'intérêt de réaliser tel ou tel projet fut déterminé en fonction d'un certain nombre de critères positifs. Il s'agissait là d'une première phase du travail de sélection car la conformité à ces critères était nécessaire mais non suffisante pour entraîner la réalisation d'un projet : ce qui est souhaitable n'étant, en effet, pas toujours possible. Par exemple, certaines industries "entraînantes" par leurs effets de liaison en amont et en aval furent réputées intéressantes à réaliser mais ne purent l'être parce que la comparaison des seuils techniques de rentabilité avec les marchés potentiels leur était défavorable.

Pour éviter les gaspillages, la fallut donc dresser une batterie de critères d'exclusion. Seuls furent retenus définitivement les projets qui méritèrent au moins une mention positive et aucune négative.

41.- METHODOLOGIE.

411.- Les critères positifs.

La problématique de la croissance industrielle dans les pays sous-développés débouche rapidement sur l'action. Dans ces pays, le secteur moderne, très peu important, se juxtapose mal à un environnement

économique traditionnel qu'il ne parvient pas à entraîner dans son dynamisme. Il en résulte un retard par rapport aux nations industrielles qui va en s'accroissant et qui rend psychologiquement et socialement inacceptables les lenteurs et les vicissitudes de la croissance spontanée. Pour répondre à ces tensions, les recherches s'orientent de plus en plus vers la mise au point d'instruments d'intervention capables d'agir sur les mécanismes spécifiques de la croissance. Parmi ceux-ci, la place privilégiée revient au programme d'investissements réels coordonnant les objectifs de production en fonction de la meilleure allocation des ressources. Le problème de la sélection des projets industriels s'est donc posé dans le cadre d'une stratégie de développement qui fut élaborée à partir d'un diagnostic de la situation économique générale. C'est dire que les critères choisis découlent d'un programme de développement cohérent et ordonné à la spécificité des transformations structurelles requises pour le développement de régions déterminées.

a) Critères découlant de l'analyse structurelle de l'économie.

Une préférence de principe a été accordée aux investissements de type proprement industriels considérés comme les forces motrices les plus aptes à engager une dynamique des structures.

Ce choix est particulièrement critique pour les pays de la Région des Lacs, notamment le Burundi, le Rwanda et le Congo-Kinshasa dans sa partie extrême-orientale, c'est-à-dire le Kivu.

Dans cette région, où prédomine l'agriculture traditionnelle, et où la contribution de l'industrie au PIB est dérisoire, le problème fondamental est celui du développement agricole et de la valorisation du travail humain surabondant, afin d'élever progressivement un revenu par tête qui est actuellement un des plus bas du monde.

Les contraintes du sous-développement y ont actuellement un caractère aigu : surpopulation, appauvrissement des terres, éloignement des grandes voies du commerce international et isolement au coeur du continent africain, absence d'épargne locale et d'incitations aux investissements étrangers, extrême pauvreté et étroitesse du marché.

Ces contraintes sont accentuées actuellement par l'exiguïté des territoires nationaux du Rwanda et du Burundi qui, après avoir acquis l'indépendance politique en 1952, ont voulu marquer clairement leur autonomie économique par rapport au Congo et puis l'un par rapport à l'autre.

Cette attitude est une réaction normale après la dépendance étroite qui fut la leur des produits congolais lorsque, sous la Tutelle, ils étaient incorporés dans l'hinterland des industries congolaises. La réaction commune à l'égard du Congo a été compliquée ultérieurement par une réaction identique du Rwanda à l'égard du Burundi.

Cependant, dans le cadre de l'économie capitaliste coloniale, les industriels comme les autorités avaient déjà perçu les complémentarités naturelles qui existaient entre le Burundi, le Kivu et le Rwanda et un courant d'échanges s'était développé dont bénéficiaient surtout les deux premiers partenaires, Bukavu et Bujumbura jouant alors un rôle commercial et industriel, modeste en termes absolus, mais fort important à l'échelle de la Région.

A la veille de l'indépendance des deux pays, l'étude prospective de développement (a) réalisée par un groupe d'experts mettait vigoureusement l'accent sur la nécessité d'une coopération économique étroite entre le Burundi et le Rwanda.

Elle insistait fort nettement et à juste titre sur la priorité absolue dont devait jouir un développement agricole fondé sur l'augmentation des productions vivrières, l'amélioration de l'élevage et l'expansion des cultures d'exportation de haute valeur unitaire. Elle préconisait clairement, à la base, des formes coopératives et organisées de développement rural fondé sur l'encadrement et l'éducation des paysans, structures qui devaient être renforcées au sommet par une coopération étendue entre les deux pays dans le domaine de la politique économique, bancaire, fiscale et douanière. A condition que se réalisent cette expansion et cette coopération, elle prévoyait pour la période 1970-1975 un très modeste début d'industrialisation dans le secteur des biens de grande consommation.

Il n'est pas étonnant dès lors, que confrontés avec les problèmes agricoles exposés ailleurs et avec une volonté très nette d'indépendance économique de chacun des pays, les divers rapports d'experts réalisés depuis 1962 aient abandonné la possibilité d'envisager un véritable développement industriel pour la décennie prochaine.

(a) Etude globale sur le développement du Rwanda et du Burundi.

Tous mettent l'accent sur la primauté du développement agricole et la réalisation d'unités de traitement et de conditionnement pour répondre à l'expansion et à la diversification des matières premières exploitables.

Dans le domaine des activités de transformation, les propositions les plus réalistes ont trait au développement de l'artisanat ou de la micro-industrie pour produire à l'échelle des marchés nationaux excessivement exigus certains produits de grande consommation : chaussures, outils, tabacs traités, articles de confection etc.

A ces propositions réalistes s'ajoutent des suggestions ou des projets plus ambitieux. Les seules qui relèvent vraiment de l'industrialisation supposent implicitement l'accès aux marchés limitrophes, sans qu'une solution d'ensemble tenant compte de la position des pays voisins soit proposée. Leurs chances de réalisation paraissent faibles, compte tenu de cette carence. D'autres projets d'initiative publique ou privée, visent à la délocalisation d'entreprises existantes pour tenir compte de nouvelles frontières politiques ou à la création d'entreprises de formulation ou de conditionnement de matières importées. L'intérêt économique de ces propositions est souvent fort contestable : la valeur ajoutée est très faible sinon inférieure au prix d'importation du produit fini, ou bien l'investissement prévu entraînera un double emploi, une sous-utilisation des capacités ancienne et nouvelle, et donc une baisse de la productivité marginale du capital investi dans le secteur à l'échelle de la Région.

Parfois même, les propositions faites auraient des conséquences franchement défavorables pour l'économie des pays qui les accepteraient. Il s'agit notamment des cas où des sociétés commerciales importantes, proposent un projet qui présente en apparence les avantages de la substitution aux importations mais vise en réalité à assurer aux promoteurs le contrôle total du marché à un niveau de prix supérieur, grâce à une garantie de monopole et à une protection douanière élevée; le plus souvent la valeur ajoutée dans le pays sera dérisoire, tandis que le consommateur subira la hausse des prix et la balance des paiements une sortie supplémentaire de devises sous forme d'exportations de bénéfices.

Il est inutile d'insister sur le caractère artificiel d'une "pseudo-industrialisation" qui repose sur les impératifs politiques, la spéculation ou qui s'apparente plutôt au commerce (conditionnement).

Quant au développement de la "petite industrie" dans un cadre strictement national, l'analyse révèle rapidement que ce concept est peu opérationnel. Les définitions de la doctrine sont vagues et le critère

dominant est actuellement le nombre de travailleurs employés dans l'entreprise : la faiblesse de ce critère apparaît immédiatement puisque une centrale électrique ou nucléaire se verrait ainsi ipso facto ravalée au rang de petite industrie.

Appliquée à la Région des Lacs, le concept de "petites industries" nationales dénote deux orientations.

La première, citée plus haut, envisage le développement de l'artisanat et de la micro-industrie quasi-artisanale. Elle se conçoit dans le cadre national puisque elle envisage une production utilisant essentiellement le facteur travail non qualifié ou semi-qualifié, n'exigeant que de très faibles investissements capitalistiques et pas de cadres expatriés. Dès lors, les économies d'échelle ne jouent presque pas tandis que la création de quelques centres d'artisanat dans les principales agglomérations suffit à assurer les économies externes indispensables. Mais l'exploration de toutes les possibilités dans cette voie, faite par les études précitées (cfr l'analyse des projets volume II, tome III) révèle les limitations qui y sont inhérentes. Le développement de l'artisanat pour le marché intérieur part d'une hypothèse dans laquelle la formation du marché intérieur dépend essentiellement des revenus d'exportation. Les activités artisanales elles-mêmes ne peuvent avoir qu'un rôle marginal dans la formation du revenu. Elles trouvent en effet rapidement une limite à leur expansion dans les prix des produits importés. Sous peine de détériorer le pouvoir d'achat du principal groupe de producteurs (les paysans exportateurs), à cause d'une protection élevée des produits de l'artisanat local, ceux-ci ne pourront fournir qu'une gamme restreinte d'articles, dans les secteurs peu nombreux où la combinaison de la productivité du travail et des bas salaires assureront des prix compétitifs avec l'importation. Cette limitation n'est pas une raison suffisante que pour dénier toute utilité à l'artisanat : celui-ci peut jouer un rôle complémentaire important dans le développement en épargnant du capital et en élargissant subsidiairement l'emploi. Mais il ne peut plus à l'heure actuelle avoir un rôle stratégique dans la croissance d'une économie d'échanges ouverte au commerce international, quel que soit le degré de production naturelle, due aux coûts de transport dont jouissent le Burundi et le Rwanda.

La seconde orientation est celle qui envisage la création de véritables entreprises industrielles de petite dimension. Or, la seule définition opérationnelle de ces entreprises est celle qui tient compte de l'équilibre au niveau du seuil de rentabilité minimum entre les frais d'exploitation et les recettes de ventes. Ce seuil de rentabilité minimum

devient ainsi dépendant d'un ensemble de contraintes internationales qui déterminent le niveau des prix, le coût des investissements matériels indivisibles, la rémunération des cadres expatriés, le prix des matières premières importées etc. Ces éléments sont autant de contraintes données, qui fixent un volume minimum de production en dessous duquel le seuil de rentabilité n'est plus atteint. Il faut noter que dans certains cas certains rapports favorables à l'industrialisation suggèrent l'établissement de capacités de production fort petites (par exemple 12 millions de capsules métalliques, 1 million de bouteilles, 75.000 chaussures etc). Cependant, en aucun cas, ces suggestions ne s'accompagnent d'un calcul, aussi sommaire soit-il, du niveau de prix ou de la rentabilité qui résulteront des installations proposées. Il est évident que ces propositions n'ont pu être prises en considération dans cette étude.

Celle-ci s'est fondée essentiellement sur les documents techniques établis et sélectionnés dans la première phase du travail et n'a pris en considération que des projets dont la rentabilité se justifiait dans ces cadres de référence préalablement posés.

Or, en règle générale, dans la Région des Lacs, les capacités de production des équipements vendus, neufs ou de réemploi, sur le marché international à l'heure actuelle, ne peuvent être rentabilisées dans les seules limites de la demande nationale. Elles impliquent l'accès à un marché plus vaste, posant ainsi le problème de la division du travail, de la spécialisation et de la coopération entre pays voisins.

La présente étude s'est efforcée de suggérer des propositions industrielles qui tiennent compte explicitement des contraintes et des impératifs du développement dans la Région des Lacs. Premier impératif : il faut que la politique d'industrialisation se situe principalement dans le prolongement de la politique agricole, fondement de l'action de développement dans la Région des Lacs. Les réalisations industrielles des dix années à venir doivent compléter et augmenter les effets du développement agricole organisé.

Tout en contribuant à diversifier et à accroître la production agricole, une telle politique industrielle est la seule qui permette d'envisager la création de plusieurs unités de production modestes, mais présentant toutes les caractéristiques d'une véritable activité de transformation. En effet, à cause de la faiblesse de la demande pour les produits manufacturés, les industries orientées vers ce seul secteur n'a pour les dix prochaines années que des perspectives fort restreintes.

La primauté à donner aux industries de transformation des produits agricoles dérive aussi à la fois du rôle stratégique de l'agriculture dans le développement de la Région des Lacs et de l'absence de débouchés pour un ensemble d'industries manufacturières.

Second impératif : la coopération dans l'industrialisation. Le secteur principal d'action, les industries en aval de l'agriculture y contraint à la fois du côté des intrants et des débouchés. Du côté des intrants, la Région des Lacs possède un ensemble de ressources végétales, animales, minières, énergétiques dont la localisation même de part et d'autre des frontières, requiert la coopération des pays concernés pour leur mise en valeur.

Mais cette exploitation elle-même requiert un volume d'investissements et de débouchés qui ne peut être satisfait qu'au niveau plurinational. En ce qui concerne les marchés surtout, les produits exportables outremer ne sont pas les seuls à pouvoir faire l'objet d'une diversification et d'un traitement industriel; la gamme des productions agricoles réalisables industriellement pourrait être considérablement élargie par l'exportation de produits des industries alimentaires vers les centres urbains des pays limitrophes, particulièrement le Congo-Kinshasa. Ce principe a fondé les critères énumérés ci-dessous (le IV et le V): présence actuelle ou potentielle de matières premières pouvant être valorisés industriellement et exportés (principalement) ou consommés localement (subsidiairement).

A côté de ces industries situées en aval de l'agriculture, on peut envisager la création de quelques entreprises qui satisferont la demande pour les produits manufacturés (b,I) de grande consommation. Elles contribueront elles aussi au développement de la production agricole en fournissant aux paysans des produits capables de rémunérer à un prix normal leur effort supplémentaire; en même temps, elles limiteront autant que possible les pressions exercées par cet accroissement de demande sur la balance commerciale, tout en créant de nouvelles activités locales. L'évaluation de la demande pour ces produits s'est faite de la manière la plus réaliste possible, en tenant compte des déterminantes spécifiques de la demande de chaque produit et en s'efforçant d'éviter les illusions que pourraient faire naître les projections macro-économiques, même les moins optimistes (cfr chapitre 23). Dans certains cas, on a conclu à la nécessité de procéder au renouvellement d'équipements vétustes ou d'élargir les capacités existantes (b III).

Enfin, certaines industries sont envisagées pour satisfaire une demande intermédiaire dérivée des deux autres catégories d'industries (b II).

b) Enumération des critères de sélection.

I. Critères fondés sur la demande finale.

- A. Volume d'importation en 1959 ou en 1965 justifie l'établissement d'une entreprise industrielle
 - 1) à l'échelle du Burundi ou du Rwanda
 - 2) à l'échelle de la Région des Lacs
- B. Prévisions de la demande pour 1970-1975 justifient une proposition d'entreprise industrielle
 - 3) à l'échelle du Burundi ou du Rwanda
 - 4) à l'échelle de la Région des Lacs

II. Critères fondés sur la demande intermédiaire.

- C. Le produit est lié à l'expansion d'industries existantes ou proposées par l'étude.
- D. Les produits sont requis pour l'augmentation de la productivité et de la production agricole.

III. Critères fondés sur l'offre industrielle.

- E. La capacité de production existante est insuffisante pour satisfaire la demande prévue en 1970-1975.
- F. La substitution d'un nouvel investissement aux capacités de production existantes est requise par les développements quantitatifs et qualitatifs de la demande de 1970-1975.

IV. Critères fondés sur l'offre de facteurs locaux.

- G. Des matières premières locales existent pour la fabrication du produit.
- H. Des matières premières locales peuvent être produites entre 1970-1975 et valorisées industriellement par le produit.
- J. Le produit valorise un volume important de facteur locaux, mesuré par la valeur ajoutée locale, l'emploi, les effets en amont et en aval dans l'agriculture.

V. Critères fondés sur la stratégie d'industrialisation concertée.

- K. Le produit valorisé industriellement des matières premières locales et un marché existe dans les pays limitrophes.

Le tableau 41.a présente l'ensemble des produits définitivement retenus selon ces critères.

Tableau 41.a.

Critères de sélection.

Nomenclature	I.				II.		III.		IV.			V.
	A.		B.		C.	D.	E.	F.	G.	H.	J.	K.
	1	2	3	4								
Huile de palme et de palmiste			+		+					+		
Malt				+	+		+	+	+	+	+	+
Aliments pour bétail				+	+	+			+	+		
Conserves de viande									+	+		+
Viande surgelée									+	+	+	+
Conserves de poisson									+	+	+	+
Confiture									+	+	+	+
Conserves de tomates									+	+	+	+
Jus de fruits concentrés									+	+	+	+
Engrais azotés						+			+	+	+	+
Insecticides				+		+			+	+		
Savons				+			+	+	+			
Articles en plastique				+								
Cuir tannés									+	+	+	
Produits en céramique									+	+	+	+
Bouteillerie		+		+	+				+	+	+	
Articles de ménage émaillés				+								
Emballages métalliques				+	+		+					
Outils				+		+						

412.- Les critères négatifs.

Les critères négatifs sont de deux ordres : les uns découlent de l'absence de débouchés ou de matières premières dans la Région des Lacs, les autres procèdent de la stratégie d'industrialisation concertée proposée dans l'introduction qui implique une certaine division du travail entre partenaires. Dans ce cadre, la Région des Lacs a intérêt à se spécialiser dans les secteurs où elle possède ou peut acquérir certains avantages comparatifs, et à exporter ces produits vers les centres industriels voisins auxquels elle achèterait des produits dont elle ne peut envisager la fabrication avant une période extrêmement longue.

Les critères qui dérivent de ces principes sont énumérés ci-dessous :

I. Critères fondés sur la demande.

- A. Volume des importations du produit en 1959 ou en 1965 ne justifient pas l'implantation d'une capacité de production industrielle.
 - 1) à l'échelle nationale du Burundi et du Rwanda
 - 2) à l'échelle de la Région des Lacs
- B. Prévisions de la demande du produit pour 1970-1975 ne justifient pas l'implantation d'une capacité de production industrielle
 - 3) à l'échelle nationale du Burundi et du Rwanda
 - 4) à l'échelle de la Région des Lacs

II. Critères fondés sur l'offre.

- C. Une capacité de production inutilisée existe
 - 5) dans un des pays de la Région des Lacs
 - 6) dans l'ensemble de la Région des Lacs
 - 7) dans un ou des pays limitrophes
- D. La capacité de production existante dans la Région des Lacs est appelée à se développer normalement en fonction de l'expansion future de la demande.
- E. Une capacité de formulation ou de conditionnement existe et est suffisante pour la demande actuelle et prévisible : le marché actuel et prévisible est trop étroit pour justifier le passage à la transformation proprement dite.
- F. Des projets de production sont élaborés ou en voie de réalisation pour couvrir :
 - 8) un ou des marchés nationaux de la Région des Lacs
 - 9) le marché de la Région des Lacs
- G. Les matières premières requises par le produit n'existent pas localement ou sont insuffisantes : le développement de la matière première agricole doit précéder le traitement industriel et ses perspectives sont incertaines.

III. Critères fondés sur la stratégie d'industrialisation.

- H. Critères dérivés des méthodes de production ou de la technologie
- 10) Secteur à confier à la micro-industrie ou à l'artisanat semi-industriel nationaux et ne relevant pas du cadre proposé à l'étude d'industrialisation.
 - 11) La technologie rendant le projet intéressant dans la Région des Lacs nécessite des études spécifiques dépassant le cadre de l'étude.
- J. Critères fondés sur la productivité sociale des investissements.
- 12) La valeur ajoutée locale est très faible par rapport à l'investissement et aux frais d'exploitation en devises.
 - 13) La valeur ajoutée locale est inférieure à la différence entre les frais d'exploitation en devises (y compris matières premières importées, amortissements et frais de personnel expatrié) et la valeur des produits finis importés.
 - 14) La création d'une nouvelle capacité de production industrielle provoquerait un coefficient sectoriel de capital excessif et une mauvaise allocation des ressources à l'échelle de la Région des Lacs, ou entraînerait une forte hausse de prix par rapport à celui du produit fabriqué actuellement ou importé.
- K. Critères fondés sur la stratégie d'industrialisation concertée.
- 15) Le produit ne peut exploiter un avantage comparatif de la Région des Lacs et est à laisser aux pays limitrophes dans les dix prochaines années.
 - 16) Fabrication locale du produit entraînerait un niveau de prix fort supérieur à celui du produit importé des pays limitrophes; les conséquences sur la demande locale seraient défavorables.
 - 17) Les prévisions de la demande pour 1970-1975 dans la Région des Lacs et les pays limitrophes sont insuffisantes pour justifier l'implantation d'une capacité de production industrielle valorisant les ressources naturelles de la Région des Lacs.

42.- MONOGRAPHIES JUSTIFIANT LES REJETS.

Les causes de rejets dans la Région des Lacs se ramènent le plus souvent à quelques éléments simples mais absolument contraignants pour la plupart des produits de la liste de base : ni les importations actuelles ou passées, ni les prévisions possibles de la consommation ne permettent d'envisager un marché rentabilisant une installation industrielle. Cette contrainte privant dans la plupart des cas non seulement à l'échelle nationale du Burundi et du Rwanda et à l'échelle des deux pays considérés comme un "marché

commun", mais aussi à l'échelle de l'ensemble de la Région des Lacs telle que définie dans l'introduction. On comprendra aisément dès lors qu'il a été jugé fastidieux de reprendre systématiquement tous les produits de la liste de base. Il a semblé préférable de les regrouper dans un tableau (voir n° 43) résumant de façon lapidaire les critères d'élimination qui sont explicités au 41.

On se bornera ci-dessous à indiquer brièvement les raisons spécifiques qui ont amené le rejet de certains produits pour lesquels les causes de l'élimination sont moins évidentes.

Lait et sous-produits.

La Région des Lacs présente le paradoxe d'être suréquipée en laiterie de type industriel alors qu'elle est importatrice de produits laitiers et que la consommation de lait par tête est dérisoire. Il existe une importante laiterie à proximité de Bukavu au Kivu, une autre près de Nyanza au Rwanda et une troisième à Bujumbura. De nombreuses autres laiteries de petite dimension existent également dans les trois pays. Toutes sont soit fermées soit utilisées largement en-dessous de leur capacité de production.

Les causes de cette situation se trouvent à la fois du côté de la demande et du côté de l'offre.

La demande qui a suscité l'établissement de ces laiteries il y a une dizaine d'années était essentiellement celle des expatriés européens, seuls capables de payer les prix élevés du produit local aligné sur le prix des produits frais importés du Kenya. Depuis 1960, la contraction de la demande des expatriés n'a pas été relayée par celle des nationaux. Seule une fraction privilégiée de celle-ci bénéficie sporadiquement des importations de lait en poudre dans le cadre de l'aide étrangère.

Les conditions de l'offre elle-même ont été défavorables dès le début. En dépit de leurs prix de ventes élevés, les laiteries ne pouvaient offrir aux producteurs africains un prix suffisamment attirant que pour les inciter à fournir un approvisionnement régulier. En outre, l'état général fort médiocre du cheptel se traduisait par des rendements laitiers très faibles. Dès lors, ces divers facteurs obligeaient les laiteries à allonger de façon démesurée leur aire de collecte et alourdissaient fortement leur prix de revient. Depuis 1958, au Rwanda et 1960 au Kivu, la désorganisation des réseaux de collectes ont entraîné la fermeture des laiteries, faute d'approvisionnement.

Dans les prochaines années, le problème du lait et de ses dérivés dans la Région des Lacs sera d'abord de réorganiser les circuits d'approvisionnement et d'améliorer le bétail laitier. Lorsque la demande interne, inexistante actuellement pourra devenir effective grâce à l'action combinée d'une hausse des revenus et d'une baisse des prix de revient, les capacités existantes pourront alors retrouver progressivement une meilleure utilisation. La pleine utilisation de ces capacités n'est cependant pas à envisager avant 1975.

Minoterie.

La Région des Lacs produit du maïs et la culture du froment y a connu un certain développement dans la décennie précédente. En plus des moulins et des minoteries semi-artisanaux, qui sont nombreux dans la région, il y a une minoterie industrielle au Kivu et une autre au Rwanda. Ces installations ont du ralentir ou cesser leur activité faute d'approvisionnement.

Le problème est donc de relancer la culture des céréales avant d'envisager une délocalisation des investissements. En effet, compte tenu de l'incidence du coût de transport, il serait désavantageux d'importer le blé et de procéder localement à la mouture.

Quant à la réalisation d'une minoterie mixte produisant des farines mélangées, elle n'a pu être envisagée dans le cadre de cette étude, vu la complexité des problèmes techniques à résoudre pour obtenir une farine de qualité.

Cimenterie.

Dans les années 1950, deux cimenteries ont été installées dans la Région des Lacs. La cimenterie "Cimental" à Albertville (capacité de 70.000 tonnes) a été inaugurée en 1953 et la cimenterie "Cimenki" à Bukavu (capacité 60.000 tonnes) a été inaugurée en 1958. A la fin de la décennie précédente, leur capacité totale de production (130.000 tonnes) suffisait largement à couvrir les besoins de l'ensemble de la Région.

L'apparition de ces cimenteries a fait baisser fortement le prix du ciment dans la région. Auparavant, le prix du ciment rendu dans la Région des Lacs était, pour le ciment importé d'Europe, généralement au coefficient 3 par rapport au prix CAF ou ex-usine pour le ciment congolais, ougandais ou kenyan, à cause de l'incidence du coût de transport.

L'ouverture de la Cimenki en 1958 a fait baisser le prix du ciment au Kivu de 3.100 à 2.500,-frs la tonne : cependant ce prix était encore fort supérieur au prix du ciment à Léopoldville (1.630,-frs) et au prix ex-usine de la cimenterie d'Albertville et des cimenteries kenyennes (environ 1.400,-frs) Ces disparités s'expliquent par la forte protection naturelle dont jouissaient les producteurs locaux dans la Région des Lacs. La fixation du prix de vente à un certain niveau sous le prix des ciments importés d'Uganda ou du Kenya leur assurait le monopole du marché et une forte rente. C'est ainsi que le klinker d'Albertville expédié par le lac à Bujumbura était après mouture sur place, vendu dans cette ville à environ 2.500,-frs la tonne.

Les troubles survenus au Kivu ont provoqué dès 1960 la fermeture de la Cimenki, tandis que la demande disparaissait pratiquement au Kivu.

Le broyage de clinker à Bujumbura s'est poursuivi jusqu'en 1964, date de la rupture économique avec le Rwanda. A partir de cette date, le broyage lui-même n'était plus rentable pour le seul marché du Burundi. L'installation existante a cessé ses activités et la consommation locale (6.000 tonnes) est satisfaite par l'importation directe du ciment d'Albertville.

Le Rwanda se trouve dans la situation la plus défavorable. Jusque 1964, les approvisionnements via le Burundi et ceux provenant d'Uganda se partageaient le marché du pays selon une ligne passant au Nord de Butare. Les difficultés de transport et les rentes de distribution avaient élevé le prix à environ 3.850,-frs. Depuis la rupture avec le Burundi, les prix ont subi une nouvelle hausse et dans le Sud du pays ils dépassent largement 4.000,-frs.

Or, depuis l'indépendance, le sous-équipement administratif de la capitale a nécessité le développement de la construction publique et a entraîné corrélativement la hausse des importations de ciment. A l'exception de l'année 1963, celles-ci sont cependant restées à un niveau très modeste, inférieur à 10.000 tonnes.

L'incidence assez lourde de ces importations sur la balance commerciale a suscité un projet de substitution qui recommande l'étude approfondie d'une cimenterie nationale (a). L'étude préliminaire recommande l'implantation d'une cimenterie de 30.000 tonnes près de Cyangugu, à proximité immédiate

(a) J. de Lavallée, Mission ONU, Etude prévisionnelle d'une cimenterie au Rwanda.

des gisements de calcaire d'Amashyuza. Cette cimenterie requerrait un investissement de 105 millions, emploierait 107 personnes dont 5 expatriés et utiliserait comme combustible le gaz méthane du lac Kivu. Le prix de revient à la tonne est estimé à 1.500,-frs à condition que la capacité soit utilisée à plein.

Cependant l'hypothèse, avancée par le rapport, de voir cette capacité effectivement utilisée à plein en 1972 repose sur des évaluations fort optimistes. D'après cette étude, le seuil de rentabilité minimum serait de 10.000 tonnes, correspondant à un prix de revient de 2.200 frs la tonne. D'après les critères fixés par notre étude, le seuil de rentabilité minimum serait en fait de 15.000 tonnes avec un prix de revient de 2.100,-frs le prix de revient d'une tonne, pour une utilisation de la capacité à 10.000 tonnes serait alors de 2.970,-frs.

De toute manière, il semble que cet investissement soit à déconseiller tant que toutes les possibilités d'entente avec les autorités congolaises et de réouverture de la cimenterie du Katanga n'auront pas été épuisées.

En effet, dans l'hypothèse la plus optimiste d'évaluation du marché, le prix de revient ne sera guère inférieur à celui que pourrait atteindre la cimenterie de Katana remise en marche; au volume actuel du marché, le prix de revient du ciment rwandais serait supérieur au prix de gros du ciment à Bukavu en 1959. Or, remise en marche et assurée de l'ensemble des marchés du Kivu et du Rwanda, l'usine de Katana pourrait fortement baisser son coût de production, tandis qu'un contrôle gouvernemental sur les prix alignerait ceux-ci sur les coûts et non sur les prix d'importation.

Au contraire, l'installation d'une capacité nouvelle au Rwanda diminuerait la productivité marginale du capital dans le secteur du ciment à l'échelle de toute la région. On aurait en effet une capacité installée de 160.000 tonnes dans trois cimenteries, alors que la consommation actuelle ne dépasse pas 20.000 tonnes et qu'une consommation supérieure à 50.000 tonnes-chiffre le plus élevé avant l'indépendance) n'est pas à envisager avant 1975.

La solution est à rechercher dans une action concertée entre les trois gouvernements du Burundi, du Congo et du Rwanda, et doit d'intégrer dans l'organisation du marché de la région et un accord général de "clearing".

Cette solution implique que le gouvernement congolais assure la réouverture de la cimenterie de Katana soit par les soins de la société fondatrice, soit en cas de refus sous forme de régie. La cimenterie réouverte approvisionnerait le Kivu et garantirait la totalité de l'approvisionnement du Rwanda à un prix déterminé par le coût de production (diminué grâce à l'élargissement des débouchés) et non plus par la rente de monopole.

Un même système devrait garantir au Burundi un approvisionnement en ciment à un prix normal par la cimenterie d'Albertville, en attendant que le développement du marché du Burundi et du Sud de la Ruzizi (localisation des projets industriels) justifie la réouverture de l'usine de broyage de klinker à Bujumbura.

L'achat du ciment et du klinker par le Rwanda et le Burundi serait comptabilisé dans le "clearing" multilatéral à établir pour intensifier les échanges de produits industriels entre la Région des Lacs et les pôles industriels congolais.

Produits en amiante-ciment.

Trois usines produisant des matériaux en fibro-ciment fonctionnent au Congo-Kinshasa. Leur capacité totale de production est de 5 millions de m² soit environ 40.000 tonnes. Cette capacité n'a jamais été utilisée pleinement et actuellement le coefficient d'utilisation ne dépasse pas 50 pour cent.

Une usine est installée au Burundi dont la capacité à trois équipes est de 900.000m² par an soit environ 7.200 tonnes. Le ciment est importé d'Albertville et l'amiante provient surtout de Rhodésie et du Canada. L'usine, construite à la fin de la décennie précédente, a été prévue pour approvisionner le marché du Burundi, du Rwanda et du Kivu. A cette époque, la consommation des trois régions était légèrement supérieure à 5.000 tonnes ce qui correspondait grosso-modo à la proportion occupée par le secteur bâtiment de la Région des Lacs dans l'ensemble du secteur pour l'ex-Afrique belge.

Après l'indépendance du Congo, la situation troublée du Kivu y a réduit progressivement la demande d'articles en fibro-ciment à néant. Après 1960, la demande du Burundi et du Rwanda s'est également fortement contractée. La relance de la construction publique au Rwanda, après l'indépendance, n'a pas profité pleinement à l'usine de Bujumbura. Depuis 1964, surtout, le Rwanda a reconverti sa demande vers les produits en fibro-ciment d'Uganda, où existe une usine à Tororo.

Le marché actuel du Burundi et du Rwanda est évalué à 2.200 tonnes.

En supposant que la demande reprenne vigoureusement dans les deux pays et que dans la décennie à venir le Rwanda se réapprovisionnera à nouveau à Bujumbura, les débouchés offerts par les deux pays à l'usine du Burundi pourraient doubler. Quand à la demande potentielle du Kivu, une reprise dynamique des investissements privés et publics dans la construction et les grands travaux pourrait l'amener à 3.000 tonnes.

Ces hypothèses optimistes d'évaluation de la demande permettraient à l'usine d'utiliser vers 1975 pleinement sa capacité de 7.200 tonnes, mais ne justifient aucunement une nouvelle entreprise dans la Région des Lacs. Une délocalisation de l'investissement y entraînerait une baisse de la productivité marginale de l'investissement à l'échelle du secteur.

Bouchons métalliques.

Les besoins annuels des brasseries, limonaderies et laiteries de la Région des Lacs en bouchons couronne peuvent être évalués à environ 72 millions d'unités, correspondant au nombre d'embouteillages réalisés par ces entreprises (a).

En 1975, les besoins seront d'environ 92 millions, soit 87 millions pour les brasseries, 3 millions pour les limonaderies et 2 millions pour les laiteries.

La plus petite installation existante à Kinshasa produit actuellement 132 millions de bouchons couronnes par an, tandis qu'une autre unité en produit 154 millions; cette dernière pourrait sextupler sa capacité de production annuelle, soit 924 millions en automatisant complètement l'installation qui n'est actuellement que semi-automatisée.

Compte tenu de ces données, il ne paraît pas que la Région des Lacs ait intérêt à immobiliser dans pareille entreprise des ressources en capital importantes, dont le rentabilité marginale sociale serait fort inférieure à celle d'autres secteurs. D'une part, en 1975, une installation du type de la plus petite fonctionnant à Kinshasa ne

(a) Voir monographie n° 13, bouteille, volume II, tome III.

pourra utiliser qu'environ 60 pour cent de sa capacité, tandis que compte tenu de l'absence des matières premières locales, la valeur ajoutée dans la Région des Lacs sera très faible. Dans ces conditions, il est préférable que les entreprises consommatrices de la Région s'approvisionnent dans les dix prochaines années à Kinshasa.

Couverts.

La consommation actuelle et prévisible de couverts reste trop faible pour que l'on puisse envisager d'en entamer la production dans le bassin des grands lacs.

Les débouchés annuels pour ces articles se situeront au Rwanda-Burundi en 1970 autour de 120.000 cuillers

80.000 fourchettes

40.000 couteaux.

Si l'on considère l'ensemble du bassin des Grands Lacs, on peut multiplier ce chiffre par 2, ce qui en tonnage donne approximativement 15 tonnes/an, soit 25 pour cent du seuil de rentabilité d'une usine de capacité minimum de 59 tonnes.

De plus, les capacités de production installées au Congo-Kinshasa restent largement sous-employées et peuvent facilement subvenir aux besoins de la Région des Lacs.

Une perte de poids importante (17 pour cent de déchets), au cours du processus de production, favorise d'ailleurs les producteurs de Kinshasa, mieux situés pour recevoir à bon compte d'Europe l'approvisionnement en acier nécessaire.

Comme on le voit, il n'y a donc aucune raison économique valable de délocaliser cette production.

Fabrication de chaussures.

Les importations de chaussures du Burundi et du Rwanda n'ont jamais dépassé 22 millions de francs belges et entre 1962 et 1964, sont restées aux environs de 15 millions. Cela représentait de 150 mille à 200 mille paires de chaussures de toutes espèces, où prédominaient largement les sandales en plastique.

Depuis peu, celles-ci sont moulées directement à Bujumbura pour le marché du Burundi. La part des chaussures en cuir dans le montant des importations cité plus haut est dérisoire. Dans les dix prochaines années, il n'y a pas de perspectives qui justifient l'implantation de chaussures en cuir dans la Région des Lacs. Le développement du revenu pourra tout au plus assurer une diffusion de la sandale en plastique et le développement d'un marché pour les sandales ou souliers en caoutchouc ou caoutchouc-plastique. La firme Bata installée à Bujumbura compte d'adapter à cette évolution de la demande dès qu'elle se manifesterait. Quant à la fonction marginale de la demande orientée vers les chaussures en cuir, elle devra être satisfaite par l'importation ou une fabrication mi-artisanale.

L'importation pourra se faire à partir des usines situées au Congo-Kinshasa dont il est prévu que la production globale de chaussures passera de 4.500.000 à 8.000.000 de paires par an entre 1965 et 1970.

Dans le secteur du cuir, la Région des Lacs a dans les dix prochaines années intérêt à se spécialiser dans la tannerie pour exporter ses produits vers l'outre-mer ou vers le Congo-Kinshasa dont la demande de peaux tannées est appelée à croître considérablement.

Traitement du tabac.

Après avoir atteint 107 millions de FB en 1960, les importations de tabacs fabriqués sont tombées à 10 millions en 1963 et 1964 et remontées à 15 millions en 1964.

Il n'y a aucune possibilité de justifier sur base de ces chiffres l'implantation d'une fabrication industrielle de cigarettes dans les dix prochaines années. Les cigarettes pourront être achetées au Congo-Kinshasa où une capacité de 4,5 milliards n'est utilisée à présent qu'à moins de 50 pour cent.

Dans les dix prochaines années, on aura tout intérêt à intensifier la production de tabac dans la Région des Lacs où les conditions de cultures sont très favorables (Bugaye, Mosso, Bugesira, Nord-Kivu). Le tabac exporté pour l'approvisionnement des industries du Congo-Kinshasa pourrait devenir ainsi une importante source de devises, avant de prévoir être traité localement, dans une phase ultérieure.

Tableau 43.a Rejets.

Critères de rejet.

Désignation	I				II.							III.								
	A		B		C			D	E	F		G	H		J			K		
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.			8.	9.		10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.
Production de lait, crème, beurre, fromage					+	+		+				+								
Rizerie					+	+		+				+								
Minoterie,)																				
farines de)																				
céréales)																				
et)					+								+	+	+	+				
sous-)																				
produits)																				
Huilerie d'arachide										+		+	+							
Margarine	+	+	+	+																
Sucrierie								+				+								
Glucoserie	+	+	+	+																+
Biscuiterie, confiserie, chocolaterie	+	+	+	+			+										+			
Conserverie de légumes autres que concentrés de tomates	+	+	+	+																+
Conserves et jus de fruits autres qu'orange	+	+	+	+																+
Sel												+								
Ciment					+	+											+			
Produits dérivés du pétrole	+	+	+	+								+					+	+	+	

Désignation	I				II								III						
	A		B		C			D	E	F		G	H		J			K	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.			8.	9.		10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.
Produits chimiques	+	+	+	+													+		+
Produits pharmaceutiques	+	+	+	+										+					
Peintures, vernis	+	+	+	+					+										
Encres	+	+	+	+															
Parfums	+	+	+	+										+					+
Produits tensioactifs et détergents	+	+	+	+								+							
Cirages, crèmes encaustiques	+	+	+	+										+	+				
Bougies, cierges	+	+	+	+									+						
Colles	+	+	+	+															
Matières premières plastiques	+	+	+	+															+
Pneus	+	+	+	+								+					+		
Brochage et reliure de fournitures et articles en papier pour écoles et bureaux	+	+	+	+										+	+				
Panneaux de particules et bois artificiels												+							
Fil de coton											+	+							
Tissus coton écrus											+	+							

	I				II							III								
	A		B		C			D	E	F		G	H		J			K		
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.			8.	9.		10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.
Tissus de coton imprimés										+	+									
Tissus de coton teints										+	+									
Tissus synthétiques	+	+	+	+								+			+			+		
Corderies, fabriques de ficelles	+	+	+	+									+	+						+
Filets pêche													+							
Etoffe de bonneterie								+									+			
Chaussettes et sous-vêtements								+									+			
Confection								+					+							
Sacs de jute	+	+	+	+			+					+								
Produits amiante ciment					+			+									+			
Chaussures en caoutchouc	+	+										+								
Chaussures cuir	+	+	+	+																
Produits sidérurgiques	+	+	+	+								+						+		
Transformation de la tôle, tréfilerie, construction métallique et grosse chaudronnerie	+	+	+	+								+						+		
Couverts	+	+	+	+			+					+			+	+		+		

	I				II								III								
	A		B		C			D	E	F		G	H		J			K			
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.			8.	9.		10.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.	
Serrurerie, quincaillerie	+	+	+	+								+			+	+		+			
Bouchons métalliques	+	+					+											+			
Meubles métalliques	+	+	+	+				+					+	+	+						
Piles et accumulateurs	+	+	+	+			+					+						+			
Lampes et tubes électriques	+	+	+	+																	
Bicyclettes	+	+	+	+														+			
Meubles en bois	+	+											+								
Brosserie	+	+											+								

Tableau 43.b.
Projets retenus.

A. Entreprises industrielles valorisant les matières premières de la Région des Lacs pour l'exportations vers les pays limitrophes ou l'outre-mer.	n° du dossier
Tannerie	4
Extraction de pyrèthrine	5
Confiturerie	15
Fabrication de jus de fruits concentrés	14
Fabrication de purée de tomates	16
Conserverie. de poisson	17
Conserverie de viande	19
Surgélation de la viande	18
Fabrication d'articles en céramique	6
B. Entreprises industrielles travaillant pour la demande finale dans la Région des Lacs	
Engrais azotés	3
Insecticides	1
Savonnerie	10
Articles en plastique	11
Articles de ménage émaillés	8
Outils à main	9
Huilerie de palme	21
C. Entreprises industrielles travaillant pour la demande intermédiaire des entreprises existantes ou à créer dans la Région des Lacs	
Malterie	2
Bouteillerie	13
Emballages métalliques	12
Aliments pour bétail	20
Huilerie de palmistes	21
Atelier central	7

Tableau 511.a Prix des matières premières impliquées dans les processus de fabrication des produits sélectionnés.

	Prix des M.P. importées				Prix des M.P. locales				
	FOB	CAF	Rendu usine	Lieu	Année	Lieu de prod.	Rendu usine	Lieu	Année
			FB/kg				FB/kg		
<u>N° 1 Insecticides.</u>									
Kaolin						1			1959
Pyréthrine (25°)						1.000			1959
HCH 37%			25	Kinshasa	1959				
			31	Bujumbura	1959				
D.D.T.			28	Kinshasa	1959				
			32	Bujumbura	1959				
Dieldrin 100%			260	Kinshasa	1959				
			260	Bujumbura	1959				
Urée			10	Kinshasa	1959				
			12,5	Bujumbura	1959				
Aldrin 100%			135	Kinshasa	1959				
			135	Bujumbura	1959				
Endrin			390	Kinshasa	1959				
			390	Bujumbura	1959				
Xylol			10	Kinshasa	1959				
			12,5	Bujumbura	1959				
Emulsifiant			46	Kinshasa	1959				
			49	Bujumbura	1959				
Epychlorydrine			30	Kinshasa	1959				
			32	Bujumbura	1959				
Lindane			140	Kinshasa	1959				
			140	Bujumbura	1959				
Solvant			9	Kinshasa	1959				
			11,5	Bujumbura	1959				
Malathion			95	Kinshasa	1959				
			100	Bujumbura	1959				
Pépéxonyl butonide			450	Kinshasa	1959				
			450	Bujumbura	1959				

511.- Prix des matières premières impliquées dans les processus de fabrication des produits sélectionnés.

51.- COUTS DES FACTEURS GENERAUX.

5.- COUTS DES FACTEURS ET LOCALISATION.

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine (FB)	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu Usine	Lieu	Année
Gasoil			4,16 /l	Kinshasa	1959				
			5,5 /l	Bujumbura	1959				
Thriethorétone			18 /kg	Kinshasa	1959				
			21 /kg	Bujumbura	1959				
Dutrex			10 /kg	Kinshasa	1959				
			12,5 /kg	Bujumbura	1959				
HCH 47%			25 /kg	Kinshasa	1959				
			31 /kg	Bujumbura	1959				
Pentachlorophénol			25 /kg	Kinshasa	1959				
			31 /kg	Bujumbura	1959				
Diacétone alcool			20 /kg	Kinshasa	1959				
			23 /kg	Bujumbura	1959				
Pétrole			4,16 /l	Kinshasa	1959				
			5,5 /l	Bujumbura	1959				
N° 2 Malterie									
Orge							21FC/kg	Bukavu	1966
							(provenant du Rwanda)		
							35FC/kg	Goma	1966
							(provenant de Lubero)		
						2,5FC/kg		Bukavu	1959
						13,2FRw/kg			1966
		6,5	/kg	Kisenyi	1959				
		5	/kg	Matadi					
Malt			9,12FC /kg	Bukavu	1959				
			42 FC /kg	Bukavu	1966				

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
N° 3 Engrais.									
Nitrate à 23% d'azote	2.600/T	3.650/T	5.650/T	Bujumbura					
				Anvers					
Sulfate d'aminiac	2.100/T	3.150/T		Matadi					
				Anvers					
Urée	4.550/T	5.600/T	5.150/T	Matadi					
				Bujumbura					
				Anvers					
			7.600/T	Matadi					
				Bujumbura					
N° 4 Tannerie.									
(caprins et bovins)									
Peaux de boeuf									
I catégorie						38-45FBu/kg		Bujumbura	1966
II catégorie						30-35FBu/kg		Bujumbura	1966
III catégorie						20-25FBu/kg		Bujumbura	1966
IV catégorie						7 8FBu/kg		Bujumbura	1966
moyenne						150FBu/piece			
Peaux de chèvre									
I catégorie						75FBu/piece		Bujumbura	1966
II catégorie						50FBu/piece		Bujumbura	1966
III catégorie						30-35 "		Bujumbura	1966
IV catégorie						5 "		Bujumbura	1966
moyenne						38FBu/piece			
Peaux de mouton									
I catégorie						35-40FBu/piece		Bujumbura	1966
II catégorie						25-30 "		Bujumbura	1966
III catégorie						15-20 "		Bujumbura	1966
IV catégorie						5 "		Bujumbura	1966

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
Peaux de chevreaux						10FBu/pc		Bujumbura	1966
Produits chimiques			)moyenne	Bujumbura					
soude caustique et			)100/pc						
dérivés, chaux,			)pour peaux						
sulfate de soude,			)de boeuf						
extrait de quebrache)						
Extrait de chataigne			)5/pc	Bujumbura					
Chlorure de soude			)pour peaux						
Colorants, Tan, Sel			)chèvre et						
Huiles diverses			)mouton						
Teinture			1/ pc						
<u>N° 5 Pyrèthrine</u>									
Fleurs de pyrèthre									
séchées (teneur									
1,3% de pyrèthrine)						30FB/kg		Ruhengeri	1965
<u>N° 6 Produits</u>									
<u>céramiques</u>									
Ensemble des matières						2.000FB/T			1959
premières (argile,									
feldspaths,kaolin									
Kaolin						857FB/T			1959
Emaux			100/kg		1959				
Plâtre						6FB/kg			1959
<u>N° 7 Atelier Central</u>									
<u>N° 8 Articles de</u>									
<u>ménage</u>									

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
Tôle d'acier 1mm			13,5/kg	Kigali	1959				
Grenaille d'émail		22,2FB/kg	25 /kg	Matadi	1959				
N° 9 Outils à main				Kigali	1959				
Acier à forger (0,35% à 0,75% de carbone)			12,5/kg	Bujumbura	1959				
N°10 Savonnerie									
Soude		4 FB/kg	6FB/kg	Matadi	1959				
Sel		1,4 /kg	2 /kg	Matadi	1959				
Parf. m			400/kg		1959				
Huile palmiste						8 FB/kg		Bujumbura	1959
Suif						11FB/kg		Bujumbura	1959
N° 11 Articles en plastique									
Polyéthylène		25.700FB/t		Bujumbura	1959				
Polystirène en granulés			27.000/T	Kigali	1959				
N° 12 Boîtes à conserves									
Fer blanc à conserve en 0,17mm			23/kg	Bujumbura					
en 0,24mm			18/kg	Bujumbura					

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
Sous-produits (soudure d'étain, caoutchouc, graissage...)			0,11 /boite	Bujumbura					
<u>N°13 Bouteillerie</u>									
Sables et calcaire						100 FB/T		Nyamarungo	
Soude et produits chimiques			1.300 /T de verre			de verre			
<u>N° 14 Jus de fruits</u>									
Agrumes						1,25FB/kg			1966
Caisse ramassage						30 FB/pc			1966
Fûts (pour huile)						300 FB/pc			1966
Sac papier kraft						8 FB/pièce			1966
<u>N° 15 Confiture de fruits</u>									
Agrumes						1,25FB/kg			1966
Caisse ramassage						30FB.pc			1966
Boîtes métalliques						5FB/pc			1966
Sucre						8 FB/kg		Bujumbura	1959
						42FC/kg		Bukavu	1966
Etiquette (3 couleurs)						0,10 FB/pc			1966
Feuillard pour cerclage des caisses			1/mètre	Bujumbura	1966				
<u>N° 16 Conserves de tomates</u>									
Tomates						1,5FB/kg			1966
Sel		1,4FB/kg		Matadi	1959				
			2/kg		1959				
Caisse de ramassage						20FB/pc			1966

	Prix des M.P. importées					Prix des M.P. locales			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
Boîtes métalliques Caisse de livraison Feuillards pour le cerclage des caisses		26/kg		1966		3,25FB/boîte 10FB/caisse			1966 1966
<u>N° 17 Conserverie</u> de poisson									
Poisson frais						3FB/kg(gros)		Bujumbura	1959
Ngalada (50% perte)						4,5(détail)		Bujumbura	1959
Voraces						7,5FB/kg(gros)		Bujumbura	1959
latés						10 (détail)		Bujumbura	1959
luciolates						12 (gros)		Bujumbura	1959
						16,5 (détail)		Bujumbura	1959
Emballages métal- lique (450 gr)						4FB/pc			
Caisse en carton						25FB/pc			
Fût de 200 litres						100 FB/pc			
Sel		1,4FB/kg	2/kg	Matadi	1959 1959				
<u>N° 18 Congélation</u> de la viande									
Viande de porc						17FB/kg		Bujumbura	1959
<u>N° 19 Conserverie</u> de viande									
boeuf sur pied							10FB.kg	Bujumbura	1965

	Prix des M.P. locales					Prix des M.P. importées			
	FOB	CAF	Rendu usine FB	Lieu	Année	Lieu de production	Rendu usine	Lieu	Année
Viande à mettre en conserves (abattue désossée etc.)							28,55FB/kg	Bujumbura	1965
Boîte à conserve condiments						3,7FB.pc			
cartonnages									
<u>N° 20 Aliments</u> <u>pour bétail</u>									
Farine animale			8,8/kg	Bujumbura	1959				
Matière minérale			7,5/kg	Bujumbura	1959				
Vitamines			16,5/kg	Bujumbura	1959				
Déchets meunerie,									
rizerie, drèches et									
levure de brasserie,									
tourteaux d'huile-				Bujumbura	1959	en moyen-			
rie, graines de sorgo,						ne			
maïs, riz paddy,						3,5FB/kg			
farine de banane,									
manioc									

512.- Prix de l'énergie dans la Région des Lacs dans une ou plusieurs entreprises

Matières énergétiques	Bukavu FC1959	Goma FRw 1964	Kigali FRw 1964	Gisenyi RRw 1964	Nyanza FRw 1964	Butare RRw 1964	Cyangugu FRw 1964	Bujumbura FRw 1965
Electricité (Kw)	-	1,53	2,53	3,33	5,37	4,53	2,88	3,50
Gasoil (l)	4,59	-	5,0	5,0	-	-	5,0	1,85 (1964)
Essence	7,22							
Fuel (kg)	-		2,5					3,10 (1964)
Bois de chauffage (T)	-							
Pétrole	5,88							

513.- Coût de la main-d'oeuvre et des cadres.

Tableau 513.a

Salaire - Coût des Africains et rémunérations des Européens au Burundi. Rémunérations moyennes, toutes charges comprises, en 1.000,-frs par an.

Main-d'oeuvre africaine	1959(a)	1965	Main-d'oeuvre européenne	Moyenne à prendre comme référence définitive en 1966 . Total en FB y compris de la partie en monnaie locale
Cadres	130	260	Cadres supérieurs	1.000.000
Maîtrise	56	112,5	Cadres techniques	700.000
Employés	62	125	Cadres administratifs	560.000
Ouvriers qualifiés	40	80	Maîtrise	350.000
Ouvriers semi-qualifiés	12,5	25		
Manoeuvres	10	17,5		

(a) Salaires de 1965 ajustés en francs 1959, d'après l'échelle des disparités entre catégories de 1965. Ouvriers semi-qualifiés pris comme base, car leurs salaires ont suivi de plus près l'évolution de l'indice des prix.

Tableau 513.b.

Cadre technique --Main-d'oeuvre européenne - Région : Bujumbura

(en milliers de francs)

Secteur industriel	Année	Fonction	Statut famili- al	Période de salaire	Rémunération		Charges soci- ales		Avantages en nature				Logement		TOTAL	
					FB	FBu	FB	FBu	Voyages		Fr.médicaux		FB	FBu	FB	FBu
									FB	FBu	FB	FBu				
Tabac	1965	Ingé- nieur techni- cien 1er terme	M 2	an	342	600	125	220	17	300	8	15	88	155	582	1.020
Tabac	1959	Ingénieur techni- cien 1er terme	M 2	an	500	875	100	175	88	140	10	17	8	12	698	1.219

Tableau 513. c.

Main-d'oeuvre africaine - Région : Bujumbura.

Secteur industriel	Année	Fonction	Statut familial	Période de salaire	Rémunération	Charges sociales	Avantages en nature	Total
<u>CADRES AFRICAINS.</u>					FR BU			
Métallique	1966	Chef de main-d'oeuvre	M 4	journalier	520	130	300(log.)	950
Cuir et chaussures	1966	Contremaître	M 2	jour	350	91	-	441
<u>EMPLOYES.</u>								
Eternit	1966	Chef de bureau	-	jour	420	-	30 (log.)	450
Minéraux non métalliques	1966	-	-	jour	350	-	16	366
Cuir et chaussures	1966	Reponsable du personnel	M 2	jour	330	86	-	416
Métalliques	1966	Comptable	célibataire	jour	480	120	150 (log.)	750
<u>OUVRIERS QUALIFIES.</u>								
Minéraux non métalliques	1966	Mécanicien, maçon, placeur Eternit	-	jour	130	-	10 (log.)	140
Métalliques	1966	Traceur	M 2	jour	240	60	25 (log.)	325
<u>OUVRIERS SEMI-QUALIFIES.</u>								
Cuir et chaussures	1966	-	M 2	jour	95	25	-	120
Métallique	1966	Soudeur	M 2	jour	80	20	-	100

Secteur industriel	Année	Fonction	Statut familial	Période de salai- re	Rémunéra- tion	Charges sociales	Avantage en nature	Total
Minéraux non métalliques	1966	Fabrication Eternit	-	moyenne journalière	FR BU 70	-	10 (log.)	80
<u>MANOEUVRES.</u>								
Minéraux non métalliques	1966	Sentinelle	-	moyenne journalière	50	-	10 (log.)	60
Cuir et chaussures	1966	-	-	jour	75	20	-	95
Métalliques	1966	-	-	jour	55	15	-	70

Tableau 513.d.

Rémunérations globales par branches d'activité au Rwanda en 1964 - en francs.

Branches d'activité	Fonction	Logement	Rémunération globale (comprenant le salaire, l'allocation alimentaire et, éventuellement le logement)	
			par jour	par mois
AGRICULTURE	Ouvrier agricole	inclus	20 à 25	500 à 625
	Manoeuvre	inclus	17	425
MINES	Chef d'équipe	non inclus	116	2.900
	Manoeuvres légers	non inclus	18 à 27	450 à 675
	Manoeuvre lourd	non inclus	19 à 32	475 à 800
	Travailleur au fond	non inclus	22 à 37	550 à 925
	Ouvriers de métier	non inclus	40 à 80	1.000 à 2.000
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	Boulangier enfourneur	inclus	45	1.125
	Ouvriers brasserie	inclus	25 à 178	675 à 4.450
	Ouvrier textile	inclus	36	900
	Ouvrier de l'ameu- blement	inclus	30 à 55	750 à 1.375
	Ouvrier d'imprime- rie	inclus	77 à 165	1.925 à 4.125
	Ouvrier de savon- nerie	inclus	26 à 31	650 à 775
	Mécanicien autos	inclus	71	1.775
	Soudeur	inclus	91	2.275
	Chef de chantier (expatrié)	non inclus	660 à 1.200	15000 à 30.000
	Maçon	inclus	66 à 81	1.650 à 2.025
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	Electricien	inclus	91	2.275
	Plombier	inclus	96	2.400
	Manoeuvre	inclus	23 à 26	575 à 650

Branche d'activité	Fonction	Logement	Rémunération globale (comprenant le salaire, l'allocation alimentaire et, éventuellement le logement)	
			par jour	par mois
COMMERCE	Vendeur	inclus	26 à 40	650 à 1.000
	Tailleur	inclus	18	450
	Gardien	inclus	15 à 24	375 à 600
TRANSPORT	Employé de banque	inclus	80 à 236	2.000 à 5.900
	Chauffeur	inclus	80 à 180	2.000 à 4.500 (plus indemnité de route)
SERVICES	Aide-chauffeur	inclus	25	625
	Pompiste	inclus	40 à 76	1.000 à 1.900
	Cuisinier	inclus	48	1.200
	Domestique	inclus	32 à 40	800 à 1.000
	Jardinier	inclus	20	500

514.- Autres facteurs de production.

Prix de l'eau à Kigali : 5,-frs le m³

Prix de l'eau à Bujumbura : 6,25 frs le m³ (en 1964)

52.- LOCALISATION.

Ce chapitre du rapport ne traite que d'un point précis du problème général de la localisation d'investissements industriels dans la Région dite des Lacs.

Le choix de celle-ci en tant que "région-pôle" à privilégier dans le développement industriel de l'Afrique Centrale a été expliqué ailleurs (a).

On ne traitera ici que du problème de la répartition à l'intérieur de la Région des Lacs, des investissements sélectionnés et finalement retenus.

On se souviendra que la définition de la Région des Lacs comme zone de développement industriel potentiel n'en appelait pas seulement à des critères économiques fondés sur l'existence d'un marché local et de matières premières locales. L'élaboration du concept de "Région des Lacs" a requis une référence constante à l'acceptation d'une coopération économique entre les Gouvernements intéressés, sans laquelle aucune industrialisation proprement dite n'est possible dans le contexte du Burundi, du Kivu et du Rwanda pris isolément.

Pareille coopération a des fondements économiques rationnels et présente des avantages certains pour tous les partenaires.

Pour le Burundi et le Rwanda, parce qu'ils ne peuvent aucunement espérer un marché intérieur pour une gamme diversifiée d'industries manufacturières, même dans le cadre d'un "marché commun à deux"; dans les dix prochaines années au moins toute l'action doit être portée sur l'expansion et la diversification de la production agricole dont la valorisation industrielle et l'exportation vers les centres urbains du Congo-Kinshasa pourraient devenir un puissant facteur de développement; dans ce cadre, l'exportation vers les centres urbains congolais trouverait sa contrepartie dans l'importation de produits manufacturés congolais que le Burundi et le Rwanda ne peuvent de toute manière pas envisager de produire dans un avenir prévisible.

Pour le Congo-Kinshasa, pareille coopération présenterait également des avantages évidents, tant par les perspectives nouvelles ouvertes au développement du Kivu, jusqu'à présent isolé et retardé, que par les débouchés élargis accessibles désormais aux industries congolaises.

(a) Voir introduction, ch. 21 à 24, ch. 31 et ch. 41.

Cette coopération qui se justifie économiquement par les avantages d'une certaine division internationale du travail industriel et d'une spécialisation selon des avantages comparatifs naturels ou acquis, implique cependant des décisions politiques fort importantes.

Si l'acceptation d'une stratégie de développement industriel concerté, base du concept de "Région des Lacs" est elle-même un choix politique délibéré, solidement étayé par de nombreux arguments économiques, il n'est pas étonnant que les modalités concrètes de cette coopération doivent tenir compte également d'impératifs politiques.

Notamment au niveau de la répartition géographique des investissements dans la "Région des Lacs", on ne pourra entre autres sousestimer l'importance politique d'une répartition relativement équilibrée des avantages économiques entre les partenaires. Ecarter cette aspiration proprement politique à une répartition équitable des investissements et de leurs effets qui tendrait à compenser les inégalités de départ dans les dotations naturelles en facteurs exposerait à de graves mécomptes. En se référant uniquement à des arguments technico-économiques pour justifier la répartition des investissements, on retournerait inévitablement aux lois de l'implantation des entreprises dans le système du capitalisme colonial, qui a entraîné de la part du Burundi et du Rwanda, les réactions que l'on sait. On anéantirait ainsi les fondements mêmes de la stratégie de développement concerté, qui tient compte non seulement des avantages naturels mais aussi des avantages à acquérir.

Les propositions faites ci-dessous pour la localisation des entreprises dans la Région des Lacs s'efforceront donc de dissocier les facteurs de localisation qui sont fort contraignants, ceux qui le sont moins et ceux où la contrainte est si faible qu'elle laisse une large place aux critères politiques visant à équilibrer les échanges entre les partenaires.

1) Les facteurs les plus contraignants dérivent de la localisation des ressources naturelles. Parmi celles-ci, il faut distinguer celles qui sont directement exploitables et celles dont le développement potentiel est lié à la mise en valeur des régions ou des lieux géographiquement déterminés.

a) Les projets dont la localisation dérive de ressources naturelles existantes sont les suivants :

A Bujumbura :

- Les insecticides (projet n° 1).

Le caractère extrêmement pondéreux de la charge, qui représente 80% du volume exige une localisation à proximité du kaolin local, c'est-à-dire à Bujumbura.

- Les produits céramiques (projet n° 6).

Ceux-ci utilisent également le kaolin comme matière première.

- La conserverie de poisson (projet n° 17).

Celle-ci ne peut être implantée qu'au bord d'un lac dont les ressources piscicoles inventoriées s'avèrent suffisantes pour l'approvisionnement d'une conserverie industrielle; le lac Tanganyika est le seul à répondre à ce critère dans la région, tandis que Bujumbura est le seul port de la Région des Lacs où pourrait décharger et se réapprovisionner en glace un bateau-frigo.

A Gisenyi :

- Les engrais azotés (projet n° 3).

Le gisement de gaz méthane au bord du lac Kivu y impose la localisation du projet.

- La bouteille (projet n° 13).

Les carrières de sable et de calcaire de la région de Gisenyi sont le facteur déterminant de l'implantation de l'usine.

b) Les projets dérivant de la mise en valeur de ressources naturelles dont la localisation détermine les avantages comparatifs :

Dans la plaine de la Ruzizi :

- Production de jus de fruits concentrés (projet n° 14).

Cette production est liée à l'agrumiculture intensive sur de vastes périmètres réalisable dans cette plaine alluvionnaire.

- Fabrication de concentrés de tomates (projet n° 16).

Liée au développement possible dans la plaine de la Ruzizi de grandes plantations coopératives capables d'approvisionner régulièrement une entreprise industrielle en fruits de qualité.

Dans l'Imbo-Sud et en bordure du lac Tanganyika.

- Huilerie de palme et de palmiste (projet n° 21).

Seule zone de la "Région des Lacs" permettant la création de palmeraies intensives sur des superficies relativement étendues.

- Savonnerie (projet n° 10).

En aval des huileries de palme dont les "produits joints" pourraient à la fois satisfaire les besoins de l'industrie et ceux de la consommation alimentaire, sans devoir prélever sur les disponibilités, insuffisantes ailleurs, en lipides.

Sur les terres volcaniques de Bugaye et au Nord-Ouest du Rwanda.

- Extraction de pyrèthrine (projet n° 5).

Les caractéristiques du sol et du climat se conjugent pour faire de ces régions des "terres à pyrèthre" dont les produits ont une qualité et des rendements naturels élevés.

- c) Les projets dont la localisation suggérée exploite un avantage acquis ou un avantage à acquérir compte tenu des dotations relatives en facteurs de diverses régions :

A Bukavu :

- Malterie (projet n° 2).

Une malterie adaptée aux besoins de la seule brasserie de la ville y fonctionne déjà depuis de nombreuses années.

A Bukavu-Cyangugu :

- Installation de surgelation du porc (projet n° 18).

L'élevage du porc n'exigeant guère de "terre" mais beaucoup de facteur "travail", est particulièrement adapté aux régions surpeuplées de l'Ouest du Rwanda où pourraient être constitués des élevages coopératifs.

A Cyangugu :

- Fabrication de confiture d'oranges (projet n° 15).

La production relativement modeste de l'entreprise ne nécessite pas de vastes plantations et pourrait provenir des petits vergers de collines dont les conditions de culture conviennent au Rwanda; la diversification ultérieure des productions de l'entreprise pourrait offrir des débouchés à l'agriculture des collines (fraises, mangues, etc).

A Bujumbura :

- Conserverie de viande (projet n° 10).

La conserve de viande bovine pourrait contribuer à valoriser, à une échelle modeste d'abord, le cheptel bovin dont les possibilités ultérieures de développement paraissent meilleures au Burundi qu'au Rwanda.

- d) Les projets dont la localisation est déterminée par celle des industries en amont ou en aval :

A Bujumbura :

- La fabrication de boîtes à conserves (projet n° 12).

Localisation liée à celle des principales industries consommatrices à Bujumbura et plaine de la Ruzizi.

- La fabrication d'aliments pour bétail (projet n° 20).

Du point de vue des intrants, une localisation à Bujumbura s'avère idéale à cause de la présence simultanée des éléments nécessaires : sous-produits de brasserie, des huileries et de la conserverie de poisson prévue. Cependant, les principaux consommateurs seront les élevages de porc conseillés au Rwanda et une localisation près du marché est souhaitable à cause de l'importance des aliments composés dans le prix de revient du porc. En fait, la localisation dépendra surtout du type d'aliments composés que l'on mettra au point en fonction des exigences particulières des élevages : si les drèches de brasserie peuvent y prendre une part importante, une localisation au Rwanda pourra aisément se justifier.

- e) Les projets dont la localisation n'est pas rigoureusement contraignante à un endroit déterminé. Il s'agit principalement de la tannerie et de la fabrication d'outils à main.

- La tannerie (projet n° 4).

Elle peut en fait être l'objet de deux investissements distincts. L'étude du dossier montre en effet que l'économie représentée par le regroupement des tanneries de peaux de caprins et de bovins dans une seule entreprise ne dépasserait pas 5 millions de FB, ce qui est fort peu comparé à l'importance de l'investissement pour l'ensemble des grandes capacités (environ 200 millions) et des frais d'exploitation (90 millions).

Il y aurait donc possibilité de voir chaque pays réaliser une tannerie : le Burundi se spécialiserait dans la tannerie de peaux de bovins, compte tenu de l'importance qu'y revêt le cheptel bovin, tandis que le Rwanda se spécialiserait dans la tannerie de peaux de caprins. Les deux projets traiteraient les catégories de peaux de leur spécialité de l'ensemble de la Région des Lacs avec naturellement une part prépondérante d'origine nationale. Le projet retenu de tannerie de peaux de bovins au Burundi a un chiffre d'affaires et un taux de rentabilité supérieurs à ceux du projet de tannerie de peaux de caprins au Rwanda. Il suppose cependant que le niveau de production des peaux traitables rejoigne celui des meilleures années de la décennie précédente. Au contraire, celui du Rwanda permet le traitement de peaux de seconde qualité; d'autre part, l'établissement en régie de cette tannerie rwandaise comme pour la pyréthrine, permettrait d'accepter le taux de rentabilité insuffisant du point de vue de l'investisseur privé, mais qui masque les importantes rentrées de devises que la réalisation du projet assurerait à l'Etat.

- La fabrication d'outils à main (projet n° 9).

Elle pourrait être localisée à Bujumbura si l'on tient compte de la proximité des zones à vocation de développement agricole intensif et de la situation favorable du point de vue du transport des matières premières qui devront être importées. Cependant, ce dernier point n'exclut

pas de manière dirimante le Rwanda. Si ce pays met en oeuvre une politique agricole active, le développement du marché des outils le mettra sur le même plan que Bujumbura du point de vue des débouchés. En outre, la plus grande partie des marchés se trouvera de toute manière dans l'Est du Congo et une localisation au Burundi et au Rwanda est de ce point de vue, indifférente. C'est pourquoi ce projet peut être rangé parmi ceux dont la localisation dépendra surtout des critères politiques dérivés des exigences générales de la coopération.

f) Les projets dont la localisation dépendra des exigences générales de la coopération entre les partenaires.

Ces critères politiques dérivent de l'exigence générale d'une répartition relativement équilibrée des avantages de la coopération entre les pays concernés. Ils peuvent être particulièrement mis en oeuvre lorsque la localisation des ressources naturelles, actuelles ou potentielles n'est pas un facteur impératif de localisation des projets industriels.

En effet, du point de vue des coûts de transport des matières premières, et des produits finis exportés hors de la région des Lacs, une différence de localisation à l'intérieur du périmètre Bujumbura-Kigali-Bukavu n'entraînerait que des différences marginales des prix des produits finis rendus sur les marchés consommateurs. L'unification souhaitable des réseaux électriques devrait également supprimer les différences du coût de cette source d'énergie.

Dans ces conditions, une assez grande marge de manoeuvre subsiste pour localiser différents types d'industries qui ne dépendent pas étroitement d'une seule localisation d'une matière première locale et pour tenir compte ainsi des impératifs d'équilibre entre les pays coopérants.

Ceux-ci pourraient dans ce cadre réaliser un partage politique des avantages à acquérir et spécialiser dès lors les investissements suivant ce choix.

Le Rwanda pourrait se spécialiser dans les industries manufacturières travaillant pour la demande finale de la Région des Lacs. Le Burundi aurait avantage à se spécialiser dans les industries de biens intermédiaires pour l'ensemble de la demande de la Région des Lacs: ce choix se justifierait par la présence d'un noyau industriel géographiquement concentré et qui est appelé à se développer au bord du lac Tanganyika.

Quant au Kivu, il pourrait développer certaines industries traitant des produits destinés à la consommation des grands centres urbains congolais. On ne peut cependant oublier que du point de vue congolais, la création d'industries et l'expansion agricole au Kivu ne sont qu'un des avantages de la coopération avec le Burundi et le Rwanda : l'autre aspect c'est-à-dire l'ouverture de ces derniers aux produits industriels de Kinshasa, Lubumbashi et Albertville implique que le Congo ne prétende pas à un équilibre parfait des investissements réalisés au Kivu par rapport à ceux proposés au Burundi et au Rwanda.

Enfin, il faut noter que cette politique de localisation ne devrait pas porter atteinte aux avantages acquis et n'entraînerait pas la délocalisation des industries implantées jusqu'à présent. Il serait cependant recommandable que les extensions ultérieures des capacités de production se fassent suivant le schéma proposé. C'est ainsi que le Burundi ne devrait pas étendre au-delà de la capacité actuellement prévue les activités de tissage, teinture et impression de l'usine textile en construction à Bujumbura. Ces activités relevant de l'industrie manufacturière travaillant pour la demande finale seraient confiées au Rwanda. Le Rwanda, lui, abandonnerait au Burundi la filature, compte tenu des avantages respectifs des deux pays pour la production de coton de qualité moyenne convenant pour la demande locale.

L'ensemble des considérations faites sous ce point (f), ont entraîné le choix de la localisation de la malterie à Bukavu (projet n° 2) des articles de ménage (projet n° 8) et des articles en plastique (projet n° 11) au Rwanda et de l'atelier central (projet n° 7) à Bujumbura.

Le tableau 52.a montre qu'il est possible de réaliser entre le Burundi et le Rwanda une répartition relativement équilibrée des investissements et de la valeur ajoutée locale des projets proposés, en tenant compte de tous les éléments exposés ci-dessus et d'envisager un montant non négligeable et de valeur ajoutée locale au Kivu.

Les investissements réalisables au Rwanda seraient de 898 millions de FB, ceux proposés au Burundi de 1.088 millions de FB tandis que le Kivu pourrait investir utilement 360 millions de FB. La "valeur ajoutée locale" induite par la réalisation de ces projets dans les trois pays serait respectivement de 517 millions au Burundi, 474 millions au Rwanda et 154 millions au Kivu. L'importance de ces montants pour le Rwanda et le Burundi est mise en relief par le fait qu'ils correspondent presque exactement aux revenus tirés du café par les deux pays en 1959, année dont le volume exceptionnel de la récolte n'a jamais été dépassé ni avant ni après.

Tableau 52.a.

Comparaison du montant des investissements et de la valeur ajoutée locale des projets proposés au Burundi au Kivu et au Rwanda.

N° du dossier	Nomenclature	BURUNDI		RWANDA		KIVU	
		Investissements en million FB	Valeur ajoutée en MFB au Burundi	Investissement en MFB	Valeur ajoutée en MFB au Rwanda	Investissement en MFB	Valeur ajoutée en MFB au Kivu
1	Insecticides	57	10,3	-	-	-	-
2	Malterie (capacité B)	17,8	17,8	-	-	123	48,4
3	Engrais azotés (capacité A)	-	-	593	139	-	20,1
4	Tannerie de caprins	-	12,4	71,5	15	-	-
	Tannerie de bovins	127	50	-	28	-	-
5	Pyréthrine	-	-	60	140	-	-
6	Céramiques	140	38,6	-	-	-	-
7	Atelier central	+	+	-	-	-	-
8	Articles de ménage	-	-	86	20	-	-
9	Outils à main	66	19	-	-	-	-
10	Saon	103	40	-	-	-	-
11	Articles en plastique	-	-	13	3	-	-
12	Boîtes à conserves	46	22,5	-	-	-	-
13	Bouteillerie	-	-	57	16,5	-	-
14	Jus de fruit	97	25	-	-	-	7,8
15	Confiture	-	-	17	12	-	-
16	Conserves de tomates	-	7,2	-	-	120	49
17	Conserves de poisson	55	55	-	-	-	7,8
18	Congelation de viande	-	-	-	100	117	21
19	Conserves de viande	26	19,5	+	-	-	-
20	Aliments pour bétail	31	55,7	-	-	-	-
21	Huilerie de palme et de palmiste	322	144	-	-	-	-
	TOTAL	1.088	517	898		360	154

6.- ETUDE ECONOMIQUE DES PROJETS

61.- COMMENTAIRE DE SYNTHESE DES PROJETSN° 1 INSECTICIDESA. Caractéristiques économiques

Demande

D'après les informations recueillies auprès des producteurs et distributeurs d'insecticides, on peut évaluer grossièrement à 1.500-2.000 T les quantités d'insecticides consommées en 1959 par la région des Grands Lacs. Ce sont principalement les plantations de café et, dans une moindre mesure, celles de coton et de thé qui constituent la majeure partie de la demande d'insecticides. La consommation d'insecticides étant tributaire des superficies cultivées, l'estimation du marché de 1970-75 ne saurait avoir qu'une valeur hypothétique; cependant l'extension projetée des superficies cultivées permet de conclure à une extension du marché.

Offre

Le Congo possède deux unités de formulation d'insecticides, localisées à Kinshasa et au Katanga, qui satisfont partiellement la demande locale. Au Rwanda et au Burundi, la demande est entièrement satisfaite par les importations. Un projet de production d'insecticides existe cependant au Burundi mais sa capacité de production se limite au tonnage d'insecticides qui font l'objet des adjudications annuelles de l'office des Cafés du Burundi (OCIBU).

B. Caractéristiques spécifiques et techniques du projet

Localisation

C'est dans la zone des Grands Lacs qu'on projette d'implanter la nouvelle unité industrielle. C'est en effet dans cette région que se situent les grandes plantations de café, toutes les

plantations de pyrèthre et de thé du Congo, du Rwanda et du Burundi, et une grande partie des cultures de coton et de tabac; dès lors, la demande d'insecticides sera particulièrement importante dans cette zone.

Production et capacité de production

L'unité de formulation d'insecticides envisagée dans la Région des Lacs est prévue pour obtenir une production de 3.000 tonnes. Cette production se limite à une gamme de quatorze produits susceptibles de satisfaire la demande future en insecticides. Presque toutes les matières premières doivent être importées à l'exception de l'extrait de pyrèthre et du kaolin qui peuvent être fournis localement. Ces débouchés du Rwanda et du Burundi sont insuffisants pour assurer la rentabilité de l'entreprise projetée; des exportations vers l'Est du Congo sont indispensables.

Investissements

Les investissements nécessaires à l'implantation d'une unité de formulation d'insecticides dans la Région des Lacs s'élèvent à 57 millions FB. dont 47 % soit 27 millions FB peuvent être faits en monnaie locale.

C. Commentaire de synthèse

Bien que l'influence de l'entreprise projetée sur le marché du travail soit faible, celle-ci permet cependant de créer une valeur ajoutée locale de 10,3 millions FB. La rentabilité de l'investissement atteint 16 %, le profit s'élevant à 9,20 millions FB. Bien qu'une localisation à Kinshasa apparaisse finalement comme plus rentable, la Région des Lacs offre l'incontestable avantage de permettre une localisation à proximité de zones rurales où une action agricole intensive sera particulièrement nécessaire dans les prochaines années.

N° 2 MALTERIE

Demande

La demande de malt prévue en 1975 pour l'ensemble du Congo, Rwanda et Burundi s'élève à 25.000 T dont 6.000 T pour la Région des Lacs à elle seule.

Les débouchés libres pour la production d'une malterie locale seraient cependant bien inférieurs à la demande totale. En effet, l'agriculture de la Région des Lacs produit actuellement un orge d'une qualité assez médiocre, en sorte que le malt résultant de ces grains ne pourrait être substitué au produit importé pour plus de 40 % sans altérer la qualité de la bière. Par là même, les possibilités de vente seraient limitées à 10.000 T/an (Hypothèse de débouchés A). Mais l'hypothèse d'une amélioration et d'une diversification de l'orge produit dans la Région des Lacs n'est nullement à exclure. Dans la mesure où elle se vérifierait, la malterie locale pourrait théoriquement couvrir une part croissante des besoins du CRB jusqu'à satisfaire toute la demande de 25.000 T/an (Hypothèse de débouchés B). Encore, faudrait-il que la production d'orge locale soit élastique aux besoins d'approvisionnement de la malterie. Or, la terre étant un facteur rare par rapport à la population dans la Région des Lacs, les superficies qui peuvent être allouées à l'orge n'excèdent pas 7.000 ha. Au-delà, la productivité marginale de cet usage de la terre deviendrait inférieure à celle qui pourrait être escomptée dans d'autres usages. Les superficies étant données et le coefficient de transformation de l'orge en malt étant fixé (80 %), les latitudes d'approvisionnement de la malterie sont fonction linéaire du rendement à l'hectare. Le plafond du rendement qu'il semble possible d'atteindre dans la Région des Lacs a été évalué à 2,1 T d'orge/ha (la production de malt correspondante serait de : $0,8 (7.000 \times 2,1) = \pm 15.000$ T), tandis que le plancher ne descendrait pas en-dessous de 1 T/ha qui est un rendement déjà réalisé dans certaines parcelles du Rwanda (la production de malt serait alors de : $0,8 (7.000 \times 1) = 5.600$ T.)

Avec un rendement maximum, on s'aperçoit que les possibilités de vente de la malterie seraient limitées, toutes autres choses restant égales, par l'inélasticité du niveau de consommation du CRB dans l'hypothèse de débouchés A et par les limitations physiques de la production d'orge dans l'hypothèse de débouchés B. Lorsque le rendement devient inférieur à 1,8 T/ha (auquel correspond une production de malt de $0,8 (7.000 \times 1,8) = \pm 10.000$ T/an), les ventes de malt ne sont plus limitées que par les rigidités d'approvisionnement en orge autochtone.

Offre

Il existe à Bukavu une petite malterie d'une capacité de 2.000 T/an traitant des orges du Rwanda.

Localisation

Ce projet ne vise pas à créer une nouvelle unité de production mais à augmenter la capacité de maltage de l'entreprise de Bukavu. La localisation est donc tout indiquée.

Capacité de production

Les calculs de rentabilité ont été établis pour trois capacités en fonction d'hypothèses de production d'orge locale.

Hypothèse de production d'orge locale	Capacité de production de la malterie	Production de la malterie	Seuil de rentabilité minimum
7.000 T/an	Cap. A 8.000 T utilisées à 70 %	5.600 T	45,9 %
10.000 T/an	Cap. A' 8.000 T utilisées à 100 %	8.000 T	32,7 %
12.500 T/an	Cap. B 12.000 T utilisées à 83 %	10.000 T	31,5 %

Investissement

Cap. A : 82 MFB

Cap. A' : 91 MFB

Cap. B : 123 MFB

Commentaire de synthèse

Aucune dimension envisagée ne permet d'escompter un profit brut dépassant sensiblement 16 % du montant des investissements

	<u>Taux de rentabilité</u>
Cap. A	12,95 %
Cap. A'	16,66 %
Cap. B	17,04 %

Selon les critères généraux utilisés dans ce rapport, le projet doit donc être considéré comme marginal, au moins en ce qui concerne le point de vue de l'investisseur privé. Toutefois, les calculs de rentabilité ont été établis comme s'il s'agissait de créer une nouvelle unité de production alors que dans la réalité l'investissement devrait augmenter la capacité de la malterie de Bukavu.

Or, par rapport à un investissement nouveau, cette dernière opération aménagera certainement de meilleures conditions de rentabilité en diminuant l'incidence des amortissements et des coûts administratifs sur le prix de revient.

Même si le taux de rentabilité restait inférieur à 16 %, le projet mériterait d'être retenu pour l'efficacité sociale considérable que sa réalisation pourrait avoir dans le cadre économique de la Région des Lacs à travers ses effets d'entraînement sur le secteur agricole. Le rapport de la valeur ajoutée locale au montant investi, qui mesure les effets induits par l'investissement dans l'économie globale serait élevé :

Cap. A : 57 %

Cap. A' : 74 %

Cap. B : 68 %

Quant à l'épargne brute en devises, elle est aussi considérable :

Cap. A : 48 MFB/an

Cap. A' : 70 MFB/an

Cap. B : 87 MFB/an

N° 3 ENGRAIS AZOTES

Demande

Au cours des années 1953-1958, qui est la dernière période représentative de la consommation d'engrais azotés du Congo, du Rwanda et du Burundi, les importations ont augmenté dans le rapport 1 à 44 pour atteindre 4.860 T en 1958. Une extrapolation de la demande sur base d'un doublement quinquennal de la consommation donne les résultats suivants :

1970 : 9.000 T

1975 : 18.000 T

Ces chiffres sont exprimés en tonnes d'azote, dont le poids est, en gros, 4 fois moins élevé que celui des engrais azotés.

Offre

Il n'existe pas encore de production locale d'engrais azotés.

Localisation

Il est proposé de situer l'unité d'engrais azotés au bord du Lac Kivu. L'existence de l'important gisement de gaz méthane - qui est une matière première de choix pour la synthèse de l'ammoniac - est un des facteurs qui militent en faveur de ce site. Malgré les problèmes techniques que pose l'exploitation du gaz dissous à grande profondeur, les perspectives offertes ont été jugées assez intéressantes pour que le Congo, le Burundi et le Rwanda aient conclu un accord portant sur l'étude en commun de l'extraction économique du gaz et sur son emploi comme matière première dans un complexe chimique, comprenant au minimum une unité de production d'engrais azotés. D'autre part, la localisation au bord du lac Kivu est justifiée par la proximité de débouchés importants. La Région des Grands Lacs est, en effet, très peuplée et pourrait devenir un centre d'élevages et de cultures intensifs qui sont gros consommateurs potentiels d'engrais azotés.

Un dernier argument important est la proximité de l'Ouganda, producteur de superphosphates. Azote contre phosphate, l'échange serait profitable aux deux pays.

Production et capacité de production

Le produit serait du nitrate d'ammonium granulé (NH_4NO_3) livré en sacs de 100 kgs.

Deux capacités de production ont été calculées. La plus faible, correspondant à la plus petite échelle de production rentable est de 50 T d'ammoniac par jour, soit 13.000 T d'azote par an. Mais, si l'on admet l'hypothèse d'un doublement de la consommation tous les 5 ans, il semble logique d'admettre une capacité de production égale à 2 et même 3 fois le niveau qu'atteindra la consommation au moment de la mise en route de l'usine. La seconde capacité retenue est donc de 100 T d'ammoniac par jour, soit 26.000 T d'azote par an.

Investissement

Capacité A : 50 T ammoniac/jour : 593,36 MFB
Capacité B : 100 T ammoniac/jour : 929,22 MFB

Commentaire de synthèse

Dans l'une ou l'autre capacité envisagée, le projet engrais azotés s'avère rentable au sens strict (a). La plus grande échelle de production permettrait même de dégager un profit annuel net de 9 % par rapport à l'investissement. Les effets sur la balance des paiements se mesurent par l'économie annuelle de devises qui, s'élevant à 264 MFB/an (capacité B), permettrait de récupérer la partie de l'investissement faite en devises en 2,5 ans. La valeur ajoutée locale s'élèverait à 400 MFB/an.

Mais c'est surtout du rôle qu'il peut jouer dans l'expansion de la consommation d'engrais que le projet tient son importance économique et sociale. Le rendement marginal de l'utilisation des fertilisants est énorme sur des sols qui, jusque là, ne connaissaient que la jachère comme moyen de reconstitution. Dans les régions à forte densité démographique, où les populations émergent à peine du malthusianisme, l'effet sur les revenus d'une augmentation de la productivité agricole peut être tel que l'utilisation d'engrais devient une condition nécessaire de l'élévation du niveau de vie des masses paysannes.

N° 4 TANNERIE (BOVINS ET CAPRINS)

A. Caractéristiques économiques du projet

Demande

La consommation en peaux du Rwanda et du Burundi s'élève à 50.000 peaux de moutons et de chèvres; elle satisfait les besoins des cordonneries et de l'artisanat en général. En dehors de cette faible demande, la totalité des peaux commercialisées au Rwanda et au Burundi est destinée à l'exportation.

Offre

Vu la persistance des institutions archaïques, la fréquence des abattages au Rwanda et au Burundi n'est pas en rapport avec l'importance numérique du cheptel.

-
- (a) L'hypothèse implicite est, bien sûr, que l'échelle de production donnée est utilisée au rendement optimal. Avec un marché de 26.000 T, cela signifie que l'usine de capacité B devra exporter 1/5 de sa production pendant un certain temps.

En 1965, le commerce de peaux a porté sur 150.000 peaux de bovins, 248.000 peaux de caprins et 148.000 peaux d'ovins. Ces statistiques sont cependant assez aléatoires, car il existe actuellement une fraude importante avec l'Uganda et la Tanzanie.

B. Caractéristiques spécifiques du projet

Localisation

L'importance du cheptel existant dans la Région des Lacs a été l'élément déterminant du choix de cette zone comme lieu d'implantation de la future tannerie.

Production et capacité de production

Pour le traitement de la peau de bovin, trois capacités de production sont envisagées :

- 37.500 peaux (150/jour) : capacité A
- 75.000 peaux (300/jour) : capacité B
- 150.000 peaux (600/jour) : capacité C

Pour le traitement des peaux de chèvres et de moutons, la capacité de production prévue est de 450.000 peaux.

Ces capacités exigeront un approvisionnement en peaux de loin supérieur à celui qui existe pour l'instant.

C. Commentaire de synthèse

Les investissements requis par la tannerie de peaux de caprins varient suivant le traitement que l'on fait subir aux peaux. La capacité étant de 450.000 peaux, si 150.000 sont préparées en basane naturelle et 300.000 pickelées pour l'exportation, l'investissement nécessaire sera de 57,45 millions FB. Par contre, si on prévoit également la teinture des 150.000 peaux en basane naturelle, l'investissement requis s'élève à 71,56 millions FB.

La tannerie des peaux de bovins est destinée à la fabrication de cuirs d'empeignes et de cuirs pour semelles. Les investissements nécessaires à l'implantation de cette tannerie sont respectivement de 62,3 millions FB, 92 millions FB et 127 millions FB pour les capacités A, B et C.

Parmi l'ensemble des exportations du Rwanda et du Burundi, les exportations de peaux occupent la 5e place. La valorisation des peaux de bovins permettrait de faire passer leur prix de vente de 150 frs à 750 frs, ce qui accroîtrait les recettes en devises. Si tous les cuirs tannés étaient écoulés à l'extérieur, le gain annuel en devises s'élèverait à 68 millions FB pour la capacité C de la tannerie de peaux de bovins et à 12,5 millions FB pour les peaux de caprins et ovins.

N° 5 PYRETHRINE

A. Caractéristiques économiques

Demande

La demande des insecticides ménagers de prix élevé - dont la pyréthrine - est en forte expansion dans les pays industrialisés qui en sont les principaux consommateurs. Cette hausse de la demande est appelée à se poursuivre avec l'élévation du pouvoir d'achat dans ces pays, où la bombe aérosol se substitue rapidement aux insecticides traditionnels.

Offre

Le pyrèthre a toujours été exporté vers les pays industrialisés sous forme de fleurs séchées malgré la forte incidence du coût de l'emballage et de l'expédition sur le prix de vente. Cet obstacle commercial a provoqué une baisse de la production du pyrèthre au Rwanda, bien que toutes les conditions soient réunies pour en permettre l'augmentation. C'est ainsi que les spécialistes estiment qu'il est possible d'atteindre, en 1970, une production de 2.500 tonnes de fleurs séchées (contre 762 en 1960).

B. Caractéristiques spécifiques et techniques du projet.

Localisation

L'usine doit être située à proximité de ses sources en pyrèthre, électricité, combustible et main-d'oeuvre et être d'un accès facile. En tenant compte de l'ensemble de ces conditions, il est proposé de situer l'usine à Mukingo, sur la route Ruhengeri-Kisenyi. Cette localisation n'est pas mise en question par la reprise d'activité de l'usine de Goma.

Production et capacité de production

L'usine prévue contient tous les stades de transformation de la fleur fraîche à l'extrait de pyrèthrine raffiné sous une teneur de 25 % de pyrèthrine: séchage, broyage, extraction, distillation et raffinage.

La capacité prévue est de 3.000 tonnes de fleurs.

Investissements

Les investissements nécessaires s'élèvent à 60 MFB dont 27 % soit 16 MFB peuvent être faits en monnaie locale.

C. Commentaire de synthèse

La valorisation nationale de la production nationale du pyrèthre permettrait de supprimer les pertes que provoque son exportation sous forme de fleurs séchées et non sous forme d'extrait. En effet, outre les importantes rentrées en devises qu'il procurerait au Rwanda, le traitement sur place rendrait possible une extension considérable de la culture du pyrèthre dans un pays où les éléments sont favorables à cette culture :

- les terres du Nord du Rwanda sont propices, agronomiquement parlant, à la culture du pyrèthre;
- la teneur des fleurs en pyrèthrine y est élevée;
- la forte densité de la population dans cette région ne pose aucun problème pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre (une production de 2.500 tonnes de fleurs séchées permettrait une mise au travail de 4.000 paysans).

N° 6 PRODUITS CERAMIQUES

Demande

Le ralentissement des constructions au Congo à partir de 1959 et la substitution de certains articles plastiques ou en fibro-ciment, aux dalles, carreaux et équipements sanitaires ont provoqué ces dernières années une contraction importante de la demande.

Il est probable cependant que le processus accéléré d'urbanisation, la hausse du niveau de vie et la reprise des constructions permettra de retrouver le niveau de consommation antérieur à 1960. Les débouchés annuels moyens étaient alors de :

- 4.645 T pour les dalles
- 664 T pour les appareils sanitaires
- 596 T d'articles de ménage.

Les grands centres consommateurs sont les foyers industriels de Kinshasa et de Kisangani.

Offre

Il n'y a actuellement aucune production industrielle d'articles céramiques à base de kaolin au Congo, au Burundi ou au Rwanda.

Localisation

La localisation est conditionnée par la présence de kaolin. Celui-ci a été repéré à la fois au Mayumbe et à Bujumbura.

Faute de renseignements suffisamment précis quant à la qualité et la quantité des ressources disponibles, le choix de la localisation reste soumis à des études préalables sur les avantages comparatifs des deux sites.

Investissements

Coût de l'investissement : ± 140 M dont ± 51 % en devises.

Capacité de production

Sur base des importations dans les années antérieures à 1960 et des perspectives d'expansion de la demande, il a été retenu une unité de production intégrée pouvant fabriquer annuellement :

- 3.000 T de carreaux céramiques
- 1.000 T d'appareils sanitaires en céramique
- 1.000 T de vaisselle en faïence.

L'usine travaillerait à un poste pendant 250 jours/an. L'intégration de ces diverses productions dans la même unité permettra de rentabiliser la vaisselle et les sanitaires dont le marché n'atteint pas le seuil minimum de production.

Le seuil de rentabilité de l'entreprise se trouverait à 52 % de capacité.

Commentaire de synthèse

Les contraintes de la dimension du marché et le seuil technique minimum ne permettent la création que d'une seule fabrique d'articles céramiques pour l'ensemble du Congo-Rwanda-Burundi.

Toute autre chose restant égale, le choix de Bujumbura comme lieu d'implantation de l'usine se justifierait par la souci de valoriser les ressources naturelles et d'employer la main-d'oeuvre de la Région des Lacs. La valeur ajoutée localement s'élèvera à 38 M/an soit 27 % des investissements initiaux.

Le nombre d'emplois créés directement (surtout pour l'extraction du kaolin) dépasserait le millier.

Pour le Rwanda et le Burundi, ce sont là des chiffres importants; à l'échelle du Congo, par contre, ils sont insignifiants. Dans ce dernier pays d'ailleurs, l'efficacité du capital est bien supérieure au faible taux de rentabilité de l'entreprise projetée. En contre-partie de l'installation de l'usine à Bujumbura, le Congo devrait voir ouvrir pour ses industries les débouchés de la Région des Lacs. Moyennant des accords de clearing sur le règlement de dettes réciproques entre lui le Rwanda et le Burundi, le Congo pourrait réaliser ainsi une substantielle économie de devises. Elle serait de nature à compenser largement l'incidence de la hausse des prix due au renforcement nécessaire des droits de douane sur certains articles.

N° 7 ATELIER CENTRAL

L'objectif du projet en cause ici est de concourir à une division du travail aussi poussée que possible à l'intérieur du noyau industriel dont l'implantation est proposée à Bujumbura. Il s'agirait de créer un atelier central spécialisé dans l'entretien et la réparation des équipements afin de dispenser les entreprises du pôle d'affecter d'importantes ressources à l'installation de leur propre atelier, ce qui exigerait un équipement coûteux et un personnel hautement qualifié.

Bien entendu, ce type d'investissement doit être apprécié au plan du rendement social, en tant que facteur d'intégration

et catalyseur d'économies externes au sein d'un réseau industriel, non au plan de la rentabilité privée. Il faut admettre, en effet, que le prix de revient des travaux effectués dans l'atelier central seront relativement élevés :

- a) Les pièces à fabriquer d'une grande diversité, sont produites chacune en quantité limitée.
- b) Les ateliers doivent être suréquipés en vue d'effectuer occasionnellement des réparations ou des fabrications qui demandent à être effectuées d'urgence sous peine de causer un manque à gagner important.
- c) Les ateliers de réparation se trouvent dans l'impossibilité pratique de travailler à la chaîne; les machines sont de type universel, aux dépens évidemment de la productivité.
- d) Il est pratiquement impossible de prévoir les besoins futurs en pièces détachées, réparations, etc... Si bien que la capacité de production risque d'être mal adaptée aux besoins. Toutefois, ce risque est réduit si l'on crée un atelier de dimensions minima.

Le problème de la rentabilité se pose d'ailleurs ici en d'autres termes que dans les entreprises industrielles ordinaires. Pour être rentable, il n'est pas requis que l'atelier produise ses pièces de rechange au même prix que les pièces importées. La rentabilité est assurée lorsque le prix de revient des pièces fabriquées localement reste inférieur au prix des produits étrangers, augmenté du coût de transport et surtout du coût d'immobilisation du matériel pendant sa période de chômage.

N° 8 ARTICLES DE MENAGE EMAILLES

A. Caractéristiques économiques du projet

Demande

Durant les années cinquante, les importations d'articles ménagers n'ont cessé de progresser. La consommation d'articles de ménage connaît en effet une rapide expansion dans toute l'Afrique Centrale. Parmi ces articles, ce sont les émaillés qui ont le marché le plus étendu. En 1960, le marché normal du Congo, du Rwanda et du Burundi pour tous les articles de ménage était de 4 millions de pièces.

Offre

Au Congo, deux sociétés fabriquent des articles en émaillés : la CHANIC (capacité de 5.000 pièces par mois) et la FNMA (capacité de 3.000 pièces par jour).

Au Rwanda et au Burundi, il n'y a pas d'offre locale d'articles en émaillés.

Débouchés libres

La progression démographique élargira le marché des articles en émaillés d'ici 1975. Sur base de 4,8 habitants par famille, le nombre de ces dernières passera de 2.187.400 en 1965 à 2.812.500 en 1970/75. En supposant stable le nombre d'ustensiles utilisés par foyer, les débouchés qui seront libres en 1975 s'élèvent à 2.131 tonnes par an.

B. Caractéristiques spécifiques du projet

Localisation

La future usine serait localisée à Kigali. Vu l'absence de concurrent dans son environnement proche, l'aire de son marché s'étendrait également sur une partie du bassin économique de Kisanani et sur certaines régions de la Tanzanie, situées à proximité de la frontière du Rwanda et du Burundi.

Production et capacité de production

Deux capacités de production ont été envisagées, l'une de 2.000 T/an et l'autre de 4.000 T/an. Vu la dimension du marché, seule une émaillerie d'une capacité de 2.000 T par an serait rentable.

Commentaire de synthèse

Basé sur un prix de vente de 35 frs/kg, le chiffre d'affaires d'une émaillerie de 2.000 Tonnes serait de 68,6 MFB (a), ce qui permettrait de réaliser un profit de 10,07 MFB. Dans ces conditions, l'investissement requis s'élevant à 85,77 MFB, la rentabilité atteindrait 13 % seulement de cet investissement.

Ce projet contribuerait à créer 205 emplois nouveaux et une valeur ajoutée locale de 20,16 MFB.

(a) On évalue à 2 % les pièces refusées et les malfaçons.

N° 9 OUTILS MANUELS

Demande

Les débouchés actuellement ouverts à l'Import Substitution (c'est-à-dire, le volume des outils qui ne sont pas fabriqués sur place, mais qui, techniquement et économiquement, pourraient l'être) s'élèvent à 1.000 T de petit outillage; une augmentation de 250 T a été prévue d'ici à 1975. A cette date, les débouchés libres qui s'offriraient à une nouvelle entreprise seraient donc de 1.250 T.

Offre

En dehors de deux fabricants de produits métalliques qui ont adjoint les hoes et les machettes à leur gamme de produit, il n'y a pas de fabrication de petit outillage manuel au Congo, au Rwanda et au Burundi.

Investissement

Capacité A : 52 MFB

Capacité B : 66 MFB

Localisation

Bujumbura

Production et capacité de production

L'unité envisagée produirait 5/12 d'outils agricoles et horticoles,

4/12 de pioches, haches, marteaux,

3/12 d'outils à main (clefs, pinces, tenailles).

Deux capacités sont prévues :

Capacité A : 600 T/an (un poste de 8 h par jour, 250 jours par an) (seuil de rentabilité minimum : 90 %)

Capacité B : 1.200 T/an (deux postes de 8 h par jour, 250 jours par an) (seuil de rentabilité minimum : 52 %).

Commentaire de synthèse

On remarquera à la lecture du calcul de rentabilité que le profit brut (déduction non faite des taxes, impôts et intérêts sur le capital emprunté) est de 13 % seulement par rapport à l'investissement. Selon les conventions adoptées dans le présent rapport, le projet doit donc être considéré comme inframarginal. Cependant, en soutien des efforts qui doivent impérieusement être entrepris pour augmenter la productivité du travail humain dans la Région des Lacs, il est apparu qu'une manufacture locale d'outils agricoles serait un instrument des plus utiles.

Les travailleurs agricoles de cette région sont fortement ancrés dans leurs habitudes traditionnelles, ils répugnent à utiliser de nouveaux instruments de travail. La demande doit donc véritablement être créée. Pour ce faire, il serait souhaitable d'instaurer une étroite collaboration entre un encadrement agricole - qui déterminerait les spécifications d'outils adaptées aux utilisateurs, aux modes d'intervention et aux méthodes culturales - et une unité de production capable de saisir la spécificité des besoins et de réaliser des séries expérimentales. Or, seule une entreprise locale pourrait remplir ces fonctions avec la souplesse voulue et assurer une diffusion optimale des nouveaux outils. Ces considérations ont entraîné le maintien du projet malgré son faible taux de rentabilité. Quelques autres caractéristiques économiques du projet renforcent cette décision : la valeur ajoutée locale résultant de ses opérations serait de 19 MFB; le nombre d'emploi créé s'élèverait à 167, l'épargne brute en devises serait de 12 MFB par an.

N° 10 SAVONNERIE

Demande

Dans la Région des Lacs, au niveau de consommation actuel de 0,5 kg de savon par tête et par an, et dans l'hypothèse pessimiste d'une stagnation du niveau de vie, la seule poussée démographique fournira en 1970 un débouché de 5.000 T/an et de 6.000 T en 1975 (12 millions d'habitants).

Offre

Les capacités de production actuellement installées dans la Région des Grands Lacs se situent autour de 6.000 T et sont largement excédentaires par rapport aux besoins actuels. Les installations des entreprises actuelles sont cependant généralement vé-

tustes et produisent des savons de médiocre qualité. Celle-ci et le niveau élevé des prix sont un frein à l'expansion de la demande.

Localisation du projet

Bujumbura. Ce choix s'indique par les possibilités d'extension de la culture du palmier *Elaëis* dans la plaine en bordure du Tanganyika.

Capacité de production

Deux capacités sont envisagées :

Cap. A : 5.600 T de savons de ménage

300 T de savons de toilette.

Le travail se fait en deux équipes pendant 250 jours/an.

Cap. B : Le double.

La matière principale sera l'huile de palmiste.

Seuil de rentabilité : Cap. A : 39 %

Cap. B : 22 %

Investissement

Cap. A : 103 M dont 63 % en devise

Cap. B : 156 M dont 63 % en devise

Commentaire de synthèse

Il s'agit de substituer à l'ensemble des petites savonneries vétustes ou artisanales existant actuellement au sein de la Région des Lacs, une nouvelle unité de production moderne capable de subvenir à elle seule aux besoins du marché du Burundi, du Rwanda et du Kivu.

Grâce à l'amélioration de la qualité des produits et à la baisse des prix, due aux économies d'échelle, le marché du savon sera élargi.

L'importance des débouchés prévisibles en 1975 justifie l'implantation d'une capacité de 6.000 T.

Le taux de rentabilité de cet investissement serait de 19 % et la valeur ajoutée localement atteindrait le chiffre ap-

préciable de 46 M.

Pour que ces résultats puissent cependant être atteint, il faudra réduire l'actuelle pénurie en oléagineux pour la consommation alimentaire de façon à en réduire les prix actuellement trop hauts.

N° 11 ARTICLES EN PLASTIQUE

Offre

Les seuls articles fabriqués dans la Région des Lacs sont les chaussures. La société BATA de Bujumbura a une capacité de 600.000 paires/an.

Demande

L'évolution dans les pays africains montre que les produits plastifiés se substituent avantageusement et d'une façon croissante à une foule de produits manufacturés ; le taux de croissance de la demande atteint généralement 10 % l'an.

Les rares données statistiques disponibles ne permettent pas de se faire une idée de la dimension du marché du bassin des Grands Lacs. Faute de mieux, la meilleure base d'estimation est fournie par l'Ouganda, pays dont les caractéristiques de revenu et de population sont proches de celles du Rwanda et du Burundi. La consommation par tête y est de 160 g.

Cela veut dire qu'avec un marché de 10.000.000 d'habitants, en 1970/75, le bassin économique des Grands Lacs absorbera 1.600 T de matière plastique dont $\pm 10\%$ c'est-à-dire 160 T d'articles locaux produits par injection.

Localisation

Kigali

Capacités de production

Capacité A : 130 T par an

Capacité B : 520 T par an

Les produits fabriqués sont des pièces en matière thermo-durcissable, souples, demi-souples ou dures. Il s'agit d'articles de ménage : crochets, porte-manteaux, gobelets, seaux etc... et de pièces industrielles (pour radios - accessoires techniques etc...).

Seuil de rentabilité de la Cap. A \approx 48 %

Seuil de rentabilité de la Cap. B = 37 %

Vu l'étroitesse des débouchés libres en 1970/75, c'est la réalisation de la plus petite capacité qui semble la plus indiquée.

Investissements

Capacité A : 13,23 millions dont en devises = 79 %

Capacité B : 50,53 millions dont en devises = 81 %

Commentaire de synthèse

En dépit de la présence au Congo de la capacité de production largement suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins actuels du Congo, du Rwanda et du Burundi, l'implantation d'une petite unité produisant des articles en plastique divers dans la Région des Grands Lacs, éloignée des centres producteurs, se justifie. L'incidence du coût de transport sur les prix de ces produits relativement volumineux et généralement de faible valeur unitaire pousse en effet à la dispersion géographique de cette industrie.

Le marché des plastiques dans la Région des Grands Lacs se verrait par ailleurs spontanément élargi par la baisse des prix que permettrait une production locale bon marché.

Dans le cadre de la capacité de 130 T/an, la rentabilité de l'investissement serait de 17 %. La valeur ajoutée localement resterait faible puisqu'elle n'atteindrait que 3,31 M; de même, l'économie annuelle de devises serait de 2,86 M.

Si la dimension du marché permettait par contre l'installation de la capacité de 530 T, le taux de rentabilité de l'investissement serait porté à 24 % tandis que la valeur ajoutée localement se monterait à 13,75 M et l'économie de devises à 8,56 M.

N° 12 BOITES A CONSERVES

Demande

Ce projet a été conçu pour approvisionner la demande intermédiaire des conserveries de poissons, viandes et tomates, de l'huilerie et de la confiturerie que l'on envisage d'implanter dans la Région des Lacs.

Les besoins totaux de ces entreprises ont été évalués à 17,5 M de boîtes métalliques par an.

Offre

Il n'y a pas d'offre d'origine locale sur la marché de la Région des Lacs. Cependant, deux firmes fabriquant des peintures à Bujumbura produisent elles-mêmes les emballages dans lesquels elles conditionnent leurs produits.

Débouchés libres

Les débouchés pour le projet d'emballage métallique sont de 17,5 m de boîtes de contenances diverses par an.

Localisation

Le projet devrait être localisé le plus près possible des utilisateurs d'emballages, c'est-à-dire à Bujumbura, située au bord du lac et à l'extrémité de la plaine de la Ruzizi.

Production et capacité de production

Seules les boîtes rondes seraient fabriquées à l'exclusion des boîtes angulaires ou ovales. Les boîtes destinées à l'huilerie seraient dotées d'un goulot fermé par une capsule. Selon les besoins les emballages auraient une contenance de 283 gr, 333 gr, 450 gr ou 850 gr.

Deux capacités de production ont été envisagées :

Capacité A : 13,5 M de boîtes (seuil de rentabilité minimum : 31 %)

Capacité B : 17,5 M de boîtes (seuil de rentabilité minimum : 22 %).

Investissements

Capacité A : 40,21 MFB

Capacité B : 45,87 MFB

Commentaire de synthèse

Dans la capacité B, le taux de rentabilité de l'unité envisagée promet d'être élevé : 41 %. On pourrait donc songer à diminuer le prix de vente de certaines boîtes pour aménager de meilleures conditions de rentabilité aux entreprises utilisatrices d'emballages métalliques.

Le calcul révèle qu'une baisse de 3 à 1 Fr du prix des boîtes destinées à la conserverie de viande et de 3,25 à 2 Frs pour les boîtes destinées à la conserverie de tomates laisserait à la fabrique d'emballages un profit brut de 19,7 %. Cet ajustement serait d'autant plus recommandable que l'importance du coût de l'emballage est très grande dans le prix de revient des entreprises en cause.

N° 13 BOUTEILLERIE

Demande

La demande prise en considération est celle des brasseries, limonaderies et laiteries de la Région des Lacs. En 1975, elle a été évaluée entre 4 et 5 M de bouteilles par an.

Offre

Il n'existe aucun producteur de bouteilles dans la Région des Lacs, l'approvisionnement en bouteilles est assuré à partir du Kenya pour le Burundi et le Rwanda et à partir de Kinshasa pour le Kivu.

Localisation

Le projet bouteille devrait être localisé à Gisenyi, à proximité d'importantes ressources en sable.

Production et capacité de production

Il a été prévu une capacité de production de 4,16 M de bouteilles de 0,75 cl d'un poids de 600 gr. Un calcul de renta-

bilité annexe a été établi pour une capacité de 8,32 M de bouteilles.

Investissements

Capacité de 4,16 M cols/an : 57,47 MFB

Capacité de 8,32 M cols/an : 82,77 MFB

Commentaire de synthèse

Le calcul de rentabilité pour la capacité inférieure a révélé un rapport entre le profit et l'investissement de 13,5 %. En toute rigueur, ce taux est inférieur au taux fixé, conventionnellement, à 16 % de l'investissement. Dans la réalité cependant, la marge entre les deux taux est trop faible pour justifier sans plus le retrait du projet. Bien au contraire, de solides justifications plaident en faveur de son maintien. En effet, la création d'une bouteillerie à Gisenyi dégagerait une importante épargne récurrente en devises rares; l'utilité de ces devises dans un usage alternatif peut être très grande et donc relève la productivité sociale de l'investissement qui permet de les économiser. L'épargne annuelle brute résultant de la suppression des bouteilles importées du Kenya peut être évaluée facilement : la consommation totale du Rwanda et du Burundi représentera, en 1975, 70 % des besoins totaux en bouteilles neuves de la Région des Lacs, soit 1.700 à 2.100 T par an. En valorisant le kg de bouteilles à 10 F, l'épargne brute serait de 17 à 21 MFB par an. L'épargne nette serait elle aussi très élevée puisque les calculs montrent que l'investissement en devises pourrait être récupéré en deux ans.

D'autres éléments sont intervenus en faveur du maintien du projet : le nombre d'emploi créé (92) et l'assurance pour les utilisateurs locaux d'être approvisionné régulièrement.

N° 14 JUS DE FRUITS CONCENTRE NON-SUCRE

Demande

Ce projet de jus de fruits concentré est destiné à substituer un bien intermédiaire d'origine locale aux importations d'extraits dans l'approvisionnement des limonaderies du Congo, du Burundi et du Rwanda.

La demande potentielle a été évaluée à 750.000 litres par an de jus d'oranges concentré à 1/6.

Une production de ce genre n'a pas encore été tentée dans la Région des Lacs, ni au Congo. La totalité des besoins peut donc être considérée comme débouché libre pour le projet.

Localisation

L'unité de production de concentrés devrait être située à proximité immédiate des plantations d'orangers qui seront localisées dans la plaine de la Ruzizi.

Production et capacité de production

Outre la fabrication de jus d'oranges concentré, l'usine pourra assurer l'extraction de l'huile contenue dans l'écorce des oranges et le traitement des déchets.

Les deux capacités envisagées sont :

Capacité A : 375.000 litres de jus concentré à 8 H/jour
durant 120 jours.

Capacité B : 750.000 litres de jus concentré à 16 H/jour
durant 120 jours.

Ces volumes de production exigeraient respectueusement 6.250 T (valeur 7.812.500 FB) et 12.500 T (valeur : 15.625.000 FB) de fruits.

Investissements

Capacité A : 77 MFB

Capacité B : 97 MFB.

Commentaire de synthèse

Grâce à d'excellentes conditions climatiques et écologiques, la Région des Lacs se prête au développement de l'agrumiculture. Ce projet de jus d'oranges concentré est conçu pour valoriser cette ressource potentielle en approvisionnant l'industrie du Congo, du Burundi et du Rwanda en matière première pour la fabrication de limonade.

Le taux de rentabilité du capital investi dans l'entreprise de transformation serait de 16,15% (capacité B) et la valeur ajoutée locale s'élèverait annuellement à 33 MFB. Les recettes nettes d'exportation vers le Congo atteindraient 32 MFB par an.

N° 15 CONFITURE D'ORANGES

Demande

Les importations de confitures de l'Union douanière Congo, Rwanda, Burundi atteignaient 1.000 T en 1959, au terme d'une expansion régulière. Tout en tenant compte du fléchissement très net de la consommation qui s'est manifesté depuis, la demande de 1975 a été évaluée à 1.500 T/an.

Offre

A part quelques petites entreprises de caractère tout à fait artisanal, la totalité des besoins sont couverts par les importations.

Débouchés libres

Le chiffre de 1.500 T globalise toutes les variétés de confitures. Il est probable que les confitures d'oranges interviennent pour 450 T dans cet ensemble. Cependant, il devrait être possible d'élargir jusqu'à 600 T les débouchés de la confiture d'oranges en introduisant une discrimination à l'égard des importateurs de confitures à base d'autres fruits.

Localisation

Les plantations frontalières destinées à approvisionner l'entreprise de transformation devraient être créées au Rwanda, en terrain montagneux. Outre qu'elle diminuerait au maximum l'encadrement étranger, cette localisation permettrait de compléter progressivement la gamme de production de l'entreprise par introduction de nouveaux fruits de base qui peuvent être cultivés sur place : fraises, goyaves, papayes.

Production et capacité de production

Le projet technique est conçu pour traiter les oranges uniquement.

La faiblesse de la demande implique le recours à une échelle de production semi-artisanale.

Capacité A : 300 T/an 8 h et 80 jours

Capacité B : 600 T/an 16 h et 80 jours.

Lorsqu'une certaine diversité de fruits de base sera disponible pour le traitement, il sera possible de faire fonctionner l'entreprise 160 jours par an à l'aide d'un très faible investissement additionnel.

Investissements

Capacité A : 10,52 MFB

Capacité B : 17,23 MFB

Commentaire de synthèse

Bien qu'au niveau d'utilisation de 80 jours par an, le projet se situe certainement dans la phase des rendements croissants, son taux de rentabilité est tel (25,2 % dans la capacité B) qu'un profit net se dégagerait encore après diminution du prix de vente ex-usine de 23,5 F/kg jusqu'à 20 F/kg de confitures. Cette diminution par rapport au prix des produits importés est recommandée ici parce qu'elle faciliterait la substitution partielle des confitures à base d'oranges aux autres variétés dans la consommation totale.

N° 16 CONSERVERIE DE TOMATES

A. Caractéristiques économiques du projet

Demande

Le montant des importations de purée de tomates a triplé entre 1950 et 1960. Cette expansion de la demande s'explique par l'accélération du phénomène d'urbanisation et par l'expansion des revenus monétaires.

La consommation moyenne de purée de tomates des années 1956-1959 a été de 75 grammes par habitant ou de 1.335 tonnes pour l'ensemble du Congo, du Rwanda et du Burundi. Si on tient compte uniquement de l'accroissement démographique, la consommation des trois pays sera de 1.800 tonnes en 1970 et 2.050 tonnes en 1975.

Offre

Il n'existe actuellement aucune conserverie de tomates ni au Congo, ni au Rwanda ni au Burundi.

B. Caractéristiques spécifiques du projet

Localisation

La localisation d'une conserverie de tomates s'impose à proximité du lieu de production de la matière première. La culture de tomates industrielles, qui a des exigences précises, est très prospère dans les régions alluvionnaires. La vallée de la Ruzizi présente donc les conditions nécessaires et constitue dès lors la localisation la plus favorable.

Production et capacité de production

L'implantation d'une conserverie de tomates nécessite un approvisionnement régulier en matières premières. Il faut donc envisager la création de grandes plantations pour assurer cet approvisionnement. La fabrication d'un kilo de concentré de tomates à 28 % exige le traitement de cinq kilos de tomates fraîches; dès lors une conserverie d'une capacité de production de 900 tonnes nécessite 4.500 tonnes de tomates soit 225 hectares de superficie cultivée (le rendement étant de 20 tonnes à l'hectare).

Deux dimensions ont été envisagées dans l'étude de la fabrication de purée de tomates. La capacité A permettrait une production de 900 tonnes (8 h par jour durant 80 jours) et la capacité B une production de 1.800 tonnes (16 h par jour durant 80 jours). Comme on le constate, la plus grande des deux capacités est inférieure à la demande probable de 1975 (2.000 T). On a retenu cette capacité de 1.800 T qui correspond au marché de 1970 à cause des contraintes d'approvisionnement auxquelles sera soumise l'usine projetée. L'installation d'une usine de 1.800 T/an exigera déjà 9.000 T de tomates soit l'aménagement de plantations d'une superficie de 450 hectares. On prévoit dans le projet une augmentation ultérieure de la production en agissant sur les approvisionnements.

L'investissement requis par l'implantation d'une conserverie de tomates de 900 tonnes a été évalué à 78,316 millions FB et celui requis par une conserverie de 1.800 tonnes à 120,046 millions FB.

Commentaire de synthèse

Une production de 1.800 tonnes, valorisée à 10 frs la boîte de 283 gr, permettrait de réaliser un chiffre d'affaires de 64 millions FB et un profit de 16 millions environ. Cette hypothèse

envisage un prix ex-usine de 10 FB la boîte de 283 grammes. Comme le projet envisagé est réalisé pour approvisionner l'ensemble du marché congolais et que le produit importé est vendu à 7 FB la boîte rendue Kinshasa, l'écoulement vers le marché Congolais exigerait une protection douanière supplémentaire de 45 %. L'abaissement du prix de revient de la production permettrait de concurrencer le produit importé en réduisant la protection douanière nécessaire. A cet égard, la diminution du prix d'achat des boîtes en fer étamé jouerait un rôle important. En effet, le coût des boîtes à conserves représente 55 % du coût des matières premières, 143 % du prix d'achat des tomates à transformer et 44 % du total des frais d'exploitation. Comme la rentabilité du projet de fabrication d'emballages métalliques est importante, un prix de 2 frs par boîte au lieu de 3,25 frs permettrait de réaliser une économie de 8 millions. De cette manière, le prix de revient de la boîte de 283 grammes serait abaissé de 7,48 frs à 6,23 frs pour la capacité B, ce qui améliore la rentabilité.

Le calcul du taux de rentabilité est également influencé par le montant des investissements pris en considération. A cet égard, un assouplissement des critères fixés pour le fonds de roulement relèverait la rentabilité du projet. Si on comprenait dans l'investissement 2 mois de stockage de produits finis au lieu de trois mois, le taux de rentabilité passerait de 13,4 % à 16 % pour un prix de vente ex-usine de 10 frs la boîte de 283 gr et de 11 % à 16 % pour un prix ex-usine de 8,50 frs (a). Ce prix ex-usine de 8,50 frs la boîte de 283 gr qui permet de réaliser le taux normal de rentabilité de 16 %, ne nécessiterait qu'une protection douanière supplémentaire de 20 %.

En toute hypothèse, les effets suscités dans l'agriculture par l'installation de la conserverie de tomates, seront très importants. Ce projet contribuera à mettre en valeur le potentiel agricole de la plaine de la Ruzizi et augmentera les revenus de la population occupée dans les plantations en distribuant 14,5 millions FB par an. En outre, le projet procurerait directement 200 emplois et il permettrait au Congo de réaliser une économie annuelle en devises de 59 millions FB. La valeur ajoutée locale serait appréciable (56 MFB).

(a) Voir en annexe les autres hypothèses envisagées.

N° 17 CONSERVERIE DE POISSON

Demande

La demande de conserves de poisson a connu une forte expansion entre 1953 et 1957 parallèlement à la hausse du revenu monétaire et à l'urbanisation accélérée des populations. Les importations atteignaient 6.875 tonnes en 1957 pour le Congo, Burundi et Rwanda ensemble.

Cependant, la consommation absolue par tête reste fort limitée notamment à cause de la cherté relative de la conserve par rapport au produit frais.

Les prévisions de la demande se fondent uniquement sur l'expansion démographique, supposant que les rations individuelles resteront équivalentes à ce qu'elles étaient en 1957. La consommation totale du Congo, du Rwanda et du Burundi serait alors de 7.320 tonnes en 1970 et de 8.280 tonnes en 1975.

Offre

Aucune conserverie de poisson n'existe à l'heure actuelle dans les trois pays en cause. Il faut noter cependant que la société PEMARCO envisage de créer à Banana (Congo) un complexe industriel pouvant produire 3.900 tonnes de conserves de poisson par an.

Débouchés libres

Il a été prévu que la demande totale du Congo, du Burundi et du Rwanda atteindrait 8.280 tonnes en 1975. A cette date, le projet PEMARCO sera vraisemblablement en mesure de produire à pleine capacité. Les débouchés libres seront alors de 8.280 tonnes - 3.900 tonnes = 4.380 tonnes. La capacité du projet proposé pour la Région des Lacs étant de 2.650 tonnes par an, il restera donc 1.730 tonnes pour les importations d'autres conserves.

Production et capacité de production

Le complexe est conçu pour traiter 5.265 tonnes de ndagala par an, soit une production annuelle de 2.632 tonnes de conserves.

Un département annexe traiterait les déchets pour obtenir de l'huile et de la farine. La capacité de production annuelle de

ce département serait de 325 tonnes de farine et 60,5 tonnes d'huile.

Localisation

Le site d'implantation proposé est Bujumbura afin d'être au plus près à la fois de la future usine d'emballages métalliques et des sources d'approvisionnement en poisson.

Investissements

L'investissement s'élèverait à 55,3 millions de FB dont 21,5 millions en devises.

Commentaire de synthèse

Avec un chiffre d'affaires de 70 millions de FB, l'usine de conserverie est destinée à devenir un élément non négligeable de l'économie manufacturière de la Région des Lacs. Déduction faite des frais d'exploitation en devises, les recettes de la production exportée vers de la Région des Lacs s'élèveraient à près de 60 millions de FB, ce qui permettrait de récupérer la part de l'investissement faite en devises en moins de cinq mois.

A l'intérieur de la Région des Lacs, les effets induits par l'investissement dans l'économie monétaire trouvent une expression dans le coefficient valeur ajoutée locale sur investissement qui, avec une valeur de 113 %, est parmi le plus favorable de tous ceux qui ont été calculés pour les projets de la Région.

N° 18-19 INTRODUCTION : PROBLEME DE LA VIANDE AU CONGO, AU RWANDA ET AU BURUNDI

A. Au Congo

Le marché de la viande au Congo se caractérise depuis 1960 par une diminution de l'offre tandis que sous l'impulsion de la croissance démographique et du phénomène de l'urbanisation, les besoins continuent de croître.

Les besoins

La consommation de viande (à l'exclusion des insectes) atteignait, en 1957, 109.000 T, soit une moyenne de 8 kgs par habitant et par an.

Sur ce montant, les apports de la chasse étaient deux fois plus importants que ceux des élevages de gros et petit bétail qui se montaient à ± 36.000 T (Production locale + importation).

Selon la FAO, la ration de viande nécessaire aux personnes vivant en milieu tropical s'élèverait à 13 kgs par an. Sur base de ce chiffre et d'une progression démographique de 40 %, les besoins théoriques du Congo en viande seraient en 1970 de 222.300 T. En supposant les apports de la chasse stabilisés depuis 1957, les besoins en viande d'élevage s'élèveraient alors à 105.300 T. En 1975, les mêmes besoins atteindraient 185.400 T. Dans l'hypothèse pessimiste d'une stagnation de la consommation de viande au niveau de 8 kgs par habitant, ces débouchés pour la viande d'élevage s'élèveraient en 1970 à 65.000 T et en 1975 à 86.400T.

En bref, dans la période 1970/75,

- a) les besoins théoriques en viande d'élevage devraient atteindre 4,5 fois le niveau de 1957;
- b) une évaluation réaliste basée sur une stagnation du pouvoir d'achat pendant la décennie peut prendre en considération une demande effective deux fois supérieure à celle de 1957. Cette croissance prévisible de la demande sera certainement encore renforcée par l'émigration massive des populations rurales vers les villes où se modifient leurs habitudes de consommation.

Offre

Jusqu'en 1959, les efforts des éleveurs congolais pour s'adapter à la croissance de la demande ont été constants et remarquables puisque la production de viande d'élevage est passée de 18.955 T en 1953 à 29.342 T en 1959.

Depuis 1960, cependant, le départ de nombreux européens, l'abattage inconsidéré des troupeaux dans les régions troublées et l'effondrement de l'encadrement sanitaire ont provoqués une baisse sensible de l'offre locale.

Dans ces conditions, sous peine de voir s'accroître le déficit en protéines animales dont souffrent déjà ses populations, le Congo devra recourir d'une façon croissante, dans les prochaines années, à des apports extérieurs.

B. Situation du Rwanda et du Burundi

En dépit d'un cheptel relativement important (+ 1.000.000 de bovins et 2.400.000 têtes de petit bétail), la consommation de viande au Rwanda et au Burundi est bien plus faible qu'au Congo puisqu'elle n'atteignait en 1959 que 18.600 T, soit une consommation de 3,7 kgs par habitant et par an.

Depuis lors, sous l'impulsion d'une croissance démographique de l'ordre de 3 %, la situation n'a cessé de s'aggraver. Si le petit bétail prend régulièrement plus d'importance, il n'a pu compenser la stagnation que connaît pratiquement le cheptel bovin depuis 1949. Si cette situation perdure, "l'étude globale (a) du développement du Rwanda-Burundi" estime que les populations de ces deux régions disposeraient en 1975 d'une quantité de viande par habitant de moitié inférieure à celle de 1950 qui était déjà dérisoire à l'époque.

L'étroitesse du marché de la viande au Rwanda et au Burundi s'explique conjointement par deux causes générales :

1. le caractère resté traditionnel des élevages qui fait que le paysan n'accorde que peu d'attention au rendement économique de ses bêtes. On notera particulièrement ici l'état sanitaire déplorable du cheptel, 50 % des bovins et 90 % des porcins sont atteints de cysticerose qui est l'affection la plus répandue.

2. la faiblesse extrême du pouvoir d'achat qui limite la consommation d'un produit relativement onéreux comme la viande.

Dans ces conditions, les remèdes à la situation sont à rechercher conjointement du côté de l'offre : amélioration des rendements quantitatif et qualitatif du cheptel (création d'un élevage intensif ou semi-intensif étroitement lié à l'agriculture) et du côté de la demande : hausse du revenu monétaire des populations. Dans ce sens, il importe de rechercher des modes nouveaux de valorisation du cheptel, capable de lui assurer dans le développement du produit national une part qui sera mieux en rapport avec son importance numérique actuelle. Il sera étudié ici la possibilité de créer dans la région des lacs : 1) une entreprise de surgélation de viande porcine de qualité dont les produits seront exportés vers les foyers industriels congolais. Le cheptel porcin actuel étant

(a) AESED : étude globale.

sans valeur économique, il faudra créer de toute pièce d'importants élevages industriels.

2) une conserverie de viande bovine dont les produits seront eux aussi expédiés vers Kinshasa et Lubumbashi. La taille de cette entreprise sera toutefois réduite de façon à éviter une ponction trop vive sur les faibles disponibilités en protéines animales des populations de la Région des Lacs.

N° 18 SURGELATION DE LA VIANDE PORCINE

Demande

a) Au Congo :

La consommation de viande porcine a doublé au Congo de 1953 à 1959 passant de ± 3.543 T à ± 7.049 T.

Grâce à la faveur croissante dont jouit cette viande, auprès des populations citadines, on peut prévoir que d'ici 1975, la progression va continuer et que la demande pour la viande porcine va suivre, sinon dépasser l'évolution prévisible pour la demande globale de viande d'élevage.

Dans l'hypothèse maximale d'une satisfaction des besoins théoriques, elle atteindrait ainsi cinq fois le niveau de la consommation des années 1957 à 1960 c'est-à-dire 28.000 T.

Dans l'hypothèse minimale d'une stagnation de la consommation de viande par tête, durant la décennie 1960-1970, elle atteindrait deux fois le niveau de consommation des années 1957/58 c'est-à-dire 14.000 T.

b) Au Rwanda et au Burundi :

La demande de viande porcine est fortement restreinte par la faible importance des élevages et la qualité médiocre de leur production.

La consommation, en dépit de variations périodiques, connaît une relative stagnation et peut être estimée à ± 1.700 T/an. Le débouché principal est l'auto-consommation par les éleveurs ruraux. Seul la faible proportion du cheptel relativement saine sert à l'approvisionnement des villes où la demande est en hausse.

Offre

a) Au Congo :

Très élastique, l'offre a pu s'adapter quantitativement à la demande et a plus que doublé de 1953 à 1959.

C'est la production des élevages aux mains des autochtones qui a connu la progression la plus spectaculaire; elle est passée de 1.529 T en 1953 à 4.517 T en 1959.

Les élevages européens ne représentent qu'un tiers du cheptel. Leur production, d'une qualité supérieure à celle des élevages africains, n'atteignait que \pm 2.400 T en 1959.

b) Au Rwanda et au Burundi :

Le cheptel porcin du Rwanda et du Burundi comptait en 1959 \pm 54.000 porcs aux mains des autochtones et \pm 2.700 porcs dans les missions ou les fermes européennes. La production annuelle de l'ensemble de ces élevages est estimée à 1.700 T/an.

Depuis 1960, le nombre de porcs aurait augmenté et atteindrait 64.000. De toute manière, l'état sanitaire déplorable des animaux et la mauvaise qualité du porc de race locale enlève toute valeur commerciale internationale au troupeau.

Débouchés libres

a) Au Congo :

Dans l'hypothèse la plus réaliste d'un doublement de la demande globale de viande porcine entre 1970-75, il faut s'attendre au minimum, à un doublement des débouchés pour la viande porcine de qualité. Celle-ci tend en effet, grâce à son prix inférieur à se substituer de plus en plus à la viande bovine.

Si l'on considère que la production de viande de qualité des élevages européens, qui atteignaient \pm 2.400 T en 1959, a fortement diminué depuis l'indépendance, les débouchés libres entre 1970/75 peuvent être estimés à \pm 5.000 T - 2.000 T (production locale) = 3.000 T.

b) Au Rwanda et au Burundi :

Une amélioration du rapport qualité/prix élargirait certainement les débouchés de viande porcine. Ceux-ci peuvent être estimés à deux fois le montant commercialisé en 1959 soit deux fois 381 T = 762 T.

Localisation

1) Entreprise de surgélation : en annexe de l'abattoir de de Bukavu.

2) Elevages destinés à fournir les approvisionnements nécessaires : au sud Kivu et surtout au Rwanda.

Production et capacité de production

Une seule capacité a été prévue; elle devrait permettre la surgélation de 3.000 T de carcasse de porcs de bonne qualité, destinés à combler les débouchés libres dans les foyers industriels congolais d'ici 1970/75. Le travail s'effectuera à une équipe pendant 300 jours de 8 h.

Sur base d'un rendement moyen de 75 %, pour des porcs de race améliorée pesant 80 kgs sur pieds, l'abattoir de Bukavu devra être capable de fournir annuellement à l'entreprise de surgélation 50.000 carcasses de 60 kgs.

Le seuil de rentabilité : 58,75 %

Investissements : 118 millions dont 40 % en monnaie locale.

Commentaire de synthèse

La réalisation du projet "surgélation" dans la Région des Grands Lacs se justifierait dans le cadre d'une coopération économique visant à une spécialisation interrégionale entre le Congo, le Rwanda et le Burundi en vue de l'élargissement général de leur marché.

La rentabilité de l'investissement serait de 16,86 %. Sur un chiffre d'affaires de 135 millions de FB, la contribution de l'entreprise à l'élargissement du marché des Grands Lacs, c'est-à-dire la valeur ajoutée localement, se monterait à 121 millions de FB dont 100 millions de FB de revenus distribués aux éleveurs de porcs.

La hausse du pouvoir d'achat qui en résulterait serait non seulement favorable aux activités locales mais élargirait aussi les débouchés que constitue la Région des Grands Lacs pour les industries congolaises.

Ces résultats ne pourront cependant être obtenus à partir de l'actuel cheptel porcin des Grands Lacs dont l'analyse a mis en évidence le manque de valeur économique. Aussi faudra-t-il prévoir parallèlement à la mise en oeuvre du projet, la création d'élevages modernes sous forme de coopératives d'éleveurs capables de fournir un porc répondant aux critères de qualité exigés sur les marchés congolais.

En général, la qualité de la carcasse dépend de la race du porc, des composantes de la ration et de la méthode d'engraissement. Aussi l'engraissement devra-t-il se faire à partir de porcs de race améliorée, tandis qu'un soin particulier devra être consacré à l'alimentation, afin qu'elle soit équilibrée et en rapport avec les besoins des animaux.

Au sein même de la Région des Lacs, le choix des élevages devrait dépendre du critère de la rareté relative des facteurs. Certaines régions du sud Kivu et le Rwanda ne disposent pratiquement plus de terre d'une fertilité élevée. L'organisation de l'élevage sous forme de coopératives permettrait la création dans ces régions d'activités rémunératrices incorporant peu de terre et beaucoup de main-d'oeuvre. En première approximation, il semble que les coopératives seront plus facilement créées au Rwanda. Au fur et à mesure de l'expansion du marché, elles pourraient être étendues au sud Kivu.

Quand au choix de Bukavu comme site d'implantation de l'entreprise de surgélation, elle se justifie d'abord par la préoccupation politique d'associer directement le Congo à une activité qui trouvera ses débouchés principaux dans les foyers industriels congolais; ensuite, par les facilités de transport qui existeront à partir de cette ville vers Lubumbashi et Kisan-gani.

Vu l'éloignement de la Région des Grands Lacs par rapport aux principaux marchés, il serait cependant souhaitable de créer une régie de distribution. Par l'élimination des intermédiaires, cette formule permettrait d'établir, à un niveau modéré, le prix rendu de la viande surgelée chez le détaillant. De cette façon des débouchés suffisants seraient garantis.

N° 19 CONSERVERIE DE VIANDE

Demande

En dépit d'une progression constante, la consommation de conserves et préparation de viande ne représente qu'une faible fraction ($+ 1/40$) de l'ensemble du marché congolais de la viande. Ainsi, en 1963, les importations atteignaient 2.700 T soit 50 % de plus qu'en 1959. Sur ce montant, 2.556 T concernaient les conserves de viande dont 1.253 T de corned beef.

La part restreinte des conserves dans la demande globale de viande s'explique surtout par leur prix relativement élevé par rapport à celui de la viande fraîche qui d'ailleurs répond mieux au goût des consommateurs.

Offre

La production congolaise de conserve et préparation de viande n'atteignait que 1.080 T en 1964. Sur ce montant, on peut estimer que la part occupée par les conserves de viande n'excédait pas 20 %. La partie prépondérante des besoins reste donc couverte par les importations.

Débouchés libres pour le corned beef

Sur base d'une production locale n'excédant pas 300 T depuis 1964, et des importations qui atteignaient 1.253 T en 1963, les débouchés actuellement libres pour le corned beef dépassent 1.000 T/an.

Localisation

Région économique des Grands Lacs, en annexe du nouvel abattoir moderne de Bujumbura.

Production et capacité de production

La production de la future conserverie serait de 1.075.760 boîtes de 0,340 kgs de corned beef correspondant à 355 T de viande nette, soit le traitement de 4.550 têtes de bétail de race locale du Burundi, pesant en moyenne 230 kgs sur pieds. Le travail se ferait à une équipe pendant 300 jours de 8 h.

Le seuil de rentabilité de l'entreprise est de 35 %.

La production serait principalement exportée vers les centres industriels de Kinshasa et de Lubumbashi.

Investissements

Le coût de l'investissement se montera à 26.665.000 Frs dont 58 % en devises.

Commentaire de synthèse

Le projet s'inscrit parmi les soucis de valorisation des avantages comparatifs potentiels de la Région des Grands Lacs afin d'y hausser le revenu monétaire et d'y développer le marché intérieur actuellement très restreint.

En dépit de la petite taille de l'entreprise, choisie afin de ne pas porter atteinte aux faibles disponibilités en protéines animales dans la Région des Grands Lacs, la valeur ajoutée localement serait de + 20 M par an. Le gain annuel en devises avoisinerait lui aussi cette somme tandis que le taux de rentabilité de l'investissement serait de 16,3 %.

Ces résultats financiers ne pourraient cependant être obtenus que moyennant un prix de vente ex-usine relativement élevé. Celui-ci ne pourra être maintenu que par un relèvement modéré des tarifs douaniers congolais sur le corned beef américain ou européen. En fait, cette solution ne peut être que provisoire; la véritable rentabilité économique de ce projet dépend à long terme de l'amélioration du cheptel bovin du Burundi dont les performances sont actuellement très médiocres. Diverses mesures devront donc être prises pour la promotion d'un élevage rationnel : éducation des éleveurs, meilleure alimentation du bétail, sélection et implantation de races améliorées, soins sanitaires attentifs.

N° 20 ALIMENTS POUR BETAIL

Demande

En dépit de l'importance numérique du cheptel au Rwanda et au Burundi, le marché des aliments pour bétail y est actuellement insignifiant dans la Région des Lacs. Les seuls centres consommateurs sont les stations zootechniques gouvernementales dont l'ensemble du troupeau ne dépasse pas 3.000 têtes de gros bétail.

Offre

Il n'y a actuellement aucune fabrique d'aliments concentrés pour bétail en activité dans la Région des Lacs.

Débouchés en 1975

En l'absence actuelle d'un marché, les débouchés doivent être étudiés d'un point de vue prospectif.

a. La future entreprise de surgélation va nécessiter en amont la création d'importants élevages porcins au Rwanda qui ne pourront trouver dans les maigres cultures fourragères locales un apport suffisant à leur engraissement. Ce dernier devra donc être intensif, c'est-à-dire à base d'aliments composés. En prenant comme base une consommation moyenne de 300 kgs de concentré par porc, l'engraissement annuel de 50.000 porcs ouvrira un débouché certain de 15.000 T.

b. La future conserverie de Bujumbura s'appuyera d'abord sur du bétail local non amélioré. A plus ou moins long terme cependant, la rentabilité et les possibilités d'extension de cette activité restent conditionnées par une amélioration des rendements du bétail qui sera obtenue avant tout grâce à une amélioration de son alimentation et notamment par l'adjonction de compléments concentrés durant la période de finissage. Ces progrès impliquent une modification des mentalités et des méthodes d'élevage qui ne pourra se faire que lentement. De plus, on ne dispose pas d'éléments suffisants pour les évaluer.

Localisation

Le choix de Bujumbura s'indique par la disponibilité locale de sous-produits industriels pouvant être incorporés comme matière première (drèche de brasserie, tourteaux d'oléagineux).

Capacité de production

Sur base des débouchés certains que constituera l'engraissement de 50.000 porcs au Rwanda, la capacité de l'usine projetée est de 15.000 T d'aliments concentrés pour porc, bovin ou volaille; soit une production journalière de 50 T à une équipe de 8 h pendant 300 jours.

Cette production pourra être doublée si le travail se fait à deux équipes. Il faut, en effet, tenir compte qu'à plus ou moins

long terme les besoins globaux dépasseront 15.000 T, notamment lorsque la demande de concentré pour bovins va se développer et se superposer à celle pour porcins.

Investissements

Ceux-ci se monteraient à 31.029.000 Frs dont 62 % en monnaie locale.

Commentaire de synthèse

En l'absence d'offre locale, la production d'aliments concentrés pour bétail s'intègre comme complément nécessaire à la réalisation du projet de conserverie et surtout du projet de surgélation de viande. Elle permettra en outre la valorisation de nombreux sous-produits des industries de Bujumbura actuellement mal ou non utilisés. Le taux de rentabilité de l'investissement sera de 17,72 %, tandis que la valeur ajoutée localement atteindra 56 millions de Frs pour passer à 57,6 M lorsque la farine de poisson pourra être produite sur place. Le montant des matières premières enrichissantes importées ne s'élèvera plus alors qu'à 11,8 MFr.

L'intérêt principal de ce projet réside cependant dans les incidences indirectes. La réalisation sera en effet une des conditions permissives qui facilitera dans la Région des Grands Lacs la promotion d'un élevage rationnel et économique basé avant tout sur une meilleure alimentation du bétail.

N° 21 HUILERIE DE PALME ET DE PALMISTE

Demande

La demande locale de matières grasses alimentaires, fortement élastique à cause de la pénurie qui règne dans la Région des Lacs, et les débouchés à l'exportation permettent d'évaluer le marché de 1975 à 15.000 tonnes d'huile de palme.

La demande intermédiaire de la savonnerie dont l'implantation est proposée dans la Région des Lacs, s'élèverait à 2.050 tonnes d'huile de palmiste.

Offre

La très faible production locale relève entièrement de méthodes artisanales. L'ensemble des besoins énumérés ci-dessus peuvent donc être considérés comme débouchés libres.

Localisation

L'huile de palme ne se conservant pas, il y a une contrainte technique qui pèse sur la localisation des usines de transformation. Celles-ci devront être implantées à proximité immédiate des plantations de palmiers.

Des ~~prospections~~ prospections pédologiques et hydrobiologiques devront encore être menées pour repérer les blocs les plus propices à la culture, mais il apparaît d'ores et déjà que la zone de Rumonge-Kigwera présente des conditions d'irrigation permettant la création de 3.000 hectares d'élaïs.

Production et capacité de production

Les calculs de rentabilité ont été établis pour deux usines de tailles différentes. Les capacités envisagées sont de :

Capacité A :	3.000 tonnes d'huile de palme
	535 tonnes d'huile de palmiste
Capacité B :	5.200 tonnes d'huile de palme
	930 tonnes d'huile de palmiste.

Pour couvrir les besoins totaux de la Région des Lacs, il est proposé de créer une usine de capacité A et deux usines de capacité B qui auraient ensemble une production de :

13.400 tonnes d'huile de palme
2.400 tonnes d'huile de palmiste.

En se basant sur un rendement moyen de 2,8 tonnes d'huile de palme à l'hectare, il faudrait donc mettre en culture 4.785 hectares de plantations de palmiers.

Investissements

Capacité A :	89,757 MFB
Capacité B :	115,578 MFB

Commentaire de synthèse

Les usines de transformation consommeront annuellement 67.000 tonnes de régimes de palme. Du point de vue du rendement social, il est indispensable que ces régimes soient produits en plantations modernes à gestion centralisée pour minimiser le coût de l'encadrement européen et à haute productivité pour économiser les superficies de culture. Il est donc proposé de créer des régies-palmier qui auront à organiser des plantations serrées, soigneusement irriguées et fertilisées.

Les frais de plantation seront sans doute assez élevés, mais pourront être compensés par des résultats appréciables si les conditions d'exploitation rationnelle sont satisfaites.

A pleine capacité, la production des huileries permettrait d'économiser annuellement 32,6 millions de FB (capacité A) plus 60,2 x 2 millions de FB (capacité B). La valeur ajoutée locale serait de 30,6 millions de FB (capacité B) plus 57,6 x 2 millions de FB (capacité B). Le taux de profit par rapport à l'investissement serait de 11 % pour une usine de capacité A et de 24 % pour une usine de capacité B.

62.- SYNTHÈSE DES CALCULS ÉCONOMIQUES - TABLEAU DES RATIOS

MFB = millions de francs belges

MUC = millions d'unités de compte

Région : Grands lacs

Réf.	Produits à fabriquer	Capacité annuelle	Investissement (I)		% de I en devises	Frais d'exploit. (E)		% de E en devises	Economie annuelle de devises		Nombre d'emplois créés	Nombre d'emplois créés par 20.000 uc	Investissement par emploi		Seuil de rentabil. minimum %	Frais fixes	I CA	Valeur ajoutée locale VAL			Rentabilité	
			en MFB	en MUC		en MFB	en MUC		en MFB	en MUC			en MFB	en MUC		E		en MFB	en MUC	VAL I	Profit I	Profit CA
(1) 1	Insecticides	3 M 1 - kg	57	1,140	53	62	1,24	95	10	0,2	13	0,23	4,4	0,088	27	5,9	0,8	10,3	0,206	18	15	13
2	Malterie	8.000 T à 70 %	82	1,537	42	44	0,889	7	48	0,958	16	0,19	5,13	0,103	46	16	1,80	47	0,932	57	8	13
		8.000 T à 100 %	91	1,823	38	61	1,216	5	70	1,393	16	0,17	5,69	0,114	33	12	1,25	67	1,345	74	13	17
		12.000 T à 83 %	123	2,453	36	76	1,513	5	87	1,746	16	0,13	7,69	0,154	31	11	1,34	84	1,684	69	13	17
3	Engrais azotés	13.000 T	593	11,86	72	124	2,48	35	165	3,300	102	0,17	5,8	0,012	53	52	2,7	159	3,180	34	15	42
		26.000 T	929	18,58	72	212	4,24	31	264	5,280	137	0,15	6,8	0,014	40	47	2,39	330	6,900	43	25	52
4a	Tannerie caprins	450.000 peaux(1 ^o qual)	57,45	1,15	39	29,75	0,595	21	28,35	0,567	62	1,1	0,92	0,018	61	29	1,65	27,4	0,548	43	8	14
		450.000 peaux(2 ^o qual)	71,56	1,431	40	31,79	0,636	21	30,75	0,615	93	1,3	0,76	0,015	61	31	1,9	29,6	0,592	41	8	15
4b	Tannerie bovins	37.500 peaux	62,3	1,246	53	22	0,44	35	20,12	0,402	102	1,6	0,82	0,012	65	43	2,2	19	0,380	30	10	22
		75.000 peaux	92	1,84	47	37	0,74	35	43,25	0,865	149	1,6	0,62	0,012	44	36	1,6	40	0,800	43	20	35
		150.000 peaux	127	2,54	49	61	1,22	38	89,50	1,790	209	1,6	0,62	0,012	26	26	1,14	78	1,560	62	40	46
(2) 5	Pyréthrine	159.500 kg	60	1,2	73	146	2,92	11	142	2,847	72	1,2	0,83	0,017	64	15	0,38	140	2,800	233	20	7,7
6	Céramique	3.000 T carreaux 1.000 T app. san. 1.000 T vaisselle	140	2,8	51	59	1,18	56	27	0,534	220	1,6	0,64	0,013	52	30	1,9	38,6	0,792	27	11	21
7	Atelier central	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Articles de ménage	2.000 T	85,77	1,72	52	58,53	1,171	79	3,58	0,072	205	2,5	0,40	0,008	37	36	1,18	20,16	0,403	25	13	12
		4.000 T	131,36	2,627	52	105,78	2,116	84	11,39	0,228	279	2,3	0,44	0,009	28	25	0,90	43,11	0,862	35	25	26
9	Outils à main	600 T	51,9	1,038	65	21,63	0,433	64	4,12	0,082	91	1,75	0,57	0,011	90	43	2,30	8,3	0,166	16	1	3
		1.200 T	65,88	1,319	60	36,06	0,721	68	11,93	0,240	167	2,50	0,4	0,008	52	33	1,50	19	0,380	29	13	19
10	Savon	5.300 T	103	2,060	63	54	1,080	56	29	0,580	44	0,42	2,30	0,046	39	22	1,40	40	0,800	39	19	27
		10.600 T	156	3,120	63	100	2,000	56	52	1,040	56	0,36	2,80	0,056	26	16	1,06	81	1,620	53	30	32
11	Plastiques	130 T	13,23	0,265	79	6,82	0,136	78	2,86	0,057	7	0,53	1,9	0,038	48	31	1,4	3,31	0,066	25	17	25
		520 T	50,53	1,011	81	24,20	0,484	84	8,56	0,171	14	0,47	3,5	0,070	37	30	1,39	13,75	0,275	27	24	33
12	Boîtes à conserve	13,5 M	40,21	0,804	60	43,13	0,863	91	17,5	0,350	46	1,12	0,90	0,018	31	14	0,74	14,84	0,297	36	27,5	20
		17,5 M	45,87	0,917	59	51,4	1,028	92	26,0	0,521	56	1,22	0,82	0,016	22	12	0,65	22,5	0,450	49	41	27
13	Bouteillerie	2.500 T	57	1,14	47	20	0,4	47,5	15,5	0,31	92	1,6	0,62	0,012	64	57	2,08	16,5	0,330	29	13,5	24
		5.000 T	83	1,660	47	31	0,62	52	34	0,68	139	1,7	0,60	0,012	40	52	1,51	34	0,680	42	29	43
14	Jus de fruit	375.000 L	77,13	1,543	57	19,04	0,381	37	13,56	0,271	43	0,55	1,79	0,036	31	11	3,73	14,89	0,298	19	5	18
		750.000 L	97,19	1,944	49	29,68	0,594	30	32,47	0,649	72	0,70	1,35	0,027	18	32	2,35	33,46	0,669	34	16	38
15	Confiture	300 T	10,52	0,210	32	5,31	0,106	13	5,66	0,113	14	1,33	0,75	0,015	43	25	1,49	6,00	0,120	57	17	25
		600 T	17,23	0,345	22	9,77	0,195	9	11,82	0,236	26	1,51	0,66	0,013	30	20	1,22	12,33	0,247	72	25	31
16	Conserves de tomates	900 T	78	1,566	35	26	0,526	14	9,77	0,195	109	1,39	0,71	0,014	52	28	2,45	27	0,541	34	7	18
		1.800 T	120	2,401	25	48	0,958	10	22,54	0,451	194	1,63	0,62	0,012	31	17	1,88	56	1,123	47	13	25
17	Conserves de poisson	2.700 T conserves 625 T farine 60 T huile	55	1,1	39	52	1,04	6	47,74	0,955	62	1,12	0,89	0,018	27	12	0,78	63	1,260	113	31	24
18	Surgélation viande	3.000 T	117,93	2,359	60	115,11	2,302	8	245,31	4,908	22	0,19	5,36	0,107	59	10	0,67	121,3	2,426	103	17	15
19	Conserves de viandes	366 T de viande nettes	26,665	0,533	58	19,41	0,389	17	15,78	0,316	41	1,56	0,64	0,013	35	29	1,12	19,52	0,390	73	16	18
20	aliments pour bétail	15.000 T	31	0,620	38	71	1,420	28	56,80	1,136	18	0,58	1,73	0,035	95	7	0,41	55,73	1,115	179	18	7
21	Huilerie (palme et palmita)	3.535 T	90	1,795	51	30	0,607	8	32,55	0,651	134	1,48	0,67	0,012	50	35	0,22	30,56	0,611	34	11	25
		6.130 T	116	2,312	60	42	0,842	10	60,20	1,204	146	1,26	0,79	0,016	45	27	0,17	57,64	1,153	50	24	40

(1) Autre alternative du même projet à Kinshasa

(2) les intitulés ne couvrant pas nécessairement les mêmes réalités que dans les autres projets (cfr.projet)

7.- LIAISONS INTER-INDUSTRIELLES ET INTERREGIONALES.

L'impossibilité d'établir un tableau des relations inter-industrielles pour les entreprises de la Région des Lacs dérive de la nature même du seul noyau industriel qui existe dans cette région, c'est-à-dire Bujumbura.

Bujumbura n'est pas un pôle de croissance, c'est un centre industriel inarticulé. Il n'y a pas d'industrie motrice et pas de flux économique entre les diverses entreprises. Celles-ci ont dans leur grande majorité une valeur ajoutée locale très faible. Elles sont étroitement dépendantes des marchés extérieurs, qu'il s'agisse des entreprises de conditionnement des produits d'exportation ou de celles qui se bornent à la formulation ou au conditionnement de produits importés. Les entreprises de Bujumbura sont donc juxtaposées sans liens d'interdépendance et étroitement liées au commerce d'import-export.

Les entreprises dont la création est envisagée dans cette étude ne modifieront pas sensiblement cet état de choses. La plupart devront soit valoriser des matières premières agricoles pour l'exportation vers les pays limitrophes ou l'outre-mer, soit transformer ou conditionner localement des matières premières importées.

Il s'agit donc plus d'une extension et d'une diversification du type d'industries existant aujourd'hui que d'une transformation de structures. Il y aura surtout une augmentation des effets en amont et une augmentation de la valeur ajoutée industrielle par rapport au prix des matières premières agricoles.

A cette règle générale, il y a deux exceptions notables : l'entreprise de fabrication d'emballages métalliques qui aura de nombreuses liaisons en aval avec les conserveries de produits végétaux et animaux, et l'huilerie de palmiste qui a pour but d'approvisionner la savonnerie projetée à Bujumbura.

Compte tenu de cette carence, il paraît utile de mentionner sous ce paragraphe, d'une manière générale, l'importance du réseau d'échanges qui est appelé à s'établir entre les entreprises et les marchés du Rwanda, du Congo et du Burundi.

L'aspect "équilibre des courants d'échanges" l'emporte ici sur l'optique des relations inter-industrielles et permet d'évaluer en approximation l'importance des flux de produits entre, d'une part les entreprises du Rwanda et du Burundi et les marchés des centres urbains congolais (C.U.C.), d'autre part les entreprises de ces centres urbains du Congo-Kinshasa et les marchés du Rwanda et du Burundi.

On met en valeur ainsi la capacité d'importation du Rwanda et du Burundi à partir des centres industriels congolais, à condition que l'accès de leurs produits aux marchés congolais les incitent à reconvertir leurs sources actuelles d'approvisionnement.

La capacité d'importation du Burundi et du Rwanda dérivée des projets peut être évaluée de la façon suivante : $Y = (a+b+c)-(d+e)$.

Y = capacité d'importation dérivée des projets

a = proportion du chiffre d'affaires des entreprises prévues qui peut être exportée vers les centres urbains congolais et les provinces congolaises autres que le Kivu (317,169 MFB)

b = exportations de produits finis fabriqués au Burundi et au Rwanda et exportés vers le Kivu (125,176 MFB)

c = matières premières achetées par le Kivu au Burundi et au Rwanda (143 MFB)

d = produits finis vendus par le Kivu au Burundi et au Rwanda (60,366 MFB)

e = matières premières vendues par le Kivu au Rwanda et au Burundi (60,757 MFB).

Au total :

$$Y = (317,169 + 125,176 + 143,000) - (60,366 + 60,757) = 585,345 - 121,123 = 464,222 \text{ MFB.}$$

On peut évaluer par ailleurs le montant des importations du Burundi et du Rwanda qui serait susceptible d'être fourni par des importations du Congo-Kinshasa. En 1964, ce montant a été évalué à 187,9 MFB pour le Rwanda et 225,8 MFB pour le Burundi, soit un total de 413,8 MFB. L'élévation espérée revenu par tête dans la décennie prochaine par rapport au niveau de 1965 peut être estimée à plus ou

moins 25 pour cent (cfr. ch. 23), sans que cette croissance permette de rejoindre le niveau du revenu par tête de 1959. Globalement, une hausse correspondante de la demande d'importation devrait amener la demande potentielle de produits congolais à environ 500 MFB.

Il y a donc une possibilité d'envisager pour 1970-1975 des courants d'échanges équilibrés entre les partenaires, ce qui devrait faciliter l'élaboration d'accords douaniers et de compensation.

Tableau 7.a.

a. Exportations du Rwanda et du Burundi vers les centres urbains congolais.			
Projet	N° du dossier	Valeur des exportations (MFB)	% du chiffre d'affaires
Engrais	3	88,400 (Kivu inclus)	40
Céramiques	6	59,720	80
Articles ménagers	8	17,150	25
Outils	9	29,304	66
Jus de fruits	14	36,304	80
Confiturerie	15	11,280	80
Conserverie de poisson	17	55,992	80
Conserves de viande	19	19,019	80
Total		317,169	
b. Produits finis achetés par le Kivu au Rwanda et au Burundi.			
Insecticides	1	24,323	30
Articles ménagers	8	17,150	25
Outils	9	4,440	10
Savons	10	24,600	30
Plastiques	11	3,003	30
Boîtes à conserves	12	20,800	boîtes destinées à la conserverie de tomates

Projets	N° du dossier	Valeur des exportations (MFB)	% du chiffre d'affaires
Bouteillerie	13	9,075	30
Jus de fruits	14	2,475	6
Confiturerie	15	0,846	6
Conserves de poissons	17	4,200	6
Conserves de viande	19	14,264	6
Total		<u>125,176</u>	
c. Matières premières achetées par le Kivu au Rwanda et au Burundi			
Malterie	2	35,750	voir dossier
Tomates	16	7,250	50
Viande surgelée	18	<u>100,000</u>	100
Total		<u>143,000</u>	
d. Produits finis vendus par le Kivu au Rwanda et au Burundi.			
Malterie	2	36,486	voir dossier
Tomates	16	7,680	12
Viande surgelée	18	<u>16,200</u>	12
Total		<u>60,366</u>	
e. Matières premières locales achetées par le Rwanda et le Burundi au Kivu.			
Engrais	3	20,100	50
Jus de fruits	14	7,812	50
Conserves de poisson	17	11,845	75
Viande surgelée	18	<u>21,000</u>	voir dossier
Total		<u>60,757</u>	

Tableau 7.b.

Importations du Rwanda et du Burundi en 1964, susceptibles d'être remplacées par des produits du Congo.

Dénomination des marchandises	Rwanda (francs)	Burundi (francs)
Tabac	3.317.775	7.300.000
Ciments	30.255.074	17.000.000
Explosifs	10.289.079	-
Allumettes	5.700.000 (a)	5.700.000
Caoutchouc et ouvrages caoutchouc	3.888.100	8.650.000
Papiers et cartons	7.712.091	7.400.000
Tissus de coton	12.207.060	22.620.000
Textiles artificiels et synthétiques	31.704.596	75.000.000
Sacs et sachets d'emballage	-	275.000
Chaussures	8.496.867	6.300.000
Produits sidérurgiques	19.036.571	13.550.000
Quincaillerie	2.525.000 (a)	2.525.000
Ouvrages de coutellerie et couverts	3.539.000	3.539.000 (b)
Cuivre	442.711	-
Bouchons-couronne	4.160.000 (c)	3.300.000
Piles et accumulateurs électriques	3.150.000 (a)	3.150.000
Appareils de radio	2.450.000 (a)	2.450.000
Autres appareillages électriques (lampes)	4.789.430	4.800.000 (b)
Camions	29.064.178	37.233.000
Cycles	5.125.957	5.100.000 (b)
Total	187.954.266	225.892.000
	413.846.266	

(a) Le chiffre du Burundi est repris, le marché du Rwanda étant comparable à celui du Burundi pour ce produit.

(b) Le chiffre du Rwanda est repris, le marché du Burundi étant comparable à celui du Rwanda pour ce produit.

(c) Cette évaluation est réalisée d'après le projet "bouteillerie" (Région des Lacs, n° 13).

8.- LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.

81.- MESURES SUR LES PLANS TECHNIQUE ET FINANCIER.**811. Energie.****a) Aménagements à prévoir.**

On a vu au chapitre 13 que les puissances installées dans la région sont suffisantes pour satisfaire les besoins actuels d'énergie électrique. Si, à court terme, la disette de courant électrique n'est pas à craindre, le développement de la consommation impose néanmoins certaines mesures à moyen terme. L'efficacité de ces mesures dépendra du degré de coopération des trois pays de la région. Avant d'émettre des suggestions sur les modalités de cette coopération, on examinera la situation dans chacun des pays.

Rwanda.

On prévoit que dès 1968, la capacité de la centrale de Ntaruka sera saturée par le développement de la consommation du réseau actuel. En plus des projets industriels dont on prévoit l'implantation, les principaux consommateurs qui vont se présenter sont les usines à thé de Mulindi, l'usine d'extraction de pyrèthrine de Ruhengeri et les mines de Gatumba et de Mwaka. Pour parer à une éventuelle disette de courant électrique, différentes possibilités d'accroissement du potentiel énergétique se présentent.

- Aménagement de la rivière Rusumu en amont du lac Bulara :

capacité de production : 15 millions KW par an

puissance : 3.000 KW pour une utilisation de 5.000 heures par an;

- Aménagement de la rivière Mukungwa au seuil du lac Luhondo :

capacité de production : 39 millions de KW par an

puissance : 7.700 Kw pour une utilisation de 5.000 heures par an.

- Aménagement de la rivière Nyawarongo.

Le but de cet aménagement est de mettre en valeur quelques 10.000 ha

de terres situées dans la vallée. Leur exploitation requiert un contrôle du débit de la Nyawarongo, qui doit être assuré grâce à la construction de deux ouvrages importants : un barrage réservoir situé à l'embouchure de la Nyawarongo et de l'Akanyaru et un tunnel d'évacuation de l'eau excédentaire, tunnel situé entre le lac Tshohoha et le lac Rugwero. La construction de ces ouvrages entraînera la création d'un lac couvrant des terres pratiquement inexploitable. Ces deux ouvrages permettent chacun de récupérer de l'énergie. La puissance qui pourrait être développée par le barrage Nord et le tunnel Sud est respectivement de 5.500 KW et de 15.000 KW. Avant de se prononcer sur la validité de ce projet, il importe de connaître les conclusions des études hydroélectriques qui sont en cours. En supposant que celles-ci soient favorables, le projet d'aménagement de la Nyawarongo présente l'avantage de favoriser à la fois le développement agricole et énergétique. De plus, comme on le verra plus loin, le Burundi doit trouver dans la réalisation de ce projet un avantage direct :

- Aménagement de la rivière Akagera (site de Rusumo). Comme la rivière Akagera est à cheval entre le Rwanda et la Tanzanie, l'aménagement de ce site requiert une coopération avec ce dernier pays. La mise en valeur de ce site est donc un facteur supplémentaire de collaboration entre le Rwanda et la Tanzanie. Cet aménagement aura une capacité de production de 87 millions de Kwh par an, avec une puissance de 10.000 kw.
- Projet de la ligne H.T. Mururu-Gikongoro-Gitarama-Kigali.

Aucun des aménagements décrits ci-dessus ne doit être réalisé avant 10 ans, si le Rwanda peut compter sur l'énergie produite à Mururu. Or, le Rwanda a sur cette centrale des droits fondés sur la propriété de la moitié des eaux de la Ruzizi. La solution qui s'impose dès lors est d'établir un réseau d'interconnection entre les centrales de Mururu, de Ntaruka et de la Nyawarongo au cas où cette dernière serait construite.

Burundi.

Le Burundi n'est pas indépendant sur le plan énergétique, puisqu'il dépend largement de la centrale de Mururu pour son approvisionnement en électricité. Aussi certains projets d'aménagement ont-ils été proposés au nombre desquels la construction d'un barrage sur la Ruvubu près de Kitega. La réalisation de ce projet ne semble pas devoir être recommandée en raison du coût de l'opération qui a été estimé à 1,6 milliard de francs burundi. Ces charges empêcheraient le Burundi, pour une période d'au moins quinze années, de recourir à l'emprunt public pour le financement d'autres opérations de développement (a). Or, la rentabilité de la centrale sera, pendant

(a) CASTELET P., "Note sur la Nécessité et l'utilité de la participation financière de l'Etat à certains projets en cours d'examen au début de 1966."

une longue durée, négative. De plus, les effets de liaison ne semblent pas devoir être importants. Il y a d'autres moyens moins onéreux d'assurer l'indépendance énergétique du Burundi.

Il serait, par exemple, possible pour le Burundi de tirer parti des aménagements de la Nyawarongo au Rwanda, tant sur le plan de l'irrigation que sur le plan énergétique. La centrale, qui pourrait être construite au lac Tshoaha Sud, devrait permettre la production de 50 millions de Kwh, c'est-à-dire à peu près ce qui est prévu pour le barrage de la Ruvubu. Toutefois, cette énergie ne pourra être fournie que durant 100 jours de l'année. Il s'imposerait dans ce cas d'interconnecter, à l'instar de ce que l'on propose pour le Rwanda, les centrales de la Nyawarongo, de la Ntaruka et celle de Mururu. De plus, le Burundi peut assurer son indépendance énergétique par la construction d'une centrale thermique de réserve à Bujumbura.

Est du Congo.

Grâce à la rivière Ruzizi, le Kivu dispose d'un important potentiel énergétique. Cette rivière offre de grandes possibilités de développement car son débit est régularisé par l'énorme bassin que constitue le lac Kivu (2.300 km²). La centrale de Mururu, dont l'aménagement a été achevé en 1958, ne constitue que le premier échelon d'une série d'usines en cascade, qui peuvent être installées sur la Ruzizi et dont la puissance globale a été évaluée à 350.000 Kw.

b) Mesures institutionnelles.

Comme on l'a vu, les données de la géographie font de l'énergie un secteur privilégié de coopération économique entre le Burundi, le Rwanda et le Congo. Ces deux derniers pays possèdent en commun plusieurs sources d'énergie dont les plus importantes sont les eaux de la Ruzizi et le gaz méthane du lac Kivu. Ces pays ont tout intérêt à exploiter ces ressources en commun. Bien plus, ils trouvent un avantage direct à intéresser le Burundi à leur exploitation, qui requiert en effet d'importants investissements, difficilement justifiables en l'absence de débouchés suffisants. En consommant l'électricité de la Ruzizi, le gaz méthane du lac Kivu ou tout produit qui peut être fabriqué directement à partir de ce gaz, comme les engrais azotés, le Burundi contribue grandement à rentabiliser les entreprises de transformation des ressources énergétiques. Cette contribution est encore renforcée si ce pays participe à la constitution du capital des sociétés d'exploitation. Les trois pays devraient participer à la réalisation de la centrale de la Kiliba, prévue par le

second plan décennal du Congo pour l'électrification et l'irrigation de la plaine de la Ruzizi. La coopération s'impose en outre dans le domaine de l'eau industrielle qui est en grande partie commune aux trois pays.

Il semble dès lors que la création des régies internationales soit le meilleur moyen d'assurer la mise en valeur et l'exploitation la plus efficiente des ressources considérées. Sans vouloir préjuger des solutions à adopter, il est permis de penser que ces régies internationales doivent être autonomes sans pour cela échapper au contrôle direct des Etats membres. Elles pourraient être gérées par des fonctionnaires internationaux appartenant aux trois pays et en même temps placées sous l'autorité d'un conseil composé des trois ministres de l'énergie. Les décisions importantes devraient être prises à l'unanimité.

Cette solution permettrait de dégager une politique commune de l'énergie qui pourrait s'appuyer sur d'importants moyens d'action. Ils s'agit en outre d'amorcer un processus d'intégration sectorielle à l'instar de ce qui s'est fait en Europe par la CECA.

812.- Transports.

Le principal handicap d'industrialisation du bassin économique des Grands Lacs réside dans l'éloignement de des régions par rapport aux débouchés maritimes et aux foyers industriels de l'Afrique de l'Est ou du Congo.

Dans l'état actuel du réseau de communication, l'incidence des coûts de transport grève lourdement le prix de revient des matières premières importées et restreint les possibilités de la valorisation des avantages comparatifs locaux. Dans ces conditions, le facteur primordial pour un élargissement du marché et la constitution d'un pôle de croissance industriel dans la Région des Lacs réside dans la réduction des distances économiques, c'est-à-dire dans la baisse de l'ensemble des coûts de transport.

L'amélioration des voies de communication devra non seulement concerner les relations au sein de la région pôle, mais encore faciliter l'ouverture de cette dernière à l'économie internationale.

A) Amélioration des relations avec l'extérieur.

1. Avec le Congo.

En l'absence de liaisons économiques, la Région des Lacs est toujours restée excentrique par rapport aux foyers industriels congolais.

Pour remédier à cette situation et aboutir à une intégration économique des trois pays qui soit basée sur une véritable division interrégionale du travail, les principales recommandations qui s'imposent en matière de transport sont les suivantes :

a) Achèvement, en priorité, du nouvel axe moderne Bukavu-Kisangani.

Cette route entièrement revêtue réduira le trajet entre Bukavu et Kisangani à 630 km contre 1.281 par l'ancien itinéraire. Elle permettra enfin une liaison directe, rapide et économique entre Bujumbura et Kisangani. De même, les distances économiques entre Kinshasa et la Région des Lacs s'en trouveront sensiblement diminuées.

Au lieu de transiter par Albertville comme par le passé, la plupart des échanges commerciaux se feront directement par la nouvelle route. Le nombre des ruptures de charge entre Bujumbura et Kinshasa sera ainsi ramené de 4 à 1.

La baisse des coûts de transport entre les régions mises en contact par la nouvelle infrastructure va agir aussi sur l'intensité des flux de marchandises transportées. Grâce à une baisse du coût des approvisionnements en provenance de Kisangani et de l'Ouest du Congo, de nombreuses activités de la Région des Grands Lacs vont s'en trouver stimulées. Inversement, la pénétration des marchés de Kisangani et de Kinshasa par les produits en provenance des Grands Lacs pourra se faire à un prix plus compétitif.

En fait, l'intérêt principal de cette nouvelle route sera de mettre fin au relatif cloisonnement dont souffrait jusqu'à présent le bassin économique des Grands Lacs, par rapport à l'espace économique congolais. Elle permettra notamment un développement en complémentarité des pôles potentiels de Kisangani et des Grands Lacs.

b) La constitution d'une régie commune des transports publics des trois pays.

Une telle formule devrait permettre l'extension au Rwanda et Burundi des jeux des politiques tarifaires en vigueur sur les réseaux congolais.

Il n'est pas question ici d'une relance de l'ancienne politique dite de la voie nationale, qui visait à attirer par des tarifs largement dégressifs les produits agricoles et minéraux des régions périphériques de l'Est, vers Matadi; mais bien de compenser le handicap géographique dont souffrent les industries manufacturières de la région pour pénétrer les marchés des grands centres congolais et vice-versa.

La création d'une compagnie de navigation unique pour le Congo, le Rwanda et le Burundi suggérée en août 1966 par la conférence intergouvernementale de Kinshasa en vue de l'exploitation en commun du trafic sur le Tanganyika pourrait être un premier jalon pour une collaboration plus étroite entre les trois pays en matière de transport et la constitution d'une régie commune des transports publics.

- c) Procéder à des études en vue de déterminer les possibilités techniques et la rentabilité économique de la construction d'un tronçon ferroviaire entre Bujumbura et Albertville le long du Tanganyika. Cette ligne permettrait une liaison beaucoup plus rapide et sans rupture de charge entre Bujumbura de Lubumbashi.

2. Avec l'Afrique de l'Est.

La plupart des exportations du Rwanda et du Burundi étant aussi des exportations du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, le seul espoir de faire grossir le flux des échanges commerciaux entre la Région des Lacs et l'Afrique de l'Est réside dans l'amélioration du réseau des transports et dans les facilités de transit.

En fonction du trafic actuel et de ses perspectives d'expansion, les réalisations à prévoir par les gouvernements du Rwanda et du Burundi sont :

/ Pour le Rwanda ;

- a) Construction en première urgence d'un axe lourd Kigali-Ouganda.

Les voies vers l'Ouganda présentent le mérite d'ouvrir le bassin économique des Grands Lacs sur un pays riche et en pleine expansion (région industrielle de Kampala et de Jinja).

Parmi les divers itinéraires possibles (cfr n° 213), les calculs effectués par le Ministère français de la Coopération conseillent l'aménagement prioritaire de la liaison Kigali-Katitumba via Gatsibo. Celle-ci serait non seulement la plus économique mais aussi la plus souple, puisqu'elle permettrait une réorientation éventuelle du trafic vers la Tanzanie, en cas de difficulté politique avec l'Ouganda.

Les deux tiers de la production de café et la quasi totalité des minerais du Rwanda empruntent déjà maintenant le chemin de Katitumba mais par Kayonza. Selon l'étude française précitée, la date optimum pour la mise en service d'un nouvel équipement serait présentement dépassée; tout délai supplémentaire se traduirait donc par des pertes économiques.

L'aménagement de l'itinéraire Kigali-Gatsibo-Katitumba écourterait de près de 40 km l'actuel trajet par Kayanza; de plus, cette nouvelle route aurait l'avantage d'équiper la région de Mutara actuellement défavorisée mais pour laquelle existe des projets de développement et d'implantation de populations nouvelles.

b) Réalisation à moyen terme d'un grand axe commercial Rwanda-Tanzanie par Rusumu.

Un accord a déjà été conclu à cet égard entre les deux pays en septembre 1966. Cette entreprise implique l'amélioration par le Rwanda de la route Kibungo-Rusumu et la construction d'un pont sur la Kagera.

Quant à la Tanzanie, elle devrait entreprendre sur la rive droite de la Kagera, les travaux nécessaires à l'ouverture d'une quinzaine de km de routes nouvelles et améliorer la route Ngara-Lusahanga afin de rendre celle-ci carrossable en toutes saisons.

Si l'utilité économique actuelle de cette liaison reste restreinte par la sous-exploitation et le sous-peuplement des régions Ouest de la Tanzanie, cette situation ne va cependant pas perdurer car le gouvernement tanzanien est soucieux d'intégrer ces territoires périphériques à la croissance générale du pays.

Il ne fait nul doute dans ces conditions que le volume des relations commerciales Rwanda-Tanzanie s'accroîtra sensiblement à l'avenir. Il faut noter aussi que l'aménagement d'un axe nouveau avec la Tanzanie constituera une garantie supplémentaire pour le commerce extérieur du Rwanda en cas de difficultés avec l'Ouganda.

De plus, l'Ouest de la Tanzanie actuellement sous-peuplé pourrait servir d'exutoire pour le surplus de la population rwandaise et du Burundi. Un peuplement plus dense de ces régions faciliterait d'ailleurs leur mise en valeur par le Gouvernement tanzanien.

Pour le Burundi.

Amélioration des deux routes qui à partir de Gitega vont vers la Tanzanie.

L'une, par Muyinga conduit au port de Bukaba sur le lac Victoria, l'autre, par Kininau faciliterait la mise en valeur prévue au Mosso.

Ces aménagements ne deviendront cependant vraiment nécessaires qu'en cas de développement des régions Ouest de la Tanzanie. En attendant, les liaisons avec (et au travers) de ce pays se font quasi exclusivement et d'une manière satisfaisante par Kigoma et le chemin de fer de Dar-Es-Salam.

B) Amélioration des communications internes à la Région des Lacs.

Il convient également d'améliorer les relations entre les principaux points d'appui de la région pôle (Bujumbura-Kigali-Goma-Bukavu) afin que ceux-ci constituent un tout intégré. Les communications les plus faciles se font actuellement selon un axe Sud-Nord constitué par le lac Tanganyika, la route asphaltée Bujumbura-Bukavu et le lac Kivu de Bukavu à Goma.

Parmi les principaux aménagements à entreprendre, il faut signaler :

- l'asphaltage prioritaire de l'axe Kigali-Bujumbura.
Cette route doit, la première, recevoir un revêtement, d'une part parce qu'elle draine la région la plus peuplée du Rwanda et du Burundi, d'autre part parce que la baisse du coût de transport qui en résultera attirera une plus grande part du commerce extérieur du Rwanda vers Bujumbura dont les installations sont présentement sous-utilisées.
- revêtement en deuxième urgence de l'axe Kigali-Ruhengeri-Kisenyi (Goma).
Actuellement déjà, cette route est une des plus fréquentées du pays notamment sur le tronçon Ruhengeri-Kisenyi où le trafic dépasse 100 véhicules/jour.
- aménagement de la route Kigali-Gitarama-Cyangugu-Bukavu.
Cette liaison permettrait une communication directe et rapide Kigali-Kisangani.
- achèvement de l'asphaltage de la route de Bujumbura vers Kitega, deuxième ville du Burundi.

Conclusion.

L'amélioration des voies de communications dans la Région des Lacs devra toujours s'inspirer du souci de faire de ces régions la plaque tournante d'une future intégration entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale.

Jusqu'à présent, plusieurs voies de pénétration convergent sans se rejoindre, à partir de l'Océan Indien ou de l'Océan Atlantique vers le coeur de l'Afrique et créent plusieurs marchés compartimentés défavorables à la naissance d'activités industrielles locales diversifiées.

L'interconnection de ces divers voies de pénétration grâce à l'aménagement adéquat de l'infrastructure des transports de la région des Lacs, permettrait aux entreprises s'y installant d'approvisionner simultanément les marchés nationaux des pays africains limitrophes.

L'obstacle principal à l'industrialisation du bassin économique des Grands Lacs serait ainsi vaincu; un large marché lui serait ouvert permettant aux entreprises de bénéficier des avantages de la dimension.

Ce n'est là bien sûr qu'une vue à long terme supposant une franche coopération économique entre les Etats concernés et la garantie de financements importants.

813.- Mesures contingentaires et tarifaires.

Comme on l'a souvent souligné par ailleurs, les possibilités d'industrialisation de la région des lacs ont été jusqu'ici fortement limitées par l'étroitesse du marché. Celle-ci s'explique par trois causes principales :

- 1° l'absence de ressources minérales abondantes,
- 2° l'éloignement de cette zone du centre de l'Afrique par rapport aux débouchés maritimes et aux centres industriels du Congo ou de l'Afrique de l'Est;
L'incidence des coûts de transport est en effet telle qu'elle limite les possibilités de valorisation et d'exportation des ressources naturelles; d'autre part, elle grève le prix des matières premières importées et restreint l'aire de marché des entreprises locales;
- 3° le morcellement politique de ces régions qui se répartissent entre le Congo, le Rwanda et le Burundi. Ces frontières politiques s'accompagnent souvent d'entraves commerciales plus ou moins importantes qui réduisent d'autant la véritable dimension du marché des Grands Lacs.

Les projets présentés dans cette étude pour la Région des Lacs supposent l'application d'accords commerciaux et d'une politique tarifaire sélective entre le Congo, le Rwanda et le Burundi; en vue d'arriver à une spécialisation interrégionale des activités, favorable à l'élargissement général des marchés.

Pour que leur rentabilité économique soit assurée, la plupart des projets devront bénéficier de l'entière du marché actuel des Grands Lacs. Pour ce faire, il faudra prévoir la suppression des

barrières douanières entre les trois pays pour les produits concernés par ces industries. Pour d'autres projets (par exemple la conserverie de viande bovine de Bujumbura) qui doivent trouver leurs débouchés au-delà de la région même, dans les centres industriels congolais, il faudrait prévoir non seulement la suppression sur ces produits des droits douaniers entre les partenaires commerciaux, mais en outre un relèvement des protections vis à vis des articles similaires importés des pays tiers. De plus, il sera nécessaire que, par souci de coopération économique avec le Rwanda et le Burundi, le Congo renonce délibérément à produire lui-même certains biens dont une partie prépondérante des débouchés se trouve sur son territoire.

Il est évident que le Congo n'acceptera de prendre ces mesures et de supporter la hausse des prix qui en résultera pour certaines marchandises que moyennant des garanties réciproques quant à la pénétration de ses produits industriels sur l'entière du marché de la Région des Lacs que la création d'activités nouvelles aura par ailleurs élargi.

Les tableaux suivants donnent à partir des prix CAF (ex-usine) et des coûts de transport des exemples des niveaux de production douanière dont devraient bénéficier quelques-uns des articles dont on prévoit la fabrication dans la Région des Lacs, s'ils devaient respectivement s'assurer le marché des Grands Lacs, de Kisangani, de Kinshasa et de Lubumbashi.

Théoriquement, le niveau du tarif douanier "extérieur" nécessaire sera fonction à la fois de la localisation des principaux débouchés par rapport au lieu d'implantation de la future usine et de la nature des produits à expédier. Ainsi, les entreprises dont la part prépondérante des débouchés prévus se trouvent dans la Région des Lacs, c'est-à-dire dans un environnement immédiat, bénéficieraient d'une protection naturelle due aux importants coûts de transport terrestres qui vont pénaliser les produits concurrents importés d'outre-mer.

Cette protection sera d'autant plus efficace que les marchandises transportées seront pondéreuses ou volumineuses pour ne faible valeur unitaire. Selon les projets, les barrières douanières encore requises seront soit réelles soit réduites au minimum.

Tableau 813.a

Articles de ménage émaillés.

Prix hypothétiques du produit local et du produit importé en fonction des coûts de transport et estimation en approximation de la protection douanière requise.

prix ex-usine : 35,-frs le kg

- Caf: 25,-frs le kg

	Grands Lacs	Kisangani	Lubumbashi	Kinshasa
Produit importé	30,15	27,57	28,74	26,01
Produit local	35	38,10	39,51	40,49
$\frac{\text{Produit local}}{\text{Produit importé}} \times 100$	+17%	+38%	+37%	+56%

Tableau 813.b.

Outils.

Prix hypothétiques du produit local et du produit importé en fonction des coûts de transport et estimation en approximation de la protection douanière requise.

prix ex-usine : 37,-frs le kg

-CAF 30,-frs le kg

	Grands Lacs	Kisangani	Lubumbashi	Kinsbasa
Produit importé	33,65	31,68	32,30	30,65
Production locale	37	40,51	40,16	41,24
$\frac{\text{Production locale}}{\text{Produit importé}} \times 100$	+10%	+25%	+25%	+35 %

Tableau 813.c.

Articles en plastique.

Prix hypothétiques du produit local et du produit importé en fonction des coûts de transport et estimation en approximation de la protection douanière requise.

Prix ex-usine : 70,-frs le kg

Prix CAF = 63,-frs le kg

	Grands Lacs	Kisangani	Lubumbashi	Kinshasa
Produit importé	74,52	68,48	71,8	65,04
Produit local	70	76,20	79,88	81,5
$\frac{\text{Produit local}}{\text{Produit importé}} \times 100$	-6%	+11%	+11%	+22%

Tableau 813.d

Engrais azotés.

Prix hypothétiques du produit local et du produit importé en fonction des coûts de transport et estimation en approximation de la protection douanière requise.

Prix ex-usine : 3,88 le kg

Prix CAF Matadi : 3,65 le kg

	Grands Lacs	Kisangani	Lubumbashi	Kinshasa
Produit importé	4,85	4,05	4,44	3,83
Produit local	3,88	5,28 (a)	5,26	5,27 (b)
$\frac{\text{Produit local}}{\text{Produit importé}} \times 100$	-20%	+30%	+18%	+53%

(a) par la route

(b) nouvelle route et fleuve.

Tableau 813.e.

Prix hypothétiques du produit local et du produit importé en fonction des coûts de transport et estimation en approximation de la protection douanière requise.

Carreaux céramique Prix ex-usine : 11,-frs le kg prix CAF : 8,-frs le kg
 Vaisselle Prix ex-usine : 28,-frs le kg prix CAF : 19,-frs le kg
 Sanitaires en céramique Prix ex-usine : 20,-frs le kg prix CAF : 22,-frs le kg

	Grands Lacs	Kisangani	Lubumbashi	Kinshasa
Carreaux céramique importés	10,9	8,96	9,82	8,43
Carreaux céramique local	11	13,96	13,04	13,55
Vaisselle importée	24,76	21,74	23,40	20,02
Vaisselle locale	28	31,10	32,95	33,04
Sanitaire en céramique importé	26,75	24,36	25,18	22,95
Sanitaire en céramique local	20	23,10	24,18	24,19
Carreaux céramique local x 100	-2%	+55%	+32%	+60%
Carreaux céramique importé				
Vaisselle locale X 100	+13%	+43%	+40%	+65%
Vaisselle importée				
Sanitaire céramique local x 100	-26%	- 6%	- 4%	+ 5%
Sanitaire céramique importé				

Par contre, la position compétitive des entreprises de la Région des Lacs prévues pour alimenter principalement une demande lointaine (par exemple le marché de Lubumbashi et surtout de Kinshasa) sera réduite par l'importance des coûts de transport. A moins de bénéficier d'emblée d'avantages comparatif capables de compenser l'incidence des coûts de transport des produits jusqu'au marché, ces entreprises devront donc être protégées par des tarifs douaniers adéquats frappant les produits concurrents importés.

En définitive, la politique tarifaire devra donc varier de produit à produit. Elle ne pourra être déterminée qu'après négociation entre les partenaires.

En dépit de la hausse de quelques prix qui pourrait résulter de certaines des mesures qui seront arrêtées, il ne fait nul doute qu'il est de l'intérêt commun du Congo, du Rwanda et du Burundi que s'ébauche une plus grande intégration économique. Moyennant des accords de clearing sur le règlement des dettes extérieures réciproques, chacun des partenaires pourra notamment réaliser de substantielles économies de devises, tandis que d'une façon générale les marchés se trouveront élargis et le processus d'industrialisation stimulé.

814.- Le pôle agricole de la Ruzizi.

Il paraît utile de résumer dans une note synthétique ce qu'est la plaine de la Ruzizi et le rôle qu'elle pourrait jouer dans le développement économique de régions avoisinantes.

La plaine de la Ruzizi s'étend de l'escarpement de Kamaniola jusqu'au lac Tanganyika sur une longueur de près de 80 km et se prolonge au Sud de Bujumbura par l'isohypse de 1.000 mètres et occupe la portion du Graben central située au Nord du lac Tanganyika. Le climat est tropical, avec une pluviosité de 800 à 1.000 mm, mais la région subit l'effet des vents desséchants en saison non pluvieuse.

La plaine de la Ruzizi se trouve à cheval sur les territoires du Congo, du Burundi et du Rwanda qui n'en possède cependant qu'une faible partie, à l'extrême Nord.

La nature de terre, les ressources en eau, les reliefs et la localisation géographique de cette région, sise entre le centre de Bukavu et de Bujumbura en font une base toute indiquée pour la création d'un pôle de développement axé principalement sur l'agriculture.

Les sols de cette région se sont développés en grande partie sur des alluvions pluviales et des alluvions lacustres d'un potentiel de fertilité qui permet, moyennant certains aménagements, non seulement la culture de plantes vivrières traditionnelles, mais également de plantes industrielles telles que le coton et la canne à sucre. L'ensemble des terres propices aux cultures et à l'élevage peut être estimé à près de 100.000 hectares.

Certains sols, de part leur richesse chimique et leur structure imperméable en profondeur, conviennent à des cultures de riz irriguées à partir des affluents de la Ruzizi.

Signalons à ce propos que les eaux de la rivière Ruzizi elle-même sont généralement impropres à l'irrigation parce que trop magnésiennes. Voici comment se répartissent les sols utilisables de la plaine :

Tableau 814.a.

	Côté Congo	Côté Rwanda et Burundi
Polyculture	15.000 ha	35.000 ha
Vocation rizicole	16.000 ha	10.000 ha
Pâturages	10.000 ha	18.000 ha
	<u>41.000 ha</u>	<u>63.000 ha</u>

Le relief peu accidenté des zones agricoles de la Ruzizi est favorable à l'introduction de méthodes culturales intensifiées (préparation mécanique des sols, fumure, emploi systématique de produits phytosanitaires, maîtrise de l'eau etc.).

Les populations de la plaine ont déjà été partiellement touchées par des réalisations agricoles d'un type assez évolué, tant du côté Congo que du côté Rwanda et Burundi.

Dans la province du Kivu sur la rive droite de la Ruzizi, la mission anti-érosive avait mis en place à partir de la fin de la seconde guerre mondiale un vaste paysannat s'étendant sur plus de 13.000 hectares dont 6.900 en vocation forestière, 2.400 en vocation pastorale et 3.900 en vocation agricole.

Ce paysannat intéressait en 1958 près de 300 cultivateurs et pratiquait la préparation mécanique des sols pour le coton et les plantes vivrières et la culture irriguée du riz. Un autre paysannat, celui de la Kiliba comprenait 1.100 cultivateurs et s'occupait essentiellement de cultures irriguées.

Du côté Rwanda et Burundi, les paysannats pratiquaient la culture manuelle ou attelée, dans des structures agricoles plus évoluées que les structures traditionnelles et selon des méthodes améliorées : rotations, contrôle phytosanitaire régulier, aménagements hydrauliques simples, etc.

L'introduction de ces améliorations avait été précédée ou accompagnée d'aménagements fonciers ou sociaux destinés à permettre une utilisation optimale des perfectionnements techniques apportés à la production.

Au 31 décembre 1959 plus de 9.000 lotissements couvrant 35.000 ha étaient occupés, cultivant du coton, des plantes vivrières et divers.

La production de 1959 s'élevait à 1:

- 8.600 tonnes de coton-graines
- 2.500 tonnes de paddy
- 1.420 tonnes d'arachides
- 1.350 tonnes d'haricots
- 5.000 tonnes de maïs
- 58.000 tonnes de manioc.

A côté des initiatives gouvernementales, il faut également citer l'installation, en 1958, d'une société privée (Sucraf), sur une superficie de 7.500 ha, en vue de la production de cannes à sucre. Une sucrerie a été mise en fonctionnement par la société. De plus, il était prévu d'adjoindre aux cultures privées un paysannat sucrier portant sur 1.000 ha de rotation.

Le potentiel de la plaine de la Ruzizi est donc très important et une infrastructure relativement développée y a déjà été installée.

Bordée de régions surpeuplées et accidentées, voisine de deux agglomérations importantes, la plaine de la Ruzizi peut et doit constituer un grenier vivrier, exploité d'une manière moderne et intensive. Les plantes industrielles incluses dans les rotations donneront les matières premières indispensables aux usines textiles et aux huileries de la région, contribuant ainsi à un début d'industrialisation.

Les terres plus accidentées, le bas des pentes des escarpements les jachères améliorées dans les assolements agricoles constitueront une bonne base pour un élevage amélioré.

En ajoutant à ces possibilités le potentiel piscicole du lac Tanganyika, on aboutirait à la constitution d'un pôle de développement très complet dont l'action sur le centre du Kivu, le Sud-Ouest du Rwanda et le Nord-Ouest du Burundi serait particulièrement importante.

Par ailleurs, l'introduction dans les communautés agricoles de la plaine, d'une agriculture progressivement intensifiée, de structures professionnelles, précoopératives et ensuite coopératives, contribuerait à créer chez les cultivateurs, les techniciens et les dirigeants locaux, une mentalité propice au développement et une expérience concrète des problèmes réels posés par celui-ci.

Les promesses de la Ruzizi sont donc très grandes. Elles ne pourront pas se réaliser si l'on se contente d'efforts fragmentaires et de réalisations incomplètes, individuellement intéressantes mais dont aucune n'atteindrait le seuil d'ébranlement susceptible de déclencher un processus irréversible de progrès économique et social. Seule une action intégrée, coordonnant l'action des trois pays intéressés et comportant une aide extérieure importante et durable pourra assurer une utilisation rationnelle et complète de l'énorme potentiel économique et humain de la plaine de la Ruzizi.

L'intégration ne signifie pas nécessairement le gigantisme de projets spectaculaires qui triomphent de la nature physique mais buttent sur la nature humaine. On peut concevoir une intensification localisée aux points les plus favorables et s'étendant progressivement de poche en poche tout en s'insérant sur un plan général de mise en valeur, chaque réalisation épaulant et complétant les autres.

Dans ce cadre, le développement intensif de l'agriculture et de la culture de la tomate, destinées à la transformation industrielle, viendront s'intégrer à la culture de la canne à sucre dont les possibilités restent grandes.

Certains objectifs particuliers ont été bien définis par les travaux de l'AESED, de l'ISABU, du Ministère de l'Agriculture : cultures vivrières et coton partiellement irriguées, riz irrigué, ceinture maraîchère de Bujumbura, mixed farming, reboisement des montagnes en bordure.

Le but final à atteindre par la réalisation de ces objectifs est de provoquer une mutation au sein des communautés rurales de la plaine, pour en faire des cultivateurs modernes, exemples et porteurs de progrès.